
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 99 — 3046

[C — 99/14209]

14 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté royal portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet

RAPPORT AU ROI

Sire,

La réglementation actuellement en vigueur concernant l'édition des annuaires téléphoniques est apparue ces derniers mois comme n'étant plus adaptée aux évolutions du secteur des télécommunications, notamment à la suite de la multiplication des opérateurs, aux souhaits de la majorité de nos concitoyens en matière de protection de leur vie privée et à la nécessité d'assurer une gestion efficace des ressources naturelles.

Il est dès lors proposé de réformer la réglementation applicable à la confection, à l'édition et à la distribution des annuaires téléphoniques en tenant compte des préoccupations énoncées plus haut.

Ainsi, les conditions dans lesquelles les annuaires peuvent être édités sont largement simplifiées. Les personnes qui souhaitent éditer un annuaire doivent faire une déclaration à l'Institut belge des services postaux et des télécommunications quatre semaines avant le début de leurs activités. Les opérateurs de téléphonie vocale et de téléphonie mobile doivent fournir à ces éditeurs les données-utilisateurs finals dans des conditions techniques, financières et commerciales équitables, raisonnables et non discriminatoires. Les seules obligations qui pèsent sur les éditeurs de ces annuaires sont des conditions visant à assurer un traitement équilibré entre les personnes qui figurent dans ces annuaires ou auxquelles ces annuaires sont remis.

L'arrêté royal définit en plus une catégorie spéciale d'annuaires, à savoir l'annuaire universel, pour lequel, afin d'en assurer le caractère universel, l'éditeur est soumis à des obligations complémentaires.

Cet annuaire universel doit reprendre dans un classement alphabétique, l'ensemble des utilisateurs finals par commune, y inclus les personnes cohabitantes qui ont manifesté l'intention de figurer dans l'annuaire sous leur nom propre.

Pour ce qui concerne les règles en matière de protection de la vie privée, il est évident que ne figureront dans l'annuaire que les noms des personnes qui l'ont souhaité.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 3046

[C — 99/14209]

14 SEPTEMBER 1999. — Koninklijk besluit houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en tot intrekking van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 met hetzelfde onderwerp

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De jongste maanden is gebleken dat de reglementering die momenteel inzake de uitgave van telefoongidsen van kracht is, niet meer is aangepast aan de ontwikkelingen in de telecommunicatiewereld — meer bepaald door de toename van het aantal operatoren —, aan de wensen van de meerderheid van onze medeburgers inzake bescherming van hun privé-leven, noch aan de noodzaak om de natuurlijke hulpbronnen efficiënt te beheren.

Derhalve wordt een hervorming voorgesteld van de reglementering die op de vervaardiging, uitgave en verspreiding van telefoongidsen toepasselijk is, waarbij rekening wordt gehouden met de hierboven vermelde bezorgdheid.

De voorwaarden waaronder de telefoongidsen mogen worden uitgegeven, worden daarom aanzienlijk vereenvoudigd. Personen die een telefoongids wensen uit te geven moeten vier weken voor de aanvang van hun activiteit daarvan aangifte doen bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. De operatoren voor spraaktelefonie en mobiele telefonie moeten die uitgevers de eindgebruikergegevens verstrekken tegen billijke, redelijke en niet-discriminerende technische, financiële en commerciële voorwaarden. De enige verplichtingen die op de uitgevers van die gidsen rusten, zijn voorwaarden die erop gericht zijn een evenwichtige behandeling te garanderen van de personen die in die gidsen vermeld staan of aan wie die telefoongidsen worden bezorgd.

Het koninklijk besluit definieert bovendien een bijzondere categorie van telefoongidsen, namelijk de universele telefoongids, waarvoor de uitgever aan bijkomende verplichtingen wordt onderworpen om het universele karakter van die gids te waarborgen.

Die universele telefoongids moet in alfabetische rangschikking alle eindgebruikers per gemeente vermelden, met inbegrip van samenwonenden die de wens hebben geuit om onder hun eigen naam in de gids te worden vermeld.

Wat betreft de regels inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer is het evident dat in de telefoongids enkel maar de naam zal worden vermeld van de personen die dat wensen.

Il est cependant à remarquer que les abonnés à la téléphonie mobile qui ne figuraient jusqu'à présent qu'à leur demande expresse, seront dorénavant traités dans les mêmes conditions que les abonnés à la téléphonie vocale fixe, c'est-à-dire qu'ils feront l'objet d'une mention dans l'annuaire sauf s'ils expriment l'objection d'y être répertoriés. Une disposition transitoire est cependant prévue pour les abonnés à la téléphonie mobile existants qui continueront à ne pas figurer dans l'annuaire sauf s'ils en expriment l'intention; les opérateurs seront cependant tenus de demander à leurs clients de confirmer leur choix.

Enfin, il faut rappeler qu'en matière d'annuaires, l'article 84 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques prévoit que le service universel contient l'édition de l'annuaire universel dans les zones où aucun éditeur ne publie un tel annuaire.

Commentaires des articles

Le chapitre I^{er} traite des obligations qui pèsent sur tous les éditeurs d'annuaires.

L'article 1^{er} contient un certain nombre de définitions, celles-ci marquent la distinction entre l'annuaire et l'annuaire universel. L'annuaire universel se caractérise par le fait qu'il doit comprendre un classement alphabétique par nom et par commune des utilisateurs finals du service de téléphonie.

Cette liste reprend, pour l'ensemble des opérateurs, les utilisateurs finals à un service fixe et/ou mobile de téléphonie vocale, qui n'ont pas manifesté le souhait de bénéficier d'un numéro secret.

Ces derniers sont repris dans l'annuaire universel à l'adresse du domicile.

L'annuaire reprendra, d'une part, les données limitées à ce qui est nécessaire pour identifier un utilisateur final et, d'autre part, les données limitées à ce qui est nécessaire pour identifier les cohabitants des utilisateurs finals lorsque ceux-ci désirent figurer sous leur propre identité dans l'annuaire universel. Des données supplémentaires peuvent figurer pour autant que l'abonné ait donné son consentement sans ambiguïté à ce sujet.

Il est normalement prévu que le classement des utilisateurs finals se fasse par ordre alphabétique et par communes. Certains cas de regroupement des utilisateurs finals d'une même institution seront cependant tolérés s'ils ont pour but de faciliter les recherches dans l'annuaire.

L'insertion des données utilisateur finals dans l'annuaire universel, ne peut pas faire l'objet d'une redevance qui serait imputée à cet abonné; il en est de même pour les cohabitants.

Il est bien évident que la multiplication des opérateurs concernés pose pour les éditeurs un problème dû à la diversité des sources d'accès; le présent projet ne fait aucun obstacle à un éventuel accord entre opérateurs en vue de standardiser leurs bases de données respectives.

L'article 2 concerne le contenu et la manière d'introduire la déclaration imposée par la loi aux personnes qui souhaitent confectionner, vendre ou distribuer un annuaire.

Par ces activités, on entend aussi toute action en rapport avec les tâches visant à confectionner, vendre ou distribuer des annuaires. Par exemple, la prospection visant à insérer des annonces dans un annuaire en préparation est considérée comme faisant partie de ces activités.

L'obligation de déclaration préalable à ce genre d'activité contribue à la lutte contre les escroqueries, fréquentes en ce domaine.

Cet article précise les informations qui doivent figurer dans cette déclaration et les conditions dans lesquelles toute modification des informations initialement déclarées doit être notifiée à l'Institut. Parmi ces informations figurent notamment la description de la zone qui sera couverte, l'engagement à conclure un protocole avec les services de médiation et éventuellement la définition des catégories de personnes qui figureront dans l'annuaire. La déclaration contiendra aussi, le cas échéant, l'engagement éventuel de l'éditeur d'annuaire à publier un annuaire universel.

L'article 3 dispose que toutes les données utilisateurs finals reprises dans l'annuaire seront, sauf consentement de l'abonné, limitées au strict minimum nécessaire pour permettre l'identification de l'utilisateur final.

Toch wordt erop gewezen dat de abonnees van de mobiele telefonie die tot nog toe alleen maar op hun uitdrukkelijk verzoek werden vermeld, voortaan op dezelfde manier zullen worden behandeld als de abonnees van de vaste spraaktelefonie; dit betekent dat zij in de gids zullen worden vermeld, tenzij zij bezwaar uiten om daarin te worden opgenomen. Er wordt echter een overgangsbepaling opgenomen voor de bestaande abonnees van de mobiele telefonie die nog altijd niet zullen worden vermeld in de telefoongids behalve als zij hun voorstellen daartoe meedelen; de operatoren zullen evenwel verplicht zijn om aan hun klanten te vragen hun keuze te bevestigen.

Tot slot wordt eraan herinnerd dat op het stuk van telefoongidsen, artikel 84 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven bepaalt dat de universele dienstverlening de uitgave omvat van de universele telefoongids in zones waar geen enkele uitgever zulk een gids uitgeeft.

Artikelsgewijze commentaar

Hoofdstuk I handelt over de verplichtingen waaraan alle uitgevers van telefoongidsen onderworpen zijn.

Artikel 1 bevat een zeker aantal definities, die het onderscheid aangeven tussen de telefoongids en de universele telefoongids. De universele telefoongids wordt gekenmerkt door het feit dat die een alfabetische rangschikking moet bevatten op naam en per gemeente van de eindgebruikers van de telefoondienst.

Deze lijst bevat voor alle operatoren de eindgebruikers van een vaste en/of mobiele spraaktelefoondienst die niet de wens hebben uitgedrukt om een geheim nummer te hebben.

Deze laatste worden in de universele telefoongids opgenomen op het adres van de woonplaats.

De gids bevat enerzijds de gegevens die beperkt zijn tot hetgeen nodig is om een eindgebruiker te identificeren, en anderzijds, de gegevens die beperkt zijn tot hetgeen nodig is om de met de eindgebruikers samenwonende perso(o)n(en) te identificeren wanneer die onder de eigen identiteit in de universele telefoongids wenst/wensen te worden vermeld. Aanvullende gegevens kunnen worden vermeld voorzover de abonnee daartoe duidelijk zijn toestemming heeft verleend.

De normale rangschikking van de eindgebruikers is alfabetisch en per gemeente. Toch zullen sommige gevallen waarin de eindgebruikers van eenzelfde instelling bijeen worden gebracht, worden geduld indien deze ertoe strekken het opzoeken in de gids te vergemakkelijken.

De vermelding van de eindgebruikergegevens in de universele telefoongids mag geen aanleiding geven tot een vergoeding die aan die abonnee zou worden aangerekend; hetzelfde geldt voor samenwonenden.

Het spreekt vanzelf dat de toename van de betrokken operatoren voor de uitgevers een probleem vormt dat te wijten is aan de diversiteit van de informatiebronnen; het onderhavige ontwerp staat niet in de weg van een eventuele overeenkomst tussen operatoren om hun respectieve databases te standaardiseren.

Artikel 2 gaat over de inhoud van en de wijze waarop de aangifte moet worden ingediend die door de wet wordt opgelegd aan wie een telefoongids wenst te vervaardigen, verkopen of verspreiden.

Onder die activiteiten wordt ook verstaan elke handeling in verband met taken die erop gericht zijn telefoongidsen te vervaardigen, te verkopen of te verspreiden. Marktverkenning, bijvoorbeeld, die bedoeld is om aankondigingen op te nemen in een telefoongids die in de maak is, wordt beschouwd als een onderdeel van die activiteiten.

De verplichting tot voorafgaande aangifte ten aanzien van dit soort van activiteiten draagt bij tot de bestrijding van zwendelpraktijken, die op dat gebied veel voorkomen.

Dit artikel preciseert de inlichtingen die in deze aangifte moeten worden vermeld, alsmede de voorwaarden waaronder elke wijziging van de oorspronkelijk aangegeven inlichtingen aan het Instituut moet worden meegedeeld. Tot die inlichtingen behoort met name de beschrijving van de zone die zal worden bestreken, de verbintenis om met de ombudsdiensten een protocol af te sluiten en eventueel de definitie van de categorieën van personen die in de gids zullen worden vermeld. De aangifte vermeldt ook de eventuele verbintenis van de uitgever van de telefoongids om een universele telefoongids te publiceren.

Artikel 3 bepaalt dat alle eindgebruikergegevens die in de telefoongids worden opgenomen, behalve bij instemming van de abonnee, beperkt zullen blijven tot het strikte minimum dat nodig is om de eindgebruiker te kunnen identificeren.

Vu que cet article impose, sous réserve de l'accord des intéressés, que tous les utilisateurs finals entrant dans la ou les catégories visées par un annuaire figurent dans celui-ci, les opérateurs sont tenus de prévoir dans leurs contrats avec leurs clients de demander entre autres la ou les catégories de profession libérale ou d'activité commerciale, industrielle ou artisanale exercée par ceux-ci.

Cette mention minimale est gratuite.

Les mentions reprenant à la demande de l'abonné, les données des cohabitants seront également insérées gratuitement dans les annuaires.

Le fait que la personne reprise dans la catégorie concernée ne désire pas conclure de contrat publicitaire avec l'éditeur n'est pas considéré comme une opposition d'insertion.

Cet article précise également que si l'annuaire est remis gratuitement au public, il doit être remis à tous les utilisateurs finals se situant dans la zone de couverture de cet annuaire sans que ceux-ci ne doivent en faire la demande.

Dérogação peut cependant être accordée par le Ministre, sur proposition de l'IBPT, pour les annuaires spécialisés destinés à un public plus restreint. C'est le cas par exemple, de certains annuaires professionnels qui ciblent des catégories précises d'utilisateurs, et dont la diffusion est forcément plus limitée que celle des annuaires publicitaires tous publics. On peut également penser aux publications sur d'autres supports que le papier, tels les disques optiques compacts (CD-ROM).

A remarquer qu'afin d'éviter les gaspillages, un utilisateur final peut demander de recevoir gratuitement moins d'annuaires qu'il n'a de lignes d'accès, et que, dans l'hypothèse où une même personne est à la fois abonnée à un service mobile et à un service fixe, elle ne recevra qu'un seul exemplaire de l'annuaire.

L'article 4 précise que chaque éditeur confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire, quel que soit le support utilisé, doit en fournir gratuitement trois exemplaires à l'Institut lors de chaque mise à jour, afin que celui-ci puisse exercer sa mission de surveillance et de contrôle du secteur.

L'article 5 s'explique par le fait que les listes transmises aux éditeurs par les opérateurs reprennent les données utilisateurs finals des personnes qui ont accepté de figurer dans les annuaires mais ont demandé à ne pas figurer dans les listes utilisées à d'autres fins.

Le chapitre II organise la réglementation spécifiquement applicable aux éditeurs d'annuaires universels.

L'article 6 définit certaines conditions qui sont particulières à l'annuaire universel. L'éditeur d'annuaires doit préciser à l'Institut la zone qu'il couvre, afin que ce dernier puisse vérifier si l'entière du Royaume est couverte.

Chaque annuaire doit couvrir une zone qui correspond à une ou plusieurs zones téléphoniques contiguës et qui contient au moins 75.000 adresses.

L'annuaire universel ne pourra être imprimé sur un autre support sans être préalablement confectionné, édité et distribué sur un support papier, seul support accessible à l'ensemble du public.

L'annuaire universel doit présenter suffisamment de lisibilité et être neutre à l'égard des différents opérateurs de télécommunications.

Par exemple, il faut éviter des disproportions entre les diverses informations définies en annexe au présent arrêté et leur but; de plus, certains critères de format et de publicité doivent aussi être respectés, il reviendra donc au Ministre de préciser les exigences nécessaires afin que l'annuaire garde son caractère universel.

L'article 7 précise les modalités suivant lesquelles les opérateurs peuvent éventuellement facturer des frais pour la gestion de la liste des abonnés privés.

Vu qu'il s'agit d'une restriction à un principe de droit à la vie privée, ces facturations de frais doivent être réellement justifiées; elles sont soumises à l'approbation préalable du Ministre.

L'article 8 envisage l'hypothèse où un éditeur ne respecterait pas son engagement de couvrir une zone, et que cette zone ne serait couverte par aucun autre éditeur. Dans ce cas, l'IBPT fera procéder à l'édition de l'annuaire à charge de l'éditeur défaillant.

Les coûts éventuels pourront être supportés par le fonds du service universel qui aura à charge de récupérer ces coûts auprès de l'éditeur défaillant.

Aangezien dit artikel, onder voorbehoud van het akkoord van de betrokkenen, de verplichting oplegt dat alle eindgebruikers die in een door een telefoongids beoogde categorie of categorieën vallen, daarin worden vermeld, zijn de operatoren verplicht in hun contracten met hun klanten ervoor te zorgen dat zij onder andere vragen naar de categorie of categorieën van vrij beroep of van handels-, industriële of ambachtelijke activiteit die zij uitoefenen.

Deze minimale vermelding is gratis.

De vermeldingen die op verzoek van de abonnee de gegevens bevatten van de samenwonenden zullen ook gratis in de telefoongidsen worden opgenomen.

Het feit dat de persoon die in de betrokken categorie is opgenomen, geen reclamecontract met de uitgever wenst af te sluiten, wordt niet beschouwd als verzet tegen opname in de gids.

Dit artikel schrijft ook voor dat wanneer een gids gratis aan het publiek wordt toegezonden, deze moet worden verstrekt aan alle eindgebruikers die gevestigd zijn in de zone die door die telefoongids wordt bestreken, zonder dat zij die moeten aanvragen.

Niettemin kan de Minister, op voorstel van het BIPT hierop een afwijking toestaan voor gespecialiseerde telefoongidsen die voor een beperkter publiek bestemd zijn. Dit geldt bijvoorbeeld voor sommige professionele telefoongidsen die afgestemd zijn op precieze categorieën van gebruikers en waarvan de verspreiding noodzakelijkerwijs beperkter is dan die van de voor het publiek bestemde reclamegidsen. Men kan ook denken aan publicaties op andere dragers dan papier, zoals cd-roms.

Op te merken valt dat een eindgebruiker, om verspilling tegen te gaan, mag vragen om gratis minder telefoongidsen te ontvangen dan dat hij toeganglijnen heeft en dat, wanneer eenzelfde persoon zowel geabonneerd is op een mobiele als op een vaste dienst, die maar één exemplaar van de telefoongids ontvangt.

Artikel 4 verduidelijkt dat elke uitgever die een telefoongids vervaardigt, verkoopt of verspreidt, ongeacht de drager ervan, daarvan gratis drie exemplaren moet verstrekken aan het Instituut bij elke bijwerking, opdat dit laatste zijn taak kan vervullen inzake toezicht op en controle van de sector.

Artikel 5 wordt verklaard door het feit dat de lijsten die door de operatoren aan de uitgevers worden bezorgd de eindgebruikergegevens bevatten van de personen die hebben aanvaard te worden vermeld in de telefoongidsen maar die hebben gevraagd niet te worden opgenomen in de lijsten die voor andere doeleinden worden gebruikt.

Hoofdstuk II organiseert de reglementering die specifiek van toepassing is op uitgevers van universele telefoongidsen.

Artikel 6 stelt een aantal voorwaarden vast die specifiek zijn voor de universele telefoongids. Een uitgever van telefoongidsen moet aan het Instituut de zone opgeven die hij dekt, opdat het Instituut kan nagaan of het hele Rijksgebied wordt bestreken.

Elke telefoongids moet een zone dekken die overeenstemt met één of meer aangrenzende telefoonzones en die ten minste 75.000 adressen bevat.

De universele telefoongids mag niet op een andere drager worden afgedrukt zonder dat die eerst vervaardigd, uitgegeven en verspreid is op een papieren drager, de enige drager die voor het hele publiek toegankelijk is.

De universele telefoongids moet voldoende leesbaar en neutraal zijn ten aanzien van de verschillende telecommunicatieoperatoren.

Er moeten bijvoorbeeld wanverhoudingen worden vermeden tussen de diverse inlichtingen die in de bijlage bij dit besluit vastgelegd zijn en het doel ervan; bovendien moeten ook sommige criteria inzake formaat en reclame worden nageleefd; het staat daarom aan de Minister om de nodige vereisten te verduidelijken opdat de telefoongids zijn universele karakter behoudt.

Artikel 7 verduidelijkt de nadere regels volgens welke de operatoren eventueel kosten mogen aanrekenen voor het beheer van de lijst van de privé-abonnees.

Daar het gaat om een beperking van het principe van het recht op privacy moeten die aangerekende kosten werkelijk worden bewezen; zij worden vooraf ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister.

Artikel 8 betreft de veronderstelling dat een uitgever zijn verbintenis om een zone te dekken niet zou nakomen en dat deze zone door geen enkele andere uitgever zou worden gedekt. In dat geval zal het BIPT de gids laten uitgeven ten laste van de in verzuim zijnde uitgever.

De eventuele kosten kunnen worden gedragen door het fonds voor de universeledienstverlening, dat die kosten op de in verzuim zijnde uitgever zal moeten verhalen.

Pour qu'il soit considéré qu'un éditeur couvre une zone déterminée, il faudra qu'il édite un annuaire universel sur un support papier. L'édition d'un annuaire universel électronique sous forme, par exemple, d'un CD-Rom ou via Internet ne pourra être considérée comme assurant la couverture d'une zone déterminée.

Afin de vérifier si toutes les zones seront couvertes dans les délais prescrits, l'éditeur devra informer l'IBPT de son programme annuel.

L'article 9 précise que l'annuaire universel doit faire l'objet d'une nouvelle édition au moins tous les quinze mois.

L'article 10 prévoit que si un éditeur d'annuaire ne souhaite plus éditer un annuaire universel, il doit, sous peine d'être en défaut aux termes de l'article 7 du présent arrêté, en faire la déclaration auprès de l'IBPT au plus tard 6 mois après la dernière distribution de cet annuaire universel.

Cette information est nécessaire afin de veiller à ce que l'ensemble du territoire soit toujours couvert par un annuaire universel et pour permettre à l'IBPT, dans l'hypothèse où il devrait apparaître qu'une zone téléphonique ne serait plus couverte dans le futur, de mettre en action la procédure devant conduire à la désignation d'un éditeur devant prendre en charge l'édition de l'annuaire universel dans la zone concernée.

Actuellement toutes les zones du pays sont couvertes par les éditeurs d'annuaires. Dans le cas de figure où ceux-ci ne souhaiteraient plus couvrir une zone déterminée, ils devraient en faire la déclaration au plus tard six mois après la dernière édition de l'annuaire. Dans ce cas, l'éditeur désigné en vertu de l'article 84, § 2 de la loi disposerait de neuf mois pour assurer l'édition de l'annuaire universel couvrant la zone considérée.

Le chapitre III traite de diverses dispositions transitoires et finales.

L'article 11 prévoit des mesures transitoires applicables aux abonnés à la téléphonie mobile en service avant la parution du présent arrêté.

En effet, jusqu'à la transposition de la directive 98/10/CE, la loi différencie les abonnés à la téléphonie fixe des abonnés à la téléphonie mobile pour les conditions de parution dans les annuaires.

Contrairement aux abonnés à la téléphonie fixe, les abonnés à la téléphonie mobile étaient a priori considérés comme des abonnés privés; ils devaient donc exprimer leur intention de figurer dans les annuaires.

Il serait cependant illogique d'appliquer sans précautions la nouvelle réglementation aux abonnés à la téléphonie mobile existants en supposant qu'elle leur conviendrait. En conséquence, les opérateurs informeront ces derniers afin qu'ils expriment, s'ils le désirent leur intention de figurer dans l'annuaire. Afin que les opérateurs et les éditeurs disposent du temps nécessaire pour mettre en place le traitement de ces données, les mesures transitoires peuvent aussi être appliquées aux abonnés mobiles mis en service dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur de l'arrêté.

Les articles 12 et 13 n'appellent pas de commentaires particuliers.

L'article 14 a pour but de permettre à l'IBPT de disposer de renseignements identiques sur les différents acteurs du marché; à cette fin, les éditeurs préalablement habilités devront communiquer les mêmes informations que celles à fournir par les nouveaux venus.

L'article 15 rapporte l'arrêté royal du 13 juin 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et son annexe publiés au *Moniteur belge* du 20 juillet 1999. En effet, le texte publié a été affecté d'une erreur matérielle rendant son retrait et son remplacement nécessaires.

L'article 16 n'appelle pas de commentaires particuliers.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

Opdat ervan wordt uitgegaan dat een uitgever een bepaalde zone dekt, moet hij een universele telefoongids uitgeven op papier. Een elektronisch uitgegeven universele telefoongids, bijvoorbeeld in de vorm van een cd-rom of via Internet kan niet worden beschouwd als een gids die een bepaalde zone dekt.

Om te kunnen nagaan of alle zones binnen de voorgeschreven termijnen gedekt zullen zijn, moet de uitgever aan het BIPT zijn jaarlijks programma meedelen.

Artikel 9 schrijft voor dat ten minste om de vijftien maanden een nieuwe uitgave van de universele telefoongids moet verschijnen.

Artikel 10 bepaalt dat indien een uitgever van telefoongidsen niet langer een universele telefoongids wenst uit te geven hij, op straffe van verzuim krachtens artikel 7 van dit besluit, dit uiterlijk 6 maanden na de laatste verspreiding van die universele telefoongids moet aangeven bij het BIPT.

Die informatie is nodig om ervoor te zorgen dat het hele grondgebied te allen tijde door een universele telefoongids wordt gedekt en, mocht blijken dat een telefoonzone in de toekomst niet meer gedekt zou worden, om het BIPT ertoe in staat te stellen de procedure aan te vatten die moet leiden tot de aanwijzing van een uitgever die de uitgave van de universele telefoongids in de betrokken zone op zich moet nemen.

Momenteel zijn alle zones van het land door de uitgevers van gidsen gedekt. Indien zij niet langer een bepaalde zone willen dekken, moeten zij dit uiterlijk zes maanden na de laatste uitgave van die telefoongids aangeven. In dat geval beschikt de krachtens artikel 84, § 2 van de wet aangewezen uitgever over negen maanden om de universele telefoongids uit te geven die de betrokken zone dekt.

Hoofdstuk III handelt over diverse overgangs- en slotbepalingen.

Artikel 11 voorziet in overgangsbepalingen die van toepassing zijn op de abonnees van de in dienst zijnde mobiele telefonie voor de bekendmaking van het onderhavige besluit.

Tot aan de omzetting van richtlijn 98/10/EG maakte de wet immers een onderscheid tussen de abonnees van de vaste telefonie en de abonnees van de mobiele telefonie voor de voorwaarden inzake opname in de telefoongidsen.

In tegenstelling tot de abonnees van de vaste telefonie werden de abonnees van de mobiele telefonie a priori beschouwd als privé-abonnees; zij moesten dus hun wens te kennen geven om in de telefoongidsen te worden vermeld.

Het zou evenwel onlogisch zijn om zonder voorzorgsmaatregelen de nieuwe reglementering toe te passen op de bestaande abonnees van de mobiele telefonie door te veronderstellen dat dit voor hen zou schikken. Bijgevolg zullen de operatoren deze laatsten informeren zodat zij kunnen laten weten of zij in de gids wensen te worden vermeld. Opdat de operatoren en uitgevers over de nodige tijd beschikken om die gegevens te verwerken, kunnen de overgangsmaatregelen ook worden toegepast op de mobiele abonnees die op de dienst worden aangesloten binnen de zes maanden die volgen op de inwerkingtreding van het besluit.

De artikelen 12 en 13 behoeven geen bijzondere commentaar.

Artikel 14 strekt ertoe het BIPT de mogelijkheid te bieden om te beschikken over identieke inlichtingen met betrekking tot de verschillende marktpelers; daartoe zullen de voorafgaandelijk bevoegd verklaarde uitgevers dezelfde inlichtingen moeten meedelen als die welke de nieuwkomers moeten verstrekken.

Artikel 15 herroept het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en zijn bijlage bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 20 juli 1999. De bekendgemaakte tekst bevatte evenwel een materiële fout waardoor die moest worden ingetrokken en vervangen.

Artikel 16 behoeft geen bijzondere commentaar.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 17 juillet 1998, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires", a donné le 30 septembre 1998 l'avis suivant :

OBSERVATIONS GENERALES

1. Depuis l'adoption de la loi du 19 décembre 1997 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne, deux directives européennes ont été promulguées, qui contiennent des dispositions touchant à l'édition des annuaires téléphoniques, à savoir la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application de la fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service universel des télécommunications dans un environnement concurrentiel (article 6), et la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications (article 11).

Certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 devraient être préalablement adaptées pour permettre une transposition correcte de ces directives dans la matière des annuaires téléphoniques et plus précisément en ce qui concerne la fourniture et la publication des données des abonnés aux services de téléphonie.

En effet, l'article 6, paragraphe 2, de la directive 98/10/CE prévoit que tous les abonnés ont le droit de figurer dans les annuaires qui sont mis à la disposition du public et que ceux-ci regroupent "l'ensemble des abonnés qui n'ont pas exprimé d'objection à être répertoriés" dans ces annuaires, sans faire de distinction entre les abonnés aux services de téléphonie vocale (fixe) ou mobile.

Ainsi que l'avait observé le Conseil d'Etat dans son avis L. 26.922/4 donné le 22 octobre 1997 sur un avant-projet devenu la loi du 12 décembre 1997 modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques afin d'adapter le cadre réglementaire aux obligations en matière de libre concurrence et d'harmonisation sur le marché des télécommunications découlant des décisions de l'Union européenne (1), l'article 109^{ter} C de la loi du 21 mars 1991, alors en projet, s'écarte de cette disposition de la directive.

Il prévoit en effet que les utilisateurs de téléphonie mobile doivent demander à figurer dans les annuaires, alors que selon la directive 98/10/CE, les données les concernant doivent figurer dans les annuaires universels, sauf s'ils ont exprimé une objection à y figurer.

Par ailleurs, l'article 11, paragraphe 1, de la directive 97/66/CE, dispose :

« Les données à caractère personnel figurant dans les annuaires d'abonnés, imprimés ou électroniques, et qui sont à la disposition du public ou que l'on peut obtenir auprès des services de renseignements concernant l'annuaire, doivent être limitées à ce qui est nécessaire pour identifier un abonné particulier, à moins que l'abonné n'ait donné son consentement, sans la moindre ambiguïté, à ce que les données supplémentaires le concernant soient publiées. L'abonné doit avoir le droit d'obtenir gratuitement, sur demande, de ne pas figurer dans un annuaire, imprimé ou électronique, d'indiquer que les données le concernant ne peuvent pas être utilisées à des fins de prospection directe, que son adresse ne figure que partiellement dans l'annuaire et qu'aucune mention relative à son sexe n'y figure, lorsque cela se justifie du point de vue linguistique. »

L'article 109^{ter} C se borne à prévoir que les utilisateurs peuvent s'opposer à ce que leurs données figurent dans les annuaires, sans préciser toutefois quelles sont les données qui sont transmises à l'éditeur d'annuaires (nom, adresse, profession...?) ni que les données transmises doivent être limitées à ce qui est nécessaire à l'identification de l'abonné, ni que celui-ci peut s'opposer, soit explicitement soit implicitement à la publication de certaines données le concernant.

La loi devra être complétée pour assurer la transposition correcte des directives précitées (2).

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 juli 1998 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen", heeft op 30 september 1998 het volgende advies gegeven :

ALGEMENE OPMERKINGEN

1 Sedert de goedkeuring van de wet van 19 december 1997 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markt voor telecommunicatie voortvloeien uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese Unie zijn twee richtlijnen afgekondigd die bepalingen bevatten betreffende de uitgifte van telefoongidsen, te weten richtlijn 98/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat (artikel 6) en richtlijn 97/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatiesector (artikel 11).

Sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 zouden vooraf moeten worden aangepast om een correcte omzetting van die richtlijnen mogelijk te maken inzake telefoongidsen en meer bepaald wat het verstrekken en het publiceren betreft van de gegevens van de abonnees van de telefoondiensten.

Artikel 6, lid 2, van richtlijn 98/10/EG bepaalt immers dat alle abonnees het recht hebben te worden vermeld in de telefoongidsen die ter beschikking worden gesteld van het publiek en dat in deze telefoongidsen "alle abonnees worden vermeld die zich hiertegen hebben uitgesproken", zonder dat een onderscheid wordt gemaakt tussen de abonnees van de (vaste) spraaktelefoondiensten en die van de mobiele telefoondiensten.

Zoals de Raad van State erop heeft gewezen in zijn advies L. 26.922/4 van 22 oktober 1997 over een voorontwerp dat de wet van 12 december 1997 is geworden tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven teneinde het reglementaire kader aan te passen aan de verplichtingen die inzake vrije mededinging en harmonisatie op de markt voor telecommunicatie voortvloeien uit de van kracht zijnde beslissingen van de Europese Unie (1), wijkt artikel 109^{ter} C van de wet van 21 maart 1991, dat toen in het stadium van een ontwerp was, af van deze bepaling van de richtlijn.

Het bepaalt immers dat de gebruikers van mobiele telefonie moeten vragen om te worden vermeld in de telefoongidsen, terwijl volgens richtlijn 98/10/EG de gegevens die hen betreffen, moeten worden vermeld in de universele telefoongidsen, tenzij ze daartegen bezwaar hebben gemaakt.

Bovendien bepaalt artikel 11, lid 1, van richtlijn 97/66/EG :

« Persoonsgegevens die zijn opgenomen in gedrukte of elektronische abonneelijsten die beschikbaar zijn voor het publiek, of te verkrijgen zijn via abonnee-informatiediensten, moeten worden beperkt tot hetgeen strikt noodzakelijk is om een abonnee te kunnen identificeren, tenzij die abonnee er ondubbelzinnig mee heeft ingestemd dat bijkomende persoonsgegevens worden gepubliceerd. De abonnee heeft het recht om kosteloos op zijn of haar verzoek uit een gedrukte of elektronische abonneelijst te worden weggelaten, om te eisen dat zijn/haar gegevens niet worden gebruikt voor direct marketing, dat zijn/haar adres gedeeltelijk wordt weggelaten en dat geen enkele verwijzing wordt opgenomen naar zijn/haar geslacht, waar zulks vanuit taalkundig oogpunt relevant is. »

Artikel 109^{ter} C beperkt zich ertoe te bepalen dat de gebruikers zich ertegen kunnen verzetten dat hun gegevens vermeld worden in de telefoongidsen, zonder evenwel te preciseren welke gegevens worden toegezonden aan de uitgever van telefoongidsen (naam, adres, beroep... ?), noch dat de toegezonden gegevens beperkt moeten worden tot hetgeen noodzakelijk is om de abonnee te kunnen identificeren en evenmin dat de abonnee zich ofwel uitdrukkelijk, ofwel impliciet kan verzetten tegen de publicatie van bepaalde hem betreffende gegevens.

De wet zal moeten worden aangevuld om te zorgen voor een correcte omzetting van de voormelde richtlijnen (2).

Ces modifications législatives auront nécessairement une influence sur le contenu du présent projet.

Ainsi, par exemple, l'article 1^{er}, 4°, définit l'annuaire universel comme étant "un annuaire... reprenant alphabétiquement... les nom, prénom, et éventuellement l'adresse et le numéro de raccordement de l'ensemble des utilisateurs finals...".

Cette disposition suscite du reste plusieurs questions : qui décidera de mentionner ou non l'adresse de l'utilisateur final ? Est-ce un élément considéré comme nécessaire à l'identification ? L'utilisateur final aura-t-il le droit de demander que son adresse ne figure pas ou figure seulement partiellement dans l'annuaire ? Qui de l'opérateur ou de l'éditeur d'annuaires devra recueillir son consentement ou son opposition ? Dans l'hypothèse où il s'agira de l'opérateur, celui-ci devra-t-il limiter en conséquence les données qu'il transmet à l'éditeur d'annuaires ?

2. La loi du 21 mars 1991 a omis de prévoir qu'il convenait également de transmettre l'adresse de tous les utilisateurs finals afin de permettre la distribution des annuaires. Le fait de ne pas vouloir figurer dans l'annuaire ne prive en effet pas l'utilisateur final du droit de recevoir celui-ci.

Le projet tend à remédier à certaines de ces lacunes dans le chapitre III, relatif à la "mise à disposition et utilisation des données utilisateurs finals".

Afin d'éviter toute discussion quant au fondement légal du chapitre III, il est suggéré aux auteurs du projet, d'insérer les dispositions de ce chapitre dans le projet d'arrêté royal "adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques aux directives de la Commission (lire de l'Union) européenne et modifiant certaines dispositions de cette loi relative au service universel", faisant l'objet de l'avis L. 28.065/4 donné ce jour, en veillant, au préalable, à la conformité de ces dispositions avec les deux directives communautaires précitées (3).

3. La loi du 21 mars 1991 définit l'"utilisateur final" comme étant "la personne qui utilise ou demande un service de télécommunication pour ses besoins propres" (article 68, 21). Dans le présent projet, cette expression semble davantage vouloir désigner la personne qui a conclu un contrat avec le prestataire de services de téléphonie vocale ou mobile.

Mieux vaut utiliser, pour désigner cette catégorie particulière d'utilisateurs, le terme "abonnés". On les distinguera ainsi plus aisément des autres personnes qui utilisent un service sans y être abonnés (par exemple les cohabitants ou les utilisateurs occasionnels) et qui ne devraient, dès lors en principe, pas jouir des mêmes droits (par exemple celui de recevoir gratuitement un annuaire) (4).

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

Dans l'intitulé français du projet d'arrêté, il y aurait lieu d'ajouter, in fine, le mot "téléphoniques".

Préambule

Alinéa 1^{er}

La directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil, du 24 octobre 1995, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ne constitue pas un fondement à l'arrêté en projet et n'est pas transposée par celui-ci.

En conséquence, cet alinéa sera omis.

Alinéa 2 (devenant l'alinéa 1^{er})

Comme il a déjà été observé à plusieurs reprises dans le cadre de projets antérieurs en matière de télécommunications (5), il convient de viser la directive originelle et non un texte qui modifie celle-ci, ainsi que l'article précis de la directive dont il est fait application. En conséquence, il convient de remplacer l'alinéa en projet, par le texte suivant :

« Vu la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 4^{ter}, inséré par la directive 96/19/CE, du 13 mars 1996; ».

Die wetswijzigingen zullen onvermijdelijk een weerslag hebben op de inhoud van het onderhavige ontwerp.

Zo bijvoorbeeld omschrijft artikel 1, 4°, de universele telefoongids als een "telefoongids met opgaaf in alfabetische volgorde, van de naam, de voornaam en eventueel het adres en het aansluitingsnummer van alle eindgebruikers".

Omtrent deze bepaling rijzen overigens verscheidene vragen : wie zal beslissen over het al dan niet vermelden van het adres van de eindgebruiker ? Is dit een gegeven dat noodzakelijk wordt geacht voor de identificatie ? Zal de eindgebruiker het recht hebben te vragen dat zijn adres niet of slechts gedeeltelijk wordt vermeld in de telefoongids ? Zal het de operator zijn dan wel de uitgever van de telefoongidsen aan wie diens instemming of weigering moet worden medegedeeld ? Gesteld dat het de operator is, zal deze de gegevens die hij toezendt aan de uitgever van telefoongidsen dienovereenkomstig moeten beperken ?

2. De wet van 21 maart 1991 heeft verzuimd te bepalen dat ook het adres van alle eindgebruikers dient te worden meegedeeld om de telefoongidsen te kunnen verspreiden. Het feit dat de eindgebruiker niet in de telefoongids wil worden vermeld, ontzegt hem immers niet, het recht om deze gids te ontvangen.

Het ontwerp poogt sommige van die lacunes te verhelpen in hoofdstuk III, met als opschrift "beschikbaarstelling en gebruik van de eindgebruikergegevens".

Om elke discussie over de rechtsgrond van hoofdstuk III te voorkomen, wordt de stellers van het ontwerp voorgesteld de bepalingen van dat hoofdstuk in te voegen in het ontwerp van koninklijk besluit "tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Commissie (lees : Unie) en tot wijziging van sommige bepalingen van die wet met betrekking tot de universele dienstverlening" waarover een advies L. 28.065/4 is uitgebracht, waarbij er vooraf moet worden op toegezien dat die bepalingen overeenstemmen met de twee voormelde gemeenschapsrichtlijnen (3).

3. De wet van 21 maart 1991 omschrijft de "eindgebruiker" als "een persoon die een telecommunicatiedienst gebruikt of aanvraagt voor eigen doeleinden" (artikel 68, 21°). In het onderhavige ontwerp lijkt deze uitdrukking meer te wijzen op de persoon die een overeenkomst heeft gesloten met de verleners van spraak- of mobiele telefoondiensten.

Het zou beter zijn die bijzondere categorie van gebruikers aan te duiden met het woord "abonnees". Zo zullen ze gemakkelijker onderscheiden kunnen worden van de andere personen die gebruik maken van een dienst zonder erop geabonneerd te zijn (bijvoorbeeld de medebewoners of de toevallige gebruikers) en die bijgevolg in beginsel niet dezelfde rechten hebben (bijvoorbeeld het recht op het gratis ontvangen van een telefoongids) (4).

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

Het opschrift moet als volgt worden gesteld : "... voorwaarden voor het vervaardigen, de uitgifte, en de verspreiding van telefoongidsen".

Aanhef

Eerste lid

Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens vormt geen rechtsgrond van het ontworpen besluit en wordt er niet door omgezet.

Dit lid dient bijgevolg te vervallen.

Tweede lid (dat het eerste lid wordt)

Zoals er reeds herhaaldelijk op is gewezen in het kader van vroegere ontwerpen inzake telecommunicatie (5) behoort te worden verwezen naar de oorspronkelijke richtlijn en niet naar een tekst waarbij die richtlijn is gewijzigd, alsmede naar het juiste artikel van de richtlijn dat wordt toegepast. Bijgevolg dient het ontworpen lid vervangen te worden als volgt :

« Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, inzonderheid op artikel 4^{ter}, ingevoegd bij richtlijn 96/19/EG van 13 maart 1996; ».

Alinéa 2 (nouveau)

Il convient de viser l'article 11 de la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications.

Alinéa 3 (nouveau)

Il convient de viser l'article 6 de la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service de télécommunication dans un environnement concurrentiel.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 4)

La référence aux articles 109^{ter} B et 109^{ter} C doit être omise, ces articles ne constituant pas un fondement l'égal de l'arrêté en projet.

En ce qui concerne les autres dispositions visées, il y a lieu de les citer en mentionnant les modifications qu'elles ont subies.

L'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, sera donc rédigé comme suit :

« Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises article 84, § 1er, 19 décembre 1997; ».

Alinéa 5 (nouveau)

Il y a lieu d'ajouter un alinéa qui vise l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, requis en vertu de l'article 113, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Proposant

Il convient d'écrire "Sur la proposition de..." au lieu de "Sur proposition de..."

Dispositif

Article 1^{er}

1. La définition qui figure au 1° est à omettre. En effet, il découle déjà de l'article 16 que c'est le Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions qui est visé dans cet arrêté.

2. En ce qui concerne la définition de l'Institut, figurant au 2°, mieux vaut le citer avec sa dénomination complète la première fois qu'il apparaît dans le texte en ajoutant les mots "ci-après dénommé l'Institut".

La même solution s'impose pour la définition figurant au 3°.

3. Concernant la définition énoncée sous le 4°, il est renvoyé à l'observation générale n° 1. En outre mieux vaudrait simplifier cette définition en remplaçant les mots "type d'annuaire contenant un classement alphabétique par commune reprenant alphabétiquement"... par les mots "annuaire reprenant, pour un territoire déterminé,..." en renvoyant l'obligation de classer par commune et par ordre alphabétique aux conditions de forme prévues à l'article 6 (6).

4. La définition donnée au 6° ne s'écarte pas du sens commun. Mieux vaut l'omettre.

5. Le 7° définit des mots qui ne sont utilisés qu'au chapitre III, qui, suivant l'observation générale n° 2, doit figurer dans le projet examiné ce jour sous la référence L. 28.065/4.

Article 2

Cet article ne fait, pour l'essentiel, que répéter les prescriptions qui figurent à l'article 113, alinéas 2 et 3, de la loi du 21 mars 1991 précitée. Dans cette mesure, ces dispositions doivent être omises.

Les seuls éléments ajoutés sont la prescription aux termes de laquelle la déclaration doit avoir lieu "par voie recommandée" et celle aux termes de laquelle "Dans les quatre semaines qui suivent la réception de cette déclaration, l'Institut délivre un numéro d'habilitation".

En ce qui concerne cette habilitation qui fait l'objet de l'alinéa 3, il y a lieu d'observer qu'elle n'a pas de raison d'être. En effet, la confection, la vente ou la distribution d'annuaires doit seulement faire l'objet d'une déclaration. Il n'y a donc pas lieu d'habiliter les personnes qui souhaitent prester ces services, et donc de leur délivrer un numéro d'habilitation. Tout au plus pourrait-on prévoir que, dans un délai fixé, l'Institut accuse réception de la déclaration ou informe le déclarant que la déclaration est incomplète.

Tweede lid (nieuw)

Er behoort te worden verwezen naar artikel 11 van richtlijn 97/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatie-sector.

Derde lid (nieuw)

Er behoort te worden verwezen naar artikel 6 van richtlijn 98/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat.

Derde lid (dat het vierde lid wordt)

De verwijzing naar de artikelen 109^{ter} B en 109^{ter} C moet vervallen, daar die artikelen geen rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit.

De overige bepalingen waarnaar wordt verwezen, dienen aangehaald te worden met vermelding van de wijzigingen die ze hebben ondergaan.

Het derde lid, dat het vierde lid wordt, moet dus als volgt worden geredigeerd :

« Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 84, § 1, 7°, en 113, vervangen bij de wet van 19 december 1997; ».

Vijfde lid (nieuw)

Er dient een lid te worden toegevoegd dat verwijst naar het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, dat vereist is krachtens artikel 113, eerste lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Voordrachtformulier

In de Franse tekst schrijft men : "Sur la proposition de..." in plaats van "Sur proposition de... I.

Bepalend gedeelte

Artikel 1

1. De definitie in onderdeel 1° dient te vervallen. Uit artikel 16 blijkt immers reeds dat het de Minister bevoegd voor de Telecommunicatie is die in dit besluit wordt bedoeld.

2. Wat de definitie van het Instituut in onderdeel 2° betreft, zou het beter zijn de volledige benaming van het Instituut te vermelden de eerste keer dat het voorkomt in de tekst, met toevoeging van de woorden "hierna te noemen het Instituut".

Dezelfde werkwijze geldt voor de definitie in onderdeel 3°.

3. Voor de definitie in onderdeel 4° wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1. Het zou bovendien beter zijn deze definitie te vereenvoudigen door de woorden "soort van telefoongids die een alfabetische rangschikking per gemeente bevat" te vervangen door de woorden "telefoongids die voor een bepaald grondgebied... bevat", waarbij de verplichting om gegevens per gemeente en alfabetisch te rangschikken wordt opgenomen onder de vormvereisten waarin artikel 6 voorziet (6).

4. De definitie in onderdeel 6° wijkt niet af van de gebruikelijke betekenis. Het zou beter zijn ze weg te laten.

5. In onderdeel 7° worden woorden gedefinieerd die alleen worden gebruikt in hoofdstuk III, dat, volgens algemene opmerking nr. 2, moet worden opgenomen in het ontwerp dat heden wordt onderzocht onder het nummer L. 28.065/4.

Artikel 2

Dit artikel is in essentie slechts een herhaling van de voorschriften die voorkomen in artikel 113, tweede en derde lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991. In dat opzicht moeten die bepalingen vervallen.

De enige gegevens die zijn toegevoegd zijn het voorschrift luidens hetwelk de aangifte moet geschieden "per aangetekende brief" en het volgende voorschrift : "Binnen vier weken na de ontvangst van die aangifte geeft het Instituut een bevoegdverklaringsnummer af".

In verband met die machtiging waarvan sprake is in het derde lid, behoort te worden opgemerkt dat ze geen reden van bestaan heeft. Het vervaardigen, verkopen of verspreiden van telefoongidsen moet immers enkel worden aangegeven. De personen die deze diensten wensen te presteren dienen daartoe dus niet gemachtigd te worden en dus dient hen geen "bevoegdverklaringsnummer" te worden afgegeven. Hooguit zou erin kunnen worden voorzien dat het Instituut binnen een vastgestelde termijn ontvangst meldt van de aangifte of de aangever ervan in kennis stelt dat de aangifte onvolledig is.

La même observation vaut pour l'article 13.

La précision selon laquelle la déclaration doit se faire par voie recommandée pourrait, elle, figurer dans l'article 3 du projet.

Dans cette perspective, le début de cet article serait rédigé comme suit :

« Art. 3 La déclaration dont il est question à l'article 113, alinéa 2, de la loi du 21 mars 1991 précitée, est faite par voie recommandée. Elle comprend :

(...) ».

Article 3

1. Pour le début de cet article, il est fait renvoyé à l'observation faite sous l'article 2.

2. Il convient d'adapter le 1° afin de répondre à l'hypothèse où le déclarant est une personne morale.

3. Le 2° qui prévoit l'obligation pour le déclarant de conclure avec le service de médiation un protocole, qui comprend la "convention d'arbitrage" visée à l'article 43bis, § 3, 4°, de la loi du 21 mars 1991 suscite une double observation.

D'abord, cette disposition est contraire à l'article 113 de la loi précitée qui prévoit que l'édition d'annuaires est soumise à simple déclaration. Obliger l'éditeur à conclure un "protocole" ou une convention avec le service de médiation revient à exiger l'accord de ce dernier pour pouvoir légalement confectionner, vendre ou distribuer des annuaires.

En outre, il résulte clairement tant de l'article 43bis précité que des dispositions constitutionnelles qui confient aux cours et tribunaux les litiges portant sur des droits civils (article 144) et qui prévoient que "nul ne peut être distrait, contre son gré, du juge que la loi lui assigne", (article 13), que le recours à l'arbitrage du service de médiation implique le libre consentement de toutes les parties au litige. Le consentement de l'entreprise qui fournit un service de télécommunications ne peut dès lors lui être imposé comme condition de fourniture de ce service.

4. Au paragraphe 2, il y a lieu de remplacer les mots "Sans préjudice de l'article 8, "par les mots "Sous réserve de l'article 8,".

Article 4

L'article, tel qu'il est rédigé, est incompréhensible. Il devra être entièrement réécrit dans un langage simple et accessible en distinguant, le cas échéant, les différentes hypothèses envisagées par l'auteur du projet.

Compte tenu de cette imprécision, il n'est pas possible au Conseil d'Etat de se prononcer sur la validité du principe de gratuité qui est imposé tant à l'alinéa 1^{er} qu'à l'alinéa 2 de la disposition examinée, ainsi que sur le pouvoir accordé au ministre, dans un régime de simple déclaration, de déroger à ce principe de gratuité.

Article 6

1. Le paragraphe 1^{er} serait mieux rédigé comme suit :

« § 1^{er}. Toute personne qui en fait la déclaration peut confectionner, vendre et distribuer un annuaire universel pour les zones qu'elle détermine. ».

La possibilité de recourir à des sous-traitants va en effet de soi et on complique inutilement le texte en le précisant.

2. Telle qu'elle est formulée, la délégation accordée au ministre par le paragraphe 2, alinéa 2, est excessive. Dès lors que la loi a confié au Roi les conditions d'édition des annuaires, une subdélégation au ministre ne peut porter que sur des points secondaires ou de détail. "Les critères assurant le caractère d'universalité de l'annuaire et des informations qu'il contient" ne peuvent être considérés comme tels.

Le cas échéant, le texte doit être revu afin que la délégation au ministre soit contenue dans des limites admissibles.

Concernant l'alinéa 4 du même paragraphe, qui comme tel est incompréhensible, il est renvoyé à l'observation faite à l'égard de l'article 1^{er}, 4°.

Enfin d'après le Rapport au Roi, comme il entre dans l'intention de l'auteur du texte en projet de ne considérer comme répondant aux conditions que les annuaires "sur un support papier", il conviendrait de rédiger en ce sens le paragraphe 2.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13.

De precisering luidens welke de aangifte aangetekend moet geschieden, zou kunnen worden opgenomen in artikel 3 van het ontwerp.

Aldus zou het begin van dat artikel als volgt kunnen worden geredigeerd :

« Art. 3. De aangifte waarvan sprake is in artikel 113, tweede lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991, geschiedt aangetekend. Ze bevat :

(...) ».

Artikel 3

1. Wat het begin van dit artikel betreft, wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 2.

2. Onderdeel 1° dient te worden aangepast zodat voorzien wordt in het geval waarin de declarant een rechtspersoon is.

3. Onderdeel 2°, waarin de declarant verplicht wordt met de ombudsdienst een protocol te sluiten dat de in artikel 43bis, § 3, 4°, van de wet van 21 maart 1991 bedoelde "arbitrageovereenkomst" omvat, geeft aanleiding tot twee opmerkingen.

In de eerste plaats is deze bepaling in strijd met artikel 113 van de voormelde wet, dat bepaalt dat het uitgeven van telefoongidsen gewoon moet worden aangegeven. De uitgever verplichten een "protocol" of een overeenkomst met de ombudsdienst te sluiten, komt erop neer dat de instemming van deze dienst wordt vereist om op wettige wijze telefoongidsen te kunnen vervaardigen, verkopen of verspreiden.

Bovendien blijkt duidelijk, zowel uit het voormelde artikel 43bis als uit de grondwetsbepalingen die aan de hoven en rechtbanken de geschillen houdende burgerlijke rechten toewijzen (artikel 144) en die bepalen dat "niemand tegen zijn wil kan worden afgehouden van de rechter die de wet hem toekent" (artikel 13), dat het beroep doen op de arbitrage van de ombudsdienst de vrije instemming impliceert van alle partijen bij het geschil. De toestemming van de onderneming die een telecommunicatiedienst levert, kan haar bijgevolg niet worden opgelegd als voorwaarde om die dienst te leveren.

4. In paragraaf 2 dienen de woorden "Onverminderd artikel 8," te vervangen te worden door de woorden "Onder voorbehoud van artikel 8".

Artikel 4

Het artikel is in zijn huidige redactie onbegrijpelijk. Het moet volledig worden herschreven in eenvoudige en toegankelijke taal, waarbij in voorkomend geval de verschillende gevallen die de steller van het ontwerp voor ogen had, worden onderscheiden.

Gelet op die onduidelijkheid kan de Raad van State zich niet uitspreken over de rechtmatigheid van het beginsel van de kosteloosheid, die zowel wordt opgelegd in het eerste als in het tweede lid van de onderzochte bepaling, alsmede over de aan de minister opgedragen bevoegdheid om, in een regeling waarbij gewoon aangifte moet worden gedaan, af te wijken van dat kosteloosheidsbeginsel.

Artikel 6

1. Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te redigeren :

« § 1. Iedere persoon die daarvan aangifte doet, mag een universele telefoongids vervaardigen, verkopen en verspreiden voor de zones die hij vaststelt. » .

De mogelijkheid om een beroep te doen op onderaannemers ligt immers voor de hand en het preciseren ervan maakt de tekst nodeloos ingewikkeld.

2. Zoals de in paragraaf 2, tweede lid, aan de minister verleende delegatie is geformuleerd, gaat ze te ver. Aangezien de wet het vaststellen van de voorwaarden voor het uitgeven van telefoongidsen aan de Koning heeft opgedragen, kan een subdelegatie aan de minister alleen betrekking hebben op aangelegenheden die een bijzonderheid of een detail vormen. "De criteria die het universele karakter van de telefoongids en van de daarin vervatte inlichtingen waarborgen" kunnen niet als zodanig worden beschouwd.

In voorkomend geval moet de tekst worden herzien zodat de delegatie aan de minister binnen aanvaardbare grenzen blijft.

In verband met het vierde lid van dezelfde paragraaf, dat als zodanig onbegrijpelijk is, wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt over artikel 1, 4°.

Aangezien het volgens het verslag aan de Koning ten slotte de bedoeling is van de steller van de ontworpen tekst ervan uit te gaan dat alleen de telefoongidsen "op papier" beantwoorden aan de voorwaarden, dient paragraaf 2 in die zin te worden geredigeerd.

Article 7

Dans l'alinéa 1^{er}, la portée des mots "qui le souhaite" est imprécise. Il n'apparaît en effet pas à la lecture de ces mots si l'utilisateur final doit en avoir fait la demande s'il désire recevoir un "annuaire universel afférent à la zone téléphonique ou il réside", ou s'il reçoit un exemplaire de cet annuaire sans l'avoir demandé.

Article 12

Les sanctions administratives applicables en cas de manquement aux obligations imposées par le titre III de la loi du 21 mars 1991 font l'objet de l'article 109^{quater} de cette loi.

Le présent projet ne peut y déroger. En particulier, il ne peut prévoir, comme le fait l'alinéa 3, que l'Institut notifie à la personne qui contrevient aux obligations, une interdiction de poursuivre son activité.

Cette disposition sera dès lors omise.

Article 13

Il serait plus conforme à l'arrêté royal du 15 juillet 1994 exécutant l'article 113, 2^o, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, en ce qui concerne les annuaires des abonnés aux services de télécommunications réservés exploités par BELGACOM, d'écrire "habilités" au lieu de "déclarées compétentes".

OBSERVATIONS FINALES

Observation relative à la numérotation des chapitres et à leur intitulé :

La numérotation des chapitres se fait en chiffres cardinaux romains, sauf celle du premier chapitre, qui se fait en toutes lettres, par la mention "Chapitre premier". L'on veillera par ailleurs à harmoniser les intitulés de ces chapitres. Si le chapitre premier est intitulé "Les annuaires", plutôt que d'intituler le chapitre suivant "Annuaire universel", il conviendrait d'écrire, avec un article défini "L'annuaire universel".

Par ailleurs, il convient d'écrire "§ 1^{er}", en chiffre ordinal, au lieu de "§ 1".

La chambre était composée de :

MM. :

R. Andersen, président de chambre;

C. Wettinck, P. Lienardy, conseillers d'Etat;

F. Delperee, J.-M. Favresse, assesseurs de la section de législation

Mme M. Proost, greffier.

Le rapport a été présenté par M. L. Detroux, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. C. Amelynck, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. Andersen.

Le greffier,

M. Proost.

Le président,

R. Andersen.

Notes

(1) Publiée au *Moniteur belge* du 30 décembre 1997.

(2) La date limite de transposition est le 30 juin 1998 pour la directive 98/10/CE et le 24 octobre 1998 pour la directive 97/66/CE.

(3) Il conviendra, à cet égard, d'être spécialement attentif à l'observation générale n° 1.

(4) Voir la directive 97/66/CE précitée qui établit une telle distinction. La loi du 21 mars 1991 utilise d'ailleurs également, à plusieurs reprises le terme "abonnés" pour désigner ceux qui sont raccordés au service (voir l'article 87, § 2, alinéa 2, e), ainsi que l'annexe I; par contre l'article 109^{ter} C utilise malheureusement le terme "utilisateurs finals".

(5) Voir par exemple :

- l'avis L. 26.509/9, donné le 9 juin 1997, sur un projet, devenu l'arrêté royal du 17 juillet 1997 "relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de radiomessagerie ERMES" (publié au *Moniteur belge* du 22 août 1997);

- l'avis L. 26.588/4, donné le 29 septembre 1997, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux stations terriennes de satellites et réseaux de stations terriennes de satellites", devenu l'arrêté, royal du 16 avril 1998 "relatif aux stations terriennes de satellites" (publié au *Moniteur belge* du 27 juin 1998).

(6) L'article 10, § 2, dernier alinéa, contient en effet une dérogation au classement par communes.

Artikel 7

In het eerste lid is de betekenis van de woorden "die dat wenst" niet duidelijk. Bij het lezen van die woorden blijkt immers niet of de eindgebruiker daartoe een aanvraag moet hebben ingediend indien hij een "universele telefoongids die betrekking heeft op de telefoonzone waarin hij woont" wenst te ontvangen, dan wel of hij een exemplaar van die telefoongids ontvangt zonder daarom te hebben verzocht.

Artikel 12

De administratieve sancties die van toepassing zijn indien de verplichtingen opgelegd bij titel III van de wet van 21 maart 1991 niet worden in acht genomen, zijn vervat in artikel 109^{quater} van die wet.

Het onderhavige ontwerp kan daar niet van afwijken. Inzonderheid kan het niet, zoals in het derde lid geschiedt, bepalen dat het Instituut de persoon die handelt in strijd met de verplichtingen, het verbod oplegt om zijn activiteit voort te zetten.

Deze bepaling moet bijgevolg vervallen.

Artikel 13

Het zou meer in overeenstemming zijn met het koninklijk besluit van 15 juli 1994 tot uitvoering van artikel 113, 2^o, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, met betrekking tot de gidsen van de abonnees van de gereserveerde telecommunicatiediensten die door BELGACOM worden geëxploiteerd, te schrijven "De krachtens het koninklijk besluit van ... gemachtigde personen" in plaats van "Personen die krachtens het koninklijk besluit van ... bevoegd zijn verklaard".

SLOTOPMERKINGEN

Opmerking betreffende de nummering van de hoofdstukken en het opschrift ervan :

Hoofdstukken worden met hoofdtelwoorden in Romeinse cijfers genummerd, behalve hoofdstuk I in de Franse tekst, dat voluit als "Chapitre premier" moet worden vermeld. Bovendien dient ervoor te worden gezorgd dat in de Franse lezing van het ontwerp de opschriften van die hoofdstukken met elkaar harmoniëren. Indien hoofdstuk I het opschrift "Les annuaires" draagt, dient het volgende hoofdstuk, veeleer dan het opschrift "Annuaire universel" het opschrift "L'annuaire universel" met een bepaald lidwoord, te dragen.

Bovendien schrijve men in de Franse lezing "§ 1^{er}" in plaats van "§ 1".

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

R. Andersen, kamervoorzitter;

C. Wettinck, P. Lienardy, staatsraden;

F. Delperee, J.-M. Favresse, assessoren van de afdeling wetgeving;

Mevr. M. Proost, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de heer L. Detroux, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer C. Amelynck, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer R. Andersen.

De griffier,

M. Proost.

De voorzitter,

R. Andersen.

Nota's

(1) Bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1997.

(2) De uiterste datum voor de omzetting is 30 juni 1998 voor richtlijn 98/10/EG en 24 oktober 1998 voor richtlijn 97/66/EG.

(3) In dat opzicht dient bijzondere aandacht te worden besteed aan algemene opmerking nr. 1.

(4) Zie de voormelde richtlijn 97/66/EG, die zulk een onderscheid maakt. De wet van 21 maart 1991 gebruikt overigens eveneens herhaaldelijk het woord "abonnees" om diegenen aan te duiden die aangesloten zijn op een dienst (zie artikel 87, § 2, tweede lid, e), alsmede bijlage I; in artikel 109^{ter} C daarentegen wordt jammer genoeg het woord "eindgebruikers" gebezigd.

(5) Zie bijvoorbeeld :

- advies L. 26.509/9, gegeven op 9 juni 1997 over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 17 juli 1997 "betreffende het opzetten en exploiteren van ERMES-Semafoonnetten" is geworden (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 22 augustus 1997);

- advies L. 26.588/4, gegeven op 29 september 1997 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de satellietgrondstations en netwerken via satellietgrondstations" (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 27 juni 1998).

(6) Artikel 10, § 2, laatste lid, bevat immers een afwijking van de rangschikking per gemeente.

14 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté royal portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la directive 90/388/CEE de la Commission, du 28 juin 1990, relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunications, notamment l'article 4ter, inséré par la directive 96/19/CEE, du 13 mars 1996;

Vu la directive 97/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications, notamment l'article 11;

Vu la directive 98/10/CE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 1998 concernant l'application des principes de fourniture d'un réseau ouvert (ONP) à la téléphonie vocale et l'établissement d'un service de télécommunications dans un environnement concurrentiel, notamment l'article 6;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment les articles 84 §1^{er} 7°, 109ter C et 113 remplacés par la loi du 19 décembre 1997 et modifiés par l'arrêté royal du 4 mars 1999 adaptant certaines dispositions de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques aux directives de l'Union européenne et modifiant certaines dispositions de cette loi relatives au service universel;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, requis en vertu de l'article 113, alinéa 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 précitée;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 28 mai 1997 et le 25 mai 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 septembre 1997 et le 12 juin 1998;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 12 juin 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 30 septembre 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE Ier. — *Les annuaires*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° **Ministre** : le Ministre ou le Secrétaire d'Etat qui a les télécommunications dans ses attributions;

2° **Loi** : la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

3° **Institut** : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, en abrégé « I.B.P.T. » visé à l'article 71 de la loi;

4° **Annuaire universel** : type d'annuaire, répondant aux critères définis à l'article 6 du présent arrêté;

5° **Données utilisateurs finals** : informations recueillies auprès du titulaire du contrat d'abonnement par les personnes offrant des services de téléphonie vocale fixe ou mobile à des utilisateurs finals, et nécessaires à la confection, la vente ou la distribution d'un annuaire;

Art. 2. § 1^{er}. La déclaration dont il est question à l'article 113 de la loi, est faite par voie recommandée. Elle comprend :

1° l'identité et l'adresse du déclarant; si le déclarant est une personne morale, la forme, la dénomination et la désignation précise du siège social de la société ainsi qu'une copie des statuts.

2° un engagement à conclure dans les deux mois qui suivent le dépôt de la déclaration auprès de l'Institut, un accord avec le service de médiation. Cet accord détermine les modalités de traitement des plaintes et comprend, notamment, la convention d'arbitrage dont question à l'article 43bis, § 3, 4° de la loi;

3° l'origine des données servant de base à l'édition de l'annuaire;

4° la définition de la couverture territoriale envisagée;

5° le cas échéant, la ou les catégories de profession libérale ou d'activité commerciale, industrielle ou artisanale reprises dans celui-ci;

14 SEPTEMBER 1999. — Koninklijk besluit houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en tot intrekking van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 met hetzelfde onderwerp

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op richtlijn 90/388/EEG van de Commissie van 28 juni 1990 betreffende de mededinging op de markten voor telecommunicatiediensten, inzonderheid op artikel 4ter, ingevoegd bij richtlijn 96/19/EEG van 13 maart 1996;

Gelet op richtlijn 97/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 15 december 1997 betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de telecommunicatiesector, inzonderheid op artikel 11;

Gelet op richtlijn 98/10/EG van het Europees Parlement en de Raad van 26 februari 1998 inzake de toepassing van Open Network Provision (ONP) op spraaktelefonie en inzake de universele telecommunicatiedienst in een door concurrentie gekenmerkt klimaat, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op de artikelen 84 § 1, 7°, 109ter C en 113 vervangen door de wet van 19 december 1997 en gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 maart 1999 tot aanpassing van sommige bepalingen van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven aan de richtlijnen van de Europese Unie en tot wijziging van die wet met betrekking tot de universeledienstverlening;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, dat vereist is krachtens artikel 113, eerste lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 mei 1997 en op 25 mei 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 4 september 1997 en op 12 juni 1998;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 12 juni 1998 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 30 september 1998 overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Telefoongidsen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° **Minister** : de Minister of Staatssecretaris die de telecommunicatie onder zijn bevoegdheid heeft;

2° **Wet** : de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

3° **Instituut** : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, afgekort « B.I.P.T. », bedoeld in artikel 71 van de wet;

4° **Universele telefoongids** : type van telefoongids die beantwoordt aan de criteria die in artikel 6 van dit besluit zijn vastgelegd;

5° **Eindgebruikergegevens** : inlichtingen die de personen die diensten voor vaste of mobiele spraaktelefonie aan eindgebruikers aanbieden bij de houder van de abonnementsovereenkomst hebben verzameld en die nodig zijn voor de vervaardiging, verkoop of verspreiding van een telefoongids;

Art. 2. § 1. De aangifte waarvan sprake in artikel 113 van de wet, wordt gedaan via een aangetekend schrijven. Zij omvat :

1° de identiteit en het adres van de aangever; indien de aangever een rechtspersoon is, de rechtsvorm, de benaming en de precieze vermelding van de maatschappelijke zetel, alsook een afschrift van de statuten;

2° een verbintenis om binnen twee maanden volgend op de indiening van de aangifte bij het Instituut, een overeenkomst te sluiten met de ombudsdienst. Die overeenkomst bepaalt de nadere regels voor de behandeling van de klachten en omvat onder andere de arbitrageovereenkomst waarvan sprake in artikel 43bis, § 3, 4° van de wet;

3° de oorsprong van de gegevens die als basis dienen voor de uitgave van de telefoongids;

4° de definitie van de beoogde territoriale dekking;

5° in voorkomend geval, de categorie of categorieën van vrije beroepen of van commerciële, industriële of ambachtelijke activiteiten die daarin worden opgenomen;

6° le mode de financement envisagé;

7° le ou les services de télécommunications couverts par l'annuaire;

8° les conditions de mise à disposition de l'annuaire au public, y compris l'éventuelle demande de dérogation visée à l'article 3 du présent arrêté;

9° les éventuelles conditions de récupération des annuaires remplacés;

10° éventuellement, l'engagement à publier un annuaire universel dans les conditions définies au chapitre II du présent arrêté;

11° le ou les types de supports sur lesquels l'annuaire est mis à la disposition du public.

§ 2. Sous réserve de l'article 10, toute modification d'un des éléments ayant fait l'objet de la déclaration au § 1^{er} doit être communiquée à l'Institut au moins deux semaines avant son entrée en application.

Art. 3. Les données utilisateurs finals sont limitées à ce qui est nécessaire pour identifier celui-ci, à moins que l'abonné n'ait donné son consentement, sans la moindre ambiguïté, à la publication de données supplémentaires en ce compris l'activité professionnelle concernant l'utilisateur final ainsi que les personnes cohabitant avec celui-ci qui souhaitent figurer sous leur nom propre. Ces données de base sont mentionnées gratuitement pour autant que les utilisateurs finals entrent dans la catégorie visée à l'article 2, § 1^{er}, 5° du présent arrêté et qu'ils sont situés dans les zones téléphoniques de services fixes couvertes par l'annuaire.

Sauf dérogation accordée par le Ministre, sur proposition de l'Institut, chaque utilisateur final d'un service de téléphonie vocale fixe ou mobile reçoit gratuitement, sans en faire la demande, à l'adresse de son domicile, un exemplaire mis à jour de tous les annuaires remis gratuitement au public afférent à la zone téléphonique du service fixe où se trouve le raccordement.

En cas de lignes d'accès multiples à une même adresse, l'utilisateur final peut demander à l'éditeur de recevoir gratuitement moins d'annuaires qu'il n'a de lignes d'accès.

Un seul annuaire est remis à la personne abonnée à la fois à un opérateur de téléphonie vocale fixe et à un opérateur de téléphonie mobile.

Art. 4. Toute personne confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire, quel qu'en soit le support, en fournit gratuitement à l'Institut trois exemplaires mis à jour.

Art. 5. Les données utilisateurs finals acquises par les personnes confectionnant, vendant ou distribuant un annuaire ne peuvent être utilisées par ces personnes dans un autre but que la confection, la vente ou la distribution d'un annuaire.

Ces données utilisateurs finals ne peuvent être revendues ou communiquées à un tiers.

CHAPITRE II. — *L'annuaire universel*

Art. 6. § 1^{er}. Outre les données utilisateurs finals reprises par ordre alphabétique et par commune, l'annuaire universel doit mentionner les informations énoncées dans l'annexe au présent arrêté ainsi que les informations relatives aux services à accès particulier.

Toute personne éditant un annuaire universel est tenue de préciser à l'Institut la ou les zones couvertes.

Un annuaire universel est imprimé sur support papier; tout autre support ne peut être que complémentaire au support papier.

Sauf dérogation accordée par le Ministre sur proposition de l'Institut, un annuaire universel doit au moins couvrir une zone téléphonique d'un service fixe existant à la date de publication du présent arrêté de manière à contenir un minimum de septante-cinq mille données utilisateurs finals.

Pour l'application du présent article, les communes de la région de Bruxelles-Capitale sont considérées comme constituant une seule commune.

6° de beoogde financieringswijze;

7° de door de telefoongids gedekte telecommunicatiedienst(en);

8° de voorwaarden voor het beschikbaar stellen van de telefoongids aan het publiek, met inbegrip van het eventuele verzoek om afwijking, bedoeld in artikel 3 van dit besluit;

9° de eventuele voorwaarden inzake recycling van de vervangen telefoongidsen;

10° eventueel, de verbintenis om een universele telefoongids te publiceren onder de voorwaarden van hoofdstuk II van dit besluit;

11° de soort(en) van dragers waarop de telefoongids aan het publiek beschikbaar wordt gesteld.

§ 2. Onverminderd artikel 10, moet elke wijziging van één van de elementen die volgens § 1 zijn aangegeven, ten minste twee weken voor zij van kracht wordt aan het Instituut worden meegedeeld.

Art. 3. De eindgebruikergegevens worden beperkt tot hetgeen nodig is om de eindgebruiker te identificeren, tenzij de abonnee zonder de minste dubbelzinnigheid zijn toestemming heeft verleend om aanvullende gegevens te publiceren, met inbegrip van de beroepsbezigheid van de eindgebruiker alsook de personen die met hem samenwonen en die onder hun eigen naam wensen te worden vermeld. Die basisgegevens worden gratis vermeld voorzover de eindgebruikers in de categorie vallen, bedoeld in artikel 2, § 1, 5° van dit besluit en voorzover zij gevestigd zijn in de telefoonzones van de vaste diensten die door de gids worden gedekt.

Behalve afwijking die op voorstel van het Instituut door de Minister wordt toegestaan, ontvangt elke eindgebruiker van een dienst voor vaste of mobiele spraaktelefonie gratis, zonder daarom te verzoeken, op het adres van zijn woonplaats, een bijgewerkt exemplaar van alle telefoongidsen die gratis aan het publiek worden verstrekt en die behoren tot de telefoonzone van de vaste dienst waar de aansluiting zich bevindt.

In geval van verscheidene toegangslijnen op eenzelfde adres, mag de eindgebruiker aan de uitgever vragen om kosteloos minder telefoongidsen te ontvangen dan dat hij toegangslijnen heeft.

Er wordt maar één telefoongids bezorgd aan de persoon die zowel geabonneerd is op een operator voor vaste spraaktelefonie als op een operator voor mobiele telefonie.

Art. 4. Elke persoon die een telefoongids vervaardigt, verkoopt of verspreidt, verstrekt, ongeacht de drager ervan, kosteloos drie bijgewerkte exemplaren van die gids aan het Instituut.

Art. 5. De eindgebruikergegevens die verkregen zijn door de personen die een telefoongids vervaardigen, verkopen of verspreiden mogen door die personen voor geen andere doeleinden worden gebruikt dan voor de vervaardiging, de verkoop of de verspreiding van een telefoongids.

Die eindgebruikergegevens mogen niet worden doorverkocht of aan een derde worden meegedeeld.

HOOFDSTUK II. — *De universele telefoongids*

Art. 6. § 1. Behalve de eindgebruikergegevens die alfabetisch en per gemeente zijn opgenomen, moet de universele telefoongids de inlichtingen vermelden die opgesomd zijn in de bijlage bij dit besluit, alsmede de inlichtingen met betrekking tot de diensten met bijzondere toegang.

Al wie een universele telefoongids uitgeeft moet aan het Instituut de gedekte zone of zones verduidelijken.

Een universele telefoongids wordt op papier afgedrukt; elke andere drager is enkel maar een aanvulling op de papieren drager.

Behalve bij afwijking die op voorstel van het Instituut door de Minister is toegestaan moet een universele telefoongids ten minste een telefoonzone van een vaste dienst bestrijken die bestaat op de datum waarop dit besluit wordt bekendgemaakt, en waarbij een minimum van vijfenzeventigduizend eindgebruikergegevens wordt opgenomen.

Voor de toepassing van dit artikel worden de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest als één enkele gemeente beschouwd.

§ 2. Les critères d'édition de l'annuaire universel sont arrêtés par le Ministre.

Art. 7. Tout abonné a le droit d'obtenir sur demande, de ne pas figurer dans un annuaire imprimé ou électronique.

Toutefois, les personnes offrant des services de téléphonie vocale fixe ou mobile à des utilisateurs finals qui désirent exiger d'un abonné un paiement afin que ses données utilisateur final ne figurent pas dans l'annuaire, sont tenues d'introduire une demande apportant la preuve que la somme demandée n'est pas dissuasive pour l'exercice du droit des abonnés de ne pas figurer dans l'annuaire. Tout en tenant compte des exigences de qualité de l'annuaire au regard du service universel, cette somme doit être calculée pour couvrir les coûts effectivement encourus pour l'adaptation et la mise à jour de la liste des abonnés à ne pas faire figurer dans l'annuaire.

Le Ministre approuve la demande sur proposition de l'Institut.

Art. 8. L'éditeur d'annuaire universel est tenu d'en assurer l'édition, la confection et la distribution dans la ou les zones couvertes. En cas de défaut de l'éditeur, et si aucun autre annuaire universel ne couvre les zones concernées, l'Institut fait procéder à l'édition, la confection et la distribution dudit annuaire universel aux frais de l'éditeur en situation.

L'éditeur communique à l'Institut, au plus tard le 15 janvier, son programme annuel de dates de clôture et de distribution de ses annuaires universels.

Art. 9. Tout annuaire universel est mis à jour par une nouvelle édition au moins une fois tous les quinze mois.

Tout éditeur d'annuaire universel fournit, en outre, à un prix raisonnable, un ou plusieurs exemplaires de l'annuaire universel à toute personne qui en fait la demande.

Art. 10. Toute personne souhaitant ne plus éditer l'annuaire universel dans tout ou partie de la couverture territoriale définie dans sa déclaration doit le faire savoir par voie recommandée à l'Institut au plus tard six mois après la dernière distribution de l'annuaire universel qu'il édite pour la couverture concernée. En cas de déclaration tardive, elle reste tenue d'éditer l'annuaire universel.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 11. Dans les six mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent arrêté, les opérateurs de téléphonie mobile informent leurs clients de la possibilité de demander la publication des données utilisateurs finals les concernant.

Jusqu'à cette date, les personnes abonnées à un service de téléphonie mobile peuvent être omises lors de la publication aux éditeurs, sauf si ces personnes expriment ou ont exprimé préalablement la volonté de voir transmises les données utilisateurs finals les concernant.

Art. 12. En cas de manquement aux obligations imposées en vertu du présent arrêté, l'Institut appliquera les dispositions de l'article 109^{quater} de la loi.

Art. 13. Nonobstant l'article 14 du présent arrêté, l'arrêté royal du 15 juillet 1994 exécutant l'article 113, 2° de la loi, en ce qui concerne les annuaires des abonnés aux services de télécommunications réservés exploités par BELGACOM est abrogé.

Art. 14. Les personnes habilitées en vertu de l'arrêté royal du 15 juillet 1994 exécutant l'article 113, 2° de la loi doivent introduire une déclaration conforme aux dispositions du présent arrêté dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur de l'arrêté ministériel visé à l'article 6 § 2. Cette déclaration doit aussi préciser la date à partir de laquelle les nouvelles parutions d'annuaires seront adaptées.

§ 2. De criteria voor de uitgave van de universele telefoongids worden door de Minister vastgesteld.

Art. 7. Elke abonnee heeft het recht om op verzoek niet te worden vermeld in een afgedrukte of elektronische telefoongids.

Niettemin zijn de personen die diensten voor vaste of mobiele spraaktelefonie aan eindgebruikers aanbieden en die van een abonnee betaling willen eisen om die eindgebruikergegevens niet in een telefoongids te laten verschijnen, verplicht een aanvraag in te dienen waarin het bewijs wordt geleverd dat de gevraagde som niet afschrikt voor de uitoefening van het recht van de abonnees om niet in de gids te worden vermeld. Rekening houdende met de eisen inzake kwaliteit van de telefoongids ten aanzien van de universeledienstverlening moet die som worden berekend om de kosten te dekken die daadwerkelijk zijn gemaakt voor de aanpassing en bijwerking van de lijst van de abonnees die niet in de telefoongids mogen worden vermeld.

De Minister keurt de aanvraag goed op voorstel van het Instituut.

Art. 8. De uitgever van een universele telefoongids is verplicht om de universele telefoongids uit te geven, te vervaardigen en te verspreiden in de gedekte zone(s). In geval van verzuim vanwege de uitgever en indien geen enkele andere universele telefoongids de betrokken zones dekt, laat het Instituut de universele telefoongids uitgeven, vervaardigen en verspreiden op kosten van de in verzuim zijnde uitgever.

De uitgever deelt het Instituut uiterlijk op 15 januari zijn jaarlijks programma mee met betrekking tot de data van afsluiting en verspreiding van zijn universele telefoongidsen.

Art. 9. Elke universele telefoongids wordt ten minste één keer om de vijftien maanden bijgewerkt door middel van een nieuwe uitgave.

Elke uitgever van een universele telefoongids verstrekt bovendien tegen een redelijke prijs één of meer exemplaren van de universele telefoongids aan iedereen die daarom verzoekt.

Art. 10. Elke persoon die niet langer de universele telefoongids wenst uit te geven in het gehele, in zijn aangifte vastgelegde grondgebied of in een deel ervan, moet dit uiterlijk zes maanden na de laatste verspreiding van de universele gids die hij voor de betrokken zone uitgeeft, per aangetekend schrijven meedelen. In geval van laattijdige aangifte blijft die persoon verplicht om de universele telefoongids uit te geven.

HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 11. Binnen zes maanden volgend op de inwerkingtreding van dit besluit, stellen de operatoren voor mobiele telefonie hun klanten op de hoogte van de mogelijkheid om te vragen de hen betreffende eindgebruikergegevens te publiceren.

Tot die datum mogen personen die op een mobiele telefoniedienst geabonneerd zijn worden weggelaten bij de verzending naar de uitgevers, behalve indien die personen de wil uitdrukken of vooraf hebben uitgedrukt om de hen betreffende eindgebruikergegevens te laten verzenden.

Art. 12. Indien de krachtens dit besluit opgelegde verplichtingen niet worden nagekomen zal het Instituut de bepalingen van artikel 109^{quater} van de wet toepassen.

Art. 13. Niettegenstaande artikel 14 van dit besluit, wordt het koninklijk besluit van 15 juli 1994 tot uitvoering van artikel 113, 2° van de wet, met betrekking tot de gidsen van de abonnees van de gereserveerde telecommunicatiediensten die door BELGACOM worden geëxploiteerd, opgeheven.

Art. 14. De personen die krachtens het koninklijk besluit van 15 juli 1994 tot uitvoering van artikel 113, 2° van de wet bevoegd zijn verklaard, moeten een aangifte indienen die voldoet aan de bepalingen van dit besluit en dit binnen twee maanden na de inwerkingtreding van het in artikel 6 § 2 bedoelde ministerieel besluit. Deze aangifte moet ook de datum vermelden vanaf wanneer de nieuwe data van verschijning van de telefoongidsen zullen worden aangepast.

Art. 15. L'arrêté royal du 13 juin 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et son annexe sont rapportés.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 17. Notre Ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 septembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

Annexe

Liste des informations devant figurer gratuitement dans tout annuaire universel.

- Les numéros de secours, en conformité avec l'annexe 1, article 8 de la loi;
- La liste de toutes les localités et communes correspondantes du Royaume avec leurs numéros postaux et les indicatifs de zone s'y rapportant;
- Les numéros des services téléphoniques d'intérêt général des fournisseurs de services de téléphonie vocale fixe et/ou mobile dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire;
- Les renseignements généraux fixés par le Ministre et les renseignements relatifs au service universel;
- La liste des services commerciaux de l'opérateur chargé du service universel ainsi que les adresses et numéros de téléphone des fournisseurs de services de téléphonie vocale des réseaux fixes et/ou mobiles dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire;
- L'indicatif des pays, les principaux indicatifs internationaux et décalages horaires;
- Pour chaque fournisseur de services de téléphonie vocale des réseaux fixes et/ou mobiles dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire :
 - la description du service;
 - les tarifs pratiqués;
 - les conditions techniques de prestation du service de téléphonie de base;
 - Eventuellement, la qualité des services offerts telle que mesurée par l'Institut;
 - La date à laquelle ces différentes informations ont été recueillies.
- Les modalités d'accès et coordonnées, d'une part, des services de Médiation des télécommunications et de La Poste et, d'autre part, de la Commission d'éthique;
- Les informations relatives aux postes téléphoniques payants mis en service par le prestataire du service universel;
- Les informations relatives aux missions réglementaires de l'Institut susceptibles d'intéresser les utilisateurs;
- La date à laquelle les fournisseurs de services dont les utilisateurs finals figurent dans l'annuaire ont remis les données abonnés à l'éditeur et la date à laquelle les différents fournisseurs de services ont fourni les informations figurant dans l'annuaire.

Vu pour être annexé à Notre Arrêté royal du 14 septembre 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
R. DAEMS

Art. 15. Het koninklijk besluit van 13 juni 1999 houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en zijn bijlage worden ingetrokken.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 17. Onze Minister die Telecommunicatie onder zijn bevoegdheid heeft, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 14 september 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS

Bijlage

Lijst van de inlichtingen die gratis in elke universele telefoongids moeten worden vermeld

- De noodnummers, overeenkomstig bijlage 1, artikel 8 van de wet;
- Lijst van alle woonplaatsen en daarmee overeenstemmende gemeenten van het Rijk met hun bijhorend postnummer en zonenummer.
- Nummers van de telefoondiensten van algemeen nut van de leveranciers van diensten voor vaste en/of mobiele spraaktelefonie waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn.
- De algemene inlichtingen die door de Minister worden vastgesteld en de inlichtingen over de universele dienst;
- De lijst van de commerciële diensten van de operator die met de universele dienst belast is, alsook de adressen en telefoonnummers van de leveranciers van spraaktelefoondiensten van de vaste en/of mobiele netten waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn.
- Landnummers, de belangrijkste internationale netnummers en tijdsverschil.
- Voor elke leverancier van spraaktelefoondiensten van de vaste en/of mobiele netten waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn :
 - de beschrijving van de dienst;
 - de toegepaste tarieven;
 - de technische voorwaarden met betrekking tot de verstrekking van de basisdienst inzake spraaktelefonie;
 - Eventueel de kwaliteit van de aangeboden diensten zoals die door het Instituut is gemeten;
 - De datum waarop die verschillende inlichtingen zijn verzameld.
- De voorwaarden inzake toegang tot en volledig adres van de ombudsdienst voor de telecommunicatie en de ombudsdienst van De Post enerzijds en anderzijds van de Ethische Commissie;
- Inlichtingen aangaande de betaaltelefoons die door de universele dienstverlener in dienst zijn gesteld;
- Inlichtingen met betrekking tot de regelgevingsopdrachten van het Instituut die de gebruikers kunnen aanbelangen.
- De datum waarop de leveranciers van diensten waarvan de eindgebruikers in de telefoongids opgenomen zijn, hun abonneegegevens aan de uitgever hebben verstrekt en de datum waarop de verschillende dienstleveranciers de inlichtingen die in de telefoon-gids voorkomen, hebben verstrekt.

Gezien om gevoegd te worden bij Ons besluit van 14 september 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
R. DAEMS

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 99 — 3047 [C — 99/03535]

15 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté ministériel confirmant le taux facial du Bon d'Etat 3/5/7 à taux d'intérêt révisable et minimum garanti - 18 septembre 1996 - 1999 - 2001 - 2003, pour la période du 18 septembre 1999 au 17 septembre 2001

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 10 juin 1996 relatif à l'émission des bons d'Etat, notamment les articles 21 et 22;

Vu l'arrêté ministériel du 6 septembre 1996 relatif à l'émission du bon d'Etat à 5 ans extensible à 7 ans et du bon d'Etat 3/5/7 à taux d'intérêt révisable et minimum garanti, notamment l'article 3, 2e alinéa,

Arrête :

Article 1^{er}. Le taux d'intérêt facial du bon d'Etat 3/5/7 à taux d'intérêt révisable et minimum garanti - 18 septembre 1996 - 1999 - 2001 - 2003 est fixé à 5,50 %, soit le taux d'intérêt minimum garanti pour la période du 18 septembre 1999 au 17 septembre 2001.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 18 septembre 1999.

Bruxelles, le 15 septembre 1999.

D. REYNDERS

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 99 — 3047 [C — 99/03535]

15 SEPTEMBER 1999. — Ministerieel besluit dat de faciale rentevoet van de Staatsbon 3/5/7 met herzienbare en gewaarborgde minimumrentevoet - 18 september 1996 - 1999 - 2001 - 2003, voor de periode van 18 september 1999 tot 17 september 2001 bevestigt

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 1996 betreffende de uitgifte van de Staatsbons, inzonderheid op artikelen 21 en 22;

Gelet op het ministerieel besluit van 6 september 1996 betreffende de uitgifte van de Staatsbon op 5 jaar verlengbaar tot 7 jaar en de Staatsbon 3/5/7 met herzienbare et gewaarborgde minimumrentevoet, inzonderheid op artikel 3, 2e lid,

Besluit :

Artikel 1. De faciale rentevoet van de Staatsbon 3/5/7 met herzienbare en gewaarborgde minimumrentevoet - 18 september 1996 - 1999 - 2001 - 2003 wordt vastgesteld op 5,50 %, zijnde de gewaarborgde minimumrentevoet voor de periode van 18 september 1999 tot 17 september 2001.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 18 september 1999.

Brussel, 15 september 1999.

D. REYNDERS

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 3048 [C — 99/16316]

17 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté ministériel portant des mesures temporaires en vue de lutter contre la dispersion de la contamination par des dioxines

Le Ministre des Classes moyennes et de l'Agriculture,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983 et 29 décembre 1990, l'arrêté royal du 25 octobre 1995 et la loi du 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 3 juin 1999 relatif à des mesures temporaires en matière de commerce de produits agricoles à la suite de la contamination par des dioxines;

Vu l'arrêté ministériel du 3 juin 1999 portant des mesures temporaires en vue de lutter contre la dispersion de la contamination par des dioxines, modifié par les arrêtés ministériels des 4, 5 et 8 juin 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire, dans le cadre des mesures prises afin d'éviter tout risque de dispersion de dioxines et d'intoxication chez le consommateur, d'adapter sans délai la réglementation à la situation actuelle,

Arrête :

Article 1^{er}. La mise sur le marché de poulets de chair, de poules pondeuses, d'œufs, de poules reproductrices et de porcs d'abattage, destinés directement à la consommation humaine est interdite à partir du 20 septembre 1999.

Art. 2. La mise sur le marché de volailles d'élevage, d'œufs à couver, de porcelets et de porcs d'élevage, est interdite à partir du 15 octobre 1999.

Art. 3. La mise sur le marché des animaux et des produits d'origine animale en dérogation aux articles 1^{er} et 2 du présent arrêté est autorisée, pour autant que ceux-ci :

— proviennent d'un troupeau ou d'un lot d'animaux qui a été soumis à un échantillonnage avec résultat favorable, conformément aux instructions du Service;

— et soient accompagnés de l'attestation prescrite, établie à cet effet par le vétérinaire d'exploitation.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

N. 99 — 3048 [C — 99/16316]

17 SEPTEMBER 1999. — Ministerieel besluit houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de dioxineverspreiding en -besmetting

De Minister van Middenstand en Landbouw,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990, het koninklijk besluit van 25 oktober 1995 en de wet van 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juni 1999 betreffende tijdelijke maatregelen inzake de handel in landbouwproducten ingevolge de dioxinecontaminatie;

Gelet op het ministerieel besluit van 3 juni 1999 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de verspreiding van de dioxinebesmetting, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 4, 5 en 8 juni 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het dringend nodig is de wetgeving aan de huidige situatie aan te passen om elk risico op dioxineverspreiding en -besmetting bij de consument te vermijden,

Besluit :

Artikel 1. Het in de handel brengen van vleeskippen, leghennen, moederdieren, eieren en slachtvarkens rechtstreeks bestemd voor de menselijke consumptie is verboden vanaf 20 september 1999.

Art. 2. Het in de handel brengen van fokpluimvee, broedeieren, biggen en fokvarkens is verboden vanaf 15 oktober 1999.

Art. 3. Het in de handel brengen van dieren en dierlijke producten in afwijking van artikelen 1 en 2 van dit besluit is toegelaten voor zover dat deze :

— komen uit een beslag of een lot dieren die een staalname met gunstig resultaat hebben ondergaan overeenkomstig de instructies van de Dienst;

— en begeleid zijn van het daarvoor voorgeschreven attest opgesteld door de bedrijfsdierenarts.

Art. 4. L'arrêté ministériel du 3 juin 1999 portant des mesures temporaires en vue de lutter contre la dispersion de la contamination par des dioxines est abrogé.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le 20 septembre 1999.
Bruxelles, le 17 septembre 1999.

J. GABRIELS

Art. 4. Het ministerieel besluit van 3 juni 1999 houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de dioxineverspreiding en -besmetting wordt opgeheven.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op 20 september 1999.
Brussel, 17 september 1999.

J. GABRIELS

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT
ET MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES**

F. 99 — 3049

[C — 99/22903]

16 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté ministériel organisant l'octroi d'une indemnité pour certaines denrées alimentaires d'origine animale se trouvant sur le territoire belge

Le Ministre de la Protection de la Consommation, de la Santé publique et de l'Environnement,

Le Ministre de l'Économie et de la Recherche scientifique,

Vu la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les produits et autres produits, notamment l'article 6bis, inséré par la loi du 22 mars 1989;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 9 septembre 1999;

Vu l'accord du Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, de l'Intégration sociale et de l'Économie sociale, donné le 10 septembre 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence, motivée par la nécessité, afin d'accélérer l'élimination des conséquences de la crise de la dioxine, de prévoir les mesures appropriées en matière d'indemnisation des propriétaires pour les denrées alimentaires à détruire,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux denrées alimentaires présentes sur le territoire belge et destinées à la destruction en application des arrêtés ministériels visés dans l'annexe I.

Le présent arrêté est aussi applicable aux denrées alimentaires dont le délai de péremption a été dépassé alors qu'elles se trouvaient sur le territoire belge sous saisie conservatoire en application des arrêtés ministériels visés à l'annexe I.

Le présent arrêté n'est pas applicable aux denrées alimentaires se trouvant sur le territoire belge en raison de leur refoulement d'autres pays suite à la crise de la dioxine.

Art. 2. § 1^{er}. Le propriétaire des denrées alimentaires visées à l'article 1^{er} peut demander une indemnité à l'autorité, au moyen d'un formulaire dont le modèle peut être fixé par le Ministre qui a la santé publique dans ses attributions.

§ 2. La demande de l'indemnité doit être envoyée, par lettre recommandée à la poste, au plus tard le 31 octobre 1999, à l'adresse suivante :

GUICHET UNIQUE DIOXINE

Chancellerie du Premier Ministre

Rue de la Loi 16

1000 Bruxelles.

La demande doit être accompagnée :

- d'un inventaire des denrées alimentaires pour lesquelles l'indemnité est demandée, mentionnant la nature et la quantité de celles-ci;

- d'une copie de la fiche de décision du fonctionnaire compétent démontrant la saisie définitive des denrées alimentaires;

- des éléments nécessaires à la détermination du prix de revient, visés à l'annexe II;

- le cas échéant, de la preuve du dépassement de la date de péremption;

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN**

N. 99 — 3049

[C — 99/22903]

16 SEPTEMBER 1999. — Ministerieel besluit tot instelling van een vergoedingsregeling voor sommige voedingsmiddelen van dierlijke oorsprong die zich op het Belgisch grondgebied bevinden

De Minister van Consumentenzaken, Volksgezondheid en Leefmilieu,

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Gelet op de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de producten en andere producten, inzonderheid op artikel 6bis, ingevoegd bij de wet van 22 maart 1989;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 9 september 1999;

Gelet op het akkoord van de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, Maatschappelijke Integratie en Sociale Economie, gegeven op 10 september 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door de omstandigheid dat, om het wegwerken van de gevolgen van de dioxinecrisis te bespoedigen, moet worden voorzien in de geschikte maatregelen betreffende een vergoeding van de eigenaars voor de te vernietigen voedingsmiddelen,

Besluiten :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de voedingsmiddelen die zich op het Belgisch grondgebied bevinden en bestemd zijn voor vernietiging in toepassing van de ministeriële besluiten bedoeld in bijlage I.

Dit besluit is eveneens van toepassing op de voedingsmiddelen waarvan de houdbaarheidstermijn verstreken is terwijl ze zich op het Belgisch grondgebied onder bewarend beslag bevonden in toepassing van de ministeriële besluiten bedoeld in bijlage I.

Dit besluit is niet van toepassing op de voedingsmiddelen die zich op het Belgisch grondgebied bevinden ingevolge het terugzenden ervan uit andere landen wegens de dioxinecrisis.

Art. 2. § 1. De eigenaar van de voedingsmiddelen bedoeld in artikel 1 kan aan de overheid een vergoeding aanvragen aan de hand van een formulier waarvan het model door de Minister tot wiens bevoegdheid de Volksgezondheid behoort, kan worden vastgesteld.

§ 2. De aanvraag tot het bekomen van de vergoeding wordt uiterlijk op 31 oktober 1999 bij een ter post aangetekende brief gezonden naar volgend adres :

ENIG LOKET DIOXINE

Kanselarij van de Eerste Minister

Wetstraat 16

1000 Brussel.

Bij de aanvraag moeten zijn gevoegd :

- een inventaris van de voedingsmiddelen waarvoor de vergoeding wordt aangevraagd, met aanduiding van de aard en de hoeveelheid ervan;

- een kopie van de beslissingsfiche van de bevoegde ambtenaar waaruit het definitief beslag op de voedingsmiddelen blijkt;

- de elementen nodig voor het bepalen van de kostprijs bedoeld in bijlage II;

- desgevallend het bewijs van overschrijding van de uiterste datum van houdbaarheid;

- de la preuve de la destruction, pour les denrées alimentaires qui ont déjà été détruites au moment de la demande.

§ 3. Dans la demande, le propriétaire doit souscrire une déclaration dans laquelle :

a) il confirme que les denrées alimentaires n'étaient pas assurées et qu'il n'existe pas de disposition contractuelle sur base de laquelle il peut obtenir une indemnité;

Si une telle assurance existe, le propriétaire doit communiquer le montant pour lequel les denrées alimentaires étaient couvertes. Dans ce dernier cas, il joint à sa demande, une copie de la police. Lorsqu'il existe une disposition contractuelle visée à l'alinéa 1^{er}, il joint une copie du contrat à sa demande;

b) il donne la permission aux fonctionnaires visés à l'article 5 de réclamer à des compagnies d'assurances toutes les informations qu'ils estiment nécessaires pour le traitement du dossier;

c) il confirme qu'il n'a pas bénéficié, ni demandé lors de l'entreposage ou lors de l'exportation des denrées alimentaires de subventions ou d'autres aides financières publiques, en particulier suite aux réglementations européennes;

S'il a bénéficié de tels avantages, le montant de ceux-ci est mentionné dans la demande;

d) il confirme s'il a introduit ou non une demande en vue d'obtenir une avance en application de l'arrêté royal du 22 juillet 1999 instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine de 1999;

e) il confirme qu'il n'a pas bénéficié de dommages-intérêts du chef de la responsabilité extra-contractuelle de tiers;

S'il a bénéficié de tels dommages-intérêts, le montant de ceux-ci est mentionné dans la demande.

Les demandes introduites sur base du présent arrêté seront portées par l'administration compétente à la connaissance de l'administration chargée de l'exécution de l'arrêté royal du 22 juillet 1999 précité.

§ 4. Les paiements seront imputés au budget du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement.

Art. 3. L'indemnité qui sera payée par l'autorité pour les denrées alimentaires s'élève à 80 % du prix de revient, sur base des éléments énumérés en annexe II, ou au prix du marché hors T.V.A. si ce dernier est inférieur à 80 % du prix de revient.

Le prix du marché est le prix de commerce de gros moyen durant les mois de juillet et août 1999 pour des denrées alimentaires de même nature que celles qui font l'objet de la demande.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, un régime forfaitaire peut être instauré en concertation avec les secteurs professionnels concernés, basé sur le prix de revient moyen pendant une certaine période pour des denrées alimentaires de même nature. Ce régime est obligatoire pour le secteur entier dès la signature d'une convention à cet effet par les représentants du secteur concerné et les Ministres qui ont la santé publique et les affaires économiques dans leurs attributions.

Les montants, subventions, aides financières ou dommages et intérêts visés à l'article 2, § 3, a), c) et e), que le propriétaire obtient, sont déduits de l'indemnité calculée conformément au présent article.

Lorsqu'une avance visée à l'article 2, § 3, d) a été octroyée et payée, l'indemnité attribuée sur base du présent arrêté servira au remboursement direct de l'avance.

Les sommes que le propriétaire peut recevoir en application du présent arrêté, augmentées le cas échéant de toutes les autres aides fédérales ou régionales en raison de la crise de la dioxine, ne peuvent en aucun cas dépasser en équivalent-subvention le dommage subi.

- het bewijs van vernietiging voor de voedingsmiddelen die op het ogenblik van de aanvraag reeds vernietigd zijn.

§ 3. In de aanvraag dient de eigenaar een verklaring te ondertekenen waarin :

a) hij bevestigt dat de voedingsmiddelen niet verzekerd waren en dat er evenmin een contractuele bepaling bestaat op basis waarvan hij enige vergoeding kan bekomen;

Indien dergelijke verzekering bestaat, dient de eigenaar het bedrag mede te delen waarvoor de voedingsmiddelen werden gedekt. In dit laatste geval voegt hij een kopie van de polis bij zijn aanvraag. Indien een contractuele bepaling bedoeld in het eerste lid bestaat, voegt hij een kopie van de overeenkomst bij zijn aanvraag;

b) hij toestemming geeft aan de ambtenaren bedoeld in artikel 5 om bij verzekeringsmaatschappijen alle inlichtingen op te vragen die zij nodig achten voor de behandeling van het dossier;

c) waarin hij bevestigt dat hij voor de opslag of voor de uitvoer van de voedingsmiddelen geen subsidies of andere openbare financiële tegemoetkomingen heeft ontvangen of aangevraagd, in het bijzonder op grond van Europeesrechtelijke regelingen;

Indien hij dergelijke voordelen heeft genoten, is het bedrag ervan in de aanvraag vermeld;

d) hij bevestigt of hij al dan niet een aanvraag tot het bekomen van een voorschot in toepassing van het koninklijk besluit van 22 juli 1999 tot instelling van een voorschot voor ondernemingen die rechtstreeks getroffen zijn door de dioxinecrisis van 1999 heeft gedaan;

e) hij bevestigt dat hij geen schadevergoeding heeft ontvangen op basis van een buitencontractuele aansprakelijkheid van derden;

Indien hij dergelijke schadevergoeding heeft genoten, is het bedrag ervan in de aanvraag vermeld.

De aanvragen ingediend op basis van dit besluit worden door de bevoegde administratie kenbaar gemaakt aan de administratie die is belast met de uitvoering van het voornoemd koninklijk besluit van 22 juli 1999.

§ 4. De betalingen zullen worden aangerekend op de begroting van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu.

Art. 3. De vergoeding die door de overheid zal worden betaald voor de voedingsmiddelen bedraagt 80 % van de kostprijs, berekend op basis van de elementen opgesomd in bijlage II, of tot de marktprijs exclusief BTW indien deze lager is dan 80 % van de kostprijs.

De marktprijs is de gemiddelde groothandelsprijs gedurende de maanden juli en augustus 1999 voor voedingsmiddelen van dezelfde aard als deze waarop de aanvraag betrekking heeft.

In afwijking van het eerste en het tweede lid kan in overleg met de betrokken beroepssectoren een forfaitaire regeling worden ingesteld, gebaseerd op de gemiddelde kostprijs gedurende een bepaalde periode voor voedingsmiddelen van dezelfde aard. Deze regeling is bindend voor de ganse sector vanaf de ondertekening van een overeenkomst terzake door de vertegenwoordigers van de betrokken sector en de Ministers tot wier bevoegdheid de Volksgezondheid en Economische Zaken behoren.

De bedragen, subsidies, financiële tegemoetkomingen of schadevergoedingen, bedoeld in artikel 2, § 3, a), c) en e), die de eigenaar ontvangt worden in mindering gebracht van de vergoeding berekend overeenkomstig dit artikel.

Indien een voorschot bedoeld in artikel 2, § 3, d) werd toegekend en uitgekeerd, zal de vergoeding toegekend op basis van dit besluit rechtstreeks worden aangewend om het voorschot terug te betalen.

De sommen die de eigenaar kan ontvangen in toepassing van dit besluit, in voorkomend geval vermeerderd met alle andere federale of gewestelijke steun omwille van de dioxinecrisis, mogen in subsidie-equivalent niet hoger zijn dan de geleden schade.

Art. 4. Les frais pour le transport vers l'entreprise de destruction, le stockage dans l'attente de la destruction à compter de la date de la saisie définitive ou de la date du dépassement de la date de péremption, et la destruction des denrées alimentaires mises sous saisie définitive, sont à charge de l'autorité. Les modalités de la destruction et du paiement des frais sont fixées dans un contrat, conclu à cet effet avec une ou plusieurs entreprises de destruction agréées.

Les frais visés à l'alinéa précédent qui sont déjà payés par le propriétaire des denrées alimentaires au moment de la publication du présent arrêté, lui sont restitués après acceptation des factures présentées.

Art. 5. Pour le traitement des dossiers, les fonctionnaires et ceux qui les assistent, désignés à cet effet par les Ministres qui ont respectivement les affaires économiques et la santé publique dans leurs attributions, ont droit d'accès à tous les documents commerciaux du propriétaire aussi bien qu'aux registres d'entrée et de sortie des denrées alimentaires qui doivent être présentés sur simple demande. Ils peuvent en outre exiger la présentation de toutes les données supplémentaires nécessaires à l'application du présent arrêté.

La décision relative à l'octroi de l'indemnité est prise par la commission technique qui sera instituée à cet effet par un arrêté ministériel. Cette commission est composée de fonctionnaires du Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement et de l'Institut d'expertise vétérinaire, chargés du contrôle de l'inventaire des denrées alimentaires et de fonctionnaires du Ministère des Affaires économiques, chargés de la fixation du montant de l'indemnité à attribuer.

Dans l'exécution de ses tâches, la commission peut être assistée par un bureau conseil chargé par le gouvernement d'assister les services compétents lors de l'exécution et du contrôle de l'application des dispositions du présent arrêté. La mission et les modalités d'exécution de celle-ci sont fixées dans le contrat conclu à cet effet entre le gouvernement et le bureau conseil.

L'indemnité ne sera payée que lorsque le propriétaire aura souscrit une déclaration dans laquelle il renonce à tout recours contre l'Etat belge et l'Institut d'expertise vétérinaire relatif aux denrées alimentaires pour lesquelles il bénéficie de l'indemnité en application du présent arrêté.

Art. 6. Lorsque des poursuites sont entamées contre un propriétaire ou un de ses préposés pour des faits punissables, liés à l'application du présent arrêté ou aux mesures de lutte contre la crise de la dioxine, la décision relative à l'octroi de l'indemnité est suspendue jusqu'à ce qu'une décision définitive en justice intervienne. En cas de condamnation, le propriétaire est exclu des avantages prévus par le présent arrêté.

Art. 7. Sont abrogés :

a) l'arrêté ministériel du 2 juillet 1999 organisant l'octroi d'une indemnité pour certains produits d'origine animale dans le cadre de la contamination par la dioxine;

b) l'arrêté ministériel du 16 août 1999 organisant l'octroi d'une indemnité pour certaines denrées alimentaires d'origine animale provenant de bovins, de porcs et de volailles.

Art. 8. Les demandes introduites en application des arrêtés visés à l'article 7 sont considérées comme introduites sur base du présent arrêté.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 18 août 1999.

Bruxelles, le 16 septembre 1999.

Mme M. AELVOET
R. DEMOTTE

Art. 4. De kosten van het vervoer naar het destructiebedrijf, de stockage in afwachting van de vernietiging te rekenen vanaf het definitief beslag of het verstrijken van de datum van houdbaarheid, en de vernietiging van de voedingsmiddelen die onder definitief beslag zijn geplaatst, vallen ten laste van de overheid. De modaliteiten van de vernietiging en van de betaling van de kosten worden vastgesteld in een overeenkomst, daartoe afgesloten met één of meerdere erkende destructiebedrijven.

De in het vorig lid bedoelde kosten die door de eigenaar van voedingsmiddelen reeds zijn betaald op het ogenblik van de bekendmaking van dit besluit, worden hem terugbetaald na aanvaarding van de voorgelegde facturen.

Art. 5. Voor de behandeling van de dossiers hebben de ambtenaren en diegenen die hen daarin bijstaan, daartoe aangewezen door de Ministers tot wier bevoegdheid respectievelijk de Economische Zaken en de Volksgezondheid behoren, de toegang tot alle handelsdocumenten van de eigenaar, evenals tot de registers met betrekking tot de door de inrichting ontvangen en verzonden voedingsmiddelen, die op eenvoudig verzoek moeten worden voorgelegd. Zij kunnen daarenboven het voorleggen eisen van alle bijkomende gegevens die noodzakelijk zijn voor de toepassing van dit besluit.

De beslissing tot het toekennen van de vergoeding wordt genomen door de technische commissie die daartoe bij ministerieel besluit wordt opgericht. Deze commissie bestaat uit ambtenaren van het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu en van Instituut voor veterinaire keuring die belast zijn met de controle op de inventaris van de voedingsmiddelen, en uit ambtenaren van het Ministerie van Economische Zaken die belast zijn met de vaststelling van het toe te kennen bedrag van de vergoeding.

Bij de uitvoering van haar taken kan de commissie worden bijgestaan door een adviesbureau dat door de regering is belast met de begeleiding van de bevoegde diensten bij de uitvoering en de controle op de toepassing van de bepalingen van dit besluit. De opdracht en de uitvoeringsregelen ervan worden vastgesteld in de overeenkomst die daartoe wordt afgesloten tussen de regering en het adviesbureau.

De vergoeding wordt slechts uitbetaald nadat de eigenaar een verklaring heeft ondertekend waarbij hij afstand doet van elk verhaal in rechte tegen de Belgische Staat en het Instituut voor veterinaire keuring met betrekking tot de voedingsmiddelen waarvoor hij de vergoeding ontvangt in toepassing van dit besluit.

Art. 6. Wanneer tegen een eigenaar of een van zijn aangestelden vervolging is ingesteld voor strafbare feiten die verband houden met de toepassing van dit besluit of met de maatregelen ter bestrijding van de dioxinecrisis, wordt de beslissing over de toekenning van de vergoeding opgeschort tot een definitieve beslissing in rechte is tussengekomen. In geval van veroordeling is de eigenaar uitgesloten van de voordelen van dit besluit.

Art. 7. Worden opgeheven :

a) het ministerieel besluit van 2 juli 1999 tot instelling van een vergoedingsregeling voor sommige producten van dierlijke oorsprong in het kader van de verontreiniging met dioxine;

b) het ministerieel besluit van 16 augustus 1999 tot instelling van een vergoedingsregeling voor sommige voedingsmiddelen van dierlijke oorsprong afkomstig van runderen, varkens en gevogelte.

Art. 8. De aanvragen ingediend in toepassing van de in artikel 7 bedoelde besluiten worden geacht te zijn ingediend op basis van dit besluit.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking met ingang van 18 augustus 1999.

Brussel, 16 september 1999.

Mevr. M. AELVOET
R. DEMOTTE

Annexe I

Liste des arrêtés ministériels visés à l'article 1^{er}

- l'arrêté ministériel du 31 mai 1999 relatif à des mesures relatives à certains produits d'origine animale, modifié par les arrêtés ministériels des 2 juin 1999, 5 juin 1999, 8 juin 1999, 12 juin 1999, 14 juin 1999 et 13 juillet 1999;

- l'arrêté ministériel du 3 juin 1999 portant des mesures relatives à certains produits d'origine animale pour le secteur volailles;

- l'arrêté ministériel du 5 juin 1999 portant des mesures relatives à certains produits d'origine animale provenant de bovins et de porcs, modifié par les arrêtés ministériels des 8 juin 1999, 12 juin 1999, 14 juin 1999 et 13 juillet 1999;

- l'arrêté ministériel du 28 juillet 1999 relatif à la saisie de viandes fraîches et de certains produits d'origine animale provenant de bovins, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1999;

- l'arrêté ministériel du 28 juillet 1999 relatif à la saisie de viandes fraîches et de certains produits d'origine animale provenant de porcs, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1999;

- l'arrêté ministériel du 29 juillet 1999 relatif à la saisie de viandes fraîches et de certains produits d'origine animale provenant de volailles, modifié par l'arrêté ministériel du 1^{er} septembre 1999.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 septembre 1999.

La Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
Mme M. AELVOET

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
R. DEMOTTE

Annexe II

Liste des éléments nécessaires à la détermination du prix de revient

a) matières premières :

1. ingrédients essentiels (matières premières de base);
2. ingrédients supplémentaires (épices, légumes, additifs, ...);

b) frais de fabrication :

1. coûts du travail;
2. énergie;
3. autres frais de fabrication;

c) frais d'emballage;

d) frais de stockage.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 16 septembre 1999.

La Ministre de la Protection de la Consommation,
de la Santé publique et de l'Environnement,
Mme M. AELVOET

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
R. DEMOTTE

Bijlage I

Lijst van de ministeriële besluiten bedoeld in artikel 1

- het ministerieel besluit van 31 mei 1999 houdende maatregelen betreffende sommige producten van dierlijke oorsprong, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 2 juni 1999, 5 juni 1999, 8 juni 1999, 12 juni 1999, 14 juni 1999 en 13 juli 1999;

- het ministerieel besluit van 3 juni 1999 houdende maatregelen betreffende sommige producten van dierlijke oorsprong voor de sector gevogelte;

- het ministerieel besluit van 5 juni 1999 houdende maatregelen betreffende sommige producten van dierlijke oorsprong afkomstig van runderen en varkens, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 8 juni 1999, 12 juni 1999, 14 juni 1999 en 13 juli 1999;

- het ministerieel besluit van 28 juli 1999 betreffende de inbeslagname van vers vlees en van sommige producten van dierlijke oorsprong afkomstig van runderen, gewijzigd bij ministerieel besluit van 1 september 1999;

- het ministerieel besluit van 28 juli 1999 betreffende de inbeslagname van vers vlees en van sommige producten van dierlijke oorsprong afkomstig van varkens, gewijzigd bij ministerieel besluit van 1 september 1999;

- het ministerieel besluit van 29 juli 1999 betreffende de inbeslagname van vers vlees en van sommige producten van dierlijke oorsprong afkomstig van gevogelte, gewijzigd bij ministerieel besluit van 1 september 1999.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 16 september 1999.

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
R. DEMOTTE

Bijlage II

Lijst van de elementen nodig voor het bepalen van de kostprijs

a) grondstoffen :

1. hoofdingrediënten (basisgrondstoffen);
2. bijkomende ingrediënten (kruiden, groenten, additieven,...);

b) kosten van het fabricageproces :

1. arbeidskosten;
2. energie;
3. andere fabricagekosten;

c) verpakkingskosten;

d) opslagkosten.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 16 september 1999.

De Minister van Consumentenzaken,
Volksgezondheid en Leefmilieu,
Mevr. M. AELVOET

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
R. DEMOTTE

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

F. 99 — 3050

[C — 99/22899]

15 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35, § 3, modifié par la loi du 25 janvier 1999 et par l'arrêté royal du 23 décembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, tel qu'il a été modifié jusqu'à ce jour;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public, de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'arrêté doit permettre la réalisation d'une économie; que celle-ci, avec les autres mesures qui ont été décidées, est indispensable pour atteindre l'équilibre du budget du secteur des soins de santé; qu'elle est d'autant plus essentielle que les estimations techniques ont révélé que, à politique inchangée, l'objectif budgétaire légal serait largement dépassé,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe I de l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, l'inscription des conditionnements des spécialités suivantes, repris au chapitre I et au § 38 du chapitre IV :

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

N. 99 — 3050

[C — 99/22899]

15 SEPTEMBER 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoged bij het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35, § 3, gewijzigd bij de wet van 25 januari 1999 en bij het koninklijk besluit van 23 december 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut voor sociale zekerheid en sociale verzorging, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de hoogdringendheid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit moet toelaten een besparing te verwzenlijken; dat deze, met de andere maatregelen die werden getroffen, onontbeerlijk is om een evenwichtige begroting te bereiken voor de sector van de gezondheidszorg; dat het des te meer essentieel is daar de technische ramingen hebben doen blijken dat, bij onveranderd beleid, de wettelijke budgettaire doelstelling ruim overschreden zou worden,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage I van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, de inschrijving van de volgende specialiteitsverpakkingen opgenomen in hoofdstuk I en in § 38 van hoofdstuk IV :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden	
B-68	1358-027	ALLOPURINOL EFEKA Efeke	G	817,-	123	204	
	0747-790	compr. 90 x 300 mg	G	6,62			
	0747-790	* pr. compr. 1 x 300 mg	G	5,44			
						B-107	
			AMOXICILLINE EFEKA Efeke				
	1358-001	caps. 16 x 500 mg	G	474,-	71	118	
	1357-995	sir. 80 ml 250 mg/5 ml	G	272,-	41	68	
	0747-089	* pr. caps. 1 x 500 mg	G	21,63			
	0747-097	* pr. sir. 1 x 250 mg/5 ml	G	12,44			
	0747-089	** pr. caps. 1 x 500 mg	G	17,75			
	0747-097	** pr. sir. 1 x 250 mg/5 ml	G	10,19			
						B-118	
			DOXYCYCLINE 100 mg EFEKA Efeke				
	1358-019	compr. 10 x 100 mg	G	356,-	53	89	
	0747-816	* pr. compr. 1 x 100 mg	G	26,-			
0747-816	** pr. compr. 1 x 100 mg	G	21,30				
					B-63		
		PIROXICAM 3DDD DISPERS 3DDD Pharma					
1395-706	compr. sec. 30 x 20 mg	G	732,-	110	183		
0747-873	* pr. compr. sec. 1 x 20 mg	G	17,80				
0747-873	** pr. compr. sec. 1 x 20 mg	G	14,63				

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-72	1395-714 0747-915 0747-915	SULPIRIDE 200 mg EFEKA Efeka compr. 12 x 200 mg * pr. compr. 1 x 200 mg ** pr. compr. 1 x 200 mg	G G G	335,- 20,42 16,75	50	84
B-54	1327-436 0747-824 0747-824	METOCLOPRAMIDE EFEKA Efeka sol. or. 200 ml 5 mg/5 ml * pr. sol. or. 1 x 5 mg/5 ml ** pr. sol. or. 1 x 5 mg/5 ml	G G G	119,- 2,18 1,78	18	30

est remplacée par l'inscription suivante :

door de volgende inschrijving vervangen is :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-68	1480-698 0747-790 0747-790	DOCALLOPU Docpharma compr. 90 x 300 mg * pr. compr. 1 x 300 mg ** pr. compr. 1 x 300 mg	G G G	655,- 3,59 2,94	98	164
					B-107	
	1480-714 1487-156 0747-089 0747-097 0747-089 0747-097	DOCAMOXICI Docpharma caps. 16 x 500 mg sir. 80 ml 250 mg/5 ml * pr. caps. 1 x 500 mg * pr. sir. 1 x 250 mg/5 ml ** pr. caps. 1 x 500 mg ** pr. sir. 1 x 250 mg/5 ml	G G G G G G	243,- 243,- 8,81 8,81 7,25 7,25	36 36	61 61
					B-118	
	1480-672 0747-816 0747-816	DOCDOXYCY Docpharma compr. 10 x 100 mg * pr. compr. 1 x 100 mg ** pr. compr. 1 x 100 mg	G G G	198,- 11,60 9,50	30	49
					B-63	
	1480-664 0747-873 0747-873	DOCPIROXI DISPERS Docpharma compr. sec. 30 x 20 mg * pr. compr. sec. 1 x 20 mg ** pr. compr. sec. 1 x 20 mg	G G G	598,- 25,73 21,13	90	149
					B-72	
	1480-706 0747-915 0747-915	DOCSULPURI Docpharma compr. 12 x 200 mg * pr. compr. 1 x 200 mg ** pr. compr. 1 x 200 mg	G G G	292,- 13,42 11,-	44	73
					B-54	
	1480-722 0747-824 0747-824	DOCMETOCLO Docpharma sol. or. 200 ml 5 mg/5 ml * pr. sol. or. 1 x 5 mg/5 ml ** pr. sol. or. 1 x 5 mg/5 ml	G G G	111,- 1,83 1,50	17	28

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1999.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1999.

Bruxelles, le 15 septembre 1999.

Brussel, 15 september 1999.

F. VANDENBROUCKE

F. VANDENBROUCKE

F. 99 — 3051

[99/22900]

17 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté ministériel modifiant la liste jointe à l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 35, § 3, remplacé par la loi du 25 janvier 1999;

Vu l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, tel qu'il a été modifié jusqu'à ce jour;

Vu les propositions émises par le Conseil Technique des Spécialités Pharmaceutiques, les 22 octobre 1998, 11 février 1999, 11 mars 1999, 8 avril 1999, 6 mai 1999 et 10 juin 1999;

Vu les avis émis par le Service du Contrôle Médical, le 11 février 1999, le 31 mai 1999 et les 4, 7, 10 et 15 juin 1999;

Vu les avis émis par la Commission de Conventions Pharmaciens - organismes assureurs, le 26 février 1999;

Vu l'avis émis par la Commission de Contrôle Budgétaire, les 16 juin 1999 et 14 juillet 1999;

Vu les avis émis par le Comité de l'Assurance des Soins de Santé, les 5, 12 et 19 juillet 1999;

Vu l'urgence, motivée par la circonstance que :

- cet arrêté comporte plusieurs spécialités génériques dont l'admission doit permettre la réalisation d'une économie; que celle-ci, avec les autres mesures qui ont été décidées, est indispensable pour atteindre l'équilibre du budget du secteur des soins de santé; qu'elle est d'autant plus essentielle que les estimations techniques ont révélé que, à politique inchangée, l'objectif budgétaire légal serait largement dépassé;

- l'arrêté doit respecter les délais prévus à l'arrêté royal du 2 septembre 1980. Ces délais ont été fixés en application de la directive 89/105/CEE du 21 décembre 1988 du Conseil des Communautés européennes concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain et leur inclusion dans le champ d'application des systèmes nationaux d'assurance maladie;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 août 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'annexe I de l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité intervient dans le coût des spécialités pharmaceutiques et produits assimilés, sont apportées les modifications suivantes :

1^o au chapitre I :

a) insérer les spécialités suivantes :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-168	1479-914	CARTEOPIL Asta coll. 2 % 5 ml		395,-	59	99
	0760-967	* pr. coll. 2 % 5 ml		288,-		
	0760-967	** pr. coll. 2 % 5 ml		237,-		

N. 99 — 3051

[99/22900]

17 SEPTEMBER 1999. — Ministerieel besluit tot wijziging van de lijst gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerde op 14 juli 1994, inzonderheid op artikel 35, § 3, vervangen bij wet van 25 januari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, zoals tot op heden gewijzigd;

Gelet op de voorstellen, uitgebracht op 22 oktober 1998, 11 februari 1999, 11 maart 1999, 8 april 1999, 6 mei 1999 en 10 juni 1999 door de Technische Raad voor Farmaceutische Specialiteiten;

Gelet op de adviezen, uitgebracht op 11 februari 1999, 31 mei 1999 en 4, 7, 10 en 15 juni 1999 door de Dienst voor Geneeskundige Controle;

Gelet op de adviezen, uitgebracht op 26 februari 1999 door de Overeenkomstencommissie Apothekers-Verzekeringsinstellingen;

Gelt op het advies, uitgebracht op 16 juni 1999 en 14 juli 1999 door het Commissie voor Begrotingscontrole;

Gelet op de adviezen, uitgebracht op 5, 12 en 19 juli 1999 door het Comité van de Verzekering voor Geneeskundige Verzorging;

Gelet op het verzoek om spoedbehandeling, gemotiveerd door de omstandigheid dat :

- het besluit verschillende generische specialiteiten bevat waarvan de aanneming moet toelaten een besparing te verwezenlijken; dat deze, met de andere maatregelen die werden getroffen, onontbeerlijk is om een evenwichtige begroting te bereiken voor de sector van de gezondheidszorg; dat het des te meer essentieel is daar de technische ramingen hebben doen blijken dat, bij onveranderd beleid, de wettelijke budgettaire doelstelling ruim overschreden zou worden;

- het besluit de termijnen bepaald in het koninklijk besluit van 2 september 1980 moet naleven. Deze termijnen werden bepaald in toepassing van de richtlijn 89/105/EEG van 21 december 1988 van de Raad van de Europese Gemeenschappen betreffende de doorzichtigheid van de maatregelen ter regeling van de prijsstelling van geneesmiddelen voor menselijk gebruik en de opnemings daarvan in de nationale stelsels van gezondheidszorg;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 augustus 1999, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State,

Besluit :

Artikel 1. In bijlage I van het koninklijk besluit van 2 september 1980 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering tegemoetkomt in de kosten van de farmaceutische specialiteiten en daarmee gelijkgestelde producten, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in hoofdstuk I :

a) de volgende specialiteiten invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-20	1484-450	CONDUCTIL 120 mg Boss Pharma caps. 28 × 120 mg		373,-	56	93
	1480-540	caps. 56 × 120 mg		620,-	93	155
	0760-900	* pr. caps. 1 × 120 mg		8,09		
	0760-900	** pr. caps. 1 × 120 mg		6,64		
B-20	1480-557	CONDUCTIL 180 mg Boss Pharma caps. 28 × 180 mg		560,-	84	140
	1480-565	caps. 56 × 180 mg		930,-	139	232
	0760-918	* pr. caps. 1 × 180 mg		12,13		
	0760-918	** pr. caps. 1 × 180 mg		9,96		
B-20	1480-573	CONDUCTIL 240 mg Boss Pharma caps. 28 × 240 mg		620,-	93	155
	1480-581	caps. 56 × 240 mg		1 155,-	173	289
	0760-926	* pr. caps. 1 × 240 mg		16,16		
	0760-926	** pr. caps. 1 × 240 mg		13,29		
A-30	0760-793	DIPRIVAN 2 % Zeneca * pr. ser. 1 × 1 g/50 ml		1 141,-		
	0760-793	** pr. ser. 1 × 1 g/50 ml		937,-		
B-29	0760-959	DOBUTAMINE FAULDING Faulding * pr. fl. inj. 1 × 250 mg/20 ml	G	326,-		
	0760-959	** pr. fl. inj. 1 × 250 mg/20 ml	G	268,-		
A-30	0761-007	DORMICUM Roche * pr. amp. I.V./perf. 1 × 50 mg/10 ml		302,80		
	0761-007	** pr. amp. I.V./perf. 1 × 50 mg/10 ml		248,80		
B-119	0760-892	ERYTHROMYCINE LACTOBIONATE 1 g FAULDING Faulding * pr. fl. pulv. I.V. 1 × 1 g		309,-		
	0760-892	** pr. fl. pulv. I.V. 1 × 1 g		254,-		
B-103	1349-307	FLIXONASE AQUA Glaxo Wellcome spray nas. 150 dos. pulv. 50 mcg/dos.		739,-	111	185
	0760-934	* pr. spray nas. 150 dos. 50 mcg/dos.		539,-		
	0760-934	** pr. spray nas. 150 dos. 50 mcg/dos.		443,-		
B-73	1466-317	FLOXYFRAL Solvay Pharma compr. 30 × 100 mg		1 186,-	178	296
	0733-329	* pr. compr. 1 × 100 mg		31,43		
	0733-329	** pr. compr. 1 × 100 mg		25,83		
A-27	1481-332	MEDROXYPROGESTERONE ACETAAT PHARMACHEMIE OPG Pharmachemie compr. 100 × 100 mg		2 955,-	-	-
	1481-340	compr. 30 × 250 mg		2 389,-	-	-
	1481-357	compr. 30 × 500 mg		3 802,-	-	-
	0761-031	* pr. compr. 1 × 100 mg		28,31		
	0761-049	* pr. compr. 1 × 250 mg		75,50		
	0761-056	* pr. compr. 1 × 500 mg		122,60		
	0761-031	** pr. compr. 1 × 100 mg		25,44		
	0761-049	** pr. compr. 1 × 250 mg		65,93		
	0761-056	** pr. compr. 1 × 500 mg		113,03		
B-63	1463-876	PIROXICAM-RATIOPHARM Distributa amp. I.M. 6 × 20 mg/ml	G	311,-	47	78
	0760-819	* pr. amp. I.M. 1 × 20 mg/ml	G	37,83		
	0760-819	** pr. amp. I.M. 1 × 20 mg/ml	G	31,-		

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-29	0760-975 0760-975	PROGRAFT Fujisawa * pr. amp. I.V. 1 × 5 mg/ml ** pr. amp. I.V. 1 × 5 mg/ml		3 099,2 3 070,50		
B-50	1395-060 0761-064 0761-064	SANDOSTATINE Long Acting Repeatable 20 mg Novartis Pharma fl. I.M. 20 mg + 2 × 2 ml solv. * pr. fl. I.M. 20 mg + 2 × 2 ml solv. ** pr. fl. I.M. 20 mg + 2 × 2 ml solv.		44 215,- 44 091,- 43 804,-	250	375
B-50	1480-516 0761-080 0761-080	SOMATULINE PROLONGED RELEASE Ipsen fl. I.M. 1 × 2 ml 20 mg/ml * pr. fl. I.M. 1 × 2 ml 20 mg/ml ** pr. fl. I.M. 1 × 2 ml 20 mg/ml		18 688,- 18 564,- 18 277,-	250	375
A-30	0760-983 0760-991 0761-015 0760-983 0760-991 0761-015	ULTIVA Glaxo Wellcome * pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 1 ml 1 mg/ml * pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 2 ml 1 mg/ml * pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 5 ml 1 mg/ml ** pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 1 ml 1 mg/ml ** pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 2 ml 1 mg/ml ** pr. fl. lyoph. I.V. 1 × 5 ml 1 mg/ml		312,60 569,40 1 337,60 256,80 512,- 1 280,20		
B-52	1413-046 1413-053 0760-942 0760-942	URSOCHOL 300 Zambon compr. 30 × 300 mg compr. 100 × 300 mg * pr. compr. 1 × 300 mg ** pr. compr. 1 × 300 mg		1 243,- 2 628,- 25,04 22,17	186 250	311 375

b) ajouter une note en base de page renvoyant à la spécialité DOBUTAMINE FAULDING Faulding, libellée comme suit :

« Conformément aux dispositions de l'article 15 du présent arrêté, le montant dû par l'assurance est calculé par 5 fl. inj. à 250 mg. »;

c) ajouter une note en bas de page renvoyant à la spécialité ERYTHROMYCINE LACTOBIONATE 1g FAULDING Faulding, libellée comme suit :

« Conformément aux dispositions de l'article 15 du présent arrêté, le montant dû par l'assurance est calculé par flacon. »;

d) modifier comme suit l'inscription des spécialités suivantes :

b) een naar de specialiteit DOBUTAMINE FAULDING Faulding verwijzende voetnoot, luidend als volgt, toevoegen :

« Conform de bepalingen van artikel 15 van dit besluit is het door de verzekering verschuldigde bedrag berekend per 5 fl. inj. à 250 mg. »;

c) een naar de specialiteit ERYTHROMYCINE LACTONIONAAT 1 g FAULDING Faulding verwijzende voetnoot, luidend als volgt, toevoegen :

« Conform de bepalingen van artikel 15 van dit besluit is het door de verzekering verschuldigde bedrag berekend per flacon. »;

d) als volgt de inschrijving wijzigen van de volgende specialiteiten :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-37	0815-456 0829-408 0808-840 0398-610 0086-470 0706-895 0706-903 0739-029 0727-024 0706-895 0706-903 0739-029 0727-024	EXACYL Bournonville Pharma amp. inj. 5 × 500 mg/5 ml compr. 50 × 250 mg compr. 100 × 250 mg compr. 20 × 500 mg amp. b. 10 × 1 g/10 ml * pr. amp. inj. 1 × 500 mg/5 ml * pr. compr. 1 × 250 mg * pr. compr. 1 × 500 mg * pr. amp. b. 1 × 1 g/10 ml ** pr. amp. inj. 1 × 500 mg/5 ml ** pr. compr. 1 × 250 mg ** pr. compr. 1 × 500 mg ** pr. amp. b. 1 × 1 g/10 ml		216,- 399,- 703,- 319,- 406,- 31,60 5,13 11,65 29,60 26,- 4,21 9,55 24,30	32 60 105 48 61	54 100 176 80 101

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-33	1414-523	INNOHEP 10 000 Leo s. S.C. 10 × 10 000 I.U. aXa/0,5 ml		3 551,-	250	375
	0749-200	* pr. s. S.C. 1 × 10 000 I.U. aXa/0,5 ml		342,70		
	0749-200	** pr. s. S.C. 1 × 10 000 I.U. aXa/0,5 ml		314,-		
B-33	1414-531	INNOHEP 14 000 Leo s. S.C. 10 × 14 000 I.U. aXa/0,7 ml		4 807,-	250	375
	0748-855	* pr. s. S.C. 1 × 14 000 I.U. aXa/0,7 ml		468,30		
	0748-855	** pr. s. S.C. 1 × 14 000 I.U. aXa/0,7 ml		439,60		
B-33	1414-549	INNOHEP 18 000 Leo s. S.C. 10 × 18 000 I.U. aXa/0,9 ml		6 063,-	250	375
	0748-863	* pr. s. S.C. 1 × 18 000 I.U. aXa/0,9 ml		593,90		
	0748-863	** pr. s. S.C. 1 × 18 000 I.U. aXa/0,9 ml		565,20		
B-109	0013-201	SELEXID Leo compr. 12 × 200 mg		318,-	48	79
	0815-746	compr. 20 × 2000 mg		530,-		
	0716-878	* pr. compr. 1 × 200 mg		19,35		
	0716-878	** pr. compr. 1 × 200 mg		15,90		
A-27	1155-381	VERAPLEX OPG Pharmachemie compr. 100 × 100 mg	G	2 275,-	-	-
	1155-399	compr. 30 × 250 mg	G	1 861,-		
	1155-407	compr. 30 × 500 mg	G	2 896,-		
	0742-981	* pr. compr. 1 × 100 mg	G	21,52		
	0743-385	* pr. compr. 1 × 250 mg	G	57,90		
	0742-999	* pr. compr. 1 × 500 mg	G	92,40		
	0742-981	** pr. compr. 1 × 100 mg	G	18,65		
	0743-385	** pr. compr. 1 × 250 mg	G	48,33		
	0742-999	** pr. compr. 1 × 500 mg	G	82,83		

2° au chapitre III-A), insérer les spécialités suivantes :

a) sous 1) :

2° in hoofdstuk III-A), de volgende specialiteiten invoegen :

a) sub 1) :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-185	1480-466	CLINOLEIC 20 % Baxter fl. 100 ml	M	645,-	97	161
	1480-474	fl. 250 ml	M	884,-		
	1480-482	fl. 500 ml	M	1 303,-		
	1480-490	fl. 1 000 ml	M	1 827,-		
	0760-827	* pr. fl. 100 ml		471,-		
	0760-835	* pr. fl. 250 ml		645,-		
	0760-843	* pr. fl. 500 ml		1 086,-		
	0761-197	* pr. fl. 1 000 ml		1 703,-		
	0760-827	** pr. fl. 100 ml		387,-		
	0760-835	** pr. fl. 250 ml		530,-		
	0760-843	** pr. fl. 500 ml		892,-		
	0761-197	** pr. fl. 1 000 ml		1 416,-		

b) sous 2) :

b) sub 2) :

Critère Criterium	Code	Dénomination et conditionnements Benaming en verpakkingen	Observations Opmerkingen	Base de remboursement Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires Aandeel van de andere rechthebbenden
B-189	1480-391 0761-106 0761-106	6 % HETASTARCH EN 0,9 % CHLORURE DE SODIUM Baxter 6 % HETASTARCH IN 0,9 % NATRIUMCHLORIDE zak - sac 500 ml * pr. zak - sac 500 ml ** pr. zak - sac 500 ml	G/M G G	479,- 350,- 287,-	72	120

3° au chapitre IV-B) :

a) au § 12-b) :

1) remplacer le premier alinéa par les suivants :

« b) Les spécialités suivantes ne font l'objet d'un remboursement que si elles sont administrées pour le traitement de la Maladie de Parkinson :

- soit chez des patients traités avec la levodopa, lorsqu'ils présentent un baisse ou une inconstance (fluctuations de type « fin de dose » ou effets « on-off ») de la réponse thérapeutique;

- soit chez des patients qui ne répondent pas aux thérapies réalisées avec les autres antiparkinsoniens.

2) insérer les spécialités suivantes :

3° in hoofdstuk IV-B) :

a) in § 12-b) :

1) het eerste lid door de volgende vervangen :

« b) De volgende specialiteiten komen slechts in aanmerking voor een terigbetaling als ze toegediend worden bij de behandeling van de ziekte van Parkinson :

- hetzij bij patiënten die behandeld worden met levodopa als het therapeutisch effect vermindert of inconsistent wordt en fluctuaties in het therapeutische effect optreden (« end of dose » en « on-off » fluctuaties).

- hetzij bij patiënten die niet meer antwoorden op de toegepaste behandelingen met andere Parkinsonmiddelen.

2) de volgende specialiteiten invoegen :

Critère Criterium	Code	Dénomination et conditionnements Benaming en verpakkingen	Observations Opmerkingen	Base de remboursement Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires Aandeel van de andere rechthebbenden
B-76	1481-316 0761-114 0761-114	REQUIP 0,25 mg SmithKline Beecham Pharma compr. 126 × 0,25 mg * pr. compr. 1 × 0,25 mg ** pr. compr. 1 × 0,25 mg		1 192,- 7,54 6,20	179	298
B-76	1372-077 0761-122 0761-122	REQUIP 1 mg SmithKline Beecham Pharma compr. 84 × 1 mg * pr. compr. 1 × 1 mg ** pr. compr. 1 × 1 mg		1 922,- 21,40 17,99	250	375
B-76	1372-085 0761-130 0761-130	REQUIP 2 mg SmithKline Beecham Pharma compr. 84 × 2 mg * pr. compr. 1 × 2 mg ** pr. compr. 1 × 2 mg		2 820,- 32,10 28,68	250	375
B-76	1372-093 0761-148 0761-148	REQUIP 5 mg SmithKline Beecham Pharma compr. 84 × 5 mg * pr. compr. 1 × 5 mg ** pr. compr. 1 × 5 mg		5 349,- 62,20 58,79	250	375

b) au § 24 :

1) sous 1), remplacer l'alinéa e) par le suivant :

« e) les spécialités CAPOTEN et ZESTRIL sont également remboursées si elles ont été prescrites pour le traitement de patients diabétiques avec néphropathies albuminuriques ou protéinuriques; »

2) sous 2), insérer la spécialité suivante :

b) in § 24 :

1) sub 1), het lid e) door de volgende vervangen :

« e) de specialiteiten CAPOTEN en ZESTRIL zijn ook vergoedbaar als ze voorgeschreven worden voor de behandeling van diabetespatiënten met nefropathieën die gepaard gaan met proteïnurie of albuminurie; »

2) sub 2), de volgende specialiteit invoegen :

Critère Criterium	Code	Dénomination et conditionnements Benaming en verpakkingen	Observations Opmerkingen	Base de remboursement Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires Aandeel van de andere rechthebbenden
B-21	1415-264 0736-124 0736-124	ZESTORETIC Zeneca compr. 56 × 20 mg/12,5 mg * pr. compr. 1 × 20 mg/12,5 mg ** pr. compr. 1 × 20 mg/12,5 mg		1 785,- 29,66 24,54	250	375

c) au § 38, supprimer la spécialité DIBERTIL;

d) au § 41, insérer les spécialités suivantes :

1) sous 1° :

c) in § 38, de specialiteit DIBERTIL schrappen

d) in § 41, de volgende specialiteiten invoegen :

1) sub 1° :

Critère Criterium	Code	Dénomination et conditionnements Benaming en verpakkingen	Observations Opmerkingen	Base de remboursement Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires Aandeel van de andere rechthebbenden
A-10	1481-290 0760-850 0760-850	GENOTONORM 36 I.U. Pharmacie & Upjohn fl. S.C. 1 × 36 I.U. * pr. fl. S.C. 1 × 36 I.U. ** pr. fl. S.C. 1 × 36 I.U.	M	15 138,- 15 014,- 14 727,-	-	-

2) sous 2° :

2) sub 2° :

Critère Criterium	Code	Dénomination et conditionnements Benaming en verpakkingen	Observations Opmerkingen	Base de remboursement Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires Aandeel van de andere rechthebbenden
B-239	1481-290 0760-850 0760-850	GENOTONORM 36 I.U. Pharmacia & Upjohn fl. S.C. 1 × 36 I.U. * pr. fl. S.C. 1 × 36 I.U. ** pr. fl. S.C. 1 × 36 I.U.	M	15 138,- 15 014,- 14 727,-	250	375
B-239	0288-423 1238-286 1238-294 0737-676 0744-730 0744-748 0737-676 0744-730 0744-748	HUMATROPE Lilly fl. lyoph. inj. 1 × 16 I.U. + solv. fl. lyoph. inj. 1 × 18 I.U. + solv. fl. lyoph. inj. 1 × 36 I.U. + solv. * pr. fl. lyoph. inj. 1 × 16 I.U. + solv. * pr. fl. lyoph. inj. 1 × 18 I.U. + solv. * pr. fl. lyoph. inj. 1 × 36 I.U. + solv. ** pr. fl. lyoph. inj. 1 × 16 I.U. + solv. ** pr. fl. lyoph. inj. 1 × 18 I.U. + solv. ** pr. fl. lyoph. inj. 1 × 36 I.U. + solv.	M M M	7 681,- 8 593,- 15 138,- 7 557,- 8 469,- 15 014,- 7 270,- 8 182,- 14 727,-	250 250 250	375 375 375

e) au § 47-1°, insérer la spécialité suivante :

e) in § 47-1°, de volgende specialiteit invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-27	1413-863 0760-868 0760-868	LUCRIN TRI-DEPOT 11,25 mg Abbott fl. pulv. 1 × 11,25 mg + solv. * pr. fl. pulv. 1 × 11,25 mg + solv. ** pr. fl. pulv. 1 × 11,25 mg + solv.		14 367,- 14 243,- 13 956,-	-	-

f) au § 76, remplacer l'inscription des spécialités :

f) in § 76, de inschrijving van de specialiteiten :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-3	0749-085 0749-093 0749-101 0749-085 0749-093 0749-101	HAEMATE P Centeon * pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U.		22,16 21,58 21,30 21,01 21,01 21,01		
A-50	0749-119 0749-127 0749-135 0749-119 0749-127 0749-135	HELIXATE Centeon * pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U.		27,64 27,06 26,78 26,49 26,49 26,49		
A-3	0746-248 0746-230 0746-255 0746-248 0746-230 0746-255	HEMOPIL M Baxter * pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U.		22,16 21,58 21,30 21,01 21,01 21,01		
A-50	0747-022 0747-030 0747-048 0747-022 0747-030 0747-048	KOGENATE Bayer * pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U.		27,64 27,06 26,78 26,49 26,49 26,49		
A-3	0742-650 0742-668 0737-718 0742-650 0742-668 0737-718	MONOCLATE-P Rhône-Poulenc Rorer * pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U.		22,16 21,58 21,30 21,01 21,01 21,01		

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemeetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-50	0743-161 0743-179 0743-187 0743-161 0743-179 0743-187	RECOMBIMATE Baxter * pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 250 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 500 I.U. : pr. I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U. : pr. I.U.		27,64 27,06 26,78 26,49 26,49 26,49		

par l'inscription suivante :

door de volgende vervangen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemeetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-3	0761-205 0761-239 0761-247 0761-205 0761-239 0761-247	HAEMATE P Centeon * pr. fl. 250 I.U. * pr. fl. 500 I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. ** pr. fl. 250 I.U. ** pr. fl. 500 I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U.		5 539,- 10 790,- 21 291,- 5 252,- 10 503,- 21 004,-		
A-50	0761-254 0761-262 0761-270 0761-254 0761-262 0761-270	HELIXATE Centeon * pr. fl. 250 I.U. * pr. fl. 500 I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. ** pr. fl. 250 I.U. ** pr. fl. 500 I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U.		6 910,- 13 532,- 26 776,- 6 623,- 13 245,- 26 489,-		
A-3	0761-288 0761-296 0761-304 0761-288 0761-296 0761-304	HEMOPIL M Baxter * pr. fl. 250 I.U. * pr. fl. 500 I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. ** pr. fl. 250 I.U. ** pr. fl. 500 I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U.		5 539,- 10 790,- 21 291,- 5 252,- 10 503,- 21 004,-		
A-50	0761-312 0761-320 0761-338 0761-312 0761-320 0761-338	KOGENATE Bayer * pr. fl. 250 I.U. * pr. fl. 500 I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. ** pr. fl. 250 I.U. ** pr. fl. 500 I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U.		6 910,- 13 532,- 26 776,- 6 623,- 13 245,- 26 489,-		
A-3	0761-346 0761-353 0761-361 0761-346 0761-353 0761-361	MONOCLATE-P Rhône-Poulenc Rorer * pr. fl. 250 I.U. * pr. fl. 500 I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. ** pr. fl. 250 I.U. ** pr. fl. 500 I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U.		5 539,- 10 790,- 21 291,- 5 252,- 10 503,- 21 004,-		
A-50	0761-379 0761-221 0761-098 0761-379 0761-221 0761-098	RECOMBIMATE Baxter * pr. fl. 250 I.U. * pr. fl. 500 I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. ** pr. fl. 250 I.U. ** pr. fl. 500 I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U.		6 910,- 13 532,- 26 776,- 6 623,- 13 245,- 26 489,-		

g) au § 77, insérer la spécialité suivante :

g) in § 77, de volgende specialiteit invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-3	1027-663 1027-671 1027-689 0761-163 0760-876 0760-884 0761-163 0760-876 0760-884	MONONINE Centeon fl. 250 I.U. fl. 500 I.U. fl. 1 000 I.U. * pr. fl. 250 I.U. * pr. fl. 500 I.U. * pr. fl. 1 000 I.U. ** pr. fl. 250 I.U. ** pr. fl. 500 I.U. ** pr. fl. 1 000 I.U.		5 770,- 11 128,- 21 844 5 646,- 11 004,- 21 720,- 5 359,- 10 717,- 21 433,-	- - - - - - - - -	- - - - - - - - -

h) au § 78, insérer la spécialité suivante :

h) in § 78, de volgende specialiteit invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-3	1378-801 1378-793 1378-785 0761-205 0761-239 0761-247 0761-205 0761-239 0761-247	HAEMATE P Centeon fl. 250 I.U. (550 I.U. vWF) fl. 500 I.U. (1 100 I.U. vWF) fl. 1 000 I.U. (2 200 I.U. vWF) * pr. fl. 250 I.U. (550 I.U. vWF) * pr. fl. 500 I.U. (1 100 I.U. vWF) * pr. fl. 1 000 I.U. (2 200 I.U. vWF) ** pr. fl. 250 I.U. (550 I.U. vWF) ** pr. fl. 500 I.U. (1 100 I.U. vWF) ** pr. fl. 1 000 I.U. (2 200 I.U. vWF)		5 663,- 10 914,- 21 415,- 5 539,- 10 790,- 21 291,- 5 252,- 10 503,- 21 004,-	- - - - - - - - -	- - - - - - - - -

i) au § 79, insérer les spécialités suivantes :

i) in § 79, de volgende specialiteiten invoegen :

1) sous 1) :

1) sub 1) :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-45	1450-212 0739-409 0739-409	PRAVASINE 20 mg Bristol-Myers Squibb compr. 98 × 20 mg * pr. compr. 1 × 20 mg ** pr. compr. 1 × 20 mg		4 204,- 41,63 38,70	- - -	- - -
A-45	1450-204 1450-196 0760-777 0760-777	PRAVASINE 40 mg Bristol-Myers Squibbe compr. 28 × 40 mg compr. 98 × 40 mg * pr. compr. 1 × 40 mg ** pr. compr. 1 × 40 mg		2 579,- 6 508,- 65,14 62,21	- - - -	- - - -

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-45	1414-853 0760-769 0760-769	ZOCOR 40 mg Merck Sharp & Dohme compr. 28 × 40 mg * pr. compr. 1 × 40 mg ** pr. compr. 1 × 40 mg		2 861,- 97,75 87,50	-	-

2) sous 2) :

2) sub 2) :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-41	1450-212	PRAVASINE 20 mg Bristol-Myers Squibb compr. 98 × 20 mg		4 204,-	250	375
	0739-409	* pr. compr. 1 × 20 mg		41,63		
	0739-409	** pr. compr. 1 × 20 mg		38,70		
B-41		PRAVASINE 40 mg Bristol-Myers Squibb				
	1450-204	compr. 28 × 40 mg		2 579,-	250	375
	1450-196	compr. 98 × 40 mg		6 508,-	250	375
	0760-777	* pr. compr. 1 × 40 mg		65,14		
	0760-777	** pr. compr. 1 × 40 mg		62,21		
B-41		ZOCOR 40 mg Merck Sharp & Dohme				
	1414-853	compr. 28 × 40 mg		2 861,-	250	375
	0760-769	* pr. compr. 1 × 40 mg		97,75		
	0760-769	** pr. compr. 1 × 40 mg		87,50		

j) au § 83-1°, 2° et 3°, insérer la spécialité suivante :

j) in § 83-1°, 2° en 3°, de volgende specialiteit invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-193	1436-179 0760-785 0760-785	PREPULSID 10 Janssen-Cilag compr. eff. - bruistab. 100 × 10 mg * pr. compr. eff. - Bruistab. 1 × 10 mg ** pr. compr. eff. - bruistab. 1 × 10 mg		1 930,- 18,06 15,19	250	375

k) au § 87), insérer la spécialité suivante :

k) in § 87, de volgende specialiteit invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-200	1424-878 0761-023 0761-023	ZOFRAN Glaxo Wellcome supp. 5 × 16 mg * pr. supp. 1 × 16 mg ** pr. supp. 1 × 16 mg		4 457,- 866,60 809,20	250	375

l) au § 129, insérer les spécialités suivantes :

l) in § 129, de volgende specialiteiten invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-224	1415-389 1415-397 0760-736 0760-736	CO-DIOVANE Novartis Pharma compr. 28 × 80 mg/12,5 mg compr. 56 × 80/12,5 mg * pr. compr. 1 × 80 mg/12,5 mg ** pr. compr. 1 × 80 mg/12,5 mg		1 270,- 1 786,- 29,68 24,55	190 250	317 375
B-224	1381-409 0760-744 0760-744	COZAAR PLUS Merck Sharp & Dohme compr. 28 × 50 mg/12,5 mg * pr. compr. 1 × 50 mg/12,5 mg ** pr. compr. 1 × 50 mg/12,5 mg		1 270,- 37,32 30,68	190	317
B-224	1423-615 0760-751 0760-751	LOORTAN PLUS Therabel compr. 28 × 50 mg/12,5 mg * pr. compr. 1 × 50 mg/12,5 mg ** pr. compr. 1 × 50 mg/12,5 mg		1 270,- 37,32 30,68	190	317

m) au § 131, remplacer le point 4 par le suivant :

« 4. avoir présenté au moins deux exacerbations durant les deux dernières années (avec récupération complète ou incomplète) c.à.d. la survenue de nouveaux symptômes ou l'aggravation de symptômes existants, ayant durée au moins 24 heures, sans fièvre, suivant une période stable d'au moins 30 jours et ayant nécessité chacune un traitement par glucocorticoïdes. »

n) au § 134, insérer les spécialités suivantes :

m) in § 131, punt 4 door de volgende vervangen :

« 4. minstens twee exacerbaties gedurende de laatste twee jaren hebben gedaan (met totaal of onvolledig herstel) d.w.z. de onverwachte komst van nieuwe symptomen of de verergering van bestaande symptomen, die minstens 24 uren hebben geduurd zonder koorts, voorkomend na een stabiele periode van minstens 30 dagen en beiden een behandeling hebben vereïst met glucocorticosteroiden. »

n) in § 134, de volgende specialiteiten invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-52	1395-060 0761-064	SANDOSTATINE Long Acting Repeatable 20 mg Novartis Pharma fl. I.M. 20 mg + 2 × 2 ml solv. * pr. fl. I.M. 20 mg + 2 × 2 ml solv.		44 215,- 44 091,-	-	-
A-52	0761-064 1480-516 0761-080 0761-080	** pr. fl. I.M. 20 mg + 2 × 2 ml sdv. SOMATULINE PROLONGED RELEASE Ipsen fl. I.M. 1 × 2 ml 20 mg/ml * pr. fl. I.M. 1 × 2 ml 20 mg/ml ** pr. fl. I.M. 1 × 2 ml 20 mg/ml		43 804, 18 688,- 18 564,- 18 277,-	-	-

o) au § 140), insérer la spécialité suivante :

o) in § 140, de volgende specialiteit invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
C-27	1328-087 0761-213 0761-213	ACETYPHAR Unicophar pulv. or. 30 × 600 mg * pr. pulv. or. 1 × 600 mg ** pr. pulv. or. 1 × 600 mg	C C C	525,- 12,77 10,50	262	262

p) au § 144, insérer la spécialité suivante :

p) in § 144, de volgende specialiteit invoegen :

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
A-56	1433-432 0761-072 0761-072	CEREZYME Genzyme fl. 200 U.I. * pr. fl. 200 I.U. ** pr. fl. 200 I.U.		36 281,- 36 157,- 35 870,-	-	-

q) ajouter un § 162 rédigé comme suit :

§ 162. La spécialité suivante ne fait l'objet d'un remboursement que si elle est a été prescrite pour le traitement des troubles associées à l'hyperprolactinémie (comme l'aménorrhée, l'oligoaménorrhée, l'anovulation et la galactorrhée) suite à

- un adénome hypophysaire (micro- et macro) avec sécrétion de prolactine;
- une hyperprolactinémie idiopathique;
- un syndrome de selle turcique vide;

A cet effet, le médecin-conseil délivre au bénéficiaire l'autorisation dont le modèle est fixé sous « d » de l'annexe III du présent arrêté et dont la durée de validité est limitée à 12 mois maximum.

L'autorisation de remboursement peut être prolongée pour de nouvelles périodes de 12 mois sur base du modèle « d », dûment complété par le médecin traitant et le bénéficiaire le renvoie au médecin-conseil de son organisme assureur.

q) een als volgt opgesteld § 162 toevoegen :

§ 162. De volgende specialiteit komt slechts in aanmerking voor terugbetaling indien ze voorgeschreven wordt ter behandeling van stoornissen die gepaard gaan met hyperprolactinemie (zoals amenorroe, oligoamenorroe, anovulatie en galactorroe) ten gevolge van :

- een hypofysair adenoom (micro of macro) met prolactine afscheiding;
- een idiopathische hyperprolactinemie;
- het lege sellasyndroom.

Met het oog hierop levert de adviserend geneesheer aan de rechthebbende een machtiging af waarvan het model is bepaald onder « d » van bijlage III van dit besluit en waarvan de geldigheidsduur tot maximum 12 maanden is beperkt.

De machtiging tot terugbetaling kan worden verlengd voor nieuwe perioden van maximum 12 maanden op basis van het model « d », behoorlijk ingevuld door de behandelende arts en de rechthebbende bezorgt het terug aan de adviserend geneesheer van zijn verzekeringsinstelling.

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-92	1179-910 0761-155 0761-155	SOSTILAR Pharmacia & Upjohn compr. 8 × 0,5 mg * pr. compr. 1 × 0,5 mg ** pr. compr. 1 × 0,5 mg		2 204,- 260,- 224,13	250	375

r) ajouter un § 163 rédigé comme suit :

§ 163. Les spécialités suivantes ne font l'objet d'un remboursement que si elles ont été administrées dans le cadre d'un traitement pour une fertilisation in vitro et s'il est satisfait aux conditions suivantes :

- le traitement doit être réalisé dans un centre agréé de fertilisation in vitro;

- le traitement concerné doit être précédé par au moins deux cycles de fécondation in vitro qui ont conduit au prélèvement d'ovocytes mais qui n'ont pas conduit à un accouchement;

- deux tests sanguins, respectivement effectués durant la phase folliculaire (2ème au 5ème jour) de deux cycles menstruels dans le courant des trois mois avant le traitement concerné, doivent donner des valeurs de FSH de moins de 15 UI/l.

Sur base d'un rapport établi par un médecin spécialiste responsable pour le traitement, montrant que les conditions susvisées sont remplies et dans lequel sont mentionnés les résultats de dosage-FSH ainsi que la date et les numéros de codes de nomenclature se rapportant aux prélèvements d'ovocytes pendant les deux cycles de fertilisation in vitro précédents, le médecin conseil délivre au bénéficiaire l'autorisation dont le modèle est fixé sous « b » de l'annexe III du présent arrêté et dont la durée de validité est limitée à six mois maximum.

L'autorisation de remboursement peut être renouvelée pour une nouvelle période de six mois maximum, sur base d'un rapport motivé établi par le spécialiste susvisé.

r) een als volgt opgesteld § 163 toevoegen :

§ 163. De volgende specialiteiten worden vergoed als ze worden toegediend in het raam van een behandeling voor in vitrofertilisatie en als de volgende voorwaarden zijn vervuld :

- de behandeling moet worden uitgevoerd in een erkend centrum voor in vitrofertilisatie;

- de betrokken behandeling moet zijn voorafgegaan door ten minste twee cycli van in-vitrofertilisatie die aanleiding hebben gegeven tot afnamen van ovocytten maar niet tot een bevalling hebben geleid;

- twee bloeddoseringen die respectievelijk tijdens de folliculaire fase (2de tot 5de dag) van twee menstruele cycli in de loop van de drie maanden vóór de betrokken behandelingen worden uitgevoerd, moeten FSH-waarden van minder dan 15 IE/l opleveren.

Op basis van een verslag dat is opgesteld door de geneesheer-specialist die voor de behandeling verantwoordelijk is, waaruit blijkt dat de bovengenoemde voorwaarden vervuld zijn en waarin de resultaten van de FSH-dosering alsmede de data en de nomenclatuur-codenummers betreffende de tijdens de twee vorige in vitrofertilisatie-cycli uitgevoerde afnamen van ovocytten, zijn vermeld, reikt de adviserend geneesheer aan de rechthebbende de machtiging uit waarvan het model is vastgesteld onder « b » van de bijlage III bij dit besluit en waarvan de geldigheidsduur beperkt is tot zes maanden.

Op grond van een gemotiveerd verslag van bovengenoemde specialist mag de toestemming voor vergoeding worden verlengd voor een nieuwe periode van maximum zes maanden.

Critère — Criterium	Code	Dénomination et conditionnements — Benaming en verpakkingen	Observations — Opmerkingen	Base de remboursement — Basis van tegemoetkoming	Intervention des bénéficiaires visés à l'article 37, § 1 ^{er} et § 19 de la loi du 14 juillet 1994 qui ont droit à un remboursement augmenté de l'assurance. — Aandeel van de rechthebbenden bedoeld in artikel 37, § 1 en § 19 van de wet van 14 juli 1994 die recht hebben op een verhoogde verzekeringstegemoetkoming.	Intervention des autres bénéficiaires — Aandeel van de andere rechthebbenden
B-92	1317-866	GONAL-F 75 Serono amp. lyoph. S.C. 1 × 75 I.U. + solv.		1 766,-	250	375
	1317-874	amp. lyoph. S.C. 3 × 75 I.U. + solv.		4 246,-	250	375
	0760-801	* pr. amp. lyoph. S.C. 1 × 75 I.U. + solv.		1 374,-		
	0760-801	** pr. amp. lyoph. S.C. 1 × 75 I.U. + solv.		1 278,33		
B-92		PUREGON 50 I.U. Organon				
	1295-484	amp. lyoph. S.C./I.M. 1 × 50 I.U.		1 350,-	202	337
	1295-492	amp. lyoph. S.C./I.M. 3 × 50 I.U.		3 085,-	250	375
	1295-500	amp. lyoph. S.C./I.M. 5 × 50 I.U.		4 634,-	250	375
	0761-189	* pr. amp. lyoph. S.C./I.M. 1 × 50 I.U.		902,-		
0761-189	** pr. amp. lyoph. S.C./I.M. 1 × 50 I.U.		844,60			
B-92		PUREGON 100 I.U. Organon				
	1295-518	amp. lyoph. S.C./I/M/ 3 × 100 I.U.		5 760,-	250	375
	1295-526	amp. lyoph. S.C./I/M/ 5 × 100 I.U.		8 880,-	250	375
	0761-171	* pr. amp. lyoph. S.C./I/M/ 1 × 100 I.U.		1 751,20		
0761-171	** pr. amp. lyoph. S.C./I.M. 1 × 100 I.U.		1 693,80			

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1999.

Bruxelles, le 17 septembre 1999.

F. VANDENBROUCKE

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de 1e oktober 1999.

Brussel, 17 september 1999.

F. VANDENBROUCKE

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 3052

[C — 99/36216]

29 JUNI 1999. — Besluit van de Vlaamse regering houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuurreservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 21 oktober 1997 op het natuurbehoud en het natuurlijk milieu, inzonderheid op artikelen 36 en 44;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 februari 1981 tot regeling, voor het Vlaamse Gewest, van de erkenning en de subsidiëring van natuurreservaten, gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse regering van 20 juli 1994;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 16 mei 1995 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de criteria die gelden voor de toekenning van een subsidie aan erkende verenigingen die terreinen verwerven die als natuurreservaat worden ingericht, gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse regering van 6 september 1995;

Gelet op het advies van de Vlaamse Hoge Raad voor Natuurbehoud, gegeven op 2 december 1998.

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 21 april 1999;

Gelet op de beraadslaging van de Vlaamse regering op 11 mei 1999, betreffende de aanvraag om advies bij de Raad van State binnen een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 8 juni 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° afdeling : de afdeling Natuur van de administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap;

2° decreet : het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu;

3° minister : de Vlaamse minister, bevoegd voor het natuurbehoud;

4° MINA-fonds : het Fonds voor Preventie en Sanering inzake leefmilieu en natuur opgericht bij decreet van 23 januari 1991;

5° Raad : Vlaamse Hoge Raad voor Natuurbehoud.

HOOFDSTUK II. — Terreinbeherende natuurverenigingen en subsidiëring aankopen natuurgebieden

Afdeling 1. — Erkenning als terreinbeherende natuurvereniging

Art. 2. § 1. Een vereniging kan worden erkend als gewestelijke terreinbeherende natuurvereniging, als provinciale terreinbeherende natuurvereniging of als regionale terreinbeherende natuurvereniging.

§ 2. Om erkend te worden als terreinbeherende natuurvereniging dient de vereniging te voldoen aan de volgende voorwaarden :

1° de vereniging is opgericht op particulier initiatief in de vorm van een privaatrechtelijk rechtspersoon die geen winstoogmerk nastreeft;

2° de statuten van de vereniging bepalen het natuurbehoud en/of de natuurbescherming en het beheer van natuurgebieden in het Vlaamse gewest als hoofdzakelijk en ondubbelzinnig doel;

3° de zetel van de vereniging ligt in het Vlaamse Gewest of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad;

4° de terreinbeherende natuurvereniging beschikt over een permanent secretariaat dat minstens 20 u. per week bemand is;

5° de vereniging is bij het indienen van de erkenningsaanvraag ten minste negen jaar actief op het vlak van het beheer van erkende natuurreservaten in het Vlaamse Gewest en kan aantonen dat ze onderlegt is inzake het natuurbeheer, de monitoring van flora en fauna en het duurzame behoud van erkende natuurreservaten;

6° de gewestelijke en de provinciale terreinbeherende natuurvereniging beschikt over een staf die instaat voor het beheer van de erkende natuurreservaten en voor de monitoring van de flora en de fauna ervan;

7° het bestuursorgaan van de vereniging vergadert ten minste vier maal per jaar;

8° een gewestelijke terreinbeherende natuurvereniging moet bij de aanvraag van de erkenning en minimaal aan de volgende criteria blijven voldoen :

- a) reeds gedurende ten minste 9 jaar erkende natuurreservaten te beheren;
- b) ten minste 35 erkende natuurreservaten beheren in ten minste 4 Vlaamse provincies;
- c) voor de aanvragen tot 31 december 2001 : ten minste 750 ha erkend reservaat te beheren;
- d) voor de aanvragen vanaf 1 januari 2002 : ten minste 1.000 ha erkend natuurreservaat te beheren;

9° een provinciale terreinbeherende natuurvereniging moet bij de aanvraag van de erkenning en minimaal aan de volgende criteria blijven voldoen :

- a) reeds gedurende ten minste 9 jaar erkende reservaten beheren;
- b) ten minste 10 erkende natuurreservaten beheren verspreid over verschillende arrondissementen van één Vlaamse provincie;
- c) voor de aanvragen tot 31 december 2001 : ten minste 350 ha erkend reservaat beheren;
- d) voor de aanvragen vanaf 1 januari 2002 : ten minste 500 ha erkend natuurreservaat te beheren;

10° een regionale terreinbeherende natuurvereniging moet bij de aanvraag van de erkenning en minimaal aan de volgende criteria blijven voldoen :

- a) reeds gedurende ten minste 9 jaar ten minste één erkend reservaat beheren;
- b) ten minste 10 erkende natuurreservaten beheren in ten minste vijf Vlaamse gemeenten;
- c) voor de aanvragen tot en met 31 december 2001 : ten minste 150 ha erkend natuurreservaat te beheren;
- d) voor de aanvragen vanaf 1 januari 2002 : ten minste 175 ha erkend natuurreservaat beheren;

11° de vereniging houdt een boekhouding bij zodat de controle op de aanwending van eventuele subsidies mogelijk is;

12° de vereniging aanvaardt de controle op haar boekhouding en werking door ambtenaren van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap;

13° de vereniging laat de burgerrechtelijke aansprakelijkheid die krachtens de artikelen 1382 tot en met 1386 van het Burgerlijk Wetboek aan de organisatie en haar medewerkers ten laste kan worden gelegd, dekken door een verzekering;

14° de vereniging stuurt de afdeling jaarlijks voor 30 april een activiteitenverslag van het voorbije jaar en een programma van de activiteiten voor het lopende jaar, zoals bepaald in bijlage I bij dit besluit;

15° de statuten van de vereniging zijn rechtsgeldig gepubliceerd en voldoen aan de wettelijke vereisten inzake statuten van VZW's.

Art. 3. § 1. De vereniging verstuurt de aanvraag voor de erkenning als terreinbeherende natuurvereniging aangetekend naar de afdeling. De aanvraag omvat :

1° een eensluidend verklaard afschrift van de in de bijlage van het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerde statuten van de vereniging en de eventuele wijzigingen daarvan, evenals de samenstelling van de bestuursorganen;

2° een door de algemene vergadering van de leden van de vereniging goedgekeurd financieel verslag over het voorbije werkjaar;

3° een activiteitenverslag over het voorbije werkjaar;

4° een verklaring van het bestuursorgaan, gestaafd door bewijsstukken, dat de vereniging voldoet aan de opgesomde erkenningsvoorwaarden en dat ze daarmee akkoord gaat;

5° een verklaring van het bestuursorgaan dat de vereniging de bepalingen van de sociale en fiscale wetgeving naleeft, gestaafd door bewijsstukken die op de zetel van de vereniging ter inzage moeten liggen van de bevoegde ambtenaren van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

§ 2. De afdeling onderzoekt de aanvraag en vraagt het advies van de Raad.

§ 3. De afdeling legt de aanvraag, samen met het advies van de Raad, voor aan de minister, die beslist.

§ 4. Zolang de terreinbeherende natuurvereniging voldoet aan alle erkenningsvoorwaarden bepaald in artikel 2, § 2, blijft de erkenning gelden.

De erkenning als gewestelijke terreinbeherende natuurvereniging geldt voor de werking in het hele Vlaamse Gewest.

De erkenning als provinciale terreinbeherende natuurvereniging geldt voor de werking in de provincie waar de vereniging bij het indienen van de aanvraag erkende natuurreservaten beheert.

De erkenning als regionale terreinbeherende natuurvereniging geldt voor de werking in de gemeenten waar de vereniging bij het indienen van de aanvraag erkende natuurreservaten beheert en in de gemeenten waarbinnen de uitbreidingsperimeter van deze erkende natuurreservaten ligt.

Art. 4. De minister kan op elk ogenblik de erkenning als terreinbeherende natuurvereniging intrekken wanneer blijkt :

1° dat de erkenning werd verkregen op grond van valse verklaringen of documenten;

2° dat de vereniging niet langer voldoet aan de voorwaarden bepaald in art. 2.

Afdeling 2. — Subsidiëring van de aankoop van gebieden

Art. 5. Binnen de jaarlijkse beschikbare begrotingskredieten en volgens de bepalingen van dit besluit kan de minister aan de erkende terreinbeherende natuurverenigingen een subsidie toekennen voor de aankoop van gebieden met het oog op de erkenning als natuurreservaat overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk V, afdeling 3, van het decreet.

Art. 6. § 1. De erkende terreinbeherende natuurvereniging dient voor 31 januari van het kalenderjaar waarop de aanvraag slaat, de aanvraag voor de aankoopsubsiëring in bij de afdeling onder de vorm zoals bepaald in de bijlage II bij dit besluit.

§ 2. Deze aanvraag omvat :

1° een indicatief aankoopprogramma van de gebieden die de vereniging in het betreffende jaar wenst aan te kopen met een aankoopsubsidie van het Vlaamse Gewest;

2° het adres en het nummer van de rekening waarop een eventuele subsidie kan worden gestort;

3° een overzicht met de gerealiseerde aankopen waarvan de notariële akte tijdens het voorbije kalenderjaar werden verleden, en met een gedetailleerd beeld van de financiering van de aankopen;

4° een overzicht dat voor elk gebied dat de vereniging het voorbije kalenderjaar met een aankoopsubsidie van het Vlaamse Gewest heeft aangekocht, gedetailleerd de volgende gegevens weergeeft :

a) de oppervlakte;

b) de ligging per provincie en per gemeente;

c) de bestemming op de plannen van aanleg bedoeld in het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996 of op de ruimtelijke uitvoeringsplannen bedoeld in het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening en de oppervlakte binnen elke bestemming;

d) of het gebied ligt binnen een afgebakend GEN, GENO, natuurverwevingsgebied of natuurverbingsgebied;

e) of het gebied ligt binnen een beschermd duingebied met toepassing van het decreet van 14 juli 1993 houdende maatregelen tot bescherming van de kustduinen of binnen de perimeter van gebieden afgebakend volgens of in uitvoering van internationale verdragen, overeenkomsten of richtlijnen of aangewezen is in een goedgekeurd ruilverkavelingsplan of een goedgekeurd richtplan van een landinrichtingsproject :

f) of het gebied ligt binnen de uitbreidingszone, conform artikel 33, derde lid van het decreet, van een erkend natuureservaat;

g) het aankoopbedrag inclusief alle kosten.

§ 3. De afdeling onderzoekt de aanvraag voor subsidiëring en legt ze voor aan de minister, die beslist.

§ 4. Voor 15 maart van het jaar waarop de aanvraag slaat, brengt de afdeling de erkende terreinbeherende natuurvereniging op de hoogte van de beslissing van de minister over de toekenning van de subsidie en het bedrag van de toegekende subsidie.

Art. 7. § 1. Alleen aankopen van gebieden in het Vlaamse Gewest komen voor subsidiëring in aanmerking.

§ 2. De aankoop van een gebied kan slechts eenmaal voor subsidiëring door het Vlaamse Gewest in aanmerking komen.

Voor de aankopen van een gebied bedoeld in art. 8 § 3, 3° zijn deze subsidies evenmin cumuleerbaar met provinciale of gemeentelijk aankoopsubsidies.

§ 3. Bij aankopen met een aankoopsubsidie van het Vlaamse Gewest, dient de erkende terreinbeherende natuurvereniging binnen een termijn van twee jaar na de aankoop voor het betreffende gebied een aanvraag tot erkenning als natuureservaat in volgens de bepalingen van dit besluit. De afdeling mag die termijn van twee jaar, op gemotiveerd verzoek van de erkende terreinbeherende natuurvereniging, eenmalig verlengen met twee jaar.

Voor gebieden gelegen in agrarische gebieden, de landschappelijk waardevolle agrarische gebieden, de agrarische gebieden met ecologisch belang, de valleien en brongebieden wordt de termijn voor indiening van het dossier herleid tot één jaar; hiervan wordt geen uitstel verleend.

Het jaarlijkse rapport, bedoeld in het artikel 2, § 2, 14°, vermeldt de data waarop de aanvragen tot erkenning als natuureservaat ingediend zijn.

§ 4. Wanneer een erkende terreinbeherende natuurvereniging zich voorneemt een gebied dat na het van kracht worden van dit besluit met een aankoopsubsidie van het Vlaamse Gewest is aangekocht te vervreemden, brengt ze hiervan onmiddellijk de afdeling op de hoogte. Overeenkomstig artikel 44, § 2, eerste lid, van het decreet mag de vereniging het onroerend goed slechts vervreemden na machtiging door de minister.

Art. 8. § 1. De bovengrens van de schijf van het aankoopbedrag inclusief alle kosten die voor subsidiëring in aanmerking komen, bedraagt 600.000 frank per hectare.

§ 2. Tot de definitieve vaststelling van alle afbakeningsplannen van de effectief te realiseren oppervlakte VEN en natuurverwevingsgebied overeenkomstig artikel 17, 20 tot en met 24 en 30 van het decreet bedraagt de subsidie :

1° voor aankopen buiten een GEN of GENO en binnen :

a) de groengebieden, parkgebieden, buffergebieden, bosgebieden, gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen met als overdruk overstromingsgebied en wachtbekken, de militaire domeinen, de natuurontwikkelingsgebieden en de recreatiegebieden op de plannen van aanleg met toepassing van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996 of op de ruimtelijke uitvoeringsplannen bedoeld in het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening;

b) de ontginningsgebieden met als nabestemming één van de hiervoor genoemde bestemmingen;

c) De gebieden aangeduid met toepassing van het decreet van 14 juli 1993 houdende maatregelen tot bescherming van de kustduinen, inzonderheid artikel 2 en 4;

d) de perimeters van de gebieden afgebakend volgens of in uitvoering van internationale verdragen, overeenkomsten of richtlijnen;

e) de aankoopperimeters aangeduid in een goedgekeurd ruilverkavelingsplan of een goedgekeurd richtplan van een landinrichtingsproject;

f) de valleigebieden, brongebieden, de agrarische gebieden met ecologisch belang, de agrarische gebieden met bijzondere waarde, op de plannen van aanleg met toepassing van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996 of op de ruimtelijke uitvoeringsplannen bedoeld in het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening gelegen buiten de gebieden opgesomd in § 2, 1°, a) tot en met e).

- 90 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf kleiner dan of gelijk aan 300.000 frank per hectare;

- 85 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 300.000 en kleiner dan of gelijk aan 400.000 frank per hectare voor de gebieden onder a t.e.m. f en 70 % van het aankoopbedrag voor de gebieden onder f voor zover het cultuurgronden betreft en de betreffende terreinen gedurende de laatste 5 jaar in gebruik waren bij een beroepslandbouwer;

- 60 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 400.000 en kleiner dan of gelijk aan 500.000 frank per hectare;

- 50 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 500.000 en kleiner dan of gelijk aan 600.000 frank per hectare;

2° voor aankopen binnen een GEN of GENO waarvoor overeenkomstig artikel 21 § 3, 22 of 23 van het decreet een afbakeningsplan is vastgesteld :

a) 90 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf kleiner dan of gelijk aan 300.000 frank per hectare;

b) 85 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 300.000 en kleiner dan of gelijk aan 400.000 frank per hectare;

c) 60 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 400.000 en kleiner dan of gelijk aan 500.000 frank per hectare;

d) 50 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 500.000 en kleiner dan of gelijk aan 600.000 frank per hectare;

3° voor de aankopen van gronden gelegen in agrarische gebieden of landschappelijk waardevolle agrarische gebieden die voldoen aan de criteria bepaald in artikel 36, § 2, van het decreet, voorzover ze niet gelegen zijn in de in 1° en 2° bedoelde gebieden en voor de aankopen van gronden gelegen in de andere bestemmingsgebieden die zijn vastgesteld in plannen van aanleg op grond van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996 of op de ruimtelijke uitvoeringsplannen bedoeld in het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening voor zover ze niet gelegen zijn in de in 1° en 2° bedoelde gebieden :

a) 60 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf kleiner dan of gelijk aan 300.000 frank per hectare;

b) 50 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 300.000 en kleiner dan of gelijk aan 500.000 frank per hectare;

c) 40% van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 500.000 en kleiner dan of gelijk aan 600.000 frank per hectare.

§ 3. Na de definitieve vaststelling van alle afbakeningsplannen van de effectief te realiseren oppervlakte VEN en natuurverwevingsgebied overeenkomstig artikel 17, 20 tot en met 24 en 30 van het decreet bedraagt de subsidie :

1° voor aankopen binnen :

a) het VEN;

b) de groengebieden, parkgebieden, buffergebieden en bosgebieden op de uitvoeringsplannen met toepassing van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996 of op de ruimtelijke uitvoeringsplannen bedoeld in het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, die deel uitmaken van het IVON;

c) de gebieden conform een goedgekeurd ruilverkavelingsplan of een goedgekeurd richtplan van een landinrichtingsproject;

d) de projectgebieden van een natuurinrichtingsproject;

e) de gebieden conform een goedgekeurd natuurrichtplan bepaald in artikel 50 van het decreet :

- 90 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf kleiner dan of gelijk aan 300.000 frank per hectare;

- 85 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 300.000 en kleiner dan of gelijk aan 400.000 frank per hectare;

- 60 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 400.000 en kleiner dan of gelijk aan 500.000 frank per hectare;

- 50 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 500.000 en kleiner dan of gelijk aan 600.000 frank per hectare.

2° voor aankopen buiten de onder 1° bedoelde gebieden binnen :

a) de groengebieden, parkgebieden, buffergebieden, bosgebieden gebieden voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen met als overdruk overstromingsgebied en wachtbekken, de militaire domeinen, de valleigebieden, brongebieden, de agrarische gebieden met ecologisch belang, de agrarische gebieden met bijzondere waarde, de natuurontwikkelingsgebieden en de recreatiegebieden op de uitvoeringsplannen met toepassing van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening of op de ruimtelijke uitvoeringsplannen bedoeld in het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996;

b) de ontginningsgebieden met als nabestemming één van de hiervoor genoemde bestemmingen;

c) de gebieden, aangeduid met toepassing van het decreet van 14 juli 1993 houdende maatregelen tot bescherming van de kustduinen, inzonderheid artikelen 2 en 4;

d) de perimeters van de gebieden afgebakend volgens of ter uitvoering van internationale verdragen, overeenkomsten of richtlijnen.

- 80 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf kleiner dan of gelijk aan 300.000 frank per hectare;

- 70 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 300.000 en kleiner dan of gelijk aan 400.000 frank per hectare;

- 60 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 400.000 en kleiner dan of gelijk aan 500.000 frank per hectare;

- 50 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 500.000 en kleiner dan of gelijk aan 600.000 frank per hectare.

3° voor de aankopen van gronden gelegen in agrarische gebieden of landschappelijk waardevolle agrarische gebieden die voldoen aan de criteria bepaald in artikel 36, § 2, van het decreet, voorzover ze niet gelegen zijn in de in 1° en 2° bedoelde gebieden en voor de aankopen van gronden gelegen in de andere bestemmingsgebieden die zijn vastgesteld in plannen van aanleg op grond van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996 of op de ruimtelijke uitvoeringsplannen bedoeld in het decreet van 18 mei 1999 houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening voor zover ze niet gelegen zijn in de in 1° en 2° bedoelde gebieden :

a) 60 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf kleiner dan of gelijk aan 300.000 frank per hectare;

b) 50 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 300.000 en kleiner dan of gelijk aan 500.000 frank per hectare;

c) 40 % van het aankoopbedrag inclusief alle kosten van het gebied voor de schijf groter dan 500.000 en kleiner dan of gelijk aan 600.000 frank per hectare.

§ 4. Tot de definitieve vaststelling van alle afbakeningsplannen van de effectief te realiseren oppervlakte VEN en natuurverwevingsgebied overeenkomstig artikel 17, 20 tot en met 24 en 30 van het decreet wordt voor aankopen binnen de agrarische gebieden en de landschappelijk waardevolle agrarische gebieden, bedoeld in § 2,3°, overeenkomstig de criteria van het artikel 36, § 2, van het decreet, geen subsidie toegekend voor de oppervlakte die meer bedraagt dan 10 % van de totale oppervlakte die de vereniging het lopende jaar met aankoopsubsidie van het Vlaamse gewest heeft aangekocht en voor zover deze terreinen gedurende de laatste 5 jaar in gebruik waren bij een beroepslandbouwer. Het eventuele saldo van het niet opgebruikte percentage is maximaal gedurende de twee volgende kalenderjaren overdraagbaar.

Na de definitieve vaststelling van alle afbakeningsplannen van de effectief te realiseren oppervlakte VEN en natuurverwevingsgebied overeenkomstig artikel 17, 20 tot en met 24 en 30 van het decreet wordt voor aankopen binnen de agrarische gebieden en de landschappelijk waardevolle agrarische gebieden, bedoeld in § 3,3°, overeenkomstig de criteria van het artikel 36, § 2 van het decreet, geen subsidie toegekend voor de oppervlakte die meer bedraagt dan 5% van de totale oppervlakte die de vereniging het lopende jaar met aankoopsubsidie van het Vlaamse gewest heeft aangekocht en voor zover deze terreinen gedurende de laatste 5 jaar in gebruik waren bij een beroepslandbouwer.

§ 5. Het maximale bedrag van de aankoopsubsidie die elke erkende terreinbeherende natuurverenigingen ontvangt, wordt vastgesteld aan de hand van de formule :

$$z_i = \frac{\sum_{i=1 \rightarrow 5} (2 \cdot a_i + 1,4 \cdot b_i + 0,8 \cdot c_i)}{\sum_{i=1 \rightarrow 5} (2 \cdot a + 1,4 \cdot b + 0,8 \cdot c)}$$

met :

a) z_i : procentueel deel van het beschikbare bedrag voor de subsidiëring van de aankoop van gebieden voor een erkende terreinbeherende natuurvereniging i en voor het betreffende jaar;

b) a_i : jaartotaal van de oppervlakte van de gesubsidiëerde aankopen door een erkende terreinbeherende natuurvereniging i waarvan het aankoopbedrag inclusief alle kosten kleiner dan of gelijk is aan 400.000 frank/ha;

c) b_i : jaartotaal van de oppervlakte van de gesubsidiëerde aankopen door erkende terreinbeherende natuurvereniging i waarvan het aankoopbedrag inclusief alle kosten groter dan 400.000 BEF/ha en kleiner dan 500.000 frank/ha is;

d) c_i : jaartotaal van de oppervlakte van de gesubsidiëerde aankopen door een erkende terreinbeherende natuurvereniging i waarvan het aankoopbedrag inclusief alle kosten groter dan 500.000 frank/ha is;

e) a : jaartotaal van de oppervlakte van de gesubsidiëerde aankopen door alle erkende terreinbeherende natuurverenigingen samen waarvan het aankoopbedrag inclusief alle kosten kleiner dan of gelijk is aan 400.000 frank/ha;

f) b : jaartotaal van de oppervlakte van de gesubsidiëerde aankopen door alle erkende terreinbeherende natuurverenigingen samen waarvan het aankoopbedrag inclusief alle kosten groter dan 400.000 bef/ha en kleiner dan 500.000 frank/ha is;

g) c : jaartotaal van de oppervlakte van de gesubsidiëerde aankopen door alle erkende terreinbeherende natuurverenigingen samen waarvan het aankoopbedrag inclusief alle kosten groter is dan 500.000 frank/ha;

h) $\sum_{i=1 \rightarrow 5}$: som van de jaartotalen voor de vijf jaren die voorafgaan aan het jaar waarin het indicatieve aankoopprogramma wordt ingediend. Deze som is maximaal gelijk aan het voor het betrokken jaar ingeschreven begrotingskrediet op het MINA-fonds.

De aankopen, gerealiseerd voor 1 januari 1999 krijgen in bovengenoemde formule een coëfficiënt één ongeacht de categorie waarvan ze deel uitmaken.

§ 6. Als een erkende terreinbeherende natuurvereniging voor een bepaald jaar geen subsidieaanvraag heeft ingediend of een aanvraag heeft ingediend voor een subsidiebedrag kleiner dan het berekende deel conform § 5, wordt het vrijgekomen bedrag zonder rekening te houden met de betreffende vereniging verdeeld over de andere erkende terreinbeherende verenigingen. Deze verdeling gebeurt volgens de verhouding vastgesteld aan de hand van de formule bedoeld in § 5.

§ 7. De afdeling deelt het geheel van de berekeningscijfers, bedoeld in § 5, mee aan de terreinbeherende verenigingen.

§ 8. De bedragen, vermeld in dit besluit, gelden inclusief de kosten voor registratie, notariële erelonen en zegelrecht en inclusief de eventuele uittredingsvergoeding.

Voor gebieden bedoeld in art. 8, § 2, 3° en art. 8, § 3, 3° kan geen uittredingsvergoeding in rekening gebracht worden.

Art. 9. De toegekende subsidie wordt uitbetaald in drie schijven :

1° vijftig procent van het bedrag na de beslissing van de minister over de toekenning;

2° vijfendertig procent van het bedrag na de goedkeuring door de afdeling van de verantwoording van de besteding van de helft van de eerste schijf;

3° vijftien procent van het bedrag na de goedkeuring door de afdeling van de verantwoording van de besteding van de subsidie.

HOOFDSTUK III. — *Natuurrerservaten en subsidiëring erkende natuurreservaten**Afdeling 1. — Erkenning als natuurreservaat*

Art. 10. § 1. De private personen of de rechtspersonen, andere dan het Gewest of de Staat, dienen de aanvraag voor de erkenning van hun terrein als natuurreservaat in bij de afdeling, bij aangetekend schrijven.

§ 2. De aanvraag omvat :

1° de identificatiegegevens van de aanvrager :

a) als de aanvrager eigenaar is van het betreffende terrein : een schriftelijke verklaring van de persoon die het gebruiksrecht van het betreffende terrein heeft dat hij instemt met een eventuele erkenning als natuurreservaat;

b) als de aanvrager niet de eigenaar is van het betreffende terrein : een schriftelijke verklaring van de eigenaar of van de gebruiker van het betreffende terrein dat zij beheren dat hij instemt met een eventuele erkenning als natuurreservaat;

2° een beheersplan met de structuur en de inhoud bepaald in de bijlage III bij dit besluit;

3° de uitbreidingszone conform artikel 33, derde lid van het decreet van het voor erkenning voorgedragen terrein.

4° als het terrein een aaneengesloten oppervlakte heeft van minimum 10 ha, de verbintenis van de aanvrager om het voor erkenning voorgedragen terrein open te stellen voor het publiek, conform de ontsluiting opgenomen in het beheersplan.

§ 3. De afdeling onderzoekt de erkenningsaanvraag op haar ontvankelijkheid en volledigheid, overeenkomstig § 2.

Wordt de aanvraag onontvankelijk bevonden, dan wordt de aanvrager hiervan binnen de 21 kalenderdagen na de indiening van de erkenningsaanvraag, schriftelijk in kennis gesteld, met vermelding van de reden van de onontvankelijkheid.

Wordt de aanvraag onvolledig bevonden, dan wordt de aanvrager hiervan binnen de 21 kalenderdagen na de indiening van de erkenningsaanvraag, schriftelijk in kennis gesteld, met vermelding van de gegevens en/of documenten die ontbreken of nadere toelichting vereisen.

Wordt de aanvraag ontvankelijk en volledig bevonden, dan wordt de aanvrager hiervan binnen de 21 kalenderdagen na de indiening van de erkenningsaanvraag bij ter post aangetekende brief in kennis gesteld. De behandelingstermijn vangt aan op de datum van verzending van voormelde brief.

Als de afdeling, uiterlijk 21 kalenderdagen na de erkenningsaanvraag geen schriftelijke kennisgeving aan de aanvrager heeft verzonden, wordt de aanvraag geacht volledig en ontvankelijk te zijn. De behandelingstermijn vangt aan 21 kalenderdagen na de verzending van de erkenningsaanvraag door de aanvrager.

§ 4. De afdeling stuurt, zodra de aanvraag ontvankelijk is verklaard, zonder verwijl een exemplaar van de erkenningsaanvraag voor advies aan :

1° de Raad voor advies m.b.t. artikel 10, § 2;

2° als het betreffende terrein de bestemming agrarisch gebied, landschappelijk waardevol agrarisch gebied of agrarisch gebied met ecologisch belang, valleigebied, of agrarisch gebied met bijzondere waarde heeft met toepassing van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996 :

a) de afdeling Land van de Administratie Milieu-, Natuur-, Land- en Waterbeheer voor advies over de agrarische structuur van het betreffende terrein

b) de administratie Land- en Tuinbouw voor advies over de geschiktheid van het betreffende terrein voor normaal landbouwgebruik;

3° als het betreffende terrein een bos omvat : het Bosbeheer en de Vlaamse Hoge Bosraad voor advies over het bosbeheer;

4° als het betreffende terrein een beschermd landschap omvat : de administratie bevoegd voor de landschappen voor advies over het beheersplan;

Deze adviezen worden aan de afdeling overgemaakt binnen een termijn van 60 kalenderdagen na ontvangst van het dossier. Bij ontstentenis van een advies binnen de gestelde termijn wordt het advies geacht gunstig te zijn.

De afdeling legt de aanvraag met haar advies, samen met het advies van de Raad en in het voorkomende geval de adviezen van de afdeling Land, de ALT, het Bosbeheer, de Vlaamse Hoge Bosraad en de administratie bevoegd voor de landschappen, binnen een termijn van 30 dagen, voor aan de minister, die beslist.

§ 5. De beslissing over de erkenning als natuurreservaat en de uitbreidingszone houdt rekening met :

1° de hoge actuele of potentiële natuurwaarde van het betreffende terrein;

2° de beschermende statuten van het terrein, in het bijzonder de bescherming of de ligging binnen de perimeter van gebieden afgebakend volgens of ter uitvoering van internationale verdragen, overeenkomsten of richtlijnen;

3° de vooruitzichten voor het verbeteren en het voortbestaan van de ecologische waarden van het betreffende terrein;

4° de oppervlakte van het betreffende terrein en de uitbreidingsmogelijkheden voor de erkenning als natuurreservaat;

5° het actuele of toekomstige beheer van het betreffende terrein;

6° het actuele natuurtype en de natuurstreefbeelden

7° de criteria bepaald in artikel 36, § 2 van het decreet en die welke met toepassing met artikel 36, § 3 van het decreet worden vastgesteld.

§ 6. Bij de erkenning als natuurreservaat stelt de minister het beheersplan vast, met inbegrip van :

1° de uitbreidingszone van het natuurreservaat, overeenkomstig artikel 33, derde lid van het decreet;

2° de ontheffingen van de verboden bedoeld in artikel 35 van het decreet;

3° de afwijkingen van de verbodsbepalingen, de vergunningsplicht en de meldingsplicht bedoeld in artikelen 7 tot en met 19 van het besluit van de Vlaamse regering van 23 juli 1998 tot vaststelling van nadere regels ter uitvoering van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu.

§ 7. De minister kan maar nieuwe reservaten erkennen tot een totale oppervlakte die rekening houdt met de beschikbare begrotingskredieten voor de subsidiëring van erkende reservaten.

Art. 11. § 1. Voor de uitbreiding van de erkenning als natuurreservaat dienen de private personen of de rechtspersonen, andere dan het Gewest of de Staat, bij aangetekend schrijven een aanvraag in bij de afdeling tot uitbreiding van de erkenning als natuurreservaat.

§ 2. De afdeling onderzoekt de aanvraag voor de uitbreiding van de erkenning als natuurreservaat van de gebieden binnen de uitbreidingszone conform artikel 33, derde lid van het decreet en legt ze binnen de 90 dagen voor aan de minister, die beslist. De overige uitbreidingen doorlopen de procedure van de eerste erkenning zoals bepaald in artikel 10.

§ 3. De minister beslist over de uitbreiding van de erkenning op grond van het vastgestelde beheersplan en de uitbreidingszone van het erkende reservaat.

§ 4. De minister kan maar erkende nieuwe reservaten uitbreiden tot een totale oppervlakte die rekening houdt met de beschikbare begrotingskredieten voor de subsidiëring van erkende reservaten.

Art. 12. § 1. Voor de hernieuwing van de erkenning als natuurreservaat, dienen de private personen of rechtspersonen, andere dan het Gewest of de Staat, bij aangetekend schrijven een aanvraag in bij de afdeling tot hernieuwing van de erkenning als natuurreservaat.

§ 2. De aanvraag omvat een verslag van het resultaat van het tot dan toe gevoerde beheer en beschrijft en motiveert de eventueel voorgestelde wijzigingen aan het beheer. Het geeft een beeld van de natuurstreefbeelden en de aanwezige natuurtypen.

§ 3. De afdeling onderzoekt de hernieuwingsaanvraag op haar ontvankelijkheid en volledigheid overeenkomstig de bepalingen van artikel 10, § 3.

De hernieuwing verloopt volgens dezelfde procedure als de eerste erkenning met uitzondering van de adviezen bedoeld in artikel 10 § 4, 2°, 3° en 4°.

§ 4. De afdeling legt de aanvraag samen met haar advies voor de hernieuwing van de erkenning als natuurreservaat samen met het advies van de Raad, binnen een termijn van 90 dagen voor aan de minister, die beslist.

§ 5. De minister kan maar erkende reservaten hernieuwen tot een totale oppervlakte die rekening houdt met de beschikbare begrotingskredieten voor de subsidiëring van erkende reservaten.

Art. 13. De minister kan de erkenning als natuurreservaat intrekken wanneer blijkt :

1° dat de erkenning werd verkregen op grond van valse verklaringen of documenten;

2° dat het betreffende terrein niet langer voldoet aan de voorwaarden opgelegd in hoofdstuk III afdeling 1 van dit besluit.

Afdeling 2. — Subsidiëring van de huur, het beheer en het toezicht, de eerste inrichting, de monitoring, de uitzonderlijke éénmalige inrichtingen en de openstelling, in erkende natuurreservaten voor private personen en privaatrechtelijke rechtspersonen

Art. 14. Binnen de jaarlijkse beschikbare begrotingskredieten en volgens de bepalingen van dit besluit kan de minister aan private personen en privaatrechtelijke rechtspersonen, een subsidie toekennen voor de huur, het beheer, het toezicht, de eerste inrichting, de monitoring, de uitzonderlijke éénmalige inrichtingen en de openstelling van erkende natuurreservaten.

Art. 15. § 1. De private personen en privaatrechtelijke rechtspersonen dienen de aanvraag, voor de subsidiëring van de huur, het beheer, het toezicht, de eerste inrichting, de monitoring, de uitzonderlijke éénmalige inrichtingen en de openstelling in een erkend natuurreservaat, in bij de afdeling.

§ 2. De aanvraag omvat :

1° de identificatiegegevens van de aanvrager;

2° de identificatie van het erkende reservaat waarvoor de aanvraag wordt ingediend;

3° als de aanvraag voor subsidiëring slaat op de huur van een erkend reservaat : een bewijsstuk in verband met de gehuurde oppervlakte en de huurprijs;

4° als de aanvraag voor subsidiëring slaat op het beheer en het toezicht in een erkend reservaat : de vermelding van de betreffende natuurstreefbeelden, de aanwezige natuurtypen en de oppervlakte van elk natuurstreefbeeld en van de aanwezige natuurtypen; de uit te voeren uitzonderlijke éénmalige inrichtingswerken en het openstellingsplan;

5° het adres en het nummer van de rekening waarop een eventuele subsidie kan worden gestort.

§ 3. De aanvraag voor subsidiëring moet tijdens de erkenningsperiode niet hernieuwd worden. De uitvoering gebeurt binnen ruimte van de jaarlijkse beschikbare begrotingskredieten.

§ 4. Aanvragen voor de subsidiëring van uitzonderlijke éénmalige werken en voor de openstelling kunnen afzonderlijk gebeuren, wanneer de aanvraag voor subsidiëring van de huur, het beheer en het toezicht, de eerste inrichting en de monitoring reeds werd ingediend.

Art. 16. § 1. De subsidie voor de huur van erkende reservaten bedraagt 60% van de werkelijke kosten. Deze subsidies zijn begrensd tot een maximum 4.000 frank/ha/jaar.

§ 2. Om in aanmerking te komen voor de subsidie vermeld in dit hoofdstuk bedraagt de minimale oppervlakte van het erkende natuurreservaat 2 ha.

Art. 17. § 1. De forfaitaire subsidie voor het beheer en het toezicht in erkende reservaten volgens de bepalingen van dit besluit, varieert volgens :

1° de oppervlakte van het gebied;

2° het natuurtype voor het gebied.

Het natuurstreefbeeld van het gebied wordt bepaald voor de erkenningsperiode. Deze streefbeelden worden op kaart schaal 1/10.000 aangebracht en via een elektronische informatiedrager aangeleverd.

Om de negen jaar wordt het aanwezige natuurtype op dezelfde wijze aangegeven. Drie jaar na de erkenning van het reservaat mag een geactualiseerd natuurtypekaart ingeleverd worden waarin de natuurbeheersresultaten zijn opgenomen.

De afdeling neemt akte van deze melding. In geval van twijfel legt de afdeling de bijgestelde natuurtpekaart voor advies voor aan de raad, waarna ze de nieuwe natuurtpekaart aanvaardt of weigert.

§ 2. De forfaitaire subsidie voor het beheer en het toezicht bedraagt 20.000 frank/ha per jaar voor het volgende natuurtpe dat past in het natuurstreefbeeld :

- 1° Drijftil of drijfzoom (Md);
- 2° Zuur laagveen (Ms);
- 3° Alkalisch laagveen (Mk);
- 4° Alkalisch laagveen in duinpannen (Mp);
- 5° Vochtig, niet tot weinig bemest grasland (zgn. dotterbloemhooilanden) (Hc);
- 6° Onbemest, vochtig pijpestrootjesgrasland (zgn. "blauwgraslanden", vochtige tot venige graslanden van zeer voedselarme zandgronden), inclusief de varianten Hmo, Hme, Hmm (Hm);
- 7° Kalkgrasland (graslanden van droge, mineralenrijke maar N- en P-arme gronden) (Hk) & Kalkstruweel (Sk);
- 8° Kalkrijk duingrasland (Hd).

De oppervlakte van het geheel van natuurtpe bedoeld in § 2 moet minimaal 2 ha per erkend natuurreservaat beslaan.

§ 3. De forfaitaire subsidie voor het beheer en het toezicht bedraagt 13.000 frank/ha per jaar voor het volgende natuurtpe dat past in het natuurstreefbeeld :

- 1° Rietland (Mr);
- 2° Grote zeggenvegetatie (Mc);
- 3° Zeebiesvegetatie (Mz);
- 4° Galigaanvegetatie (Mm);
- 5° Natte ruigte met Moerasspirea (Hf);
- 6° Gagelstruweel (Sm);
- 7° Vochtig Wilgenstruweel op venige of zure grond (So);
- 8° Mesotroof elzenbos met zeggen (Vm);
- 9° Oligotroof water (Ao);
- 10° Vochtige tot natte heide (Ce incl. variant Ces) met boom- en struikbedekking van maximaal 20%);
- 11° Struisgrasvegetatie op zure bodem (graslanden van droge, zeer voedselarme zure gronden) (Ha);
- 12° Zure borstelgrasvegetatie (heischrale graslanden) (Hn);
- 13° Mesofiel hooiland (Hu);
- 14° Soortenrijk permanent cultuurgrasland (Hp*), Soortenrijke weilanden met veel sloten en/of microreliëf (Hpr*) en soortenrijke zilte graslanden met veel sloten en/of microreliëf en met in de depressies vegetaties gebonden aan zilte invloed; (Hpr* + Da);
- 15° Soortenrijke akkerkruidenvegetatie (B*);
- 16° Hoogveen (T);
- 17° Droge struikheide (Cg);
- 18° Open bos en/of heide en schraalland met boom- en struikopslag (tot max. 60 %) (kruidlaag bestaat uit de streefbeelden Hm, Ha, Hn, Ce, Cg, Ct & Cv), minimale oppervlakte 5 ha;
- 19° Droge struikheide met bosbes (Cv);
- 20° Venige struikheide met bosbes (Ct incl. variant Ctm);
- 21° Mozaïek ontstaan door extensieve begrazing (kleiner of gelijk aan 1 Gve/ha). 10 % van het terreingedeelte moet bestaan uit de natuurtpe Ms, Mk, Mp, Hm, Hk, Hd, Ha, Hn of 40 % indien het om de natuurtpe Hc, Hj, Sk, Mm, Mr, Mc, Hf, Hpr, Sm, Ce, Cg, Hu en Cv gaat met een minimale oppervlakte 30 ha.

De oppervlakte van de natuurtpe bedoeld in § 3 eventueel verhoogd met natuurtpe bedoeld in § 2 moet minimaal 2 ha per erkend natuurreservaat beslaan. Voor het natuurtpe genoemd in 21° blijft de daar vermelde minimale oppervlakte van kracht.

§ 4. De forfaitaire subsidie voor het beheer en het toezicht bedraagt 6.000 frank/ha per jaar voor de volgende natuurtpe dat past in het natuurstreefbeeld :

- 1° Zeereepduin (Dd, Dm);
- 2° Zuur duinbos (Qd);
- 3° Duindoornstruweel (Sd);
- 4° Brakke plas (Ah);
- 5° Eutrofe plas en Eendenkooi (Ae, Am, Ka);
- 6° Brem- & Gaspeldoornstruweel (Sg);
- 7° Doornstruweel (Sp);
- 8° Spontaan struweel van allerlei aard (Sz);
- 9° Vochtig, meso- tot eutroof wilgenstruweel (Sf);
- 10° Oligotroof elzenbos met veenmossen (Vo);
- 11° Venig berkenbos (Vt);
- 12° Alluviaal essen/olmenbos (Va);
- 13° Vochtig elzen/eikenbos met eventueel Haagbeuk (Vf);
- 14° Elzen-Essenbos van bronnen en bronbeken (Vc);

15° Vochtige tot natte graslanden met hoge abundantie van *Juncus spec* (Hj);

16° Ruderale vegetaties, zeer soortenrijk met minder algemene soorten (Ku*);

17° Schorre of al dan niet begroeide slikken (Da, Ds);

18° Extensieve graslanden met hoogstamboomgaarden (Hp*, Ki of Kj);

19° Mozaïek ontstaan door extensieve begrazing (kleiner of gelijk aan 1 Gve/ha) 10 % van het terreingedeelte dient te bestaan uit de natuurtypen Ms, Mk, Mp, Hm, Hk, Hd, Ha, Hn of 40 % indien het om de natuurtypen Hc, Hj, Sk, Mm, Mr, Mc, Hf, Hpr, Sm, Ce, Cg, Hu en Cv gaat en de oppervlakte kleiner dan 30 ha en groter dan 5 ha bedraagt;

20° Natuurtypen, genoemd in §§ 2 en 3 die niet voldoen aan de minimumoppervlakte;

§ 5. De forfaitaire subsidie voor het beheer en het toezicht bedraagt 2000 frank/ha per jaar voor de volgende natuurtype dat past in het natuurstreefbeeld :

1° Voedselarm, zuur eikenbos (Qb) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

2° Zuur beukenbos en eiken/beukenbos (Fs) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

3° Zuur eikenbos en eiken/beukenbos (Qs) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

4° Beukenbos met Witte veldbies (Fl) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

5° Eikenbos met Witte veldbies (Ql) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

6° Beukenbos met Bosanemmoon (Fa) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

7° Eiken/Haagbeukenbos zonder Wilde hyacint (Qa) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

8° Beukenbos met Wilde Hyacint (Fe) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

9° Eiken/Haagbeukenbos met Wilde hyacint (Qe) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

10° Beukenbos met parelgras en Lievrouwebedstro (Fm) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

11° Beukenbos op kalk (Fk) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

12° Eiken/Haagbeukenbos op kalk (Qk) met minimaal 5 % dood hout, ongelijkjarige boomlaag;

13° Droge ruderale vegetatie, soortenrijk met algemene soorten (Ku);

14° Cultuurgrasland met waardevolle kleine landschapselementen in de grasland-, moeras- of waterrijke sfeer, bv. Hp + Mr, Hp + Kn, Hp + Hc, Hp + K(Ae), Hp + K(Hc), Hp + K(Mr);

15° Ravijnbos in kalkrijke gebieden (Ek);

16° Ravijnbos op zure bodem (Es);

17° Ruderaal Olmenbos (Ru).

Art. 18. De éénmalige forfaitaire subsidie voor de eerste inrichting van het erkende natuureservaat bedraagt 10.000 frank/ha.

De subsidie wordt, voor gebieden verworven met een subsidie krachtens het besluit van de Vlaamse regering van 16 mei 1995 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de criteria die gelden voor de toekenning van een subsidie aan erkende verenigingen die terreinen verwerven die als natuureservaat worden ingericht, enkel uitgekeerd als het erkenningsdossier uiterlijk voor het einde van het tweede kalenderjaar volgend op de verwerving van het gebied, is ingediend.

De subsidie wordt uitbetaald na de erkenning of uitbreiding van het reservaat, samen met de eerste subsidie voor het beheer en het toezicht.

Art. 19. Drie vegetatiejaren na de eerste erkenning, en vervolgens om de 5 jaar dient de aanvrager van de subsidie bij de afdeling een uitgebreid monitoringrapport in.

Dit monitoringrapport omvat :

1° een uitgebreide beschrijving van de evolutie van de flora en de fauna in het erkende reservaat onder invloed van het gevoerde beheer;

2° een kaart met de initiële natuurtypen, de actuele natuurtypen en de natuurstreefbeelden;

3° een beschrijving en verantwoording van de mogelijk bijstelling van de gekozen natuurstreefbeelden voor de komende beheersperiode van 9 jaar.

4° een evolutie in deze periode van de aandachtsoorten zoals bedoeld in bijlage V

5° een overzicht van de monitoringgegevens met betrekking tot grondwaterstanden zoals bedoeld in bijlage VI

De afdeling onderzoekt het monitoringrapport. Wanneer de afdeling meent dat de stukken onvolledig of onjuist zijn, meldt ze dit, uiterlijk 3 maanden na de indiening, aan de aanvrager met een gemotiveerd schrijven. De aanvrager heeft drie maanden de tijd om hierop te antwoorden. Als de afdeling dit antwoord onvoldoende vindt, wordt het advies van het Instituut voor Natuurbehoud ingewonnen, waarna de minister beslist.

Stelt de afdeling vast dat het streefbeeld door gebrek aan een geschikt beheer niet werd behaald dan wordt de beheersubsidie bedoeld in artikel 17 § 2 en § 3, voor de komende beheersperiode verminderd tot een forfaitaire subsidiekategorie lager dan deze met het actuele natuurtype met een minimum van de categorie bedoeld in § 4.

In geval van twijfel wordt het advies van de raad gevraagd.

De forfaitaire subsidie voor de uitvoering van de monitoring bedraagt 1.500 frank/ha per jaar. Deze subsidie wordt jaarlijks, samen met de subsidie voor huur, beheer en toezicht uitbetaald.

Art. 20. § 1 De forfaitaire subsidie voor de openstelling bedraagt 2000 frank/ha per jaar als de padlengte groter is dan 70 m/ha en 1000 frank/ha indien de padlengte groter is dan 35 m/ha maar kleiner is dan 70 m/ha.

§ 2. De subsidie wordt aangevraagd overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van onderhavig besluit.

§ 3. Om in aanmerking te komen voor de subsidie voor openstelling dient een openstellingsplan opgemaakt te worden van het erkend natuureservaat of van delen ervan. Per ha erkend natuureservaat dient minimaal 35 m pad gedurende minimaal 220 dagen per jaar opengesteld zijn voor het publiek.

Voor waterrijke gebieden wordt de openstellingsperiode herleid tot minimaal 150 dagen.

Volgende paden komen in aanmerking :

- 1° private paden en wegen;
- 2° onbebouwde buurtwegen, jaagpaden langs kanalen en rivieren grenzend aan het erkende reservaat;
- 3° aan de aard van het terrein aangepaste paden : één meter knuppelbrug en loopplank worden gelijkgesteld aan 5 m pad, indien ze langer zijn dan 10 m;
- 4° waarnemingsaccomodatie : één vogelkijkhut of een analoge constructie wordt gelijkgesteld aan 175 m pad.

Art. 21. § 1. Uitzonderlijke éénmalige inrichtingen die natuurherstel of natuurontwikkeling tot doel hebben worden voor 60 % gesubsidieerd. Het minimum subsidiebedrag bedraagt 90.000 frank. Het maximale subsidiebedrag bedraagt 2.000.000 frank maar kan niet hoger zijn dan 30.000 frank per ha erkende oppervlakte van het reservaat.

§ 2. De aanvraag voor het verkrijgen van de subsidie voor éénmalige inrichtingen wordt voor de aanvang van de werken ingediend bij de afdeling, die dit voorlegt met advies aan de minister, die beslist.

Na goedkeuring wordt een voorschot van 60 % uitbetaald. Het saldo wordt uitbetaald na uitvoering van de werken.

Art. 22. § 1. De aanvrager van de subsidie dient jaarlijks voor 31 januari een jaarrapport over de beheerswerken in bij de afdeling.

De inhoud van het jaarrapport wordt bepaald in bijlage IV van dit besluit.

§ 2 De beheerder van het erkend natuurreservaat stuurt jaarlijks voor 31 maart de monitoringgegevens zoals bedoeld in bijlage V en VI naar het Instituut voor Natuurbehoud

Art. 23. § 1. De subsidie voor eerste inrichting wordt uitbetaald na de erkenning.

§ 2. De subsidie voor de huur, het beheer en het toezicht, de monitoring en de openstelling van een erkend natuurreservaat wordt in één keer na het voorleggen van het jaarrapport van vorig werkingsjaar uitbetaald.

§ 3. Minimum 60 % van de subsidie bedoeld voor beheer, monitoring en openstelling van natuurreservaten moet verantwoord worden met personeelskosten samenhangend met het beheer, monitoring en begeleiding ervan, van de betreffende terreinen. Maximaal 40 % van de subsidie kan aan andere kosten besteed worden.

Art. 24. De subsidie voor de huur, het beheer en het toezicht in een erkend natuurreservaat is niet cumuleerbaar met andere tegemoetkomingen namelijk :

1° een subsidie toegekend op grond van het besluit van de Vlaamse regering van 26 juni 1996 betreffende de subsidiëring van de bebossing van landbouwgronden ter uitvoering van de verordening (EEG) 2080/92 van de Raad van 30 juni 1992 tot instelling van een communautaire steunmaatregel voor bosbouwmaatregelen in de landbouw;

2° vergoedingen toegekend op grond van het bosdecreet van 13 juni 1990;

3° vergoedingen toegekend op grond van het decreet van 23 januari 1991 betreffende de bescherming van het leefmilieu tegen de verontreiniging door meststoffen;

4° vergoedingen toegekend op grond van het besluit van de Vlaamse regering van 13 april 1999 betreffende de toekenning van subsidies om landbouwproductiemethoden toe te passen en het sluiten van beheersovereenkomsten ter uitvoering van de verordening (EEG) nr. 2078/92 van de Raad van 30 juni 1992 betreffende landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer;

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 25. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 3 februari 1981 tot regeling, voor het Vlaamse Gewest, van de erkenning en de subsidiëring van natuurreservaten, gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse regering van 20 juli 1994;

2° het besluit van de Vlaamse regering van 16 mei 1995 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de criteria die gelden voor de toekenning van een subsidie aan erkende verenigingen die terreinen verwerven die als natuurreservaat worden ingericht, gewijzigd bij het besluit van 6 september 1995.

Art. 26. Als overgangmaatregel worden alle verenigingen die bij het van kracht worden van dit besluit zijn erkend op grond van het besluit van de Vlaamse regering van 16 mei 1995 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden en de criteria die gelden voor de toekenning van een subsidie aan erkende verenigingen die terreinen verwerven die als natuurreservaten worden ingericht, tot 31 december 2000 erkend als terreinbeherende natuurvereniging in de zin van dit besluit.

Art. 27. § 1. Voor de natuurreservaten die erkend zijn voor de in werking treding van onderhavig besluit wordt de erkenningsperiode van 10 jaar verlengd tot 27 jaar conform het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu.

§ 2. Voor de periode van de erkenning hebben de erkende reservaten bedoeld in § 1, die nog niet beschikken over een goedgekeurde natuurstreefbeeldkaart en de actuele natuurtypekaart conform dit besluit recht op de forfaitaire subsidie van 6000 fr/ha per jaar, bepaald in het koninklijk besluit van 3 februari 1981 tot regeling, voor het Vlaamse Gewest van de erkenning de subsidiëring van natuurreservaten, verhoogd voor de subsidie voor monitoring. De termijn wordt evenwel beperkt tot het ogenblik dat hun erkenning volgens hetzelfde koninklijk besluit zou dienen te worden vernieuwd.

De beheerder kan de streefbeelden en de actuele natuurtypekaart conform art. 17 neerleggen voor het erkende reservaat. Van zodra de afdeling de vraag conform aan dit besluit verklaart worden de subsidies overeenkomstig de bepalingen van dit besluit uitbetaald. Aanvragen die voor 30 september worden ingediend bij de afdeling, krijgen mits conformverklaring de verhoogde subsidie vanaf het volgende werkjaar.

De beheerder ontvangt na deze conformverklaring de subsidie voor eerste inrichting zoals beschreven in artikel 18.

§ 3 Wat betreft de erkenningsdossiers van de natuurreservaten die ingediend zijn bij het van kracht worden van dit besluit, blijft de erkenningsprocedure bepaald in het koninklijk besluit van 3 februari 1981 tot regeling, voor het Vlaamse Gewest, van de erkenning en de subsidiëring van natuurreservaten, verder doorlopen.

Art. 28. De Vlaamse minister, bevoegd voor het natuurbehoud, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 29 juni 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE
De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Th. KELCHTERMANS

Bijlage I : inhoudelijke elementen van het beheers- en monitoringrapport bedoeld in het artikel 2, § 2, 14° van het besluit van de Vlaamse regering over de voorwaarden voor de erkenning van terreinbeherende natuurverenigingen en de toekenning van subsidies voor de aankoop van gebieden

Het jaarlijkse beheersrapport bedoeld in het artikel 2, § 2, 14° van het besluit van de Vlaamse regering over de voorwaarden voor de erkenning van terreinbeherende natuurverenigingen en de toekenning van subsidies voor de aankoop van gebieden vermeldt per erkend natuureservaat ten minste :

1. de totale oppervlakte;
2. de oppervlakte in eigendom van de vereniging;
3. de oppervlakte in beheer bij de vereniging;
4. de wijziging van de oppervlakte in eigendom van of in beheer bij de vereniging tijdens het voorbije jaar;
5. een overzicht van de stand van zaken van aanvragen tot erkenning van de met subsidie aangekochte gronden;

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuureservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies.

Brussel, 29 juni 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE
De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Th. KELCHTERMANS

Bijlage II : Modelformulieren voor de aanvraag tot subsidiëring van de aankoop van gebieden

2.1. indicatief aankoopprogramma voor het jaar waarop de aanvraag slaat

(a) ligging	(b) oppervlakte	(c) geraamde maximale aankoopprijs	(d) geraamd maximaal bedrag van de aangevraagde aankoopsubsidie
...
TOTAAL

toelichting bij de tabel :

kolom (a) : omschrijving van de gebieden of samenhangende entiteiten gerangschikt per provincie en zo mogelijk per gemeente;

kolom (b) : per entiteit de geraamde oppervlakte;

kolom (c) : de maximaal geraamde aankoopprijs van de aan te kopen gronden;

kolom (d) : het maximale totale bedrag van de gevraagde aankoopsubsidie ten laste van het Vlaamse Gewest;

2.2. overzicht van de aankopen tijdens het voorbije kalenderjaar

bestemming volgens de uitvoeringsplannen van de ruimtelijke ordening	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
- reservaatgebied
- natuur
- parkgebied
- buffergebied
- bosgebied
- gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen (overdruk overstromingsgebied)
- gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen (overdruk wachtbekken)
- militair domein
- valleigebied
- brongebied
- agrarisch gebied met ecologisch belang
- agrarisch gebied met bijzondere waarde
- natuurontwikkelingsgebied
- recreatiegebied
- ontginningsgebied met als nabestemming één van de hiervoor genoemde bestemmingen
- agrarisch gebied
- landschappelijk waardevol agrarisch gebied
- andere : (specifiëren)
TOTAAL

toelichting bij de tabel

- kolom (a) : per bestemmingscategorie de totale oppervlakte van de aangekochte percelen vermelden;
- kolom (b) : per bestemmingscategorie de totale oppervlakte van de aangekochte percelen vermelden die ook ligt binnen een afgebakend GEN of GENO;
- kolom (c) : per bestemmingscategorie de totale oppervlakte van de aangekochte percelen vermelden die ook ligt binnen een afgebakend natuurverwevingsgebied of natuurverbingsgebied;
- kolom (d) : per bestemmingscategorie de totale oppervlakte van de aangekochte percelen vermelden die ook ligt binnen een beschermd duingebied, binnen een gebied afgebakend volgens of in uitvoering van internationale verdragen, overeenkomsten, of richtlijnen;
- kolom (e) : per bestemmingscategorie de totale oppervlakte van de aangekochte percelen vermelden die ook ligt binnen een aankoopperimeter aangeduid in een goedgekeurd ruilverkavelingsplan of in een goedgekeurd richtplan van een landinrichtingsproject;
- kolom (f) : per bestemmingscategorie de totale oppervlakte van de aangekochte percelen vermelden die ook ligt binnen de uitbreidingszone van een erkend natuurreservaat;
- kolom (g) : per bestemmingscategorie de totale oppervlakte van de aangekochte percelen vermelden die ook ligt binnen een goedgekeurd natuurrichtplan;
- kolom (h) : per bestemmingscategorie het totale aankoopbedrag van de aangekochte percelen (inclusief de kosten voor registratie, notariële erelonen en zegelrecht en inclusief de eventuele uittredingsvergoeding) vermelden;
- kolom (i) : per bestemmingscategorie het deel van het totale aankoopbedrag van de aangekochte percelen (inclusief kosten voor registratie, notariële erelonen en zegelrecht en inclusief de eventuele uittredingsvergoeding) dat met een aankoopsubsidie van het Vlaamse Gewest is betaald, vermelden;

2.3. gedetailleerde inventaris van de aankopen tijdens het voorbije kalenderjaar per aankoop (dit wil zeggen per ene en ondeelbare koop) vermelden :
(tot de definitieve vaststelling van alle afbakeningsplannen van de effectief te realiseren oppervlakte VEN en natuurverwevingsgebied)

nummer van de notariële akte :					
datum van het verlijden van de notariële akte :					
ligging (gemeente, deelgemeente) :					
kadastrale omschrijving :					
bestemming volgens de uitvoeringsplannen van de ruimtelijke ordening	(a) oppervlakte van de aangekochte percelen binnen de gebieden bepaald in het artikel 11, § 2, 2° van het besluit	(b) oppervlakte van de aangekochte percelen binnen de gebieden bepaald in het artikel 11, § 2, 1°, maar buiten de gebieden bepaald in het artikel 11, § 2, 2° van het besluit	(c) oppervlakte van de aangekochte percelen binnen de gebieden bepaald in het artikel 11, § 2, 3°, maar buiten de gebieden bepaald in het artikel 11, § 2, 1° en 2° van het besluit	totaal van de kolommen a, b, c	
....	
totale oppervlakte	
aankoopprijs	
aankoopprijs per ha	
Subsidiabel gedeelte van het Vlaamse Gewest	

(na de definitieve vaststelling van alle afbakeningsplannen van de effectief te realiseren oppervlakte VEN en natuurverwevingsgebied)

nummer van de notariële akte :					
datum van het verlijden van de notariële akte :					
ligging (gemeente, deelgemeente) :					
kadastrale omschrijving :					
bestemming volgens de uitvoeringsplannen van de ruimtelijke ordening	(a) oppervlakte van de aangekochte percelen binnen de gebieden bepaald in het artikel 11, § 3, 1° van het besluit	(b) oppervlakte van de aangekochte percelen binnen de gebieden bepaald in het artikel 11, § 3, 2	(c) oppervlakte van de aangekochte percelen binnen de gebieden bepaald in het artikel 11, § 3, 3°, maar buiten de gebieden bepaald in het artikel 11, § 3, 1° en 2° van het besluit	totaal van de kolommen a, b, c	
...	
totale oppervlakte	
aankoopprijs	
aankoopprijs per ha	
Subsidiabel gedeelte van het Vlaamse Gewest	

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 over de voorwaarden voor de erkenning van terreinbeherende natuurverenigingen en de toekenning van subsidies voor de aankoop van gebieden,

Brussel, 29 juni 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,

Th. KELCHTERMANS

Bijlage III : STRUCTUUR EN INHOUD VAN HET BEHEERSPLAN VOOR ERKENDE RESERVATEN

1. Beschrijving van het terrein en de uitbreidingszone
 - Situering op een kaart op schaal 1 :100.000
 - Ligging op een detailkaart waarop de kadastrale percelen zijn weergegeven
 - Oppervlakte van de ter erkenning voorgedragen gronden
 - Bestemming volgens de ruimtelijke uitvoeringsplannen
 - Beschermende statuten
 - als het terrein ligt binnen een GEN, een GENO of een deel van het IVON, waarvoor een definitief afbakeningsplan is vastgesteld : een uittreksel uit dit plan met de situering van het betreffende terrein;
 - als het terrein ligt binnen een GEN, een GENO of een deel van het IVON, waarvoor een natuurrichtplan is goedgekeurd : een uittreksel uit dit plan met de gegevens die betrekking hebben op het betreffende terrein;
 - Huidige flora, fauna en natuurlijk milieu van het betreffende terrein;
 - Huidige hydrologie van het betreffende terrein, in het bijzonder de infiltratie- en kwelprocessen
 - Huidig beheer en verantwoordelijke beheerder
 - Voorstel voor uitbreidingszone van het natuurreservaat, overeenkomstig het artikel 33, 3e lid van het decreet.
 2. Streefbeeld voor het beheer
 - Beheersstrategie : Procesbeheer/Patroonbeheer
 - Beheersdoelstellingen, beheersstrategie en toekomstvisie (inbegrepen de voorgestelde uitbreidingszone van het natuurreservaat)
 - Actueel natuurtype conform art. 17, § 2, 3 en 4 van dit besluit
 - Natuurstreefbeelden van de verschillende terreingedeelten (conform artikel 17, § 2, 3 en 4) voor de komende beheersperiode en de verwachte evolutie voor de komende beheersperiode
 3. Beschrijving van de beheersmaatregelen
 - Eenmalige inrichtings- en beheersmaatregelen
 - Beheer op korte termijn; tekstueel beschreven en op kaart weergegeven
 - Beheer op lange termijn
 - Ontheffingen en afwijkingen (opsomming van de aangevraagde ontheffingen van de verboden bedoeld in het artikel 35 van het decreet en van de afwijkingen van de verbodsbepalingen, de vergunningplicht en de meldingsplicht bedoeld in het besluit van de Vlaamse regering van 21 juli 1998 tot vaststelling van nadere regels ter uitvoering van het decreet van 21 oktober 1997 betreffende het natuurbehoud en het natuurlijk milieu
 - Monitoring en beheersevaluatie; werkwijze en organisatie
 - Openstellingsplan; tekstueel beschreven en op kaart weergegeven
- Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuurreservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies.

Brussel, 29 juni 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Th. KELCHTERMANS

Bijlage IV : STRUCTUUR EN INHOUD VAN HET JAARRAPPORT OVER DE BEHEERSWERKEN

Datum : Auteur :

Gegevens van het erkend natuurreservaat

- naam erkend natuurreservaat
- nummer erkend natuurreservaat
- evolutie reservaatstatus
- evolutie erkenning

Beheersverslag voorbije kalenderjaar

- overzicht van de uitgevoerde éénmalige beheerswerken
- overzicht van de problemen die ontstaan zijn bij het uitvoeren van het onderhoudsbeheer
- opmerkelijke evoluties en waarnemingen

Beheersplanning komende kalenderjaar

- overzicht van de uit te voeren éénmalige beheerswerken
- wijzigingen in het uitvoeren van het onderhoudsbeheer

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuurreservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies.

Brussel, 29 juni 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Th. KELCHTERMANS

Bijlage V : MONITORING : Op te volgen aandachtsoorten

Vogels
Geoorde fuut
Aalscholver
Kwak
Roerdomp
Woudaapje
Zomertaling
Rode wouw
Zwarte wouw
Bruine kiekendief
Blauwe kiekendief
Grauwe kiekendief
Korhoen
Porseleinhoen
Kwartelkoning
Strandplevier
Kemphaan
Watersnip
Tureluur
Kluut
Steltkluut
Zwartkopmeeuw
Dwergstern
Grote stern
Visdief
Zwarte stern
Kerkuil
Velduil
Nachtzwaluw
Ijsvogel
Hop
Draaihals
Kuifleeuwerik
Boomleeuwerik
Duinpieper
Blauwborst
Paapje
Tapuit
Graszanger
Cetti's Zanger
Snor
Rietzanger
Grote karekiet
Baardmannetje
Grauwe klauwier
Klapekster
Geelgors
Ortolaan
Grauwe gors

Zoogdieren
Grote hoefijzerneus
Kleine hoefijzerneus
Baardvleermuis
Brandts vleermuis
Ingekorven vleermuis
Franjestaart
Langoorvleermuis
Vale vleermuis
Watervleermuis
Meervleermuis
Dwergvleermuis
Ruige dwergvleermuis
Rosse vleermuis
Bosvleermuis

Laatvlieger
Tweekleurige vleermuis
Mopsvleermuis
Gewone grootoorvleermuis
Grijze grootoorvleermuis
Hamster
Hazelmuis
Gewone zeehond
Grijze zeehond
 Amfibieën
Vuursalamander
Kamsalamander
Vroedmeesterpad
Geelbuikvuurpad
Knoflookpad
Rugstreppad
Boomkikker
Heikikker
Poelkikker
 Reptielen
Zandhagedis
Gladde slang
Ringslang
Adder
 Libellen
Noordse winterjuffer
Mercurwaterjuffer
Gaffellibel
Groene glazenmaker
Oostelijke witsnuitlibel
Sierlijke witsnuitlibel
Gevlekte witsnuitlibel
 Dagvlinders
Aardbeivlinder
Bont dikkopje
Boswitje
Bruin blauwtje
Bruine eikenpage
Bruine vuurvlinder
Gentiaanblauwtje
Groentje
Grote vos
Grote weerschijnvlinder
Heideblauwtje
Heivlinder
Keizersmantel
Klaverblauwtje
Kleine ijsvogelvlinder
Kleine parelmoervlinder
Kommavlinder
Sleedoornpage
Veenhooibeestje
Veldparelmoervlinder
Zilveren maan
Eikepage

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuurreservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies.

Brussel, 29 juni 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Teverkstelling,
Th. KELCHTERMANS

Bijlage VI : MONITORING : Grondwaterstanden

Peilbuizen worden gestoken in terreinen die volgens de bodemkaart van België behoren tot de drainageklassen « e tot en met f ». Er wordt een voorstel tot locatie gedaan (NGI stafkaart 1/10.000 of groter) aan het Instituut voor Natuurbehoud.

Voor reservaten met een oppervlakte kleiner dan 10 ha : 3 peilbuizen

10 - 100 ha : 1 peilbuis per 10 ha met een minimum van 3

groter dan 100 ha : 1 peilbuis per 20 ha met een minimum van 10.

De peilen worden elke maand opgenomen en genoteerd ten opzichte van het maaiveld.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Vlaamse regering van 29 juni 1999 houdende de vaststelling van de voorwaarden voor de erkenning van natuurreservaten en van terreinbeherende natuurverenigingen en houdende toekenning van subsidies.

Brussel, 29 juni 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,

Th. KELCHTERMANS

 TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 3052

[C - 99/36216]

29 JUI 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand fixant les conditions d'agrément de réserves naturelles et d'associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et portant l'octroi de subventions

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel;

Vu l'arrêté royal du 3 février 1981 réglant, pour la Région flamande, l'octroi de l'agrément et des subventions aux réserves naturelles, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 1995 fixant les conditions d'agrément et les critères applicables à l'octroi de subventions à des associations agréées acquérant des terrains à ériger en réserve naturelle, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 6 septembre 1995;

Vu l'avis du Conseil supérieur flamand de la Conservation de la Nature, donné le 2 décembre 1998.

Vu l'accord du Ministre flamand, qui a le budget dans ses attributions, donné le 21 avril 1999;

Vu la délibération du Gouvernement flamand du 11 mai 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 8 juin 1999 en application de l'article 84, alinéa premier, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Après en avoir délibéré,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Division : la Division Nature de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux du Ministère de la Communauté flamande;

2° décret : le décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel;

3° Ministre : le Ministre flamand qui a la conservation de la nature dans ses attributions;

4° Fonds MINA : le Fonds de prévention et d'assainissement en matière d'environnement et de nature, créé par le décret du 23 janvier 1991;

5° Conseil : le Conseil supérieur flamand de la Conservation de la Nature.

CHAPITRE II. — *Associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et octroi de subventions pour l'achat de zones naturelles*

Section 1. — Agrément en tant qu'association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains

Art. 2. § 1^{er}. Une association peut être agréée en tant qu'association régionale de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains, en tant qu'association provinciale de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains ou en tant qu'association locale de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains.

§ 2. Pour être agréée en tant qu'association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains, l'association doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° l'association a été créée sur initiative particulière sous forme d'une personne morale de droit privé sans but lucratif;

2° les statuts de l'association fixent comme objectif principal et explicite la conservation de la nature et/ou la protection de la nature ainsi que la gestion de zones naturelles en Région flamande;

3° le siège de l'association est établi en Région flamande ou dans la zone bilingue de Bruxelles - Capitale;

4° l'association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains dispose d'un secrétariat permanent assurant une permanence au moins 20 heures par semaine;

5° au moment de l'introduction de la demande d'agrément, l'association est active depuis neuf ans au moins dans le domaine de la gestion de réserves naturelles agréées en Région flamande et peut prouver une expérience en matière de gestion naturelle, de monitoring de la flore et de la faune et de conservation durable de réserves naturelles agréées;

6° l'association régionale et provinciale de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains dispose d'un staff responsable de la gestion de réserves naturelles agréées et du monitoring de leur flore et de leur faune;

7° l'organe de direction de l'association se réunit au moins quatre fois par an;

8° une association régionale de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains doit, au moment de la demande d'agrément, continuer à répondre au minimum aux critères suivants :

- a) assurer depuis 9 ans au moins la gestion de réserves naturelles agréées;
- b) gérer au moins 35 réserves naturelles agréées dans au moins 4 provinces flamandes;
- c) pour les demandes jusqu'au 31 décembre 2001 : gérer au moins 750 ha de réserve agréée;
- d) pour les demandes à partir du 1^{er} janvier 2002 : gérer au moins 1000 ha de réserve naturelle agréée;

9° une association provinciale de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains doit, au moment de la demande d'agrément, continuer à répondre au minimum aux critères suivants :

- a) assurer depuis 9 ans au moins la gestion de réserves naturelles agréées;
- b) gérer au moins 10 réserves naturelles agréées réparties sur les différents arrondissements d'une province flamande;
- c) pour les demandes jusqu'au 31 décembre 2001 : gérer au moins 350 ha de réserve agréée;
- d) pour les demandes à partir du 1^{er} janvier 2002 : gérer au moins 500 ha de réserve naturelle agréée;

10° une association locale de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains doit, au moment de la demande d'agrément, continuer à répondre au minimum aux critères suivants :

- a) assurer depuis 9 ans au moins la gestion d'une réserve naturelle agréée;
- b) gérer au moins 10 réserves naturelles agréées dans au moins cinq communes flamandes;
- c) pour les demandes jusqu'au 31 décembre 2001 : gérer au moins 150 ha de réserve naturelle agréée;
- d) pour les demandes à partir du 1^{er} janvier 2002 : gérer au moins 175 ha de réserve naturelle agréée;

11° l'association tient une comptabilité afin de permettre un contrôle de l'affectation d'éventuelles subventions;

12° l'association accepte le contrôle de sa comptabilité et de son fonctionnement par des fonctionnaires du Ministère de la Communauté flamande;

13° l'association fait couvrir par une assurance la responsabilité civile qui peut être imputée à l'organisation et à ses collaborateurs en vertu des articles 1382 à 1386 du Code Civil;

14° l'association fait parvenir annuellement à la Division, avant le 30 avril, un rapport des activités de l'année précédente ainsi qu'un programme des activités pour l'année en cours, tel que visé à l'annexe I au présent arrêté;

15° les statuts de l'association ont été valablement publiés et répondent aux exigences légales en matière de statuts des ASBL.

Art. 3. § 1^{er}. L'association envoie par lettre recommandée à la Division la demande d'agrément en tant qu'association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains. La demande comporte :

- 1° une copie certifiée conforme des statuts de l'association publiés au *Moniteur belge* et les éventuelles modifications qui y ont été apportées, ainsi que la composition des organes de direction;
- 2° un rapport financier de l'exercice passé approuvé par l'assemblée générale de l'association;
- 3° un rapport des activités de l'exercice passé;
- 4° une déclaration de l'organe de gestion, étayée par des pièces justificatives, attestant que l'association répond aux conditions d'agrément énumérées et qu'elle marque son accord;

5° une déclaration de l'organe de direction attestant que l'association respecte les dispositions de la législation sociale et fiscale, étayée par des pièces justificatives qui doivent pouvoir être consultées au siège de l'association par les fonctionnaires compétents du Ministère de la Communauté flamande.

§ 2. La Division examine la demande et sollicite l'avis du Conseil.

§ 3. La Division soumet la demande, conjointement avec l'avis du Conseil, au Ministre, qui décide.

§ 4. L'agrément reste valable tant que l'association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains répond à toutes les conditions d'agrément fixées à l'article 2, § 2.

L'agrément en tant qu'association régionale de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains vaut pour les actions sur l'ensemble du territoire de la Région flamande.

L'agrément en tant qu'association provinciale de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains vaut pour les actions dans la province où l'association gère des réserves naturelles agréées au moment de l'introduction de la demande.

L'agrément en tant qu'association locale de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains vaut pour les actions dans les communes où l'association gère des réserves naturelles agréées au moment de l'introduction de la demande et dans les communes où se situe le périmètre d'extension de ces réserves naturelles agréées.

Art. 4. Le Ministre peut à tout moment retirer l'agrément en tant qu'association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains lorsqu'il s'avère :

- 1° que l'agrément a été obtenu sur la base de fausses déclarations ou de faux documents;
- 2° que l'association ne répond plus aux conditions fixées à l'art. 2.

Section 2. — Octroi de subventions pour l'achat de zones

Art. 5. Dans les limites des crédits budgétaires annuels disponibles et conformément aux dispositions du présent arrêté, le Ministre peut allouer aux associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains une subvention pour l'achat de zones en vue de l'agrément en tant que réserve naturelle conformément aux dispositions du chapitre V, section 3, du décret.

Art. 6. § 1^{er}. L'association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains introduit avant le 31 janvier de l'année civile sur laquelle porte la demande, la demande de subvention d'achat auprès de la Division sous la forme telle que prescrite à l'annexe II du présent arrêté.

§ 2. Cette demande comporte :

1° un programme d'achat indicatif des zones que l'association souhaite acheter durant l'année à l'aide des subventions de la Région flamande;

2° l'adresse ainsi que le numéro de compte sur lequel les éventuelles subventions peuvent être versées;

3° un aperçu des achats réalisés dont les actes notariés ont été passés durant l'année civile passée, accompagné d'un schéma détaillé du financement des achats;

4° un aperçu qui détaille les données suivantes, pour chaque zone acquise par l'association durant l'année civile écoulée à l'aide des subventions d'achat de la Région flamande :

a) la superficie;

b) la situation par province et par commune;

c) l'affectation sur les plans d'aménagement visés dans le décret sur l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996 ou sur les plans d'exécution spatiaux visés dans le décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire et la superficie dans chaque affectation;

d) indiquer si la zone se situe dans une GEN, une GENO, une zone naturelle d'imbrication ou une zone naturelle de transition délimitée;

e) indiquer si la zone se situe dans une zone dunaire protégée en application du décret du 14 juillet 1993 portant les mesures de protection des dunes côtières, ou dans le périmètre de zones délimitées suivant ou en exécution de traités, de conventions ou de directives internationaux ou est affecté dans un plan de remembrement approuvé ou un plan directeur approuvé d'un projet de rénovation rurale;

f) indiquer si la zone se situe dans la zone d'extension, conformément à l'article 33, alinéa 3 du décret, d'une réserve naturelle agréée;

g) le montant d'achat, y compris l'ensemble des frais.

§ 3. La Division examine la demande d'octroi de subventions et la soumet au Ministre, qui décide.

§ 4. Avant le 15 mars de l'année sur laquelle porte la demande, la Division informe l'association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains de la décision du Ministre quant à l'octroi de la subvention et au montant de la subvention octroyée.

Art. 7. § 1^{er}. Seuls des achats de zones situées en Région flamande entrent en ligne de compte pour l'octroi de subventions.

§ 2. L'achat d'une zone ne peut entrer en ligne de compte qu'une seule fois pour l'octroi de subventions par la Région flamande.

Pour ce qui est des achats d'une zone visée à l'art. 8, § 3, 3°, ces subventions ne sont pas davantage cumulables avec des subventions d'achat provinciales ou communales.

§ 3. Lors de l'achat à l'aide de subventions d'achat de la Région flamande, l'association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains doit, dans un délai de deux ans suivant l'achat, introduire pour la zone concernée une demande d'agrément en tant que réserve naturelle conformément aux dispositions du présent arrêté. A la demande motivée de l'association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains, la Division peut prolonger une fois ce délai de deux ans.

Pour ce qui est des zones situées dans des zones agricoles, les zones agricoles d'intérêt paysager, les zones agricoles d'intérêt écologique, les zones valloneuses et de sources, le délai d'introduction du dossier est ramené à un an; aucun report n'est octroyé.

Le rapport annuel visé à l'article 2, § 2, 14°, mentionne les dates auxquelles les demandes d'agrément en tant que réserve naturelle ont été introduites.

§ 4. Lorsqu'une association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains projette d'aliéner une zone achetée à l'aide de subventions d'achat de la Région flamande après l'entrée en vigueur du présent arrêté, elle en informe immédiatement la Division. Conformément à l'article 44, § 2, alinéa premier, du décret, l'association ne peut aliéner le bien immobilier qu'après habilitation par le Ministre.

Art. 8. § 1^{er}. La limite supérieure de la tranche du montant d'achat tous frais compris qui entrent en ligne de compte pour l'octroi de subventions s'élève à 600.000 francs par hectare.

§ 2. Jusqu'à l'établissement définitif de l'ensemble des plans de délimitation de la superficie VEN et de zone naturelle d'imbrication à réaliser effectivement conformément aux articles 17, 20 à 24 et 30 du décret, la subvention s'élève à :

1° pour des achats en dehors d'une GEN ou d'une GENO et dans :

a) les zones vertes, les zones de parc, les zones tampons, les zones forestières, les zones d'équipement communautaire et de services publics avec en surimpression sur les plans d'exécution les zones inondables, les bassins d'attente, les domaines militaires, les zones de développement de la nature et les zones de récréation sur les plans d'aménagement en application du décret sur l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996 ou sur les plans d'exécution spatiaux visés dans le décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire;

b) les zones d'extraction ayant pour destination finale une des destinations citées ci-dessus;

c) les zones désignées en application du décret du 14 juillet 1993 portant les mesures de protection des dunes côtières, notamment les articles 2 et 4;

d) les périmètres des zones délimitées suivant ou en exécution de traités, de conventions ou de directives internationaux;

e) les périmètres d'achat indiqués dans un plan de remembrement approuvé ou un plan directeur approuvé d'un projet de rénovation rurale;

f) les zones valloneuses, les zones de sources, les zones agricoles d'intérêt écologique, les zones agricoles d'intérêt spécial, sur les plans d'aménagement en application du décret sur l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996 ou sur les plans d'exécution spatiaux visés dans le décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire situé en dehors des zones énumérées au § 2, 1°, a) à e) inclus.

- 90 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche inférieure ou égale à 300.000 francs par hectare;

- 85 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 300.000 et inférieure ou égale à 400.000 francs par hectare pour les zones sous a à f inclus et 70% du montant d'achat pour les zones sous f pour autant que cela concerne des terres de culture et que les terrains concernés étaient utilisés les 5 dernières années par un agriculteur professionnel;

- 60 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 400.000 et inférieure ou égale à 500.000 francs par hectare;

- 50 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 500.000 et inférieure ou égale à 600.000 francs par hectare;

2° pour les achats dans une GEN ou une GENO pour lesquels un plan de délimitation a été établi conformément aux articles 21 § 3, 22 ou 23 du décret :

a) 90 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche inférieure ou égale à 300.000 francs par hectare;

b) 85 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 300.000 et inférieure ou égale à 400.000 par hectare;

c) 60 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 400.000 et inférieure ou égale à 500.000 francs par hectare;

d) 50 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 500.000 et inférieure ou égale à 600.000 francs par hectare;

3° pour les achats de terrains situés dans des zones agricoles ou des zones agricoles d'intérêt paysager qui répondent aux critères fixés à l'article 36, § 2, du décret, pour autant qu'ils ne soient pas situés dans les zones visées aux 1° et 2° et pour l'achat de terrains situés dans les autres zones d'affectation fixées dans des plans d'aménagement sur la base du décret sur l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996 ou sur les plans d'exécution spatiaux visés dans le décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire pour autant qu'ils ne soient pas situés dans les zones visées au 1° et au 2° :

a) 60 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche inférieure ou égale à 300.000 francs par hectare;

b) 50 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 300.000 et inférieure ou égale à 500.000 francs par hectare;

c) 40 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 500.000 et inférieure ou égale à 600.000 francs par hectare.

§ 3. Après l'établissement définitif de l'ensemble des plans de délimitation de la superficie VEN et de zone naturelle d'imbrication à réaliser effectivement conformément aux articles 17, 20 à 24 et 30 du décret, la subvention s'élève à :

1° pour des achats dans :

a) le VEN;

b) les zones vertes, les zones de parc, les zones tampons, les zones forestières sur les plans d'exécution en application du décret sur l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996 ou sur les plans d'exécution spatiaux visés dans le décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, qui font partie de l'IVON;

c) les zones conformément à un plan de remembrement approuvé ou un plan directeur approuvé d'un projet de rénovation rurale;

d) les zones de projet d'un projet de rénovation rurale;

e) les zones conformément à un plan directeur de la nature déterminé à l'article 50 du décret :

- 90 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche inférieure ou égale à 300.000 francs par hectare;

- 85 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 300.000 et inférieure ou égale à 400.000 par hectare;

- 60 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 400.000 et inférieure ou égale à 500.000 francs par hectare;

- 50 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 500.000 et inférieure ou égale à 600.000 francs par hectare;

2° pour des achats en dehors des zones visées au 1° dans :

a) les zones vertes, les zones de parc, les zones tampons, les zones forestières, les zones d'équipement communautaire et de services publics avec en surimpression sur les plans d'exécution les zones inondables, les bassins d'attente, les domaines militaires, les zones valloneuses, les zones de sources, les zones agricoles d'intérêt écologique, les zones agricoles d'intérêt spécial, les zones de développement de la nature et les zones de récréation sur les plans d'aménagement en application du décret sur l'aménagement du territoire ou sur les plans d'exécution spatiaux visés dans le décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996;

b) les zones d'extraction ayant pour destination finale une des destinations citées ci-dessus;

c) les zones désignées en application du décret du 14 juillet 1993 portant les mesures de protection des dunes côtières, notamment les articles 2 et 4;

d) les périmètres des zones délimitées suivant ou en exécution de traités, de conventions ou de directives internationaux;

- 80 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche inférieure ou égale à 300.000 francs par hectare;

- 70 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 300.000 et inférieure ou égale à 400.000 par hectare;

- 60 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 400.000 et inférieure ou égale à 500.000 francs par hectare;

- 50 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 500.000 et inférieure ou égale à 600.000 francs par hectare;

3° pour les achats de terrains situés dans des zones agricoles ou des zones agricoles d'intérêt paysager qui répondent aux critères fixés à l'article 36, § 2, du décret, pour autant qu'ils ne soient pas situés dans les zones visées au 1° et 2° et pour l'achat de terrains situés dans les autres zones d'affectation fixées dans des plans d'aménagement sur la base du décret sur l'aménagement du territoire, coordonné le 22 octobre 1996 ou sur les plans d'exécution spatiaux visés dans le décret du 18 mai 1999 portant organisation de l'aménagement du territoire pour autant qu'ils ne soient pas situés dans les zones visées au 1° et au 2° :

a) 60 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche inférieure ou égale à 300.000 francs par hectare;

b) 50 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 300.000 et inférieure ou égale à 500.000 francs par hectare;

c) 40 % du montant d'achat tous frais compris de la zone pour la tranche supérieure à 500.000 et inférieure ou égale à 600.000 francs par hectare.

§ 4. Jusqu'à l'établissement définitif de l'ensemble des plans de délimitation de la superficie VEN et de zone naturelle d'imbrication à réaliser effectivement conformément aux articles 17, 20 à 24 et 30 du décret, pour les achats dans les zones agricoles et les zones agricoles d'intérêt paysager, visées au § 2, 3°, conformément aux critères de l'article 36, § 2, du décret, aucune subvention ne sera allouée pour la superficie supérieure à 10 % de la superficie totale que l'association a acquise durant l'année en cours avec des subventions d'achat de la Région flamande et dans la mesure où ces terrains étaient utilisés au cours des 5 dernières années par un agriculteur professionnel. Le solde éventuel du pourcentage non utilisé peut être transféré au maximum pendant les deux années civiles suivantes.

Après l'établissement définitif de l'ensemble des plans de délimitation de la superficie VEN et de zone naturelle d'imbrication à réaliser effectivement conformément aux articles 17, 20 à 24 et 30 du décret, pour les achats dans les zones agricoles et les zones agricoles d'intérêt paysager, visées au § 3, 3°, conformément aux critères de l'article 36, § 2, du décret, aucune subvention ne sera allouée pour la superficie supérieure à 5% de la superficie totale que l'association a achetée l'année en cours avec des subventions d'achat de la Région flamande et dans la mesure où ces terrains étaient utilisés au cours des 5 dernières années par un agriculteur professionnel.

§ 5. Le montant maximum de la subvention d'achat perçu par chaque association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains, est déterminée à l'aide de la formule suivante :

$$z_i = \frac{\sum_{1 \rightarrow 5} (2 \cdot a_i + 1,4 \cdot b_i + 0,8 \cdot c_i)}{\sum_{1 \rightarrow 5} (2 \cdot a + 1,4 \cdot b + 0,8 \cdot c)}$$

où :

a) z_i : part en pour cent du montant disponible pour l'octroi de subventions pour l'achat de zones pour une association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains i et pour l'année concernée;

b) a_i : total annuel de la superficie des achats subventionnés effectués par une association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains i dont le montant d'achat tous frais compris est inférieur ou égal à 400.000 francs/ha;

c) b_i : total annuel de la superficie des achats subventionnés effectués par une association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains i dont le montant d'achat tous frais compris est supérieur à 400.000 FB/ha et inférieur à 500.000 francs/ha;

d) c_i : total annuel de la superficie des achats subventionnés effectués par une association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains i dont le montant d'achat tous frais compris est supérieur à 500.000 FB/ha;

e) a : total annuel de la superficie des achats subventionnés effectués par l'ensemble des associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et dont le montant d'achat tous frais compris est inférieur ou égal à 400.000 FB/ha;

f) b : total annuel de la superficie des achats subventionnés effectués par l'ensemble des associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et dont le montant d'achat tous frais compris est supérieur à 400.000 FB/ha et inférieur à 500.000 FB/ha;

g) c : total annuel de la superficie des achats subventionnés effectués par l'ensemble des associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et dont le montant d'achat tous frais compris est supérieur à 500.000 FB/ha;

h) $\sum_{1 \rightarrow 5}$: somme des totaux annuels pour les cinq années qui précèdent l'année durant laquelle le programme d'achat indicatif est introduit. Cette somme est au maximum égal au crédit budgétaire inscrit sur le Fonds MINA pour l'année concernée.

Les achats réalisés avant le 1^{er} janvier 1999 se voient affecter dans la formule ci-dessus un coefficient quelle que soit la catégorie à laquelle ils appartiennent.

§ 6. Lorsqu'une association de défense de la nature agréée pour la gestion de terrains n'a pas introduit de demande de subventions pour une année déterminée ou a introduit une demande pour un montant de subvention inférieur à la part calculée conformément au § 5, le montant libéré est réparti, sans tenir compte de l'association concernée, entre les autres associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains. Cette répartition intervient selon la proportion fixée à l'aide de la formule visée au § 5.

§ 7. La Division communique aux associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains, l'ensemble des chiffres de calcul visés au § 5.

§ 8. Les montants précisés dans le présent arrêté comprennent les frais d'enregistrement, les honoraires du notaire et le droit de timbre, ainsi que les indemnités de sortie éventuelles.

Aucune indemnité de sortie ne peut être portée en compte pour les zones visées à l'art. 8 § 2, 3° et à l'article 8, § 3, 3°.

Art. 9. Les subventions octroyées sont versées en trois tranches :

1° cinquante pour cent du montant après la décision du Ministre relative à l'octroi;

2° trente-cinq pour cent du montant après approbation par la Division de la justification de la destination de la moitié de la première tranche;

3° quinze pour cent du montant après approbation par la Division de la justification de l'affectation des subventions.

CHAPITRE III. — Réserves naturelles et subventionnement de réserves naturelles agréées

Section 1. — Agrément en tant que réserve naturelle

Art. 10. § 1^{er}. Les personnes privées ou les personnes morales autres que la Région ou l'Etat introduisent auprès de la Division par lettre recommandée la demande d'agrément de leur terrain en tant que réserve naturelle.

§ 2. La demande comporte :

1° les données d'identification du demandeur :

a) si le demandeur est propriétaire du terrain concerné : une déclaration écrite de la personne qui jouit du droit d'utilisation du terrain concerné par laquelle celle-ci marque son accord sur l'agrément éventuel en tant que réserve naturelle;

b) si le demandeur n'est pas propriétaire du terrain concerné : une déclaration écrite du propriétaire ou de l'utilisateur du terrain concerné qu'il gère par laquelle il marque son accord sur l'agrément éventuel en tant que réserve naturelle;

2° un plan de gestion dont la structure et le contenu sont fixés à l'annexe III du présent arrêté;

3° conformément à l'article 33, troisième alinéa, du décret, la zone d'extension du terrain présenté pour agrément;

4° si le terrain présente une superficie ininterrompue de minimum 10 ha, l'engagement du demandeur d'ouvrir au public le terrain présenté pour agrément, conformément au désenclavement figurant dans le plan de gestion.

§ 3. La Division examine la recevabilité et la complétude de la demande d'agrément, conformément au § 2.

Si la demande est jugée irrecevable, le demandeur en sera informé par écrit dans les 21 jours calendaires suivant l'introduction de la demande d'agrément, moyennant mention des motifs d'irrecevabilité.

Si la demande est jugée incomplète, le demandeur en sera informé par écrit dans les 21 jours calendaires après l'introduction de la demande d'agrément, moyennant mention des données et/ou des renseignements manquants ou demande de fournir des informations supplémentaires.

Si la demande est jugée recevable et complète, le demandeur en sera informé par lettre recommandée dans les 21 jours calendaires après l'introduction de la demande d'agrément. Le délai de traitement prend cours à la date d'envoi de la lettre susmentionnée.

Si la Division n'a pas envoyé de notification au demandeur au plus tard 21 jours calendaires après l'introduction de la demande d'agrément, la demande est réputée complète et recevable. Le délai de traitement prend cours 21 jours calendaires après l'envoi de la demande d'agrément par le demandeur.

§ 4. Dès que la demande est déclarée recevable, la Division envoie sans délai un exemplaire de la demande d'agrément :

1° au Conseil pour avis concernant l'article 10, § 2;

2° lorsque le terrain concerné est affecté à titre de zone agricole, de zone agricole d'intérêt paysager, de zone agricole d'intérêt écologique, de zone valloneuse, de zone agricole d'intérêt particulier en application du décret sur l'aménagement du territoire coordonné le 22 octobre 1996 :

a) à la Division Sol de l'Administration de la Gestion de l'Environnement, de la Nature, du Sol et des Eaux pour avis quant à la structure agricole du terrain concerné

b) à l'administration de l'Agriculture et de l'Horticulture pour avis quant au caractère approprié du terrain concerné pour un usage agricole normal;

3° si le terrain concerné comporte un bois : l'Administration forestière et le Conseil supérieur flamand des Forêts pour avis quant à la gestion sylvestre;

4° si le terrain concerné comporte un paysage protégé : l'administration compétente pour les paysages pour avis quant au plan de gestion;

Ces avis sont transmis à la Division dans un délai de 60 jours calendaires après réception du dossier. En cas d'absence d'avis dans le délai fixé, l'avis est supposé être favorable.

La Division soumet dans un délai de 30 jours la demande accompagnée de son avis, conjointement avec l'avis du Conseil et le cas échéant, les avis de la Division Sol, l'ALT, l'Administration forestière, le Conseil supérieur flamand des Forêts et l'administration ayant les paysages dans ses attributions, au Ministre qui décide.

§ 5. La décision relative à la zone d'extension et à l'agrément en tant que réserve naturelle tient compte :

1° de la valeur naturelle actuelle ou potentielle élevée du terrain concerné;

2° des statuts protecteurs du terrain, en particulier la protection ou la situation dans le périmètre de zones délimitées suivant ou en exécution de traités, de conventions ou de directives internationaux;

3° les perspectives d'amélioration et le maintien des valeurs écologiques du terrain concerné;

4° la superficie du terrain concerné et les possibilités d'extension pour l'agrément en tant que réserve naturelle;

5° la gestion actuelle ou future du terrain concerné;

6° le type de nature actuel et les objectifs naturels;

7° les critères fixés à l'article 36, § 2 du décret et ceux fixés en application de l'art. 36, § 3 du décret.

§ 6. Lors de l'agrément en tant que réserve naturelle, le Ministre établit le plan de gestion qui comprend :

1° la zone d'extension de la réserve naturelle, conformément à l'article 33, troisième alinéa, du décret;

2° les dispenses des interdictions visées à l'article 35 du décret;

3° les dérogations aux prohibitions, à l'obligation d'autorisation et à l'obligation de notification visées aux articles 7 à 19 inclus de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 juillet 1998 fixant les modalités d'exécution du décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel.

§ 7. Le Ministre ne peut agréer de nouvelles réserves naturelles que jusqu'à une superficie totale qui tient compte des crédits budgétaires disponibles pour le subventionnement de réserves agréées.

Art. 11. § 1^{er}. Pour l'extension de l'agrément en tant que réserve naturelle, les personnes privées et les personnes morales autres que la région et l'Etat doivent introduire par courrier recommandé auprès de la Division une demande d'extension de l'agrément en tant que réserve naturelle.

§ 2. La Division examine la demande d'extension de l'agrément en tant que réserve naturelle des terrains situés dans la zone d'extension conformément à l'article 33, troisième alinéa, du décret et la soumet dans les 90 jours au Ministre, qui décide. Les autres extensions suivent la procédure du premier agrément telle que prévue à l'article 10.

§ 3. Le Ministre décide de l'extension de l'agrément sur la base du plan de gestion établi et de la zone d'extension de la réserve agréée.

§ 4. Le Ministre ne peut étendre de nouvelles réserves naturelles agréées que jusqu'à une superficie totale qui tient compte des crédits budgétaires disponibles pour le subventionnement de réserves agréées.

Art. 12. § 1^{er}. Pour le renouvellement de l'agrément en tant que réserve naturelle, les personnes privées et les personnes morales autres que la région ou l'Etat doivent introduire par courrier recommandé auprès de la Division une demande de renouvellement de l'agrément en tant que réserve naturelle.

§ 2. La demande comporte un rapport du résultat de la gestion menée jusqu'alors et décrit ainsi que motive les modifications de gestion éventuellement proposées. Il donne une idée des objectifs naturels et des types de nature présents.

§ 3. La Division examine la recevabilité et la complétude de la demande de renouvellement conformément aux dispositions de l'article 10, § 3.

Le renouvellement suit la même procédure que le premier agrément à l'exception des avis visés à l'article 10 § 4, 2°, 3° et 4°.

§ 4. Dans un délai de 90 jours, la Division soumet au Ministre, qui décide, la demande et son avis concernant le renouvellement de l'agrément en tant que réserve naturelle ainsi que l'avis du Conseil.

§ 5. Le Ministre ne peut renouveler des réserves agréées que jusqu'à une superficie totale qui tient compte des crédits budgétaires disponibles pour le subventionnement de réserves agréées.

Art. 13. Le Ministre peut retirer l'agrément en tant que réserve naturelle lorsqu'il s'avère :

- 1° que l'agrément a été obtenu sur la base de fausses déclarations ou de faux documents;
- 2° que le terrain concerné ne répond plus aux conditions imposées au chapitre III, section 1 du présent arrêté.

Section 2. — Subventionnement de la location, de la gestion et du contrôle, du premier aménagement, du monitoring, des aménagements uniques exceptionnels et de l'ouverture, dans des réserves naturelles agréées aux personnes privées et aux personnes morales de droit privé

Art. 14. Dans les limites des crédits budgétaires annuels disponibles et conformément aux dispositions du présent arrêté, le Ministre peut allouer à des personnes privées et à des personnes morales de droit privé, des subventions pour la location, la gestion, le contrôle, le premier aménagement, le monitoring, les aménagements uniques exceptionnels et l'ouverture de réserves naturelles agréées.

Art. 15. § 1^{er}. Les personnes privées et les personnes morales de droit privé introduisent auprès de la Division une demande de subventions de la location, la gestion, le contrôle, le premier aménagement, le monitoring, les aménagements uniques exceptionnels et l'ouverture dans des réserves naturelles agréées.

§ 2. La demande comprend :

- 1° les données d'identification du demandeur;
- 2° l'identification de la réserve agréée pour laquelle une demande est introduite;
- 3° si la demande de subventions porte sur la location d'une réserve agréée : une pièce justificative en rapport avec la superficie louée et le prix de la location;
- 4° si la demande de subventions porte sur la gestion et le contrôle dans une réserve agréée : la mention des objectifs naturels concernés, les types de nature présents et la superficie de chaque objectif naturel et des types de nature présents; les travaux d'aménagement uniques exceptionnels à effectuer et le plan d'ouverture;
- 5° l'adresse ainsi que le numéro de compte sur lequel les éventuelles subventions peuvent être versées.

§ 3. La demande d'octroi de subventions ne doit pas être renouvelée pendant la période d'agrément. La mise en œuvre intervient dans les marges des crédits budgétaires annuels disponibles.

§ 4. Les demandes pour l'octroi de subventions pour des travaux uniques exceptionnels et pour l'ouverture peuvent intervenir séparément, lorsque la demande de subventionnement de la location, de la gestion et du contrôle, du premier aménagement et du monitoring a déjà été déposée.

Art. 16. § 1^{er}. Les subventions pour la location de réserves agréées s'élève à 60% des frais réels. Ces subventions sont plafonnées à un maximum de 4.000 francs/ha/an.

§ 2. Pour entrer en ligne de compte pour les subventions prévues par le présent chapitre, la superficie minimale de la réserve naturelle agréée s'élève à 2 ha.

Art. 17. § 1^{er}. La subvention forfaitaire pour la gestion et le contrôle dans des réserves agréées suivant les dispositions du présent arrêté, varie suivant :

- 1° la superficie de la zone;
- 2° le type de nature pour la zone.

L'objectif naturel de la zone est déterminé pour la période d'agrément. Ces objectifs sont reportés sur une carte à l'échelle 1/10.000 et fournies sur un support d'information électronique.

Le type de nature présent est communiqué de la même manière tous les neuf ans. Trois ans après l'agrément de la réserve, une carte de type de nature actualisée peut être transmise, qui reprend les résultats de gestion de la nature.

La Division prend acte de cette notification. En cas de doute, la Division soumet la carte de type de nature adaptée pour avis au Conseil, après quoi elle accepte ou refuse la nouvelle carte de type de nature.

§ 2. La subvention forfaitaire pour la gestion et le contrôle s'élève à 20.000 francs/ha par an pour le type de nature suivant qui cadre avec l'objectif naturel :

- 1° Végétation en radeau (Md);
- 2° Bas-marais acide (Ms);
- 3° Bas-marais alcalin (Mk);
- 4° Bas-marais alcalin des pannes dunaires (Mp);
- 5° Prairie humide peu ou non fertilisée (dite "populage des marais") (Hc);
- 6° Prairie humide non fertilisée à molinie (dite "prairies bleues", prairies humides à tourbeuses sur sols sablonneux très pauvres en éléments nutritifs), y compris les variantes Hmo, Hme, Hmm (Hm);
- 7° Pelouses calcaires (pelouses sur sols secs, riches en minéraux mais pauvres en azote et en phosphore) (Hk) & Fourré calcaire (Sk);
- 8° Pelouse calcaire dunale (Hd).

La superficie de l'ensemble des types de nature visés au § 2 doit recouvrir au moins 2 ha par réserve naturelle agréée.

§ 3. La subvention forfaitaire pour la gestion et le contrôle s'élève à 13.000 francs/ha par an pour le type de nature suivant qui cadre avec l'objectif naturel :

- 1° Roselière (Mr);
- 2° Magnocariçaie (Mc);
- 3° Végétation à scirpe maritime (Mz);
- 4° Végétation à marisque (Mm);
- 5° Prairie humide sauvage à reine des prés (Hf);
- 6° Fourré de piment royal (Sm);
- 7° Saulaie humide sur sol tourbeux ou acide (So);
- 8° Aulnaie mésotrophe à laïche (Vm);
- 9° Plan d'eau oligitrophe (Ao);
- 10° Lande humide a détrempeée (Ce y compris la variante Ces) présentant une couverture en arbres et en buissons de maximum 20%);
- 11° Pelouse silicole à agrostis (prairies sur sols secs, acides et très pauvres en éléments nutritifs) (Ha);
- 12° Pelouse silicole à nard (pelouses rases) (Hn);
- 13° Prairie mésophile de fauche (Hu);
- 14° Pâture permanente riche en espèces (Hp*), prairies riches en espèces avec réseau dense de fossés et/ou microrelief (Hpr*) et prairies saumâtres riches en espèces avec dans les dépressions une végétation conditionnée par le milieu salin; (Hpr*+Da);
- 15° Végétation herbacée des terres labourées, riche en espèces (B*);
- 16° Tourbière haute à sphaignes (T);
- 17° Lande sèche à callune (Cg);
- 18° Bois ouvert et/ou lande ouverte et terres maigres avec dépôt d'arbres et buissons (jusqu'à max. 60 %) (la couche d'herbes se compose des objectifs Hm, Ha, Hn, Ce, Cg, Ct & Cv), superficie minimale de 5 ha;
- 19° Lande sèche à myrtille (Cv);
- 20° Lande tourbeuse à myrtille (Ct y compris la variante Ctm);
- 21° Mosaique née du pâturage extensif (inférieure ou égale à 1UGB/ha). 10 % de la partie du terrain doit se composer des types de nature Ms, Mk, Mp, Hm, Hk, Hd, Ha, Hn ou 40 % s'il s'agit des types de nature Hc, Hj, Sk, Mm, Mr, Mc, Hf, Hpr, Sm, Ce, Cg, Hu et Cv avec une superficie minimale de 30 ha

La superficie des types de nature visés au § 3, éventuellement augmentée du type de nature visé au § 2 doit recouvrir au minimum 2 ha par réserve naturelle agréée. Pour ce qui est du type de nature visé au 21°, la superficie minimale qui y est précisée reste d'application.

§ 4. La subvention forfaitaire pour la gestion et le contrôle s'élève à 6.000 francs/ha par an pour le type de nature suivant qui cadre avec l'objectif naturel :

- 1° Dune à oyat (Dm);
- 2° Bois acidophile sur dunes (Qd);
- 3° Fourré dunal à argousier (Sd);
- 4° Plan d'eau plus ou moins salée (Ah);
- 5° Plan d'eau eutrophe et canardière (Ae, Am, Ka);
- 6° Sarothamnale (Sg);
- 7° Fourré d'épineux (Sp);
- 8° Recrus spontanés de nature diverse (Sz);
- 9° Saulaie humide mésotrophe et eutrophe (Sf);
- 10° Aulnaie oligotrophe à sphaignes (Vo);
- 11° Boulaie tourbeuse (Vt);
- 12° Ormaie B frênaie alluviale (Va);
- 13° Aulnaie B chénaie humide ou subhumide, éventuellement avec charme (Vf);
- 14° Aulnaie - frênaie de sources et ruisseaux (Vc);
- 15° Prairies humides à détrempeées avec colonie de joncs (Hj);
- 16° Végétations rudérales, très riches en espèces et présentant des espèces moins communes (Ku*);
- 17° Schorre, pré salé et slikke à végétation plus développée (Da, Ds);
- 18° Prairies extensives avec vergers à hautes tiges (Hp*, Ki ou Kj);
- 19° Mosaique née du pâturage extensif (inférieure ou égale à 1 XXX/ha) 10 % de la partie du terrain doit se composer des types de nature Ms, Mk, Mp, Hm, Hk, Hd, Ha, Hn ou 40 % s'il s'agit des types de nature Hc, Hj, Sk, Mm, Mr, Mc, Hf, Hpr, Sm, Ce, Cg, Hu et Cv et si la superficie est inférieure à 30 ha et supérieure à 5 ha;
- 20° Les types de nature cités aux §§ 2 et 3 qui ne satisfont pas à la superficie minimale;

§ 5. La subvention forfaitaire pour la gestion et le contrôle s'élève à 2.000 francs/ha par an pour le type de nature suivant qui cadre avec l'objectif naturel :

- 1° Chênaie acidophile très pauvre (Qb) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 2° Hêtraie et chênaie B hêtraie acidophile (Fs) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 3° Chênaie et chênaie B hêtraie acidophile (Qs) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 4° Hêtraie à luzule blanche (Fl) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 5° Chênaie à luzule blanche (Ql) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 6° Hêtraies à sous-bois d'anémone (Fa) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 7° Chênaie B charmaie sans jacinthe des bois (Qa) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 8° Hêtraie à sous-bois à jacinthe des bois (Fe) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 9° Chênaie B charmaie à jacinthe des bois (Qe) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 10° Hêtraie à mélisse et aspérule (Fm) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 11° Hêtraie calcicole (Fk) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 12° Chênaie B charmaie calcicole (Qk) avec au minimum 5 % de bois mort, arbres d'âges différents;
- 13° Végétation rudérale sèche, riche en espèces et présentant des espèces communes (Ku);
- 14° Prairie de culture présentant de petits éléments d'intérêt paysager dans un milieu de pâtures, de marais ou d'eaux dormantes, par exemple Hp + Mr, Hp + Kn, Hp + Hc, Hp + K(Ae), Hp + K(Hc), Hp + K(Mr);
- 15° Forêts de ravins sur substrat calcaire (Ek);
- 16° Forêts de ravins sur substrat siliceux (Es);
- 17° Ormaie rudérale (Ru).

Art. 18. La subvention forfaitaire unique pour le premier aménagement de la réserve naturelle agréée s'élève à 10.000 francs/ha.

Pour les zones acquises à l'aide de subventions en vertu de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 1995 fixant les conditions d'agrément et les critères applicables à l'octroi de subventions à des associations agréées acquérant des terrains à ériger en réserve naturelle, la subvention n'est allouée que si le dossier d'agrément est introduit au plus tard avant la fin de la seconde année civile suivant l'acquisition de la zone.

La subvention est versée après agrément ou extension de la réserve, en même temps que la première subvention pour la gestion et le contrôle.

Art. 19. Trois ans de végétation après le premier agrément, et ensuite tous les 5 ans, le demandeur de la subvention dépose auprès de la Division un rapport de monitoring détaillé.

Ce rapport de monitoring comprend :

1. une description détaillée de l'évolution de la flore et de la faune dans la réserve agréée suite à la gestion pratiquée;
2. une carte reprenant les types de nature initiaux; les types de nature actuels et les objectifs naturels;
3. une description et une justification de l'adaptation possible des objectifs naturels choisis pour la prochaine période de gestion de 9 ans;
4. l'évolution qu'a connue pendant cette période la population d'espèces d'intérêt telles que visées à l'annexe V;
5. un aperçu des données de monitoring relatives à la situation des niveaux phréatiques telle que visée à l'annexe VI.

La Division examine le rapport de monitoring. Lorsque la Division estime que les documents sont incomplets ou inexacts, elle le signale au demandeur par courrier motivé au plus tard trois mois après le dépôt. Le demandeur dispose d'un délai de trois mois pour y répondre. Si la Division juge la réponse insuffisante, l'avis de l'Institut de la Conservation de la Nature est sollicité, après quoi le Ministre prend une décision.

Si la Division constate que l'objectif n'a pas été atteint en raison de l'absence d'une gestion adéquate, la subvention de gestion visée à l'article 17, § 2 et § 3, est réduite pour la prochaine période de gestion à une catégorie de subvention forfaitaire inférieure à celle correspondant au type de nature actuel, compte tenu d'un minimum de la catégorie visée au § 4.

En cas de doute, l'avis du Conseil est demandé.

La subvention forfaitaire pour la mise en œuvre du monitoring s'élève à 1.500 francs/ha par an. Cette subvention est payée annuellement, en même temps que la subvention pour la location, la gestion et le contrôle.

Art. 20. § 1^{er}. La subvention forfaitaire pour l'ouverture s'élève à 2.000 francs/ha par an si la longueur des chemins est supérieure à 70m/ha et 1.000 francs/ha si la longueur des chemins est supérieure à 35m/ha mais inférieure à 70m/ha.

§ 2. La subvention est demandée conformément aux dispositions de l'article 15 du présent arrêté.

§ 3. Pour entrer en ligne de compte pour une subvention pour ouverture, un plan d'ouverture de la réserve naturelle agréée ou des parties de cette dernière doit être établi. Par ha de réserve naturelle agréée, au moins 35 m de sentier doivent être ouverts au public pendant au minimum 220 jours par an.

Pour les zones riches en plans d'eau, la période d'ouverture est ramenée à un minimum de 150 jours.

Les chemins suivants entrent en ligne de compte :

- 1° les chemins et sentiers privés;
- 2° les chemins vicinaux et sentiers de chasse le long de canaux et de rivières bordant la réserve naturelle agréée;
- 3° sentiers adaptés à la nature du terrain : un mètre de pont en rondins et de passerelle est assimilé à 5 mètres de sentier pourvu qu'ils présentent une longueur dépassant 10 mètres;
- 4° postes d'observation : une cabane d'observation d'oiseaux ou une construction analogue est assimilée à 175 mètres de chemin.

Art. 21. § 1^{er}. Les aménagements uniques exceptionnels visant la restauration ou le développement de la nature sont subventionnés à 60 %. Le montant de subvention minimal s'élève à 90.000 francs. Le montant de subvention maximal s'élève à 2 000 000 de francs mais ne peut dépasser 30.000 francs par ha de superficie agréée de la réserve.

§ 2. La demande d'obtention de subventions pour des aménagements uniques est introduite avant le début des travaux auprès de la Division, qui la soumet avec avis au Ministre, qui décide.

Après approbation, une avance de 60% est versée. Le solde est payé après exécution des travaux.

Art. 22. § 1^{er}. Le demandeur de subvention introduit auprès de la Division, avant le 31 janvier de chaque année, un rapport annuel traitant des travaux de gestion.

Le contenu du rapport annuel est déterminé à l'annexe IV du présent arrêté.

§ 2 Le gestionnaire de la réserve naturelle agréée envoie annuellement avant le 31 mars les données du monitoring telles que visées à l'annexe V et VI à l'Institut de Conservation de la Nature.

Art. 23. § 1^{er}. La subvention pour un premier aménagement est versée après l'agrément.

§ 2. La subvention pour la location, la gestion, le contrôle, le monitoring et l'ouverture d'une réserve naturelle agréée fait l'objet d'un versement unique après présentation du rapport annuel de la précédente année de fonctionnement.

§ 3. Au moins 60 % des subventions destinées à la gestion, au monitoring et à l'ouverture de la réserve doivent être justifiées par des frais de personnel inhérents à la gestion, au monitoring et son accompagnement, des terrains concernés. Un maximum de 40 % de la subvention peut être affecté à d'autres frais.

Art. 24. La subvention pour la location, la gestion et le contrôle dans une réserve naturelle agréée n'est pas cumulable avec d'autres interventions, à savoir :

1° une subvention allouée sur la base de l'arrêté du Gouvernement flamand du 26 juin 1996 relatif au subventionnement du boisement de terres agricoles en exécution du Règlement (CEE) 2080/92 du Conseil du 30 juin 1992 instituant un régime communautaire d'aides aux mesures forestières en agriculture;

2° des indemnités octroyées sur la base du décret forestier du 13 juin 1990;

3° des indemnités octroyées sur la base du décret du 23 janvier 1991 relatif à la protection de l'environnement contre la pollution due aux engrais;

4° des indemnités octroyées sur la base de l'arrêté du Gouvernement flamand relatif à l'octroi de subventions en vue de l'application de méthodes de production agricole et à la passation de contrats de gestion en exécution du Règlement (CEE) n° 2078/92 du Conseil du 30 juin 1992 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 25. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 3 février 1981 réglant, pour la Région flamande, l'octroi de l'agrément et des subventions aux réserves naturelles, modifié par l'arrêté du Gouvernement flamand du 20 juillet 1994;

2° l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 1995 fixant les conditions d'agrément et les critères applicables à l'octroi de subventions à des associations agréées acquérant des terrains à ériger en réserve naturelle, modifié par l'arrêté du 6 septembre 1995.

Art. 26. A titre de mesure transitoire, l'ensemble des associations qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont agréées sur la base de l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 mai 1995 fixant les conditions d'agrément et les critères applicables à l'octroi de subventions à des associations agréées acquérant des terrains à ériger en réserve, sont agréées jusqu'au 31 décembre 2000 en tant qu'association de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains au sens du présent arrêté.

Art. 27. § 1^{er}. Pour ce qui est des réserves naturelles qui sont agréées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, la période d'agrément de 10 ans est prolongée à 27 ans conformément au décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu naturel.

§ 2. Pour la période de l'agrément, les réserves agréées visées au § 1^{er}, qui ne disposent pas encore d'une carte des objectifs naturels approuvés ni de la carte du type de nature actuel, ont, conformément au présent arrêté, droit à une subvention forfaitaire de 6000 francs/ha par an, fixée dans l'arrêté royal du 3 février 1981 réglant, pour la Région flamande, l'octroi de l'agrément et des subventions aux réserves naturelles, majorée pour la subvention pour le monitoring. Le délai est toutefois limité jusqu'au moment où leur agrément devrait être renouvelé suivant le même arrêté royal.

Le gestionnaire peut déposer pour la réserve agréée les objectifs naturels et la carte de type de nature actuel, conformément à l'article 17. Dès que la Division déclare la demande conforme au présent arrêté, les subventions sont versées conformément aux dispositions du présent arrêté. Les demandes introduites auprès de la Division avant le 30 septembre, percevront les subventions augmentées à partir de l'exercice suivant, moyennant déclaration de conformité.

Après cette déclaration de conformité, le gestionnaire perçoit la subvention pour le premier aménagement visé à l'article 18.

§ 3. En ce qui concerne les dossiers d'agrément des réserves naturelles qui sont introduits au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la procédure d'agrément fixée dans l'arrêté royal du 3 février 1981 réglant, pour la Région flamande, l'octroi de l'agrément et des subventions aux réserves naturelles, se poursuit.

Art. 28. Le Ministre flamand qui a la conservation de la nature dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi
Th. KELCHTERMANS

Annexe I: éléments de fond du rapport de gestion et de monitoring visé à l'article 2, § 2, 14° de l'arrêté de Gouvernement flamand relatif aux conditions d'agrément des associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains ainsi qu'à l'octroi de subventions pour l'achat de zones

Le rapport de gestion annuel visé à l'article 2, § 2, 14° de l'arrêté de Gouvernement flamand relatif aux conditions d'agrément des associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains ainsi qu'à l'octroi de subventions pour l'achat de zones, précise au moins par réserve naturelle agréée :

1. la superficie totale;
2. la superficie appartenant en propre à l'association;
3. la superficie gérée par l'association;
4. la modification de superficie de la surface en propriété ou en gestion de l'association pendant l'année écoulée;
5. un aperçu de l'état de la situation en matière de demandes d'agrément des terrains achetés à l'aide de subventions;

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 juin 1999, fixant les conditions d'agrément de réserves naturelles et d'associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et portant l'octroi de subventions.

Bruxelles, le 29 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS

Annexe II : Modèle de formulaires pour la demande de subventionnement de l'achat de zones

2.1. programme d'achat indicatif pour l'année sur laquelle porte la demande

(a) situation	(b) superficie	(c) prix d'achat maximal estimé	(d) montant maximal estimé de la subvention d'achat demandée
...
TOTAL

Légende du tableau :

- colonne (a) : description des zones ou des entités connexes classées par province et si possible par commune;
- colonne (b) : par entité, la superficie estimée;
- colonne (c) : l'estimation maximale du prix d'achat des terrains à acquérir;
- colonne (d) : le montant total maximal des subventions d'achat demandées qui sont à charge de la Région flamande;

2.2. aperçu des achats réalisés durant l'année civile passée

Affectation suivant les plans d'exécution de l'aménagement du territoire	(a)	(b)	(c)	(d)	(e)	(f)	(g)	(h)	(i)
- zone de réserve
- nature
- zone de parc
- zone tampon
- zone boisée
- zone d'équipement communautaire et de services publics (surimpression zones inondables)
- zone d'équipement communautaire et de services publics (surimpression bassins d'attente)
- domaine militaire
- zone valloneuse
- zone de sources
- zone agricole d'intérêt écologique
- zone agricole d'intérêt particulier
- zone de développement de la nature
- zone de récréation
- zone d'extraction ayant pour destination finale une des destinations citées ci-dessus
- zone agricole
- zone agricole d'intérêt paysager
- autres : (spécifier :.....)
TOTAL

Légende du tableau

- colonne (a) : indiquer par catégorie d'affectation la superficie totale des parcelles achetées;
- colonne (b) : indiquer par catégorie d'affectation la superficie totale des parcelles achetées, qui se situe dans une GEN ou une GENO délimitée;
- colonne (c) : indiquer par catégorie d'affectation la superficie totale des parcelles achetées, qui se situe également dans une zone d'imbrication naturelle ou dans une zone de transition naturelle;
- colonne (d) : indiquer par catégorie d'affectation la superficie totale des parcelles achetées, qui se situe également dans une zone dunaire protégée, dans une zone délimitée suivant ou en exécution de traités, de conventions ou de directives internationaux;
- colonne (e) : indiquer par catégorie d'affectation la superficie totale des parcelles achetées, qui se situe également dans un périmètre d'achat affecté dans un plan de remembrement approuvé ou un plan directeur approuvé d'un projet de rénovation rurale;
- colonne (f) : indiquer par catégorie d'affectation la superficie totale des parcelles achetées, qui se situe également dans la zone d'extension d'une réserve naturelle agréée;
- colonne (g) : indiquer par catégorie d'affectation la superficie totale des parcelles achetées, qui se situe également dans les limites d'un plan directeur de la nature;
- colonne (h) : indiquer par catégorie d'affectation le montant d'achat total des parcelles achetées (y compris les frais d'enregistrement, les honoraires et droit de timbre, ainsi que les indemnités de sortie éventuelles);
- colonne (i) : indiquer par catégorie d'affectation la part du montant d'achat total des parcelles achetées (y compris les frais d'enregistrement, les honoraires et droit de timbre, ainsi que les indemnités de sortie éventuelles) qui a été payée à l'aide de subventions d'achat de la Région flamande;

2.3. inventaire détaillé des achats effectués pendant l'année civile passée
indiquer par achat (cela signifie par achat « un et indivisible ») :

(jusqu'à l'établissement définitif de tous les plans de délimitation de la surface VEN et de la zone naturelle d'imbrication à réaliser effectivement)

Numéro de l'acte notarié :				
Date de passation de l'acte notarié :				
Situation (commune, commune fusionnée) :				
Description cadastrale :				
Affectation aux termes des plans d'exécution de l'aménagement du territoire	(a) superficie des parcelles achetées dans une zone fixée à l'article 11, § 2, 2° de l'arrêté	(b) superficie des parcelles achetées dans les zones fixées à l'article 11, § 2, 1°, mais en dehors des zones fixées à l'article 11, § 2, 2° de l'arrêté	(c) superficie des parcelles achetées dans les zones fixées à l'article 11, § 2, 3°, mais en dehors des zones fixées à l'article 11, § 2, 1° et 2° de l'arrêté	Total des colonnes a, b, c
....
Superficie totale
Prix d'achat
Prix d'achat par hectare
Part admissible aux subventions de la Région flamande

(après l'établissement définitif de tous les plans de délimitation de la surface VEN et de la zone naturelle d'imbrication à réaliser effectivement)

Numéro de l'acte notarié :				
Date de passation de l'acte notarié :				
Situation (commune, commune fusionnée) :				
Description cadastrale :				
Affectation aux termes des plans d'exécution de l'aménagement du territoire	(a) superficie des parcelles achetées dans des zones fixées à l'article 11, § 3, 1° de l'arrêté	(b) superficie des parcelles achetées dans des zones fixées à l'article 11, § 3, 2	(c) superficie des parcelles achetées dans des zones fixées à l'article 11, § 3, 3°, mais en dehors des zones fixées à l'article 11, § 3, 1° en 2° de l'arrêté	total des colonnes a, b, c
...
Superficie totale
Prix d'achat
Prix d'achat par hectare
Part admissible aux subventions de la Région flamande

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 juin 1999 fixant les conditions d'agrément de réserves naturelles et d'associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et portant l'octroi de subventions.

Bruxelles, le 29 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,

Th. KELCHTERMANS

Annexe III : STRUCTURE ET CONTENU DU PLAN DE GESTION POUR DES RESERVES AGREEES

1. Description du terrain et de la zone d'extension
 - Situation sur une carte à l'échelle 1 :100.000
 - Situation sur une carte de détail où figurent les parcelles cadastrales
 - Superficie des terrains présentés pour agrément
 - Affectation aux termes des plans d'exécution spatiaux
 - Statuts protégés
 - Si le terrain se situe dans une GEN, une GENO ou une partie de l'IVON, pour laquelle un plan de délimitation définitif a été établi : un extrait de ce plan indiquant la situation du terrain concerné;
 - Si le terrain se situe dans une GEN, une GENO ou une partie de l'IVON, pour laquelle un plan directeur de la nature a été approuvé : un extrait de ce plan avec les données relatives au terrain concerné;
 - Flore et faune actuelles et milieu naturel du terrain concerné;
 - Hydrologie actuelle du terrain concerné, en particulier les processus d'infiltration;
 - Gestion actuelle et gestionnaire responsable
- Proposition de zone d'extension de la réserve naturelle conformément à l'article 33, troisième alinéa, du décret.
2. Cible pour la gestion
 - Stratégie de gestion : Processus de gestion / Schéma de gestion
 - Objectifs de gestion, stratégie de gestion et vision d'avenir (y compris la zone d'extension de la réserve naturelle proposée)
 - Type de nature actuel conformément à l'art. 17, § 2, 3 et 4 du présent arrêté;
 - Cibles naturelles des différentes parties du terrain (conformément à l'article 17, § 2, 3 et 4) pour la prochaine période de gestion ainsi que l'évolution attendue pour la prochaine période de gestion.
 3. Description des mesures de gestion
 - Mesures d'aménagement et de gestion uniques
 - Gestion à court terme; décrite dans un texte et détaillée sur carte
 - Gestion à long terme
 - Dispenses et dérogations (énumération des dispenses des interdictions visées à l'article 35 du décret et des dérogations aux prohibitions, à l'obligation d'autorisation et à l'obligation de notification visées dans l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 juillet 1998 fixant les modalités d'exécution du décret du 21 octobre 1997 concernant la conservation de la nature et le milieu.
 - Monitoring et évaluation de gestion; méthode de travail et organisation
 - Plan d'ouverture; décrit dans un texte et détaillé sur carte
- Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 juin 1999 fixant les conditions d'agrément de réserves naturelles et d'associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et portant l'octroi de subventions.

Bruxelles, le 29 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE
Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS

Annexe IV : STRUCTURE ET CONTENU DU RAPPORT ANNUEL RELATIF AU TRAVAUX DE GESTION

Date : _____ Auteur : _____

Données relatives à la réserve naturelle agréée :

- nom de la réserve naturelle agréée;
- numéro de la réserve naturelle agréée;
- évolution de l'état de la réserve;
- évolution agrément.

Rapport de gestion de l'année civile passée :

- aperçu des travaux de gestion uniques réalisés;
- aperçu des problèmes apparus lors de l'exécution de la gestion d'entretien;
- évolutions et observations remarquables.

Planning de gestion pour la prochaine année civile :

- aperçu des travaux de gestion uniques à réaliser;
- modifications dans l'exécution de la gestion d'entretien;

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 juin 1999 fixant les conditions d'agrément de réserves naturelles et d'associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et portant l'octroi de subventions.

Bruxelles, le 29 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE
Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS

Annexe V : MONITORING : Espèces d'intérêt à suivre

Oiseaux

Grèbe à cou noir
Grand cormoran
Héron bihoreau
Butor étoilé
Blongios nain
Sarcelle d'été
Milan royal
Milan noir
Busard des roseaux
Busard Saint-Martin
Busard cendré
Tétras lyre (Petit Coq de bruyère)
Marouette ponctuée
Râle des genêts
Gravelot à collier interrompu
Chevalier combattant
Bécassine des marais
Chevalier gambette
Avocette
Echasse blanche
Mouette mélanocéphale
Sterne naine
Sterne caugek
Sterne pierregarin
Guifette noire
Chouette effraie
Hibou des marais
Engoulevent d'Europe
Martin-pêcheur d'Europe
Huppe fasciée
Torcol fourmilier
Cochevis huppé
Alouette lulu
Pipit farlouse
Gorgebleue
Traquet tarier
Traquet motteux
Cisticole des joncs
Bouscarle de Cetti
Locustelle luscinoïde
Phragmite des joncs
Rousserolle turdoïde
Mésange à moustaches
Pie-grièche écorcheur
Pie-grièche grise
Bruant jaune
Bruant ortolan
Bruant proyer

Mammifères

Grand rinolophe (Fer à cheval)
Petit rinolophe (Fer à cheval)
Vespertilion à moustaches
Vespertilion de Brandt
Vespertilion à oreilles échancrées

Vespertilion de Natterer
Oreillard
Grand murin
Vespertilion de Daubenton
Vespertilion des marais
Pipistrelle commune
Pipistrelle de Nathusius
Noctule (commune)
Noctule de Leisler
Sérotine commune
Sérotine bicolore
Barbastelle
Oreillard commun
Oreillard méridional
Hamster d'Europe
Muscardin
Phoque veau-marin
Phoque gris
 Amphibiens
Salamandre terrestre
Triton crêté
Alyte
Sonneur à ventre jaune
Pélobate brun
Crapaud calamite
Rainette verte
Grenouille des champs
Grenouille de Lessona
 Reptiles
Lézard des souches
Couleuvre lisse
Couleuvre à collier
Vipère péliade
 Libellules
Lest enfant
Agrion de mercure
Gomphe serpentin
Aeschne verte
Leucorrhine à front blanc
Leucorrhine à large queue
Leucorrhine à gros thorax
 Papillons diurnes
Tacheté
Echiquier
Piéride de la Moutarde
Argus brun
Thécla de l'Yeuse
Argus myope
Argus protégé
Argus vert

Grande tortue
 Grand mars
 Argus bleu
 Agreste
 Tabac d'Espagne
 Argus violet
 Petit sylvain
 Petit nacré
 Comma
 Thécla du bouleau
 Daphnis
 Damier
 Petit collier argenté
 Thécla du chêne

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 juin 1999 fixant les conditions d'agrément de réserves naturelles et d'associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et portant l'octroi de subventions.

Bruxelles, le 29 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
 L. VAN DEN BRANDE
 Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
 Th. KELCHTERMANS

Annexe VI : MONITORING : Niveaux phréatiques

Des tubes-sondes sont plantés dans des terrains qui appartiennent aux classes de drainage "e à f inclus" selon la carte des sols de la Belgique. Une proposition d'emplacement est faite (carte d'état-major de l'IGN au 1/10.000 ou plus grand) à l'Institut de Conservation de la Nature.

Pour les réserves présentant une superficie inférieure à 10 ha : 3 tubes-sondes
 10 - 100 ha : 1 tube-sonde par 10 ha avec un minimum de 3
 supérieure à 100 ha : 1 tube-sonde par 20 ha avec un minimum de 10.

Les niveaux sont mesurés chaque mois et enregistrés par rapport au niveau du sol.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 juin 1999 fixant les conditions d'agrément de réserves naturelles et d'associations de défense de la nature agréées pour la gestion de terrains et portant l'octroi de subventions.

Bruxelles, le 29 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
 L. VAN DEN BRANDE
 Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
 Th. KELCHTERMANS

N. 99 — 3053

[C — 99/36234]

7 SEPTEMBER 1999. — Besluit van de Vlaamse regering tot intrekking van het besluit van de Vlaamse regering van 11 mei 1999 tot reglementering van het sociale huurstelsel voor de woningen die door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij of door sociale huisvestingsmaatschappijen, erkend door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, worden verhuurd in toepassing van titel VII van de Vlaamse Wooncode

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 15 juli 1997 houdende de Vlaamse Wooncode, inzonderheid op titel II en VII;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de inwerkingtreding van het besluit van de Vlaamse regering van 11 mei 1999 tot reglementering van het sociale huurstelsel voor de woningen die door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij of door sociale huisvestingsmaatschappijen, erkend door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, worden verhuurd in toepassing van titel VII van de Vlaamse Wooncode, aanleiding geeft tot het creëren van rechtsonzekerheid en rechtsongelijkheid doordat een aantal basisdefinities niet op een eenduidige manier geïnterpreteerd kan worden en dat het dus nodig is om voormeld besluit zo spoedig mogelijk in te trekken;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk Beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Vlaamse regering van 11 mei 1999 tot reglementering van het sociale huurstelsel voor de woningen die door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij of door sociale huisvestingsmaatschappijen, erkend door de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij, worden verhuurd in toepassing van titel VII van de Vlaamse Wooncode, wordt ingetrokken met ingang van 15 mei 1999.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 15 mei 1999.

Art. 3. De Vlaamse minister, bevoegd voor de huisvesting, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 september 1999.

De minister-president van de Vlaamse regering,
P. DEWAELE

De Vlaamse minister van Cultuur, Jeugd, Stedelijk beleid, Huisvesting en Brusselse Aangelegenheden,
B. ANCIAUX

—
TRADUCTION

F. 99 — 3053

[C - 99/36234]

7 SEPTEMBRE 1999. — Arrêté du Gouvernement flamand retirant l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 mai 1999 réglementant le régime de location sociale pour les habitations louées par la Société flamande du Logement ou par des Sociétés de logement social reconnues par la Société flamande du Logement en application du titre VII du Code flamand du Logement

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 15 juillet 1997 portant le Code flamand du Logement, notamment le titre II et VII;

Vu les lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence,

Considérant que l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement flamand du 11 mai 1999 réglementant le régime de location sociale pour les habitations louées par la Société flamande du Logement ou par des sociétés de logement social reconnues par la Société flamande du Logement en application du titre VII du Code flamand du Logement, donne lieu à la création d'incertitudes et d'inégalités juridiques parce qu'un nombre de définitions de base ne peuvent pas être interprétées univoquement et qu'il est donc nécessaire de retirer l'arrêté précité dans les plus brefs délais;

Sur la proposition du Ministre flamand de la Culture de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement, et des Affaires bruxelloises;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement flamand du 11 mai 1999 réglementant le régime de location sociale pour les habitations louées par la Société flamande du Logement ou par des sociétés de logement social reconnues par la Société flamande du Logement en application du titre VII du Code flamand du Logement est retiré à partir du 15 mai 1999.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets à partir du 15 mai 1999.

Art. 3. Le Ministre flamand ayant le logement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 7 septembre 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de la Culture, de la Jeunesse, de la Politique urbaine, du Logement et des Affaires bruxelloises,
B. ANCIAUX

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 99 — 3054

[99/29470]

8 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 8 juin 1999 modifiant et complétant l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement notamment l'article 9, modifié par la loi du 14 juillet 1975;

Vu la loi du 22 juin 1964 relative au statut des membres du personnel de l'enseignement de l'Etat, notamment l'article 1^{er}, modifié par les lois des 27 juillet 1971, 11 juillet 1973 et 19 décembre 1974, par l'arrêté royal n° 456 du 10 septembre 1986 et par les décrets des 27 décembre 1993 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'instruction publique, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 1998;

Vu l'arrêté royal du 25 octobre 1971 fixant le statut des maîtres de religion, des professeurs de religion et des inspecteurs de religion des religions catholique, protestante, israélite et orthodoxe des établissements d'enseignement de la Communauté française, modifié par les arrêtés royaux des 8 juillet 1976 et 14 novembre 1978, par l'arrêté royal n°71 du 20 juillet 1982, par les arrêtés royaux des 1^{er} août 1984 et 29 août 1985, par l'arrêté de l'Exécutif du 6 novembre 1991, par les arrêtés du Gouvernement des 7 octobre 1993 et 28 septembre 1994, par le décret du 24 juin 1996 et par l'arrêté du Gouvernement du 8 septembre 1997;

Vu l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et les échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 29 mars 1999;

Vu le protocole du 27 avril 1999 du Comité de Secteur IX et du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 avril 1999;

Vu l'accord du Ministre ayant le budget dans ses attributions, donné le 20 avril 1999;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente ayant les statuts des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Disposition organiques*

Article 1^{er}. A partir du 31 août 1999, dans un le chapitre B « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 fixant au 1^{er} avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, une rubrique « maître de religion islamique », libellée comme suit, est inséré après la rubrique « maître de religion orthodoxe » :

« Maître de religion islamique :

- | | | |
|----|--|-------|
| a) | porteur du diplôme d'instituteur primaire, délivré après un cycle d'au moins deux années d'études de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 206/2 |
| b) | porteur du diplôme d'instituteur primaire autre que celui visé sub a), complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique et complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés. La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire; | 206/2 |

- | | |
|--|---------|
| c) porteur du diplôme d'instituteur primaire autre que celui visé sub a), complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique mais non complété par les douze mois de services dont question sub b); le traitement, fixé dans l'échelle prévue sub b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition, relative aux douze mois de services, est remplie; | - |
| d) porteur du diplôme de fin d'études secondaires du degré supérieur, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme pédagogique reconnus ou délivrés par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 206/1 |
| e) porteur de tout autre titre. | 206/1 » |

Art. 2. A partir du 31 août 1999, dans le chapitre C « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, une rubrique « Professeur de religion islamique », libellée comme suit, est insérée après la rubrique « Professeur de religion israélite » :

« Professeur de religion islamique :

- | | |
|---|---------|
| a) porteur du diplôme de licencié en théologie islamique délivré par une université, un institut ou une faculté de théologie islamique complété par un certificat ou un diplôme pédagogique, reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 216 |
| b) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire inférieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 216 |
| c) porteur du diplôme de candidat délivré après deux années d'études au moins par une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 216 |
| d) porteur du diplôme de gradué complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 216 |
| e) porteur du diplôme d'instituteur primaire; | 206/3 |
| f) porteur d'un titre du niveau secondaire supérieur; | 206/3 |
| g) porteur de tout autre titre. | 206/2 » |

Art. 3. A partir du 31 août 1999, dans le chapitre D « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré supérieur » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, une rubrique « Professeur de religion islamique », libellée comme suit, est insérée après la rubrique « Professeur de religion orthodoxe » :

« Professeur de religion islamique :

- | | |
|---|-------|
| a) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire supérieur complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 415 |
| b) porteur du diplôme de licencié en théologie islamique délivré par une université, un institut ou une faculté de théologie islamique complété par un certificat ou un diplôme pédagogique, reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 411 |
| c) porteur du diplôme de licencié obtenu après quatre années d'études au moins dans une université, un centre universitaire, un institut ou une Haute Ecole en Belgique ou à l'étranger, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique et par un certificat ou un diplôme d'aptitude pédagogique reconnus ou délivrés l'un et l'autre par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 411 |
| d) porteur du diplôme de licencié en pédagogie, de licencié en sciences psychologiques et de licencié en sciences d'éducation, complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par la commission pédagogique de l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 411 |
| e) porteur du diplôme d'agrégé de l'enseignement secondaire du degré inférieur. | 245 » |

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives*

Art. 4. A partir du 1^{er} septembre 2005, dans le chapitre B « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement primaire » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le libellé des lettres *a)*, *b)* et *c)* de la rubrique « maître de religion islamique » est remplacé par le libellé suivant :

- | | |
|---|-----|
| « a) porteur du diplôme d'instituteur primaire, délivré après un cycle d'au moins deux années d'études de l'enseignement supérieur de plein exercice et de type court complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique; | 216 |
| b) porteur du diplôme d'instituteur primaire autre que celui visé sub a), complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique et complété par douze mois de services dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française, quel que soit l'âge à partir duquel ces services ont été prestés. La durée desdits services est calculée conformément aux dispositions de l'article 85 du statut fixé par l'arrêté royal du 22 mars 1969. Ces douze mois de services dans l'enseignement ne sont pas comptés pour la fixation de l'ancienneté pécuniaire; | 216 |
| c) porteur du diplôme d'instituteur primaire autre que celui visé sub a), complété par un certificat ou un diplôme d'aptitude à l'enseignement religieux islamique reconnu ou délivré par l'Exécutif des Musulmans de Belgique mais non complété par les douze mois de services dont question sub b); le traitement, fixé sans l'échelle prévue sub b), est amputé du montant d'une annale jusqu'au premier jour du mois qui suit la date à laquelle la condition, relative aux douze mois de services, est remplie. » | - |

Art. 5. A partir du 1^{er} septembre 2005, dans le chapitre C « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire du degré inférieur » de l'article 2 de l'arrêté royal du 27 juin 1974 précité, le libellé de la lettre *e)* de la rubrique « professeur de religion islamique » est remplacé par le libellé suivant :

- | | |
|--|-------|
| « e) porteur du diplôme d'instituteur primaire | 216 » |
|--|-------|

CHAPITRE III. — *Dispositions transitoires*

Art. 6. Entre le 1^{er} septembre 1999 et le 31 août 2005, les membres du personnel visés au présent arrêté bénéficient d'une augmentation de traitement fixée comme suit :

- a) pour la période du 1^{er} septembre 1999 au 31 août 2000, 10 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté;
- b) pour la période du 1^{er} septembre 2000 au 31 août 2001, 20 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté;
- c) pour la période du 1^{er} septembre 2001 au 31 août 2002, 30 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté;
- d) pour la période du 1^{er} septembre 2002 au 31 août 2003, 47,5 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté;
- e) pour la période du 1^{er} septembre 2003 au 31 août 2004, 65 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté;
- f) pour la période du 1^{er} septembre 2004 au 31 août 2005, 82,5 % de la différence entre l'échelle de traitement qui leur est attribuée à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et l'échelle de traitement qui leur sera attribuée en vertu des articles 4 ou 5 du chapitre II du présent arrêté.

CHAPITRE IV. — *Dispositions finales*

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 31 août 1999.

Art. 8. La Ministre-Présidente ayant les statuts des personnels de l'enseignement de la Communauté française dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juin 1999.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 3054

[99/29470]

8 JUNI 1999. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging en aanvulling van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psychomedisch-sociale centra van de Staat

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inzonderheid op artikel 9, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1975;

Gelet op de wet van 22 juni 1964 betreffende het statuut der personeelsleden van het Rijksonderwijs, inzonderheid op artikel 1 gewijzigd bij de wetten van 27 juli 1971, 11 juli 1973 en 19 december 1974, bij het koninklijk besluit nr. 456 van 10 september 1986 en bij de decreten van 27 december 1993 en 24 juli 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 mei 1998;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 oktober 1971 houdende vaststelling an het statuut van de leermeesters, de leraars en de inspecteurs katholieke, protestantse, israëlitische en orthodoxe godsdiensten van de onderwijsinrichtingen van de Franse Gemeenschap, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 juli 1976 en 14 november 1978, bij het koninklijk besluit nr. 71 van 20 juli 1982, bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1984 en 29 augustus 1985, bij het besluit van de Executieve van 6 november 1991, bij de besluiten van 7 oktober 1993 en 28 september 1994 van de Regering, bij het decreet van 24 juni 1996 en bij het besluit van 8 september 1997 van de Regering;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, laatst gewijzigd bij het besluit van 29 maart 1999 van de Regering;

Gelet op het protocol van 27 april 1999 van het Sectorcomité IX en het Comité van de provinciale en lokale overheidsdiensten, afdeling II;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 april 1999;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort, gegeven op 20 april 1999;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de statuten van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap behoren;

Gelet op de beraadslaging van 31 mei 1999 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. Vanaf 31 augustus 1999, wordt er in hoofdstuk B « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs » van artikel 2 van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgesteld de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het schriftelijk onderwijs en van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, na de rubriek « Leermeester orthodoxe godsdienst » een rubriek « Leermeester islamitische godsdienst » ingevoegd, luidend als volgt :

« Leermeester islamitische godsdienst :

- | | | |
|----|--|-------|
| a) | houder van het diploma van onderwijzer, uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studies in het hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België; | 206/2 |
| b) | houder van het ander diploma van onderwijzer dan dit bedoeld onder a), aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België en vervolledigd met twaalf maanden dienstprestaties in het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ongeacht de leeftijd vanaf welke die diensten werden geleverd. De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Die twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit; | 206/2 |
| c) | houder van het ander diploma van onderwijzer dan dit bedoeld onder a), aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België maar niet vervolledigd met de twaalf maanden dienstprestaties waarvan sprake onder b); de wedde bepaald in de onder b) voorziene schaal, wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorwaarde in verband met de twaalf maanden dienst vervuld is; | - |

- | | | |
|----|--|-------|
| d) | houder van het einddiploma secundair onderwijs van de hogere graad, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst en met een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België; | 206/1 |
| e) | houder van om het even welke andere titel. | 206/1 |

Art. 2. Vanaf 31 augustus 1999, wordt er in hoofdstuk C « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad » van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974, na de rubriek « Leraar israëlitische godsdienst » een rubriek « Leraar islamitische godsdienst » ingevoegd, luidend als volgt :

« Leraar islamitische godsdienst :

- | | | |
|----|---|-------|
| a) | het diploma van licentiaat islamitische godgeleerdheid, uitgereikt door een universiteit, een instituut of een faculteit voor islamitische godgeleerdheid, aangevuld met een getuigschrift of een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België; | 216 |
| b) | het diploma van geaggregeerde hoger secundair onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België; | 216 |
| c) | het diploma van kandidaat uitgereikt na ten minste twee jaar studies in een universiteit, een instituut of een Hogeschool in België, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België; | 216 |
| d) | het diploma van gegradueerde, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België; | 216 |
| e) | houder van het diploma van onderwijzen; | 206/3 |
| f) | houder van de titel van het hoger secundair niveau; | 206/3 |
| g) | houder van om het even welke andere titel. | 206/2 |

Art. 3. Vanaf 31 augustus 1999, wordt er in hoofdstuk D « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de hogere graad » van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974, na de rubriek « Leraar orthodoxe godsdienst » een rubriek « Leraar islamitische godsdienst » ingevoegd, luidend als volgt :

« Leraar islamitische godsdienst :

- | | | |
|----|---|-----|
| a) | houder van het diploma van geaggregeerde hoger secundair onderwijs, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België; | 415 |
| b) | houder van het diploma van licentiaat islamitische godgeleerdheid, uitgereikt door een universiteit, een instituut of een faculteit voor islamitische godgeleerdheid, aangevuld met een getuigschrift of een pedagogisch diploma, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mahommedanen van België; | 411 |
| c) | houder van het diploma van licentiaat uitgereikt na ten minste vier jaar studies in een universiteit, een universitair centrum, een instituut of een Hogeschool in België of in het buitenland, aangevuld met een getuigschrift of een bewaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst en met een getuigschrift of een pedagogisch bekwaamheidsdiploma, het ene en het andere erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Executieve van de Mohammedanen van België; | 411 |
| d) | het diploma van licentiaat pedagogie, van licentiaat psychologische wetenschappen en van licentiaat opvoedkundige wetenschappen, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de opvoedkundige commissie van de Exeexecutieve van de Mohammedanen van België; | 411 |
| e) | houder van het diploma geaggregeerde van het secundair onderwijs van de lagere graad. | 245 |

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingsbepalingen*

Art. 4. Vanaf 1 september 2005, wordt in hoofdstuk B « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het lager onderwijs van de hogere graad » van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974, de tekst van de leden a), b) en c) van rubriek « Leermeester islamitische godsdienst » vervangen door volgende tekst :

- | | | |
|----|--|-----|
| a) | houder van het diploma van onderwijzer, uitgereikt na een cyclus van ten minste twee jaar studies in het hoger onderwijs met volledig leerplan en van het korte type, aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van de islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België; | 216 |
| b) | houder van het ander diploma van onderwijzer van dit bedoeld onder a), aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België en vervolledigd met twaalf maanden dienstprestaties in het onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, ongeacht de leeftijd vanaf welke die diensten werden geleverd. De duur van bedoelde diensten wordt berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 85 van het statuut bepaald bij het koninklijk besluit van 22 maart 1969. Die twaalf maanden dienst in het onderwijs worden niet meegerekend voor de vaststelling van de geldelijke anciënniteit; | 216 |
| c) | houder van het ander diploma van onderwijzer dan dit bedoeld onder a), aangevuld met een getuigschrift of een bekwaamheidsdiploma voor het onderwijzen van islamitische godsdienst, erkend of uitgereikt door de Executieve van de Mohammedanen van België maar niet vervolledigd met de twaalf maanden dienstprestaties waarvan sprake onder b); de wedde bepaald in de onder b) bedoeld schaal, wordt ingekort met het bedrag van een jaarlijkse verhoging tot de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop de voorwaarde in verband met de twaalf maanden dienst vervuld is ». | - |

Art. 5. Vanaf 1 september 2005, wordt in hoofdstuk C « Het bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs van de lagere graad » van artikel 2 van voormeld koninklijk besluit van 27 juni 1974, de tekst van lid a) van rubriek « Leraar islamitische godsdienst » vervangen door volgende tekst :

- | | |
|---|-------|
| « e) houder van het diploma van onderwijzer | 216 » |
|---|-------|

HOOFDSTUK III. — *Overgangsbepalingen*

Art. 6. Tussen 1 september 1999 en 31 augustus 2005 krijgen de bij dit besluit bedoeld personeelsleden een weddeverhoging die als volgt is bepaald :

- | | |
|----|---|
| a) | voor de periode van 1 september 1999 tot 31 augustus 2000, 10 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit; |
| b) | voor de periode van 1 september 2000 tot 31 augustus 2001, 20 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit; |
| c) | voor de periode van 1 september 2001 tot 31 augustus 2002, 30 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit; |
| d) | voor de periode van 1 september 2002 tot 31 augustus 2003, 47,5 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit; |
| e) | voor de periode van 1 september 2003 tot 31 augustus 2004, 65 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit; |
| f) | voor de periode van 1 september 2004 tot 31 augustus 2005, 82,5 % van het verschil tussen de weddeschaal die hen wordt toegekend op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit en de weddeschaal die hen zal worden toegekend krachtens de artikelen 4 of 5 van hoofdstuk II van dit besluit. |

HOOFDSTUK IV. — *Slotbepalingen*

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op 31 augustus 1999.

Art. 8. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de statuten van het onderwijspersoneel van de Franse Gemeenschap behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juni 1999.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met het Onderwijs, de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,

Mevr. L. ONKELINX

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 3055

[S - C - 99/27546]

10 JUIN 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'euro

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 février 1999 relatif à l'euro;

Vu la délibération du Gouvernement du 25 mars 1999 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 26 mai 1999, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant le règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'euro, notamment l'article 3;

Considérant le règlement (CE) n° 974/98 du Conseil du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro, notamment l'article 8, alinéa 1^{er};

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine, du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique et du Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, des matières visées à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Sont considérées comme introduites en franc belge, les demandes ou les déclarations visées à l'article 2 du décret du 25 février 1999 relatif à l'euro qui n'indiquent pas de manière certaine le choix de l'euro ou n'utilisent pas l'euro dans l'ensemble du document.

Lorsque l'euro a été utilisé dans une demande ou une déclaration antérieure concernant le même objet, les services du Gouvernement ou la personne morale de droit public qui dépend de la Région convertissent en euro les montants libellés en franc belge.

Art. 3. Les documents émanant des services du Gouvernement et des personnes morales de droit public qui dépendent de la Région, établis avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, sont accompagnés, s'il échet, d'addenda indiquant dans les deux monnaies les prix et tarifs destinés au public.

Art. 4. Lors de la reproduction dans des publications, des documents ou des formulaires de textes réglementaires contenant des montants libellés exclusivement en franc belge, des notes ou des renvois en bas de page indiqueront la contre-valeur en euro de ces montants, laquelle sera placée entre parenthèses à côté du montant initial exprimé en franc belge.

Art. 5. Les montants libellés en franc belge auxquels une indexation ou un multiplicateur doivent être appliqués sont indexés ou multipliés en franc belge avant d'être convertis en euro.

Art. 6. Les articles 2 à 4 du décret du 25 février 1999 relatif à l'euro entrent en vigueur en même temps que le présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1999.

Art. 8. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 juin 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

Le Ministre du Budget et des Finances, de l'Emploi et de la Formation

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 3055

[S - C - 99/27546]

10 JUNI 1999. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de euro

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 februari 1999 betreffende de euro;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 25 maart 1999 over het verzoek om adviesverlening door de Raad van State binnen een termijn van maximum één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 26 mei 1999, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de verordening (EG) nr. 1103/97 van de Raad van 17 juni 1997 over enkele bepalingen betreffende de invoering van de euro, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de verordening (EG) nr. 974/98 van de Raad van 3 mei 1998 over de invoering van de euro, inzonderheid op artikel 8, eerste lid;

Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium, de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken en de Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.**Art. 2.** De aanvragen of aangiften bedoeld in artikel 2 van het decreet van 25 februari 1999 betreffende de euro, waarin niet duidelijk voor de euro is gekozen of waarin de bedragen niet overal in euro worden uitgedrukt, worden geacht in Belgische frank te zijn ingediend. Als een aanvraag of een vroegere aangifte m.b.t. hetzelfde voorwerp in euro is opgemaakt, zetten de diensten van de Regering of de privaatrechtelijke rechtspersoon die onder het Gewest ressorteert, de in Belgische frank uitgedrukte bedragen in euro om.**Art. 3.** De vóór de inwerkingtreding van dit besluit opgemaakte documenten die uitgaan van de diensten van de Regering en van privaatrechtelijke rechtspersonen die onder het Gewest ressorteren, gaan, in voorkomend geval, vergezeld van addenda waarin de voor het publiek bestemde prijzen en tarieven in beide munteenheden worden vermeld.**Art. 4.** Wanneer er in reglementaire teksten die in publicaties, documenten of formulieren geciteerd worden, sprake is van bedragen die uitsluitend in Belgische frank zijn uitgedrukt, zal de tegenwaarde van die bedragen voortaan in euro opgegeven worden d.m.v. een voetnoot; de tegenwaarde wordt tussen haakjes vermeld achter het in Belgische frank uitgedrukte bedrag.**Art. 5.** De in Belgische frank uitgedrukte bedragen waarop een indexatie of een vermenigvuldigingscoëfficiënt moet worden toegepast, worden in Belgische frank geïndexeerd of vermenigvuldigd vooraleer ze in euro worden omgezet.**Art. 6.** De artikelen 2 tot 4 van het decreet van 25 februari 1999 betreffende de euro treden in werking op dezelfde datum als dit besluit.**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op 1 september 1999.**Art. 8.** De Ministers zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 juni 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, K.M.O.'s, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNONDe Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELMEDe Minister van Begroting en Financiën, Tewerkstelling en Vorming,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE
ET MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

[C - 99/16313]

31 AOUT 1999. — Arrêté ministériel portant nomination des membres de la Commission spéciale chargée de délivrer les attestations visées à l'article 4 de l'arrêté royal du 22 juillet 1999 instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine de 1999

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,
Le Ministre de l'Économie et de la Recherche scientifique,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture de l'horticulture et de la pêche maritime notamment l'article 3, § 1^{er}, 7^o inséré par la loi du 5 février 1999 :

Vu l'article 292 et suivants du Code judiciaire;

Vu l'arrêté royal du 22 juillet 1999 instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine de 1999, notamment l'article 3;

Vu les propositions faites par les Instituts professionnels visés à l'article 3 de l'arrêté royal précité;

Vu la proposition faite par le Ministre de la Justice,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté il y a lieu d'entendre par :

« Commission spéciale » la Commission spéciale chargée de délivrer les attestations visées à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 22 juillet 1999 instaurant une avance pour les entreprises qui sont touchées directement par la crise de la dioxine de 1999.

Art. 2. Sont nommés en tant que membres effectifs de la Première Chambre néerlandophone de la Commission spéciale :

1° M. Antoine Lysens, en tant que magistrat et président;

2° M. Paul Ledent, en tant que comptable agréé;

3° M. Emile Vankeerbergen, en tant qu'expert-comptable;

4° M. Roger Triest, en tant que réviseur d'entreprises;

5° M. Stefaan De Vos, en tant que fonctionnaire.

§ 2. Sont nommés en tant que suppléants des membres effectifs correspondants de la Première Chambre néerlandophone de la Commission spéciale :

1° M. Jan Maurissen, en tant que magistrat et président;

2° M. Karel De Tremerie, en tant que comptable agréé;

3° Mme Anne-Marie Lagrou et Messieurs Louis Jaspers, Kurt Straka, Jozef Van Beek et Maurice Vander Auwera, tant qu'experts-comptable;

4° Messieurs Luc De Puysseleyn et Luc Verrijssen, en tant que réviseur d'entreprises;

5° Mmes Katherleen Guns et Els Verhofstraete et MM. Xaverius De Winne, Marc Roelands et Edwin Wolfs en tant que fonctionnaire.

Art. 3. Sont nommés en tant que membres de la Première Chambre francophone de la Commission spéciale :

1° M. Armand Spirlet, en tant que magistrat et président;

2° Mme Françoise Philippe, en tant que comptable agréé;

3° M. Claude Janssens, en tant qu'expert comptable;

4° M. Michel Grignard, en tant que réviseur d'entreprises;

5° M. Vincent Branders, en tant que fonctionnaire.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW
EN MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

[C - 99/16313]

31 AUGUSTUS 1999. — Ministerieel besluit houdende benoeming van de leden van de Bijzondere Commissie belast met de aflevering van de attesten bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 juli 1999 tot instelling van een voorschot voor ondernemingen die rechtstreeks getroffen zijn door de dioxinecrisis van 1999

De Minister van Landbouw en Middenstand,
De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, 7^o, ingevoegd bij de wet van 5 februari 1999;

Gelet op artikel 292 en volgende van het Gerechtelijk Wetboek;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 juli 1999 tot instelling van een voorschot voor ondernemingen die rechtstreeks getroffen zijn door de dioxinecrisis van 1999, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de voordrachten gedaan door de Beroepsinstituten vermeld in artikel 3 van voormeld koninklijk besluit;

Gelet op de voordracht van de Minister van Justitie,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

« bijzondere Commissie » de bijzondere Commissie belast met de aflevering van de attesten bedoeld in artikel 4 van het koninklijk besluit van 22 juli 1999 tot instelling van een voorschot voor ondernemingen die rechtstreeks getroffen zijn door de dioxinecrisis van 1999.

Art. 2. § 1. Worden benoemd tot effectieve leden van de Eerste Nederlandstalige Kamer van de bijzondere Commissie :

1° De heer Antoine Lysens, als magistraat en voorzitter;

2° De heer Paul Ledent, als erkend boekhouder;

3° De heer Emile Vankeerbergen, als accountant;

4° De heer Roger Triest, als bedrijfsrevisor;

5° De heer Stefaan De Vos, als ambtenaar.

§ 2. Worden benoemd tot plaatsvervangers van de corresponderende effectieve leden van de Eerste Nederlandstalige Kamer van de bijzondere Commissie :

1° De heer Jan Maurissen, als magistraat en voorzitter;

2° De heer Karel De Tremerie, als erkend boekhouder;

3° Mevr. Anne-Marie Lagrou en de Heren Louis Jaspers, Kurt Straka, Jozef Van Beek en Maurice Vander Auwera, als accountants;

4° De Heren Luc De Puysseleyn en Luc Verrijssen, als bedrijfsrevisor;

5° Mevrn. Katherleen Guns en Els Verhofstraete en de Heren Xaverius De Winne, Marc Roelands en Edwin Wolfs, als ambtenaar.

Art. 3. § 1. Worden benoemd tot leden van de Eerste Franstalige Kamer van de bijzondere Commissie :

1° De heer Armand Spirlet, als magistraat en voorzitter;

2° Mevr. Françoise Philippe als erkend boekhouder;

3° De heer Claude Janssens als accountant;

4° De heer Michel Grignard als bedrijfsrevisor;

5° De heer Vincent Branders als ambtenaar.

§ 2. Sont nommés en tant que suppléants des membres effectifs correspondants de la Première Chambre francophone de la Commission spéciale :

1° Mme Marie-Claude Gregoire, en tant que magistrat et président;

2° M. René Hartmann, en tant que comptable agréé;

3° MM. Raoul Coutellier, Eric Lorfevre, Claude Magnes, Benoît Mathieu, Jean-Pierre Pardoën, et Raymond Sambaere, en tant qu'expert-comptable;

4° MM. Francis Swinnen et Roland Van Cutsem, en tant que réviseur d'entreprises;

5° Mmes Lysiane Loppart, Yolande Servais, Françoise Sohy et Renée Wagner et M. Louis Massi, en tant que fonctionnaire.

Art. 4. En cas d'absence d'un membre effectif d'une chambre, ce membre peut être remplacé par un suppléant pour autant que ce suppléant est du même rôle linguistique et a été nommé dans la même qualité.

Art. 5. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 31 août 1999.

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,
J. GABRIELS

Le Ministre de l'Economie et de la Recherche scientifique,
R. DEMOTTE

§ 2. Worden benoemd tot plaatsvervangers van de corresponderende effectieve leden van de Eerste Franstalige Kamer van de bijzondere Commissie :

1° Mevr. Marie-Claude Gregoire, als magistraat en voorzitter;

2° De heer René Harmann, als erkend boekhouder;

3° De heren Raoul Coutellier, Eric Lorfevre, Claude Magnes, Benoît Mathieu, Jean-Pierre Pardoën en Raymond Sambaere, als accountant;

4° De heren Francis Swinnen en Roland Van Cutsem, als bedrijfsrevisor;

5° Mevr. Lysiane Loppart, Yolande Servais, Françoise Sohy en Renée Wagner en de heer Louis Massi, als ambtenaar.

Art. 4. Bij afwezigheid van een effectief lid van een bepaalde kamer, kan dit lid worden vervangen door een plaatsvervanger, voor zover de plaatsvervanger van dezelfde taalrol is en in dezelfde hoedanigheid werd benoemd.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 31 augustus 1999.

De Minister van Landbouw en Middenstand,
J. GABRIELS

De Minister van Economie en Wetenschappelijk Onderzoek,
R. DEMOTTE

MINISTERE DES FINANCES ET MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COO- PERATION INTERNATIONALE

[99/03490]

17 AOUT 1999. — Arrêté royal portant nomination d'un Gouverneur à la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, à la Banque asiatique de Développement, à la Banque interaméricaine de Développement, à la Banque africaine de Développement, au Fonds africain de Développement et à la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 décembre 1945 portant approbation de l'Acte final de la Conférence financière et monétaire des Nations Unies, signé à Bretton Woods le 22 juillet 1944;

Vu l'article V, section 2, de l'Accord portant création de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement;

Vu la loi du 28 juillet 1966 portant approbation de l'Accord portant création de la Banque asiatique de Développement, et des Annexes, faits à Manille le 4 décembre 1965;

Vu l'article 27, § 1^{er}, de l'Accord portant création de la Banque asiatique de Développement;

Vu la loi du 6 juillet 1976 portant approbation de l'Accord constitutif de la Banque interaméricaine de Développement, des Annexes A et B, faits à Washington le 8 avril 1959, et des actes subséquents;

Vu l'article VIII, section 2 (a), de l'Accord constitutif de la Banque interaméricaine de Développement;

Vu la loi du 18 septembre 1981 portant approbation de l'Accord portant création de la Banque africaine de Développement, fait à Khartoum le 4 août 1963, et des Actes subséquents;

Vu l'article 30, alinéa 1^{er}, de l'Accord portant création de la Banque africaine de Développement;

Vu la loi du 28 juin 1974 portant approbation de l'Accord portant création du Fonds africain de Développement et des Annexes, faits à Abidjan le 29 novembre 1972;

Vu l'article 24, § 2, de l'Accord portant création du Fonds africain de Développement;

Vu la loi du 10 avril 1991 relative à l'approbation de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement, et des Annexes, faits à Paris le 29 mai 1990;

Vu l'article 23, § 1^{er}, de l'Accord portant création de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement;

MINISTERIE VAN FINANCIEN EN MINISTERIE VAN BUITEN- LANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN INTERNATIO- NALE SAMENWERKING

[99/03490]

17 AUGUSTUS 1999. — Koninklijk besluit houdende benoeming van een Gouverneur bij de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling, bij de Aziatische Ontwikkelingsbank, bij de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank, bij de Afrikaanse Ontwikkelingsbank, bij het Afrikaanse Ontwikkelingsfonds en bij de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 december 1945 houdende de goedkeuring van de Eindakte van de Financiële en Monetaire Conferentie van de Verenigde Naties, ondertekend te Bretton Woods op 22 juli 1944;

Gelet op artikel V, sectie 2, van de Overeenkomst tot oprichting van de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling;

Gelet op de wet van 28 juli 1966 houdende goedkeuring van de Overeenkomst tot oprichting van de Aziatische Ontwikkelingsbank, en van de Bijlagen, opgemaakt te Manilla op 4 december 1965;

Gelet op artikel 27, § 1, van de Overeenkomst tot oprichting van de Aziatische Ontwikkelingsbank;

Gelet op de wet van 6 juli 1976 houdende goedkeuring van de Overeenkomst tot oprichting van de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank, van de Bijlagen A en B, opgemaakt te Washington op 8 april 1959, en van de daaropvolgende akten;

Gelet op artikel VIII, sectie 2 (a), van de Overeenkomst tot oprichting van de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank;

Gelet op de wet van 18 september 1981 houdende goedkeuring van de Overeenkomst tot oprichting van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank, opgemaakt te Khartoum op 4 augustus 1963, en van de daaropvolgende Akten;

Gelet op artikel 30, alinea 1, van de Overeenkomst tot oprichting van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank;

Gelet op de wet van 28 juni 1974 houdende goedkeuring van de Overeenkomst tot oprichting van het Afrikaanse Ontwikkelingsfonds, en van de Bijlagen, opgemaakt te Abidjan op 29 november 1972;

Gelet op artikel 24, § 2, van de Overeenkomst tot oprichting van het Afrikaans Ontwikkelingsfonds;

Gelet op de wet van 10 april 1991 houdende goedkeuring van de Overeenkomst tot oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling, en van de Bijlagen, opgemaakt te Parijs op 29 mei 1990;

Gelet op artikel 23, § 1, van de Overeenkomst tot oprichting van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling;

Vu l'arrêté royal du 14 juillet 1998, nommant, à partir du 19 juin 1998, M. J.-J. Viseur, Ministre des Finances, en qualité de Gouverneur de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, Gouverneur de la Banque asiatique de Développement, Gouverneur de la Banque interaméricaine de Développement, Gouverneur de la Banque africaine de Développement, Gouverneur du Fonds africain de Développement et Gouverneur de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement;

Considérant que ces nominations cessent leurs effets le 12 juillet 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. M. D. Reynders, Ministre des Finances, est nommé, à partir du 12 juillet 1999, Gouverneur de la Banque internationale pour la Reconstruction et le Développement, Gouverneur de la Banque asiatique de Développement, Gouverneur de la Banque interaméricaine de Développement, Gouverneur de la Banque africaine de Développement, Gouverneur du Fonds africain de Développement et Gouverneur de la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 12 juillet 1999.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires étrangères et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 17 août 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
L. MICHEL

Gelet op het koninklijk besluit van 14 juli 1998, waarbij de heer J.-J. Viseur, Minister van Financiën, met ingang van 19 juni 1998, tot Gouverneur van de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling, Gouverneur van Aziatische Ontwikkelingsbank, Gouverneur van de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank, Gouverneur van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank, Gouverneur van het Afrikaans Ontwikkelingsfonds en Gouverneur van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling werd benoemd;

Overwegende dat deze benoemingen ophouden met uitwerking te hebben op 12 juli 1999;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heer D. Reynders, Minister van Financiën, wordt, met ingang van 12 juli 1999, tot Gouverneur van de Internationale Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling, Gouverneur van de Aziatische Ontwikkelingsbank, Gouverneur van de Interamerikaanse Ontwikkelingsbank, Gouverneur van de Afrikaanse Ontwikkelingsbank, Gouverneur van het Afrikaans Ontwikkelingsfonds en Gouverneur van de Europese Bank voor Wederopbouw en Ontwikkeling benoemd.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 12 juli 1999.

Art. 3. Onze Minister van Buitenlandse Zaken en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 17 augustus 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
L. MICHEL

**MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[99/22264]

Nominations

Par arrêté royal du 8 février 1999, Mme Marinello, Martine, est nommée à titre définitif dans un emploi de pharmacien au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement — Services extérieurs, le 1^{er} novembre 1998.

La date de prise de rang pour la promotion de grade est fixée au 1^{er} novembre 1997.

Par arrêté royal du 15 février 1999, le Dr. Huyghebaert, Dirk, est nommé à titre définitif dans un emploi de médecin au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement - Services extérieurs, le 1^{er} décembre 1998.

La date de prise de rang pour la promotion de grade est fixée au 1^{er} décembre 1997.

Par arrêté royal du 10 mars 1999, Mme Marin, Christine, est nommée à titre définitif dans un emploi d'inspecteur sanitaire, dans le cadre linguistique français au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement — Administration centrale, à partir du 1^{er} décembre 1998.

La date de prise de rang pour la promotion de grade est fixée au 1^{er} décembre 1997.

Par arrêté royal du 25 mai 1999, M. Dockx, Yves, est nommé à titre définitif en qualité de conseiller adjoint au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement — Administration centrale, dans le cadre français, à partir du 1^{er} février 1999.

La date de prise de rang pour la promotion de grade est fixée au 1^{er} février 1998.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[99/22264]

Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 8 februari 1999 wordt Mevr. Marinello, Martine, met ingang van 1 november 1998, in vast dienstverband benoemd tot de graad van apotheker bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu. — Buitendiensten.

De datum van ranginneming voor bevordering tot een hogere graad wordt bepaald op 1 november 1997.

Bij koninklijk besluit van 15 februari 1999 wordt Dr. Huyghebaert, Dirk, met ingang van 1 december 1998, in vast dienstverband benoemd tot geneesheer bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu - Buitendiensten

De datum van ranginneming voor bevordering tot een hogere graad wordt bepaald op 1 december 1997.

Bij koninklijk besluit van 10 maart 1999 wordt Mevr. Marin, Christine, met ingang van 1 december 1998, op het Frans kader, in vast dienstverband benoemd tot de graad van gezondheidsinspecteur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu. — Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming voor bevordering tot een hogere graad wordt bepaald op 1 december 1997.

Bij koninklijk besluit van 25 mei 1999 wordt de heer Dockx, Yves, met ingang van 1 februari 1999, op het Frans kader, in vast dienstverband benoemd tot de graad van adjunct-adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu — Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming voor bevordering tot een hogere graad wordt bepaald op 1 februari 1998.

[99/22223]

Démissions honorables

Par arrêté royal du 10 mars 1999, il est accordé à M. Van Impe, Jacobus Maria L.C., chef de travaux (rang B) à l'Etablissement scientifique de l'Etat « Institut scientifique de la Santé publique — Louis Pasteur », démission honorable de ses fonctions le 1^{er} décembre 1998.

M. Van Impe, Jacobus M. est autorisé à faire valoir ses droits à une pension de retraite à partir du 1^{er} décembre 1998 et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté du 22 mars 1999, il est accordé à M. Pirmez, Henri, inspecteur sanitaire au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, démission honorable de ses fonctions le 1^{er} septembre 1999.

M. Pirmez, Henri est autorisé à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à partir du 1^{er} septembre 1999 et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[99/22795]

Promotion. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 14 juillet 1999, page 27119, dans le texte néerlandais, concernant l'arrêté royal du 26 avril 1999, il y a lieu de lire « de heer Didden, Achiël, adviseur, wordt, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands kader, bij wijze van bevordering door verandering van graad, bevorderd tot de graad van hoofdinspecteur-directeur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : adviseur) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur », et non « wordt bevorderd tot de graad van directeur ».

[99/22223]

Eervolle ontslagverleningen

Bij koninklijk besluit van 10 maart 1999 wordt aan de heer Van Impe, Jacobus Maria L.C., werkleider (rang B) bij de Wetenschappelijke Inrichting van de Staat « Wetenschappelijk Instituut Volksgezondheid — Louis Pasteur », met ingang van 1 december 1998, eervol ontslag uit zijn functie verleend.

De heer Van Impe, Jacobus M. is ertoe gerechtigd, met ingang van 1 december 1998, zijn aanspraken op een rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Bij koninklijk besluit van 22 maart 1999 wordt de heer Pirmez, Henri, gezondheidsinspecteur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, met ingang van 1 september 1999, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

De heer Pirmez, Henri is ertoe gerechtigd, met ingang van 1 september 1999, zijn aanspraken op een rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

[99/22795]

Bevordering. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 14 juli 1999, blz. 27119, in de Nederlandse tekst betreffende het koninklijk besluit van 26 april 1999, dient gelezen « de heer Didden, Achiël, adviseur, wordt, met ingang van 1 april 1999, op het Nederlands kader, bij wijze van bevordering door verandering van graad, bevorderd tot de graad van hoofdinspecteur-directeur (nieuwe benaming vanaf 1 april 1998 : adviseur) bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur », in plaats van « wordt bevorderd tot de graad van directeur ».

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[99/00506]

Conseil d'Etat. — Incompatibilités. — Dérogation

Par arrêté royal du 15 juin 1999, M. Imre Kovalovszky, auditeur au Conseil d'Etat, est autorisé :

1° à poursuivre l'enseignement du cours de droit administratif (partim) à l'Ecole régionale d'Administration publique, à raison de 11 cours de deux heures par semaine;

2° à dispenser, à partir de l'année académique 1999-2000, le cours de droit constitutionnel à l'Institut royal supérieur de Défense (Département Administrateurs Militaires), à raison de 36 heures par an, une année sur deux.

Le même arrêté abroge l'arrêté royal du 7 octobre 1994.

[99/00507]

Conseil d'Etat. — Incompatibilités. — Autorisations

Par arrêté ministériel du 17 juin 1999, M. Bruno Lombaert, auditeur, est autorisé à assumer le mandat de vice-président de la Commission de la sécurité des consommateurs, instituée par l'article 11 de la loi du 9 février 1994 relative à la sécurité des consommateurs.

Par arrêté ministériel du 22 juin 1999, M. Eric Thibaut, auditeur au Conseil d'Etat, est autorisé à faire partie du jury constitué par le Secrétariat permanent de recrutement au cours du deuxième trimestre de l'année 1999, en vue de l'engagement de conseillers adjoints juristes pour la fonction publique fédérale.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[99/00506]

Raad van State. — Onverenigbaarheden. — Afwijking

Bij koninklijk besluit van 15 juni 1999, wordt de heer Imre Kovalovszky, auditeur bij de Raad van State, gemachtigd om :

1° het doceren van de cursus administratief recht (deeltijds) aan de « Ecole régionale d'Administration publique » voort te zetten, ten belope van 11 lessen van twee uren per week;

2° vanaf het academiejaar 1999-2000, de cursus grondwettelijk recht te doceren aan het « Institut royal supérieur de Défense » (Département Administrateurs Militaires), ten belope van 36 uren per jaar, één jaar op twee.

Hetzelfde besluit heft het koninklijk besluit van 7 oktober 1994 op.

[99/00507]

Raad van State. — Onverenigbaarheden. — Machtigingen

Bij ministerieel besluit van 17 juni 1999, wordt de heer Bruno Lombaert, auditeur, gemachtigd om het mandaat te verzekeren van ondervoorzitter van de Commissie voor de veiligheid van de consumenten, ingesteld bij artikel 11 van de wet van 9 februari 1994 betreffende de veiligheid van de consumenten.

Bij ministerieel besluit van 22 juni 1999, wordt de heer Eric Thibaut, auditeur bij de Raad van State, gemachtigd om deel uit te maken van de examencommissie die samengesteld wordt door het Vast Wervingssecretariaat, tijdens het tweede trimester van het jaar 1999, met het oog op de aanwerving van adjunct-adviseurs-juristen voor het federaal openbaar ambt.

Par arrêté royal du 17 août 1999, M. Philippe Bouvier, premier auditeur chef de section au Conseil d'Etat, est autorisé :

1° à poursuivre l'enseignement à l'Institut royal supérieur de défense, à raison de vingt-quatre séances de deux fois cinquante minutes, du cours de droit administratif de quarante heures prévu au programme de la 27ème session organisée par le département « administrateurs militaires », qui se tiendra d'octobre 1999 à mars 2000;

2° à dispenser, durant le dernier quadrimestre de l'année 1998, à raison de 3 heures par semaine durant quinze semaines, le cours de droit administratif organisé par l'Institut de Formation de l'administration fédérale.

Le même arrêté retire l'arrêté royal du 29 avril 1999 relatif au même objet.

[99/00610]

Conseil d'Etat. — Démission honorable

Par arrêté royal du 4 août 1999 qui produit ses effets le 9 juin 1999, démission honorable de ses fonctions est accordée, à sa demande, à M. Christian Wettinck, conseiller d'Etat.

l'intéressé est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

[99/00611]

Conseil d'Etat. — Mise à la retraite

Par arrêté royal du 4 août 1999 M. Jan Borret, président du Conseil d'Etat, est mis à la retraite le 1^{er} mars 2000.

Le même arrêté admet l'intéressé à l'éméritat et l'autorise à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Bij koninklijk besluit van 17 augustus 1999, wordt de heer Philippe Bouvier, eerste auditeur-afdelingshoofd bij de Raad van State gemachtigd om :

1° het doceren aan het Koninklijk Hoger Instituut voor Defensie, ten belope van vierentwintig colleges van tweemaal vijftig minuten, van de cursus administratief recht van veertig uur, voort te zetten, die voorzien is op het programma van de 27e sessie die georganiseerd wordt door het departement « militaire administrateurs », die zal plaatsvinden van oktober 1999 tot maart 2000;

2° gedurende de laatste vier maanden van het jaar 1998, ten belope van 3 uur per week gedurende vijftien weken, de cursus administratief recht te doceren die georganiseerd wordt door het Opleidingsinstituut van de federale overheid.

Hetzelfde besluit trekt het koninklijk besluit van 29 april 1999 betreffende hetzelfde onderwerp in.

[99/00610]

Raad van State. — Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit van 4 augustus 1999 wordt aan de heer Christian Wettinck, staatsraad, met ingang van 9 juni 1999 op zijn verzoek eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

De betrokkene wordt gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

[99/00611]

Raad van State. — Inruststelling

Bij koninklijk besluit van 4 augustus 1999 wordt de heer Jan Borret, voorzitter van de Raad van State, op 1 maart 2000 in ruste gesteld.

Datzelfde besluit geeft de betrokkene toelating tot het emeritaat en machtigt hem de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE

[99/02106]

Nominations

Par arrêté royal du 11 avril 1999, M. Philips, Johan, est nommé en qualité d'agent de l'Etat dans le grade de conseiller de sélection au Ministère de la Fonction publique - Secrétariat permanent de Recrutement dans le cadre linguistique néerlandais, à partir du 10 février 1999.

Par arrêté royal du 11 avril 1999, M. Mertens, Michel, conseiller en informatique, est nommé par changement de grade au grade de conseiller de la Fonction publique au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique - Secrétariat général dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1er avril 1999.

Par arrêté royal du 11 avril 1999, modifié par l'arrêté royal du 4 mai 1999, M. Van Den Broeck, Waldo, conseiller en informatique, est nommé d'office par changement de grade au grade de conseiller de la Fonction publique au Ministère de la Fonction publique - Services de la Fonction publique - Secrétariat général dans un emploi du cadre linguistique néerlandais, à partir du 1er avril 1999.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

[99/02106]

Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 11 april 1999, wordt de heer Philips, Johan, tot rijksambtenaar benoemd in de hoedanigheid van selectieadviseur bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Vast Wervingssecretariaat - Nederlands taalkader, met ingang van 10 februari 1999.

Bij koninklijk besluit van 11 april 1999 wordt de heer Mertens, Michel, adviseur en informatica, door verandering van graad in de graad van adviseur van het Openbaar Ambt benoemd bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken - Secretariaat-generaal in een betrekking van het Frans taalkader, met ingang van 1 april 1999.

Bij koninklijk besluit van 11 april 1999, gewijzigd bij koninklijk besluit van 4 mei 1999, wordt de heer Van Den Broeck, Waldo, adviseur informatica, door verandering van graad, ambthalf benoemd in de graad van adviseur van het Openbaar Ambt bij het Ministerie van Ambtenarenzaken - Diensten van Ambtenarenzaken - Secretariaat-generaal in een betrekking van het Nederlands taalkader, met ingang van 1 april 1999.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 Brussel, te worden toegezonden.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 99/27711]

Aménagement du territoire

Par arrêté ministériel du 30 juillet 1999, M. André Delecour, directeur à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Liège I, est remplacé en qualité de fonctionnaire délégué, par M. Raymond Michel, premier attaché, du 26 juillet au 3 août 1999 inclus.

Par arrêté ministériel du 30 juillet 1999, Mme Anne Franquet, directrice à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction de Namur, est remplacée en qualité de fonctionnaire délégué, par M. Marc Tournay, premier attaché, du 22 juillet au 16 août 1999 inclus.

Par arrêté ministériel du 30 juillet 1999, M. Jean-Luc Aubertin, directeur f.f. à la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, Direction du Luxembourg, est remplacé en qualité de fonctionnaire délégué, par M. José Schwanen, premier attaché, du 12 au 16 juillet 1999 et du 2 au 6 août 1999 inclus.

ANS. — Un arrêté ministériel du 16 août 1999 décide qu'il y a lieu d'approuver le plan communal d'aménagement dit « Parc industriel d'Alleur » de la commune d'Ans, en dérogation au plan de secteur de Liège.

BERNISSART. — Un arrêté ministériel du 7 juillet 1999 décide qu'il y a lieu d'élaborer un plan communal d'aménagement sur le site de l'ancien charbonnage du Bois d'Harchies, en dérogation au plan de secteur, selon la nouvelle destination sollicitée dans la délibération du conseil communal de Bernissart et ses annexes.

CHAUMONT-GISTOUX. — Un arrêté ministériel du 23 août 1999 approuve le plan d'alignement du chemin n° 67 à Chaumont-Gistoux tel qu'il est contenu dans la délibération du 25 janvier 1999 du conseil communal de Chaumont-Gistoux et ses annexes.

CHIMAY. — Un arrêté ministériel du 23 août 1999 approuve le plan d'alignement du chemin n° 33 à Baileux tel qu'il est contenu dans la délibération du 7 octobre 1993 du conseil communal de Chimay et ses annexes.

DINANT. — Un arrêté ministériel du 16 août 1999 décide qu'il y a lieu d'établir un plan communal d'aménagement dit « Tienne Hubaille » à Anseremme (Dinant) ayant pour effet d'annuler partiellement le permis de lotir autorisé par le collège des bourgmestre et échevins en date du 22 janvier 1975, par suppression du lot n° 6, lequel permis s'oppose à des travaux d'utilité publique.

Le même arrêté prévoit que le plan communal d'aménagement devra être adopté définitivement par le conseil communal de Dinant dans un délai de trois ans à dater du 16 août 1999.

GERPINNES. — Un arrêté ministériel du 30 juillet 1999 approuve la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire de Gerpinnes, telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 16 février 1999 du conseil communal de Gerpinnes, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Gerpinnes.

GREZ-DOICEAU. — Un arrêté ministériel du 23 août 1999 approuve le plan d'alignement des chemins n^{os} 18 et 59 à Grez-Doiceau tel qu'il est contenu dans la délibération du 1^{er} juin 1999 du conseil communal de Grez-Doiceau et ses annexes.

HANNUT. — Un arrêté ministériel du 10 juin 1999 reconnaît le principe d'une opération de rénovation urbaine dans le quartier du Centre à Hannut.

Le même arrêté délimite le périmètre de cette opération, en approuve le programme, approuve l'octroi des subventions nécessaires, en définit les taux et fixe le nombre de logements sociaux à 30 % minimum du nombre de logements rénovés ou construits dans le cadre de l'opération.

HOUFFALIZE. — Un arrêté ministériel du 30 juin 1999 approuve les modifications du règlement communal de Houffalize telles qu'elles sont contenues dans la délibération du 11 mai 1999 de son conseil communal.

HUY. — Un arrêté ministériel du 18 juin 1999 décide qu'il y a lieu d'approuver le plan communal d'aménagement dit « Quartier du Batta » à Huy révisant le plan particulier d'aménagement précité.

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 23 août 1999 approuve le plan d'alignement d'une partie du chemin n° 20 tel qu'il est contenu dans la délibération du 29 mars 1999 du conseil communal de Liège et ses annexes.

OTTIGNIES-LOUVAIN-LA-NEUVE. — Un arrêté ministériel du 23 août 1999 approuve la modification de la composition de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, telle qu'elle a été adoptée par la délibération du 22 février 1999 du conseil communal d'Ottignies-Louvain-la-Neuve, conformément à l'article 7 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

La liste des membres de la Commission peut être consultée auprès de la Division de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale d'Ottignies-Louvain-la-Neuve.

PERWEZ. — Un arrêté ministériel du 23 août 1999 approuve le plan d'alignement du sentier n° 58 de Perwez tel qu'il est contenu dans la délibération du 8 juillet 1999 du conseil communal de Perwez et ses annexes.

ROCHEFORT. — Un arrêté ministériel du 23 août 1999 approuve le plan d'alignement du chemin n° 1 à Ave et Auffe tel qu'il est contenu dans la délibération du 21 décembre 1998 du conseil communal de Ave et Auffe et ses annexes.

SAINT-NICOLAS. — Un arrêté ministériel du 30 avril 1999 reconnaît le principe d'une opération de rénovation urbaine dans le quartier de « Tilleur » à Saint-Nicolas.

Le même arrêté délimite le périmètre de cette opération, en approuve le programme, approuve l'octroi des subventions nécessaires, en définitif les taux et fixe le nombre de logements sociaux à 30 % minimum du nombre de logements rénovés ou construits dans le cadre de l'opération.

VERVIERS. — Un arrêté ministériel du 23 juin 1999 reconnaît le principe d'une opération de rénovation urbaine dans le quartier de Mangombroux-Abattoir à Verviers.

Le même arrêté délimite le périmètre de cette opération, en approuve le programme, approuve l'octroi des subventions nécessaires, en définit les taux et fixe le nombre de logements sociaux à 30 % minimum du nombre de logements rénovés ou construits dans le cadre de l'opération.

VERVIERS. — Un arrêté ministériel du 16 août 1999 décide qu'il y a lieu d'élaborer un plan communal d'aménagement à Verviers sur le site de la gare de Verviers-Ouest en dérogation au plan de secteur de Verviers-Eupen, selon les affectations sollicitées par le conseil communal de Verviers en sa séance du 14 décembre 1998.

Le même arrêté abroge l'arrêté ministériel du 25 juin 1999 décidant l'élaboration d'un plan communal d'aménagement à Verviers, sur le site de la gare de Verviers-Ouest, en dérogation au plan de secteur de Verviers-Eupen et décide que le périmètre d'étude sera étendu jusqu'aux voiries suivantes : boulevard des Gérarchamps, rue de la Station, rue aux Laines et rue d'Ensival.

VIELSALM. — Un arrêté ministériel du 25 juin 1999 approuve le plan communal d'aménagement dit « Site de la caserne Ratz » à Vielsalm.

VIROINVAL. — Par arrêté ministériel du 7 juillet 1999, les règles urbanistiques générales et les règles urbanistiques particulières et caractéristiques de la Fagne-Famenne, visées aux articles 419 et 425 du Code, sont applicables pour la commune de Viroinval au territoire de Dourbes.

[C - 99/27112]

Protection du Patrimoine

ANDENNE. — Un arrêté ministériel du 25 juin 1999 classe comme monument le kiosque à musique sis place Wauters à Seilles (Andenne), conformément aux dispositions des articles 192 à 200 et 202 et 203 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Le même arrêté précise qu'une zone de protection limitée à la place Wauters à Seilles est établie conformément aux dispositions de l'article 205 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

CHARLEROI. — Un arrêté ministériel du 5 juillet 1999 classe comme monument la façade principale et les toitures du Centre civique et de la maison du chef d'école sis rue Massau 2 et 4 à Gosselies, conformément aux dispositions des articles 196 à 204 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

Le même arrêté précise qu'une zone de protection est établie aux alentours de ces biens conformément aux dispositions de l'article 209 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 1^{er} juillet 1999 décline la totalité de l'immeuble dénommé « Maison Dewilde », sis quai de Maestricht 12, à Liège, l'annexe située dans la cour du Musée d'Armes (ancien hôtel de Hayme de Bomal), sis quai de Maestricht 8, à Liège, ainsi que le mur de clôture jouxtant le n° 9 et la fontaine qui s'y adosse, conformément aux dispositions des articles 196 à 207 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine.

MINISTERE WALLON DE L'EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS

[C - 99/27710]

Routes de la Région wallonne

Un arrêté ministériel du 23 mars 1999 incorpore à la voirie communale les voiries de liaison (rues des Vaches, de Pâturages et de Lambrechies) situées sur le territoire de la commune de Quaregnon et telles que figurées au plan n° H.N550.B3/186.

Un arrêté ministériel du 20 avril 1999 incorpore à la voirie communale les rues Le Chat et de la Brasserie situées sur le territoire de la ville d'Ath et telles que figurées au plan n° H.N527A.A1.A2-80.

Un arrêté ministériel du 20 avril 1999 incorpore dans les voiries de la commune de Durbuy le tronçon de la RN813 Durbuy-Warre-Tohogne entre les cumulées 0.000 et 3.860 et le tronçon de la N814 Warre-carrefour N814-N833, entre les cumulées 0.000 et 1.250.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

ARBITRAGEHOF

[C - 99/21450]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 27 juli 1999 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 28 juli 1999, heeft de Vlaamse Regering, Martelaarsplein 19, 1000 Brussel, beroep tot vernietiging ingesteld van de artikelen 190, 191 en 194 van de wet van 25 januari 1999 houdende sociale bepalingen (wijziging van de wet op de ziekenhuizen), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 6 februari 1999, wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten.

Die zaak is ingeschreven onder nummer 1739 van de rol van het Hof.

De griffier,
L. Potoms.

COUR D'ARBITRAGE

[C - 99/21450]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 27 juillet 1999 et parvenue au greffe le 28 juillet 1999, le Gouvernement flamand, place des Martyrs 19, 1000 Bruxelles, a introduit un recours en annulation des articles 190, 191 et 194 de la loi du 25 janvier 1999 portant des dispositions sociales (modification de la loi sur les hôpitaux), publiée au *Moniteur belge* du 6 février 1999, pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions.

Cette affaire est inscrite sous le numéro 1739 du rôle de la Cour.

Le greffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C - 99/21450]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 27. Juli 1999 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 28. Juli 1999 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob die Flämische Regierung, Martelaarsplein 19, 1000 Brüssel, Klage auf Nichtigerklärung der Artikel 190, 191 und 194 des Gesetzes vom 25. Januar 1999 zur Festlegung sozialer Bestimmungen (Abänderung des Gesetzes über die Krankenhäuser), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 6. Februar 1999, wegen Verstoßes gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften.

Diese Rechtssache wurde unter der Nummer 1739 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen.

Der Kanzler,
L. Potoms.

SECRETARIAT PERMANENT DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT

[98/08120]

Constitution d'une réserve de recrutement de psychologues, d'expression française, pour l'Hôpital militaire de Bruxelles, Centre de Brûlés de l'Hôpital militaire Reine Astrid (AFG98040). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Frenay, Marie-Christine, Lasne
2. Ellegaard, Geneviève, Ixelles

VAST SECRETARIAAT VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL

[99/08120]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige psychologen voor het Militair Hospitaal Brussel, Brandwondencentrum van het Militair Hospitaal Koningin Astrid (AFG98040). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

1. Frenay, Marie-Christine, Lasne
2. Ellegaard, Geneviève, Ixelles

[99/08121]

Constitution d'une réserve de recrutement d'ingénieurs industriels informatiques, d'expression française, pour l'Institut royal météorologique de Belgique (AFG98828). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Dedoncker, Hélène, Mouscron
2. Donato, Sebastien, Profondeville
3. Chevalier, André, La Hulpe
4. Simon, Manuel, Jamagne
5. Auguste, Thierry, Herstal

[99/08122]

Constitution d'une réserve de recrutement d'experts (fonction : éducatrice-monitrice) (rang B1) féminins, d'expression néerlandaise, pour l'Institut communautaire d'Assistance spéciale à la Jeunesse « De Zande », à Beernem - département de l'Aide sociale, de la Santé publique et de la Culture (Ministère de la Communauté flamande) - ANV98035. — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Grammens, Vicky, Gent
2. Vandezande, Marleen, Oudenburg
3. Lenaerts, Vera, Beverst-Bilzen
4. Verdonck, Ingrid, Kuurne
5. Billiet, Sofie, Izegem

6. Van Hove, Sandra, Deinze
7. Stevens, Yvonne, Brugge-2
8. De Vlieger, Caroline, Maldegem
9. Coppens, Sibylle, Zwevegem

[99/08123]

Constitution d'une réserve de recrutement d'ingénieurs (fonction : bio-ingénieur, ingénieur agronome ou ingénieur chimiste et des industries agricoles) (rang A1) masculins et féminins, d'expression néerlandaise, pour la « Vlaamse Gemeenschap » - ANV98022. — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Daeman, Els, Meerhout
2. Debrabandere, Filip, Meerhout
3. Nevelsteen, Elke, Westerlo
4. Martens, Koen, Aalter
5. Verwimp, Bavo, Noorderwijk
6. Van Nieuwerburgh, Leen, Lochristi

7. Viaene, Peter, Heverlee
8. Verthe, Franky, Gent
9. Jaspers, Zeger, Herk-de-Stad
10. Janssen, Wendy, Beringen-Koersel
11. Paesschiessens, Joeri, Gent
12. Gellinck, Barbara, Oostkamp

[99/08121]

Samenstelling van een wervingsreserve van Franstalige industrieel ingenieurs informatica voor het Koninklijk Meteorologisch Instituut (AFG98828). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de proeftijd :

1. Dedoncker, Hélène, Mouscron
2. Donato, Sebastien, Profondeville
3. Chevalier, André, La Hulpe
4. Simon, Manuel, Jamagne
5. Auguste, Thierry, Herstal

[99/08122]

Samenstelling van een wervingsreserve van vrouwelijke Nederlandstalige deskundigen (functie : opvoedster-begeleidster) (rang B1) voor de Gemeenschapsinstelling Bijzondere Jeugdbijstand « De Zande », te Beernem - departement Welzijn, Volksgezondheid en Cultuur (Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap) - ANV98035. — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de stage :

10. De Buyzer, Rosalinda, Blankenberge
11. Margo, Marianne, Brugge
12. Demuyne, Chantal, Roeselare
13. Cozijns, Katty, Beernem

[99/08123]

Samenstelling van een wervingsreserve van mannelijke en vrouwelijke Nederlandstalige ingenieurs (functie : bio-ingenieur, landbouwkundig ingenieur of ingenieur voor de scheikunde en landbouwindustrieën) (rang A1) voor de Vlaamse Landmaatschappij - ANV98022. — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de stage :

13. Van der Aa, Beatrijs, Kessel-Lo
14. Van Elegem, Bernard, Gent (Sint-Denijs-Westrem)

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

[99/09936]

Examens de connaissance de la langue française ou de la langue néerlandaise pour candidats aux fonctions de huissier de justice. — Session ordinaire de novembre 1999

Le Ministère de la Justice organisera prochainement, conformément aux dispositions de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, des examens d'aptitude linguistique pour candidats aux fonctions d'huissier de justice.

Les examens susvisés portent sur la connaissance de la langue néerlandaise ou de la langue française.

Il est à remarquer que l'examen linguistique doit être passé dans une autre langue que celle du diplôme.

Les demandes d'inscription doivent être adressées par lettre recommandée, avant le 15 octobre 1999, à M. le Ministre de la Justice, Services généraux, Affaires générales - Examens linguistiques, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles. Celles qui seront introduites après cette date ne seront plus accueillies, la date de la poste faisant foi.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09936]

Examens over de kennis van de Franse of van de Nederlandse taal voor kandidaten voor het ambt van gerechtsdeurwaarder. — Gewone zitting van november 1999

Het Ministerie van Justitie zal binnenkort examens over taalkennis organiseren voor gegadigden voor het ambt van gerechtsdeurwaarder, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 15 juni 1935 betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken.

Vorenvermelde examens lopen over de kennis van de Nederlandse taal of van de Franse taal.

De aandacht wordt er op gevestigd dat het taalexamen dient te worden afgelegd in de andere taal dan deze waarin het diploma werd behaald.

De aanvragen tot inschrijving moeten vóór 15 oktober 1999, bij aangetekend schrijven, gericht worden aan de heer Minister van Justitie, Algemene Diensten, Algemene Zaken - Taalexamen, Waterloolaan 115, 1000 Brussel. Aanvragen na die datum ingediend, komen niet in aanmerking. De datum van het postmerk geldt als bewijs.

Les frais d'examen s'élèvent à 200 francs. Cette somme doit être versée, au moment de l'inscription, au C.C.P. 679-2005505-30 du Ministère de la Justice, Services généraux, examens linguistiques, huissier de Justice.

Les demandes mentionnent la langue sur la connaissance de laquelle le récipiendaire entend être interrogé ainsi que son identité complète (lieu et date de naissance, numéro de téléphone et une photocopie, recto-verso, de la carte d'identité).

La justification de la connaissance linguistique est faite par un examen comprenant une épreuve orale et une épreuve écrite.

L'épreuve orale est publique. Elle précède l'épreuve écrite.

L'épreuve orale comporte :

1° une conversation sur un sujet de la vie courante;
2° la lecture à haute voix d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire rédigé dans la langue sur laquelle porte l'examen, suivie d'une interrogation sur ce texte.

L'épreuve écrite consiste :

1° dans la rédaction d'un exposé d'une trentaine de lignes sur un sujet de la vie courante;
2° dans la version d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire;
3° dans le thème d'un acte judiciaire ou extrajudiciaire.

[99/09952]

**Examens de candidat-huissier de justice
Session 1999. — Erratum**

Au *Moniteur belge* n° 183 du 16 septembre 1999, p. 34710.

Veuillez remplacer point 4 par le texte suivant :

4. Le droit d'inscription est de F 150, à verser au compte chèque postal n° 679-2005505-30 du Ministère de la Justice, Services généraux, avec la mention « examen de candidat-huissier de justice ».

Het examengeld bedraagt 200 frank. Dit bedrag dient bij de inschrijving gestort te worden op prk. 679-2005505-30 van het Ministerie van Justitie, Algemene diensten, Taalexamens, Gerechtsdeurwaarder.

De aanvragen vermelden de taal waarover de gegadigde wenst te worden ondervraagd evenals zijn volledige identiteit (geboorteplaats en -datum, telefoonnummer en een fotokopie, recto-verso, van de identiteitskaart).

Het bewijs van de taalkennis wordt geleverd door een examen dat een mondeling en een schriftelijk gedeelte omvat.

Het mondeling gedeelte vindt plaats in het openbaar. Het gaat het schriftelijk gedeelte vooraf.

Het mondeling gedeelte bestaat uit :

1° een onderhoud over een onderwerp uit het dagelijks leven;
2° het luidop lezen van een gerechtelijke of buitengerechtelijke akte, gesteld in de taal waarover het examen loopt, gevolgd door een ondervraging over die tekst.

Het schriftelijk gedeelte omvat :

1° het opstellen van een uiteenzetting van ongeveer dertig regels over een onderwerp uit het dagelijks leven;
2° een versie van een gerechtelijke of buitengerechtelijke akte;
3° een thema van een gerechtelijke of buitengerechtelijke akte.

[99/09952]

**Examens van kandidaat-gerechtsdeurwaarder
Zitting 1999. — Erratum**

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 183 van 16 september 1999, blz. 34710.

Gelieve punt 4 te vervangen door volgende tekst :

4. Het examengeld is F 150, te storten op postrekening nr. 679-2005505-30 van het Ministerie van Justitie, Algemene Diensten, met de vermelding « examen van kandidaat-gerechtsdeurwaarder ».

MINISTERE DES FINANCES

[99/42109]

Prix courant des effets publics, actions et obligations

Le prix courant formé par l'Administration de la taxe sur la valeur ajoutée, de l'enregistrement et des domaines, conformément aux arrêtés royaux des 16 décembre 1926 et 31 mars 1936, pour fixer la valeur des effets publics, actions et obligations est publié en francs belge et en € en suppléments au *Moniteur belge* de ce jour.

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

*Publications prescrites par l'article 770
du Code civil*

[99/53784]

Succession en déshérence de Anna Maria Barbara Vrösch

Anna Maria Barbara Vrösch, veuve de Bruno Joseph Kotz, né à Aachen (République fédérale d'Allemagne) le 5 juillet 1906, domicilié à 3800 Sint-Truiden, Melveren-Centrum 111, est décédé à Sint-Truiden le 3 juin 1988, dont la succession est laissée à l'abandon.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance à Hasselt a, par ordonnance du 12 octobre 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Hasselt, le 2 mars 1999.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
G. Matthijs.

(53784)

MINISTERIE VAN FINANCIEN

[99/42109]

Prijscourant der openbare effecten, aandelen en schuldbrieven

De prijscourant opgemaakt door de Administratie van de belasting over de toegevoegde waarde, registratie en domeinen, overeenkomstig de koninklijke besluiten van 16 december 1926 en 31 maart 1936, om de waarde vast te stellen der openbare effecten, aandelen en schuldbrieven, wordt gepubliceerd in Belgische frank en in € als bijvoegsels tot het *Belgisch Staatsblad* van heden.

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de BTW, registratie en domeinen

*Bekendmakingen voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[99/53784]

Erfloze nalatenschap van Anna Maria Barbara Vrösch

Anna Maria Barbara Vrösch, weduwe van de heer Bruno Kotz, geboren te Aken (Bondsrepubliek Duitsland) op 5 juli 1906, in leven wonende te 3800 Sint-Truiden, Melveren-Centrum 111, is overleden te Sint-Truiden op 3 juni 1988, van wie de nalatenschap verlaten is.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Hasselt, bij beschikking van 12 oktober 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Hasselt, 2 maart 1999.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
G. Matthijs.

(53784)

[99/53785]

Succession en déshérence de Van Oostende, Léon Romain

Van Oostende, Léon Romain, célibataire, né à Gand le 1^{er} octobre 1930, sans profession, domicilié à Gand, Jozef Guislainstraat 43, est décédé à Gand le 11 octobre 1997, sans laisser de successeurs connus.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Gand a, par ordonnance du 11 février 1999, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Gand, le 2 mars 1999.

Le directeur régional de l'enregistrement et des domaines,
F. Van de Maele.

(53785)

[99/53786]

Succession en déshérence de Mme Mesquita, Ana Maria Da Conceicao

Mme Mesquita, Ana Maria Da Conceicao, née à Chinguar (Angola) le 10 décembre 1917, veuve de M. Martin, Albert Léopold, domiciliée à Saint-Hubert, rue du Home 44, est décédée à Saint-Hubert le 13 juillet 1997, sans laisser d'héritier connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Neufchâteau a, par ordonnance du 24 février 1999, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Arlon, le 4 mars 1999.

Le directeur régional de l'enregistrement,
Mme N. Collignon.

(53786)

[99/53808]

Succession en déshérence de Masuy, Gisèle

Masuy, Gisèle Elvire Désirée Julia Ghislaine, veuve de Draye, Fernand, née à Gilly le 4 août 1920, domiciliée à Sart-Eustache, rue du Sartia 200, est décédée à Fosses-la-Ville le 21 août 1998, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Namur a, par jugement du 17 mai 1999, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 8 juin 1999.

Le directeur régional a.i. de l'enregistrement,
F. Faignard.

(53808)

[99/53809]

Succession en déshérence de Beljaars, Maria Louiza Eduarda

Maria Louisa Eduarda Beljaars, célibataire, née à Anvers le 13 mai 1913, domiciliée à Zoersel, Handelslei 167, est décédée à Malle le 15 janvier 1997, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance d'Anvers a, par jugement du 31 mai 1999, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 11 juin 1999.

Le directeur régional de l'enregistrement,
R. Nuyts.

(53809)

[99/53785]

Erfloze nalatenschap van Van Oostende, Léon Romain

Van Oostende, Léon Romain, ongehuwd, geboren te Gent op 1 oktober 1930, zonder beroep, laatst gehuisvest te 9000 Gent, Jozef Guislainstraat 43 (Psychiatrisch Centrum Dr. Guislain), is overleden te Gent op 11 oktober 1997, zonder gekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, om namens de Staat, de inbezitstelling te bekomen van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg te Gent, bij beschikking van 11 februari 1999, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Gent, 2 maart 1999.

De gewestelijke directeur der registratie en domeinen,
F. Van de Maele.

(53785)

[99/53786]

Erfloze nalatenschap van Mevr. Mesquita, Ana Maria Da Conceicao

Mevr. Mesquita, Ana Maria Da Conceicao, geboren te Chinguar (Angola) op 10 december 1917, weduwe van de heer Martin, Albert Léopold, wonende te Saint-Hubert, rue du Home 44, is overleden te Saint-Hubert op 13 juli 1997, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Arlon, bij beschikking van 24 februari 1999, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Aarlen, 4 maart 1999.

De gewestelijke directeur der registratie,
Mevr. N. Collignon.

(53786)

[99/53808]

Erfloze nalatenschap van Masuy, Gisèle

Masuy, Gisèle Elvire Désirée Julia Ghislaine, weduwe van Draye, Fernand, geboren te Gilly op 4 augustus 1920, wonende te Sart-Eustache, Sartiasestraat 200, is overleden te Fosses-la-Ville op 21 augustus 1998, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Namen, bij vonnis van 17 mei 1999, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 8 juni 1999.

De gewestelijke directeur a.i. der registratie,
F. Faignard.

(53808)

[99/53809]

Erfloze nalatenschap van Beljaars, Maria Louisa Eduarda

Maria Louisa Eduarda Beljaars, ongehuwd, geboren te Antwerpen op 13 mei 1913, wonende te Zoersel, Handelslei 167, is overleden te Malle op 15 januari 1997, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 31 mei 1999, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 11 juni 1999.

De gewestelijke directeur,
R. Nuyts.

(53809)

[99/53810]

Succession en déshérence de Verachttert, René Antoine

René Antoine Verachttert, veuf de Joanna Arren, né à Anvers le 6 avril 1913, domicilié à Anvers (district Borgerhout), L. Van Berckenlaan 361, est décédé à Anvers (district Borgerhout) le 17 février 1999, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance d'Anvers a, par jugement du 28 mai 1999, ordonné les publications et affiches prescrites par l'article 770 du Code civil.

Anvers, le 11 juin 1999.

Le directeur régional de l'enregistrement,
R. Nuyts.

(53810)

[99/03538]

**Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines
(Aliénation d'immeubles domaniaux)**

*Publication faite en exécution de la loi du 31 mai 1923
modifiée par la loi-programme du 6 juillet 1989*

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré en un bloc :

Ville de Tournai (ex. Gaurain-Ramecroix)

Deux terrains sis le long de l'autoroute E42/A16 :

1) d'une superficie de 1 ha 66 a 16 ca, cadastré ou l'ayant été, 16e division, section D, numéros 337B, 303B, 272B, le surplus sans numéro, tenant ou ayant tenu à ladite autoroute (domaine de la Région wallonne), à la société Carrières Lemay; à Noulet-Thiebaut, Léon et enfants; à Duret, Marie Madeleine; à Cuignet-Hautrive, René; à Lecat, Lucie; à Mahieux-Cornu, Léon; à la fabrique d'église de la paroisse Saint-Vaast à Tournai-Ramecroix; à Richard-Maurage, Fernand; à Destrebecq-Dubois, Gérard et à Moulin-Cuignet, Paul.

Plan n° H.A16.F58-177.

2) d'une superficie de 1 ha 2 a 23 ca, cadastré ou l'ayant été, 16e division, section D, numéros 228, 230B/partie, 196E/partie, 196D/partie et section C, numéros 558E/partie, 557/2, 568D, 562B/partie, 572R/partie, 653D/partie, 653E/partie, 673W, le surplus sans numéro, tenant ou ayant tenu à Moulin-Cuignet, Paul; à la société Carrières Lemay; à la rue Thieffry (ville de Tournai); à Peute-Brouckaert, André; à la Fabrique d'Eglise de la Paroisse Saint-Vaast, à Tournai-Ramecroix; à Depaepe, Alice, veuve Moulin, Edouard et enfants; à Moulin-Cuignet, Paul, à ladite autoroute (domaine de la Région wallonne); à Detournay-Schotte, Roger et à la route N.52.

Plan n° HN52.A1-88A.

Prix : 400 000 BEF/hectare.

Plan de secteur : zone d'extension d'extraction, zone d'habitat, zone d'espaces verts et zone agricole.

Les réclamations éventuelles ou les offres plus élevées doivent être adressées dans le mois du présent avis, au Comité d'Acquisition à Mons, digue des Peupliers 71 (tél. 065/31 83 31 : M. Ricour ou J. Gustin).

Référence : V.57033/30 et 32.

[99/53810]

Erfloze nalatenschap van Verachttert, René Antoine

René Antoine Verachttert, weduwnaar van Joanna Arren, geboren te Antwerpen op 6 april 1913, wonende te Antwerpen (district Antwerpen), L. Van Berckenlaan 361, is overleden te Antwerpen (district Borgerhout) op 17 februari 1999, zonder bekende erfopvolger na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen, bij vonnis van 28 mei 1999, de bekendmakingen en aanplakkingen voorgeschreven bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Antwerpen, 11 juni 1999.

De gewestelijke directeur,
R. Nuyts.

(53810)

[99/03538]

**Administratie van de BTW, registratie en domeinen
(Vervreemding van onroerende domeingooderen)**

*Bekendmaking gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923
gewijzigd door programmawet van 6 juli 1989*

Het Waalse Gewest is voornemens gezamenlijk, in een blok, uit de hand te verkopen :

Stad Doornik (vroeger Gaurain-Ramecroix)

Twee percelen grond gelegen langs de autoweg E42/A16 :

1) met een oppervlakte van 1 ha 66 a 16 ca, gekadastrerd of vroeger gekadastrerd, 16e afdeling, sectie D, nummers 337, 303B, 272B, en het grondoverschot zonder nummer, palend of bepaald hebbende aan de genoemde autoweg (domein van het Waalse Gewest); aan de maatschappij Carrières Lemay; aan Noulet-Thiebaut, Léon en kinderen; aan Duret, Marie Madeleine; aan Cuignet-Hautrive, René; aan Lecat, Lucie; aan Mahieux-Cornu, Léon; aan de kerkfabriek van de parochie Saint-Vaast te Tournai-Ramecroix; aan Richard-Maurage, Fernand; aan Destrebecq-Dubois, Gérard en aan Moulin-Cuignet, Paul.

Plan nummer H.A16.F58-177.

2) met een oppervlakte van 1 ha 2 a 23 ca, gekadastrerd of vroeger gekadastrerd, 16e afdeling, sectie D, nummers 228, 230B/deel, 196E/deel, 196D/deel, en sectie C, nummers 558E/deel, 568D, 562B/deel, 572R/deel, 653D/deel, 653E/deel, 673W, en het grondoverschot, zonder nummer, palend of bepaald hebbende aan Moulin-Cuignet, Paul; aan de maatschappij Carrières Lemay; aan de straat Thieffry (stad Doornik); aan Peute-Brouckaert, André; aan de kerkfabriek van de parochie Saint-Vaast te Tournai-Ramecroix; aan Depaepe, Alice, weduwe Moulin, Edouard en kinderen; aan de genoemde autoweg (domein van het Waalse Gewest); aan Detournay-Schotte, Roger en aan de rijweg N.52.

Plan nummer HN52.A1-88A.

Prijs : 400 000 BEF/hectare.

Gewestplan : uitbreidingen van ontginningsgebieden, woongebied, groengebieden en agrarische gebieden.

Eventuele bezwaren en hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van onderhavig bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Bergen, digue des Peupliers 71 (tel. 065/31 83 31 : M. Ricour of J. Gustin).

Verwijzing : V.57033/30 en 32.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

—
VRIJE UNIVERSITEIT BRUSSEL

— Faculteit toegepaste wetenschappen —

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : 99/6bis

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een mandaat van voltijds assistent.

Ingangsdatum : zo spoedig mogelijk.

Duur : 2 jaar (hernieuwbaar).

Omschrijving van de opdracht :

Onderzoek :

De kandidaat zal onderzoek verrichten in verband met niet destructieve methodes voor schade-evaluatie. Naast een goede theoretische basis is ingesteldheid voor het uitvoeren van experimenten absoluut noodzakelijk.

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

Burgerlijk ingenieur of licentiaat fysica.

Contactpersoon : prof. D. Van Hemelrijck, tel. 02/629 29 29.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel.

Eén kopie van het kandidaatstellingsformulier vergezeld van een kopie van de documenten en eventuele publicaties dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19763)

— Faculteit psychologie en opvoedkunde —

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : 99/68bis

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature van een mandaat van deeltijds assistent (20 %) bij de vakgroep persoonlijkheids- & sociale psychologie (PESP), in het vakgebied Psychologie.

Ingangsdatum mandaat : 1 oktober 1999.

Duur : 2 jaar (2 x 2 jaar verlengbaar).

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Omschrijving van de opdracht :

Oefeningen bij het opleidingsonderdeel (0.1 mandaat).

« Persoonlijkheidspsychologie » (30 u. - 1L. KL-AO).

Hulp bij het werkcollege (0.1 mandaat).

« Capita selecta uit de persoonlijkheidspsychologie » (30 u. WEC - 2L. KL/AO).

Er kan worden gesolliciteerd voor 1 opdracht afzonderlijk of voor beide samen.

Profiel :

Vereist diploma :

Licentiaat in de psychologie, richting klinische psychologie.

Bijkomende vereiste :

Praktijkervaring in het domein van het persoonlijkheidsonderzoek.

Contactpersoon : prof. dr. H. Sloore, tel. 02/629 25 17/16.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier dat kan bekomen worden op het rectoraat, dienst academisch personeel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel, tel. 02/629 22 65.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan Mevr. de rector van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel; één kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19772)

— Faculteit wetenschappen —

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : 99/120

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een mandaat van deeltijds praktijkassistent (10 %).

Ingangsdatum : 1 januari 2000.

Duur : 2 jaar (hernieuwbaar).

Omschrijving van de opdracht :

Bijstand academisch onderwijs :

Begeleiding van oefeningen binnen de vakgroep wiskunde.

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

Lic. wiskunde, praktijkervaring in de wiskunde, in het bijzonder op het gebied van de statistiek.

Contactpersoon : prof. dr. E. Colebunders, tel. 02/629 34 86.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel; één kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19770)

Te begeven betrekking assisterend academisch personeel : 99/121

De Vrije Universiteit Brussel meldt de externe vacature voor een mandaat van deeltijds pedagogisch medewerker (25 %).

Ingangsdatum : zo spoedig mogelijk.

Duur : 2 jaar.

Omschrijving van de opdracht :

Bijstand academisch onderwijs :

Begeleiding van oefeningen in het kandidatuur onderwijs informatica.

De kandidaturen worden ingewacht : twee weken na publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Vereisten :

Lic. wetenschappen, met deskundigheid in informatica.

Contactpersoon : prof. dr. D. Vermeir, tel. 02/629 33 08.

De kandidaten worden verzocht gebruik te maken van het daartoe bestemde kandidaatstellingsformulier met verklaring vrij onderzoek en cumulatief formulier dat kan bekomen worden op het secretariaat van de desbetreffende faculteit of op de dienst academisch personeel, tel. 02/629 22 65, van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel.

Eén ingevuld kandidaatstellingsformulier dient gericht te worden aan de rector van de Vrije Universiteit Brussel, Pleinlaan 2, 1050 Brussel; één kopie van het kandidaatstellingsformulier dient gelijktijdig gericht te worden aan de decaan van de faculteit. (19771)

Promoties

Mevr. Marina De Filette verdedigt op vrijdag 17 september 1999, om 17 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de wetenschappen, in het auditorium van IMOL, Paardenstraat 65, Sint-Genesius-Rode.

Titel van het proefschrift: « Constructie en karakterisatie van adhesie- en invasievarianten van *Salmonella enterica* serovar Enteritidis en ontwikkeling van een PCR en een ELISA voor de diagnose van *Salmonella* infecties », en een bijgevoegde stelling. (19766)

De heer Frank Canters verdedigt op donderdag 23 september 1999, om 18 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de wetenschappen, in het auditorium 1G023, gebouw G, Esplanade, Campus Oefenplein.

Titel van het proefschrift: « Semi-automated map projection designe - New ways to facilitate and improve small-scale map projection selection », en een bijgevoegde stelling. (19768)

De heer Marc Elskens verdedigt op donderdag 23 september 1999, om 17 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de wetenschappen, in het auditorium 4F107, gebouw F, niveau 4, Campus Oefenplein.

Titel van het proefschrift: « Modelling new and regenerated production from ¹⁵N-tracer experiments: a case study of the European Continental/Ocean margin in the North Atlantic », en een bijgevoegde stelling. (19767)

De heer Tom Mens verdedigt op vrijdag 24 september 1999, om 16 uur, een oorspronkelijk proefschrift en een stelling ter verkrijging van de academische graad van doctor in de wetenschappen, in het auditorium 1G022, gebouw G, Esplanade, Campus Oefenplein.

Titel van het proefschrift: « Een formele basis voor objectgerichte software evolutie », en een bijgevoegde stelling. (19769)

UNIVERSITE DE LIEGE

—
Faculté des sciences
 —

Mme Nadia Maziane, licencié en sciences, section géologie de l'Université Ibn Tofail de Kénitra, maître en paléontologie appliquée: palynologie du précambrien au tertiaire, présentera le lundi 4 octobre 1999, à 15 heures, à l'Institut de Géologie, bâtiment 20, au Sart Tilman, l'examen en vue de l'obtention du grade académique de docteur en sciences.

Cette épreuve consistera en la défense publique d'une dissertation intitulée: « Biostratigraphie et palynofaciès du Famennien supérieur en Belgique et au sud de l'Irlande ». (19765)

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21) Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

—
Gemeente Assenede
 —

Bijzonder plan van aanleg — Bekendmaking van het onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen,

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet betreffende de ruimtelijke gecoördineerd op 22 oktober 1996,

Brengt ter kennis van de bevolking dat het bijzonder plan van aanleg « gemeentelijke sport- en recreatiezone Bassevelde », samen met het onteigeningsplan, opgemaakt overeenkomstig de wettelijke bepalingen en door de gemeenteraad voorlopig aangenomen in zitting van 7 juli 1999 op het gemeentehuis, voor eenieder ter inzage ligt gedurende een termijn van dertig dagen, van 30 september 1999, t.e.m. 29 oktober 1999, tijdens de openingsuren.

Al wie omtrent dat plan bezwaren of opmerkingen te maken heeft, moet die schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen laten worden, uiterlijk op 29 oktober 1999.

Assenede, 29 september 1999. (24516)

—
Stad Bree
 —

Bijzonder plan van aanleg

Het college van burgemeester en schepenen,

Overeenkomstig de bepalingen van artikel 19 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996,

Brengt ter kennis van de bevolking dat het ontwerp van bijzonder plan van aanleg « Graevenveld », opgesteld overeenkomstig de wettelijke bepalingen door N.V. Gedas B.I. uit Hasselt op 19 december 1998, gewijzigd op 10 februari 1999, 17 mei 1999 en 12 augustus 1999, bevattende memorie van toelichting, stedenbouwkundige voorschriften, bestemmingsplan, bestaande toestand en onteigeningsplan, en voorlopig aangenomen door de gemeenteraad op 2 september 1999, op het stadhuis te Bree, dienst urbanisatie, voor eenieder ter inzage ligt gedurende een termijn van dertig dagen, namelijk vanaf maandag 20 september 1999, te 9 uur, tot en met dinsdag 19 oktober 1999, te 17 uur.

Al wie omtrent dat plan bezwaren of opmerkingen te maken heeft, moet die schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen van en te 3960 Bree laten worden vóór het einde van de termijn van terinzagelegging, hetzij uiterlijk op 19 oktober 1999, te 17 uur.

Bree, 8 september 1999. (24517)

Annonces – Aankondigingen

—
 SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN
 —

**Etablissements Brondeel, société anonyme,
 rue Laneau 119-133, 1020 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 13948 – T.V.A. 403.428.047

—
Convocation
 —

Etant donné qu'une première assemblée générale extraordinaire convoquée avec le même ordre du jour que celui indiqué ci-après n'a pas réuni le quorum de titres requis par la loi, les actionnaires sont priés d'assister à une seconde assemblée générale qui se tiendra le mercredi 29 septembre prochain, à 9 heures, en l'étude du notaire André Deryck, à Asse, Markt 7.

Ordre du jour :

1. a) Augmentation du capital social à concurrence d'un montant maximal de quarante millions de francs pour le porter de 90 327 000 francs à un montant maximal de 130 327 000 francs. Ce montant devra être déterminé par l'assemblée générale des actionnaires le jour de l'augmentation de capital. Réalisation de cette augmentation par la création d'actions à émettre au prix unitaire de mille francs, identiques aux 1 160 000 actions existantes, destinées à rémunérer en apport immobilier qui sera fait à la société.

b) Rapport spécial du conseil d'administration et rapport du réviseur d'entreprises concernant ledit apport.

2. Apport et constatation de la réalisation de l'augmentation de capital.

3. Modification à apporter aux articles 5 et 7 des statuts afin de les mettre en concordance avec la résolution à prendre sur les deux premiers points ci-dessus ainsi qu'à l'article 2 pour mettre le texte de cet article en concordance avec la situation actuelle du siège social.

4. Pouvoirs à donner au conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises et pour établir et déposer au greffe du tribunal de commerce le texte complet des statuts dans une rédaction mise à jour.

Dépôt des titres au moins cinq jours francs avant la date de l'assemblée.

Les formalités accomplies pour assister à la première assemblée restent valables pour la seconde. (24414)

**Versart, société anonyme,
boulevard Louis Schmidt 100, bte 6, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 525838 – T.V.A. 438.816.320

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 29 septembre 1999, à 11 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration.
2. Approbation des comptes annuels au 31 mars 1999.
3. Décharge aux administrateurs.
4. Affectation du résultat.
5. Divers. (24415)

**Reynaers Aluminium, naamloze vennootschap,
Oude Liersebaan 266, 2570 Duffel**

H.R. Mechelen 66341 – BTW 437.278.077

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden op 28 september 1999, om 15 uur, ter studie van Mr. Luc Weyts, notaris te 2800 Mechelen, Goswin de Stassartstraat 9.

Agenda :

I. Uitgifte warrants.

1. Kennisgeving en bespreking van verslagen van : 1° de raad van bestuur overeenkomstig artikel 101ter, § 2, van de vennootschappenwet en artikel 34bis, § 4, en 101quater van de vennootschappenwet, en 2° de commissaris-revisor overeenkomstig artikel 34bis, § 4, derde lid, en 101quater van de vennootschappenwet en artikel 43, § 4, 2°, van de wet van 26 maart 1999.

2. Uitgifte, onder voorbehoud van inschrijving en onder de hierna vast te stellen voorwaarden, van 960 warrants « 1999 » op naam.

3. Vaststelling van modaliteiten en voorwaarden van de uitgifte van warrants.

4. Beslissing, onder de opschortende voorwaarde van de gehele of gedeeltelijke uitoefening van het inschrijvingsrecht verbonden aan dezelfde warrants, het maatschappelijk kapitaal te verhogen met ten hoogste drie miljoen tweehonderdvierenzestigduizend Belgische frank (BEF 3 264 000). Deze kapitaalverhoging is te verwezenlijken en vast te stellen naarmate van de uitoefening van het inschrijvingsrecht verbonden aan de uit te geven warrants en zal gepaard gaan met de uitgifte van een nader te bepalen aantal aandelen van categorie B op naam.

5. Opheffing, overeenkomstig de artikelen 101quater en 34bis, § 4, van de vennootschappenwet, van het voorkeurrecht van de aandeelhouders bij de uitgifte van de warrants.

6. Machtiging aan de raad van bestuur om over te gaan tot uitvoering van de voorgaande beslissingen en inzonderheid tot plaatsing van de warrants en aanpassing van de statuten m.b.t. het bedrag van het maatschappelijk kapitaal en het aantal aandelen van categorie B.

II. Toegestaan kapitaal.

1. Kennisgeving en bespreking van verslag raad van bestuur m.b.t. omstandigheden waaronder toepassing kan gemaakt worden van het toegestaan kapitaal.

2. Besluit tot toekenning toegestaan kapitaal en invoeging in de statuten van artikel 6bis.

III. Machtiging aan raad van bestuur.

1. Machtiging aan raad van bestuur tot inkoop eigen aandelen en vervanging in de statuten van artikel 11 a).

IV. Volgrecht.

1. Invoeging van artikel 10bis in de statuten.

V. Voorkooprecht, goedkeurings- en voordrachtregeling.

1. Wijziging van artikel 10 van de statuten inzake voorkooprecht, goedkeurings- en voordrachtregeling, zodat de bepalingen van enkel betrekking op de aandelen van categorie A. (24416)

**« L'Estérel », société anonyme,
chaussée Roosevelt 83, 4540 Amay**

R.C. Huy 31589 — NN 422.001.567

*Convocation pour l'assemblée générale extraordinaire
du 27 septembre 1999*

Vu qu'une première assemblée générale extraordinaire a été convoquée le 7 septembre 1999 pour délibérer sur l'ordre du jour ci-après et n'a pu délibérer à défaut de réunir le quorum légal, Mmes et MM. les actionnaires sont priés d'assister à une seconde assemblée générale extraordinaire des actionnaires, qui se tiendra le 27 septembre 1999, à 14 heures, en l'étude de Me Julie Lambotte, notaire à Amay, laquelle assemblée pourra délibérer et statuer valablement quelle que soit la partie du capital représentée.

Ordre du jour :

1. Lecture du rapport spécial du conseil d'administration établi conformément aux articles 70bis et 33bis, § 2, L.C.S.C. concernant les points 3 et 5 de l'ordre du jour et prise de connaissance par l'assemblée d'une situation arrêtée au 30 juin 1999, soit à une date remontant à moins de trois mois.

2. Précision que le siège social est établi au 83, bte 1, de la chaussée Roosevelt, à Amay, et modification corrélative de l'article 2 des statuts.

3. Modification de l'objet social pour permettre à la société de s'orienter vers des activités complémentaires se rapportant à l'exploitation d'un service de blanchisserie de tous articles textiles et autres, appartenant aux pensionnaires des maisons de repos, homes gériatriques, cliniques, hôpitaux ou autres établissements dispensateurs de soins médicaux et autres gérés, administrés et/ou exploités par la société et les activités se rapportant à la fourniture de toutes prestations de conseils, de services et de produits dans les domaines commerciaux, administratifs et informatiques, à la réalisation de toutes études et projets, au contrôle et à la supervision de l'exécution de tous projets et de toutes études qu'elle aurait établis, à la gestion d'un patrimoine immobilier, à la contribution à la constitution et au développement de sociétés et une activité de gestion de sociétés au sens large en ce compris l'exercice de mandats d'administrateur. Modification corrélative de l'article trois des statuts.

4. Augmentation de capital à concurrence de 2 148 francs pour le porter de 5 000 000 de francs à 5 002 148 francs, par incorporation des réserves disponibles sans création d'actions nouvelles. Conversion du capital social en euro. Modification des articles 5, 6, 7 et 8 des statuts.

5. Renouvellement de l'autorisation donné au conseil d'administration concernant le capital autorisé et ce à concurrence d'un montant maximum de deux cent mille euro. Adaptation de l'article 8bis des statuts.

6. Modifications des statuts pour les adapter aux dernières modifications apportées aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales et notamment à la loi du 18 juillet 1991 et à la loi du 13 avril 1995 et y supprimer les dispositions devenues désuètes, et notamment pour y introduire la possibilité de n'avoir que deux administrateurs dans les cas où la loi l'autorise, y introduire la possibilité pour le conseil d'administration de prendre des décisions par écrit, de convertir des actions avec droit de vote en actions sans droit de vote et décider dans certains cas du rachat d'actions propres. Modifications des articles 1^{er}, 4, 9, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 25, 28, 29 et 34 des statuts.

7. Suite à la loi contenant le Code des sociétés du 7 mai 1999 (*Moniteur belge* du 6 août 1999), suppression de tous les renvois effectués dans les statuts aux articles des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

8. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour établir la coordination des statuts.

Se conformer aux statuts.

(24417)

Le conseil d'administration.

**Immobilière Wanson, société anonyme,
avenue de la Woluwe 30, 1130 Bruxelles**

Les actionnaires sont invités à l'assemblée générale annuelle qui aura lieu au siège social, le mercredi 29 septembre 1999, à 16 heures

Ordre du jour :

1. Rapport du commissaire-réviseur.
2. Approbation des comptes au 31 mars 1999.
3. Affectation du résultat.
4. Décharge à donner aux administrateurs et au commissaire-réviseur.
5. Divers.

Conformément aux statuts, les propriétaires de titres au porteur doivent déposer leurs titres au siège social, cinq jours francs avant la date de l'assemblée. (24418)

**Hodbomontoise, société anonyme,
avenue des Peupliers 4, 4053 Chaudfontaine**

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le mercredi 29 septembre 1999, à 17 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Démission des administrateurs et élections de nouveaux administrateurs. 2. Divers. (24419)

**Naamloze Vennootschap SOFI,
Herbert Hooverlaan 32, 1200 Brussel**

Buitengewone jaarvergadering ten het kantore van notaris Rochtus, te 2000 Antwerpen, Van Breestraat 33, op 29 september 1999, om 9 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur m.b.t. de invereffeningstelling.
2. Bespreking verslag bedrijfsrevisor.
3. Beraadslaging over de invereffeningstelling.
4. Benoeming van een vereffenaar.
5. Vaststelling van de modaliteiten van de vereffening.
6. Diversen.

Deponering van de aandelen en volmachten ten maatschappelijke zetel vijf dagen vóór de vergadering.

P.S. Wij verzoeken u om tien dagen vóór de jaarvergadering de nummers van de aandelen te willen mededelen die op de vergadering zullen verschijnen zodat wij tijdig de nodige verificaties kunnen uitvoeren. (24420)

**Fagrobel, société anonyme,
rue Zénobe Gramme 8, La Louvière**

R.C. Mons 1004 – T.V.A. 401.761.924

L'assemblée générale extraordinaire aura lieu au siège social, le 29 septembre 1999, à 10 heures. — Ordre du jour : démission et nomination des administrateurs. (24421)

**Compagnie de Gestion S.A.S., société anonyme,
rue de l'Industrie 46, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 410802 – T.V.A. 418.068.812

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui aura lieu le 29 septembre 1999, à 15 h 30 m, à Woluwe-Saint-Pierre, avenue de Tervuren 281, avec l'ordre du jour suivant :

1. Proposition de dissolution anticipée de la société. Examen du rapport spécial du conseil d'administration, établi conformément à l'article 178bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales; à ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de la société arrêté au 31 juillet 1999.

Rapport du commissaire sur l'état résumant la situation active et passive joint au rapport du conseil d'administration.

2. Dissolution anticipée de la société.

3. Proposition de désigner comme liquidateurs les membres du conseil d'administration avec possibilité de délégation à l'un ou l'autre de ceux-ci.

4. Détermination des pouvoirs et des émoluments des liquidateurs.

5. Pouvoirs pour exécuter les formalités au registre du commerce et auprès de l'Administration de la Taxe sur la Valeur ajoutée.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, un exemplaire des rapports et de l'état résumant la situation active et passive.

Pour assister à l'assemblée, les actionnaires sont invités à déposer leurs titres, conformément à l'article 33 des statuts, au lieu où se tiendra l'assemblée. (24422)

**« E. Trivier fils et Cie », société anonyme,
chaussée Brunehaut 38, 7972 Quevaucamps**

R.C. Tournai 73305

MM. les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra le mercredi 29 septembre 1999, à 9 heures, à Belœil (Quevaucamps), place Langlois 24, en l'étude de Me Patrick Drossart, notaire à Quevaucamps.

Cette assemblée aura pour ordre du jour :

1. Rapport du conseil d'administration justifiant de la proposition de dissolution de la société, établi conformément à l'article 178bis des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

A ce rapport est joint un état résumant la situation active et passive de la société arrêtée au 30 juin 1999.

2. Rapport du réviseur d'entreprises, M. Maurice Wyseur, ayant ses bureaux à Mouscron, rue Aloïs Den Reep 66.

3. Dissolution anticipée et en conséquence mise en liquidation de la société.

4. Nomination d'un ou plusieurs liquidateurs.

5. Détermination des pouvoirs et des émoluments du ou des liquidateurs.

Pour assister à l'assemblée, MM. les actionnaires sont priés de se conformer aux statuts. (24423)

**Ario, naamloze vennootschap,
Bergensesteenweg 426, 1500 Halle**

H.R. Brussel 499867 – BTW 432.852.305

De jaarvergadering zal gehouden worden, op 28 september 1999, te 18 uur, op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag van bestuurders. 2. Goedkeuring der jaarrekening. 3. Aanwending van het resultaat. 4. Ontlasting aan bestuurders. 5. Allerlei. (24424)

**Ficoges, société anonyme,
rue Henri Deleers 69-71, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 472050 – T.V.A. 427.570.159

Une assemblée générale extraordinaire se réunira le 29 septembre 1999, à 9 heures, en l'étude du notaire Me Borremans, rue du Diamant 136, à 1040 Bruxelles, avec pour ordre du jour :

Augmentation du capital. (24425)

**AD Technics, naamloze vennootschap,
Reinpadstraat 6, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 71361 – BTW 424.273.149

Jaarvergadering op 27 september 1999, om 10 uur, ten zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31 maart 1999. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (24426)

**Carolo Béton, société anonyme,
à 7866 Ollignies-Lessines, rue des Combattants 92**

R.C. Tournai 84820 – T.V.A. 408.305.464

L'assemblée générale ordinaire se réunira le 27 septembre 1999, à 15 heures, à l'adresse suivante : avenue Rousseau 40, 6001 Marcinelle. — Ordre du jour : 1. Rapports des administrateurs et commissaire-réviseur. 2. Approbation des bilan et compte de résultats au 31 juillet 1999. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs et commissaire-réviseur. 5. Nomination d'un commissaire-réviseur. 6. Divers. (24427)

**G.B.I., société anonyme,
route de Wanfercée-Baulet 44, 6224 Fleurus (Wanfercée-Baulet)**

Registre des sociétés civiles
ayant emprunté la forme commerciale, Charleroi, n° 600
T.V.A. 434.537.531

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 28 septembre 1999, à 15 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (24428)

**Granit Self-Storage, naamloze vennootschap,
Industriepark 2H, te 9031 Gent (Drongen)**

Jaarvergadering d.d. 28 september 1999, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de raad van bestuur.
5. Verderzetting van de vennootschap. (24429)

**Holding Finalgo,
commanditaire vennootschap op aandelen,
Karperstraat 13, te 9870 Zulte**

Jaarvergadering d.d. 27 september 1999, om 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de zaakvoerder.
2. Voorlezen van en goedkeuring van de jaarrekening.
3. Toewijzing van het resultaat.
4. Kwijting aan de zaakvoerder. (24430)

**L'Ecuyer, société anonyme,
avenue Louise 187, bte 1, 1050 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 440547 – T.V.A. 422.525.763

Assemblée générale ordinaire le 28 septembre 1999, à 15 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des administrateurs. 2. Approbation des comptes annuels au 30 juin 1999. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Se conformer aux statuts. (24431)

**Peers Recuperatie, naamloze vennootschap,
Lindestraat 91, 8790 Waregem**

H.R. Kortrijk 115368 – BTW 434.125.577

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 28 september 1999, te 11 uur. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 april 1999. 2. Kwijting aan bestuurders. 3. Bezoldigingen. Zich schikken naar de statuten. (24432)

**Transport G.D.P., naamloze vennootschap,
Kleine Pathoekeweg 80, 8000 Brugge**

H.R. Brugge 51137 – BTW 413.252.860

Jaarvergadering op 28 september 1999, om 15 uur, op de zetel. — Agenda : 1. Verslag bestuurraad. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Verlenging mandaten bestuurders en gedelegeerd bestuurder. 6. Diversen. (24433)

« Hermes », beleggingsvennootschap met veranderlijk kapitaal naar Belgisch recht, commanditaire vennootschap op aandelen, te 2000 Antwerpen, Korte Klarenstraat 1

H.R. Antwerpen 282490 — NN 443.743.425

Aangezien de eerste vergadering niet in getal was worden de aandeelhouders uitgenodigd op de tweede buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden te Antwerpen, Arenbergstraat 4, op 27 september 1999, om 11 uur, met de hiernavolgende agenda.

Deze vergadering zal, overeenkomstig de artikelen 70bis en 168, § 4 van de vennootschappenwet, beraadslagen en beslissen, ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen.

1. Goedkeuring van het verslag van de zaakvoerder met betrekking tot de hierna voorgestelde omzetting van de vennootschap in een naamloze vennootschap, bij welk verslag een staat van activa en passiva is gevoegd afgesloten per dertig juni negentienhonderd negentien en van het verslag van de commissaris-revisor, overeenkomstig artikel 167 van de vennootschapswetgeving.

Voorstel tot omzetting van de vennootschap, in toepassing van artikel 165 en volgende van de vennootschappenwet, in een naamloze vennootschap. De vennootschap behoudt het karakter van een beleggingsvennootschap met veranderlijk kapitaal. Ter gelegenheid van de omzetting worden geen wijzigingen aangebracht aan de actieve en passieve bestanddelen van de vennootschap, waarvan de rechtspersoonlijkheid onveranderd blijft voortbestaan in de nieuwe vorm.

2. Ingevolge de omzetting worden volgende wijzigingen aangebracht aan de statuten van de vennootschap :

Artikel 1 van de statuten wordt gewijzigd als volgt :

"De naam van de vennootschap luidt "Hermes". Zij heeft de rechtsvorm van een naamloze vennootschap, onder het stelsel van een beleggingsvennootschap met veranderlijk kapitaal (Bevek) naar Belgisch recht, hierna "de vennootschap" genoemd.

Ze heeft geopteerd voor de categorie van beleggingen vermeld in artikel 122, § 1, 2° van de wet van vier december negentienhonderd negentig op de financiële transacties en de financiële markten.

De vennootschap doet een publiek beroep op het spaarwezen."

De eerste alinea van artikel 2 van de statuten wordt gewijzigd als volgt :

"De maatschappelijke zetel is gevestigd te 2000 Antwerpen, Korte Klarenstraat 1. De vennootschap kan, door een gewone beslissing van de raad van bestuur, zowel in België als in het buitenland filialen en kantoren oprichten."

De laatste alinea van zelfde artikel wordt gewijzigd als volgt :

"De maatschappelijke zetel kan overgebracht worden naar eender welke plaats in België, door een gewone beslissing van de raad van bestuur, die de volle bevoegdheid heeft om de eruit volgende wijziging van de statuten rechtsgeldig te laten vaststellen."

Artikel 3 van de statuten wordt gewijzigd als volgt :

"De vennootschap werd opgericht op zeventwintig maart negentienhonderd eenennegentig, voor een onbepaalde duur. Onverminderd de oorzaken van ontbinding voorzien door de wet kan ze ontbonden worden door een beslissing van de algemene vergadering, genomen zoals bij een wijziging van de statuten."

In artikel 5 van de statuten wordt het woord "zaakvoerder" vervangen door "raad van bestuur".

De derde alinea van artikel 6 van de statuten wordt gewijzigd als volgt :

"De aandelen aan toonder worden voorzien van de handtekeningen van twee bestuurders van de vennootschap. De twee handtekeningen kunnen aangebracht worden onder elke vorm voorzien door de wet. Deze handtekeningen blijven geldig, ook indien de ondertekenaars hun handtekeningbevoegdheid zouden verliezen na het drukken van de certificaten. De aandelen die werden gedrukt vanaf de oprichting van de vennootschap (onder de vorm van een commanditaire vennootschap op aandelen) tot op het ogenblik van de omzetting van de vennootschap in een naamloze vennootschap en die bijgevolg nog werden ondertekend door de zaakvoerder van de commanditaire vennootschap op aandelen blijven geldig."

De artikelen 6, 7 en 9 van de statuten worden gewijzigd in die zin dat het woord "zaakvoerder" wordt vervangen door de woorden "raad van bestuur".

Artikel 12 van de statuten wordt gewijzigd als volgt :

"Artikel 12 : raad van bestuur

De vennootschap wordt bestuurd door een raad van bestuur, samengesteld uit ten minste drie leden, al dan niet aandeelhouders.

De bestuurders worden verkozen of herkozen door de algemene vergadering voor een periode van ten hoogste zes jaar. De bestuurders kennen op elk ogenblik afgezet worden, met of zonder motief, door de algemene vergadering van aandeelhouders.

Zo de functie van een bestuurder vacant zou worden ten gevolge van overlijden, ontslag, afzetting of een andere reden, kunnen de overblijvende bestuurders bijeenkomen en met meerderheid van stemmen een bestuurder verkiezen om tijdelijk de taken te vervullen, verbonden aan de vacant geworden functie, tot de volgende algemene vergadering van aandeelhouders.

De raad van bestuur kiest onder zijn leden een voorzitter en kan intern één of meer ondervoorzitters kiezen. Hij duidt eveneens een secretaris aan, die geen bestuurder moet zijn en die de processen-verbaal van de vergaderingen van de raad van bestuur en van de algemene vergaderingen van aandeelhouders opstelt.

De raad van bestuur vergadert na bijeenroeping door de voorzitter of twee bestuurders, op de dag, het uur en de plaats aangeduid in het oproepingsbericht.

Een schriftelijke aankondiging van elke vergadering van de raad van bestuur wordt ten minste vierentwintig uur voor het voorziene uur van vergadering aan alle bestuurders gegeven, tenzij in geval van hoogdringendheid. In dat geval worden de aard en motieven van die hoogdringendheid in het oproepingsbericht vermeld.

De voorzitter van de raad van bestuur zit de vergaderingen van de raad van bestuur voor. In zijn afwezigheid duidt de raad van bestuur bij meerderheid van stemmen een andere persoon aan om het voorzitterschap van de vergadering waar te nemen.

Elke bestuurder kan zich op de vergaderingen van de raad van bestuur laten vertegenwoordigen door een andere bestuurder.

De raad van bestuur kan slechts beraadslagen en handelen indien de helft van zijn leden aanwezig of vertegenwoordigd is. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde bestuurders. In geval van staking van stemmen is de stem van diegene die de vergadering voorziet doorslaggevend.

In uitzonderlijke gevallen, wanneer de dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks vereisen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden genomen bij eenparig schriftelijk akkoord van de bestuurders. Deze procedure kan niet worden gevolgd voor de vaststelling van de jaarrekening, de aanwending van het toegestane kapitaal of in enig ander geval dat door deze statuten wordt uitgesloten."

Artikel 13 van de statuten wordt gewijzigd als volgt:

"Artikel 13. Processen-verbaal.

De processen-verbaal van de vergaderingen van de raad van bestuur worden getekend door de voorzitter of door de persoon die, in diens afwezigheid, het voorzitterschap heeft waargenomen.

De kopieën van of de uittreksels uit de processen-verbaal, die bestemd zijn om in rechte of anders te worden gebruikt, worden getekend door de voorzitter, door de secretaris of door twee bestuurders."

Artikel 14 van de statuten wordt gewijzigd in die zin dat de woorden "zaakvoerder of vennoot-zaakvoerder" worden vervangen door de woorden "raad van bestuur".

Artikel 15 van de statuten wordt vervangen als volgt :

"De vennootschap is geldig verbonden door de handtekening van twee bestuurders of personen aan wie de nodige bevoegdheden gedelegeerd werden door de raad van bestuur."

Artikel 16 van de statuten wordt geschrapt.

Artikel 17 van de statuten wordt vervangen als volgt :

"De raad van bestuur kan het dagelijks bestuur van de vennootschap en de vertegenwoordiging van de vennootschap voor wat dit bestuur betreft, overdragen aan één of meer gedelegeerde bestuurders, directeurs of procuratiehouders.

Het dagelijks bestuur wordt onder het toezicht van twee collegiaal optredende bestuurders geplaatst."

De voorlaatste alinea van artikel 20 van de statuten wordt vervangen als volgt :

"Iedere algemene vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur of bij, diens afwezigheid, door de oudste der aanwezige bestuurders."

De woorden "zaakvoerder en vennoot-zaakvoerder" in de artikelen 19, 20, 21, 23, 24 en 25 van de statuten worden vervangen door de woorden "raad van bestuur".

De zevende alinea in artikel 21 van de statuten met betrekking het vetorecht van de zaakvoerder wordt geschrapt.

3. Voorstel aan de algemene vergadering van de aandeelhouders van het compartiment "HERMES BELGIAN EQUITY" om de beleggingspolitiek aan te passen zoals hierna aangekondigd in de gewijzigde tekst van artikel 5.

4. Bekrachtiging van het besluit van de zaakvoerder tot creatie van het nieuwe compartiment "BELGIAN GROWTH" zoals hierna aangekondigd in de gewijzigde tekst van artikel 5.

5. Voorstel tot aanpassing van artikel 5 de statuten aan de punten 4 en 5 en aan de reeds vroeger gecreëerde bijkomende compartimenten en de wijzigingen die sedert de oprichting van de vennootschap zijn opgetreden.

De vijfde alinea van artikel 5 van de statuten wordt gewijzigd als volgt :

"De vennootschap is opgedeeld in meerdere compartimenten die elk een afgescheiden vermogen vormen dat afzonderlijk wordt beheerd. Het nettoactief van een compartiment is afgescheiden van dit van de andere compartimenten. Het kapitaal van de vennootschap wordt bepaald door het nettoactief van elk compartiment dat niet in Euro is uitgedrukt te converteren naar Euro en het kapitaal van de vennootschap is dan gelijk aan de som van het nettoactief van de diverse compartimenten.

Thans zijn er vijf compartimenten, namelijk:

"HERMES BELGIAN EQUITY";

"HERMES Euro CASH";

"HERMES DOLLAR";

"HERMES FIX 2000";

"HERMES BELGIAN GROWTH".

De inhoud en de beleggingspolitiek van deze compartimenten is de volgende :

Het compartiment HERMES BELGIAN EQUITY heeft tot doel voornamelijk te beleggen in beursgenoteerde Belgische aandelen uit de referentie index van de beurs van Brussel. Bijkomstig kan belegd worden in andere kwaliteitsaandelen die niet tot deze referentie-index behoren. Hierbij zal de klemtoon vooral gelegd worden op waarden met een hoog rendement. De portefeuille van het compartiment moet steeds vrij nauw aansluiten bij de samenstelling van de gekozen indexkorf. Het referentedevis is de Euro.

Het compartiment HERMES Euro CASH heeft tot doel voornamelijk te beleggen in thesaurie-instrumenten op korte termijn uitgedrukt in Euro, met een duration minder dan één jaar, en in liquiditeiten. Het beleggingsbeleid bevat de vaste verbintenis om te streven naar een return die nauw aansluit bij die op de geldmarkt en het belangrijkste gedeelte van de middelen te beleggen in geldmarktinstrumenten.

Het compartiment HERMES DOLLAR heeft tot doelstelling te beleggen in thesaurie-instrumenten en obligaties in de dollarzone op korte termijn, met een duration minder dan één jaar, en in liquiditeiten. Het beleggingsbeleid bevat de vaste verbintenis om te streven naar een return die nauw aansluit bij die op de geldmarkt en het belangrijkste gedeelte van de middelen te beleggen in geldmarktinstrumenten. De waarde van de aandelen wordt evenwel uitgedrukt in Euro.

Het compartiment HERMES FIX 2000 heeft tot doel te beleggen in obligaties in Belgische en Luxemburgse frank, uitgegeven door de Belgische Staat en parastatalen, evenals door Belgische en internationale emittenten met een uitstekende rating. Bijkomstig mogen ook liquiditeiten aangehouden worden. Het compartiment heeft een beperkte duur, te weten van zeven april negentienhonderd vijfenveertig tot veertien maart tweeduizend. Een algemene vergadering van aandeelhouders zal in het jaar tweeduizend worden bijeengeroepen door het orgaan van bestuur teneinde zich uit te spreken over de vereffening.

Het compartiment HERMES BELGIAN GROWTH heeft tot doel voornamelijk te beleggen in Belgische aandelen van middelgrote en/of kleinere ondernemingen. Het accent wordt hierbij gelegd op kwaliteitswaarden met een aantrekkelijk groeipotentieel. Het referentedevis is de Euro."

6. Voorstel tot wijziging van artikel 7 van de statuten als volgt :

"Elke bankwerkdag kunnen de aandelen van elk compartiment onderschreven worden bij de financiële tussenpersonen die aangeduid zijn door de raad van bestuur.

De uitgifteprijs van de aandelen van elk compartiment is hun netto inventariswaarde, vastgesteld volgens artikel 9 op de eerstvolgende bankwerkdag waarop een inventariswaarde voor het desbetreffende compartiment berekend wordt, volgend op de dag van ontvangst en eventueel verhoogd met een uitgiftecommissie van maximum vijf procent. Het tarief van deze commissie wordt vermeld in de prospectus en in de verkoopdocumenten. Deze prijs wordt verhoogd met de belastingen en zegeltaks die verschuldigd zijn op de inschrijving.

De uitgifteprijs is betaalbaar de tweede bankwerkdag volgend op de bepaling van de netto-inventariswaarde van toepassing op de in tekening. Voor de compartimenten "HERMES BELGIAN EQUITY", "HERMES EURO CASH" en "HERMES BELGIAN GROWTH" gebeurt de berekening van de netto-inventariswaarde iedere beurswerkdag.

Voor het compartiment "HERMES DOLLAR" gebeurt de berekening van de netto-inventariswaarde op elke maandag en donderdag.

Voor het compartiment "HERMES FIX 2000" gebeurt de berekening van de netto-inventariswaarde op elke woensdag."

7. Voorstel tot wijziging van de tweede en derde alinea van artikel 8 van de statuten als volgt :

"De inkoopprijs zal overeenstemmen met de netto-inventariswaarde van de aandelen van het betrokken compartiment, vastgesteld volgens artikel 9 op de eerstvolgende bankwerkdag waarop voor het desbetreffende compartiment een netto-inventariswaarde wordt berekend, volgend op de ontvangst van de aanvraag tot terugkoop en verminderd met eventuele belastingen en met een commissie van maximum één procent om de kosten te dekken van de verkoop van activa van de vennootschap.

Het werkelijk tarief van deze commissie wordt vermeld in de prospectus en in de verkoopdocumenten.

Deze prijs is betaalbaar de tweede bankwerkdag na de dag van de uittreding."

8. Voorstel tot vervanging van de woorden "in Belgische en Luxemburgse frank" door "Euro" en voorstel tot schrapping van punt f) van voormeld artikel.

9. Aanpassing van artikel 18 van de statuten aan de sinds de oprichting gewijzigde identiteit van de deponerende bank, door vervanging van de woorden "Indosuez Bank België, Grote Markt 9, 2000 Antwerpen" door "Bank Delen, Jan Van Rijswijcklaan 184, te 2020 Antwerpen".

10. Ontslag van de zaakvoerder de coöperatieve vennootschap "Hermes" en decharge en benoeming van volgende personen tot bestuurders :

Voorzitter : de heer Jacques Delen, bankbestuurder;

Bestuurders :

de heer Paul De Winter, bankbestuurder;

de heer Thierry Maertens de Noordnout, bankbestuurder;

de naamloze vennootschap "BANK DELEN N.V.", Jan Van Rijswijcklaan 184, te 2020 Antwerpen;

de heer Ignace Van Oortegem, directeur beleggingen KB; en

Mevr. Monique Leys, effectenmakelaar.

11. Machtiging aan de raad van bestuur om een gecoördineerde tekst op te stellen van de statuten.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen aan de vergadering dienen de bepalingen van de statuten na te leven. Afschriften van de op de agenda aangekondigde verslagen kunnen worden bekomen op de zetel van de vennootschap mits vervulling van de formaliteiten door de statuten opgelegd om deel te nemen aan de vergadering. (24434)

**L'Immobilière Fourmanoit, société anonyme, en liquidation,
chemin du Croly 99, à Quenast (Rebecq)**

R.C. Nivelles 84419 — NN 403.357.177

Assemblée générale extraordinaire le lundi 27 septembre 1999, à 10 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du liquidateur sur la réalisation de biens. 2. Boni de liquidation. Répartition. 3. Divers. Dépôt des titres à l'assemblée. (24435)

**Antwerp Stadion, naamloze vennootschap,
Oude Bosuilbaan 54, 2100 Deurne**

H.R. Antwerpen 23160

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 7 oktober 1999, te 18 uur, op de zetel van de vennootschap in de lokalen van Antwerp Century Club (hoofdtribune). — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur over het boekjaar 1998-1999. 2. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar 1998-1999. 3. Bestemming van het resultaat over het boekjaar 1998-1999. 4. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur over het boekjaar 1998-1999. 5. Problematiek nieuwbouw voetbalstadion. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. 7. Rondvraag. De aandeelhouders gelieven zich te gedragen naar de statuten. Om deel te nemen aan de algemene vergadering, dienen de aandelen gedeponseerd te worden in een filiaal van de KBC-Bank. (24436)

**Etablissements Louis Emond, société anonyme,
avenue de la Ramée 5, à 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 462237 – T.V.A. 426.062.897

L'assemblée générale ordinaire se tiendra au siège social, le 6 octobre 1999, à 11 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (24437)

COIL, société anonyme

Siège social : place du Champ de Mars 2, 1050 Bruxelles

R.C. Bruxelles 562.283 — T.V.A. 448.204.633

Convocation

A la suite :

d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 28 mai 1999 relative à une modification des statuts à laquelle le quorum requis pour une modification des statuts n'était pas atteint, et

d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires tenue le 23 août 1999 relative à l'adoption des statuts en néerlandais à laquelle le quorum requis pour une modification des statuts n'était également pas atteint,

le conseil d'administration a l'honneur de prier Mmes et MM. les actionnaires d'assister :

à la seconde assemblée générale extraordinaire relative à une modification des statuts qui se tiendra le 1^{er} octobre 1999, à 16 heures, en l'étude de Me Eric Spruyt, notaire à 1000 Bruxelles (Belgique), allée du Cloître 7, et

à la seconde assemblée générale extraordinaire relative à l'adoption des statuts en néerlandais qui se tiendra immédiatement après au même endroit.

Ces assemblées délibéreront valablement quelle que soit la portion du capital représentée par les actionnaires présents ou représentés.

**Ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire
relative à la modification des statuts**

1. Autorisation à conférer au conseil d'administration de la société (i) d'acquérir en bourse, conformément aux dispositions des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, pour une période de dix-huit mois à compter de la date de l'assemblée générale qui approuvera cette autorisation, un maximum de dix pour-cent du nombre total d'actions émises par la société (soit un maximum de 131 515 actions), pour une contre-valeur minimale de un (1) franc belge et maximale de cinq pour-cent supérieure à la moyenne des dix derniers cours de bourse et (ii) d'aliéner en bourse toutes ou partie des actions ainsi acquises, moyennant les conditions à approuver par le conseil d'administration de la société.

Proposition de décision :

approbation de l'autorisation.

2. Remplacement de l'article 26 des statuts de la façon suivante :

"Les administrateurs seront remboursés par la société pour les frais et dépenses raisonnablement encourus à l'occasion de leur mandat."

Proposition de décision :

approbation de la modification de l'article 26 des statuts.

3. Modification du texte de l'article 6 des statuts par le texte suivant :

"Aux dates et conditions qu'il fixera, le conseil d'administration est autorisé à augmenter le capital social, en une ou plusieurs fois, à concurrence d'un montant maximum de 900 000 000 de francs belges. Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à dater de la publication aux annexes au *Moniteur belge* de la modification des statuts décidée par l'assemblée générale extraordinaire du 1^{er} octobre 1999.

Cette autorisation peut être renouvelée une ou plusieurs fois, pour une durée maximale de cinq ans chaque fois, par l'assemblée générale, délibérant aux conditions requises pour la modification des statuts.

Les augmentations de capital décidées en vertu de cette autorisation pourront être effectuées tant par apports en numéraire, ou en nature dans les limites permises par les lois sur les sociétés commerciales, que par incorporation de réserves disponibles ou indisponibles ou de primes d'émission, avec ou sans création de nouvelles actions, privilégiées ou non, avec ou sans droit de vote, avec ou sans droit de souscription.

Les nouvelles actions à souscrire en espèces sont offertes par préférence aux actionnaires, proportionnellement à la partie du capital que représentent leurs actions. Le conseil d'administration peut toutefois limiter ou supprimer, dans l'intérêt social, et dans les conditions prescrites par la loi, le droit de préférence pour les augmentations de capital décidées par lui, y compris en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées.

Le conseil d'administration est autorisé à décider, dans le cadre du capital autorisé, l'émission d'obligations convertibles en actions, de droits de souscription ou de valeurs mobilières pouvant donner droit à terme à des actions de la société, aux conditions prévues par les lois coordonnées sur les sociétés commerciales, à concurrence d'un montant maximum tel que le montant des augmentations de capital pouvant résulter de l'exercice des droits et valeurs mobilières visés ci-dessus ne dépasse pas la limite du capital restant autorisé par le présent article. Le conseil d'administration peut limiter ou supprimer, dans l'intérêt social et dans les conditions légales, le droit de préférence en cas d'émissions d'obligations convertibles en actions, de droits de souscription ou de valeurs mobilières pouvant donner droit à terme à des actions, y compris en faveur d'une ou plusieurs personnes déterminées.

Les primes d'émission, s'il en existe, devront être affectées par le conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital décidée par lui, à un compte indisponible qui constituera à l'égal du capital, la garantie des tiers et ne pourra, sous réserve de son incorporation au capital par le conseil d'administration, comme prévu ci-avant, éventuellement être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises par l'article 72 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales."

Proposition de décision :

approbation de la modification de l'article 6 des statuts.

Le conseil d'administration a, conformément à l'article 33bis, § 2, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales, établi un rapport motivé indiquant les circonstances spécifiques dans lesquelles il pourra utiliser le capital autorisé et les objectifs que, ce faisant, il poursuivra. Une copie sera transmise sans délai aux actionnaires qui ont accompli les formalités requises pour être admis à l'assemblée. Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement, moyennant la production de son titre, un exemplaire dudit rapport.

4. Remplacement du texte des alinéas 1^{er} et 2 de l'article 16 des statuts par le texte suivant :

"Toute personne physique ou morale qui acquiert des titres de la société, représentatifs ou non du capital, conférant le droit de vote, doit déclarer à la société et à la Commission bancaire et financière le nombre de titres qu'elle possède lorsque les droits de vote afférents à ces titres atteignent une quotité de trois pour-cent ou plus du total des droits de vote existant au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à la déclaration.

La même déclaration doit être réalisée en cas d'acquisition additionnelle de titres visés à l'alinéa précédant lorsque, à la suite de cette acquisition, les droits de vote afférents aux titres possédés par le déclarant atteignent une quotité de cinq pour-cent (5 %), dix pour-cent (10 %), quinze pour-cent (15 %), vingt pour-cent (20 %) et ainsi de suite par tranches de cinq points, du total des droits de vote existants au moment de la réalisation de la situation donnant lieu à la déclaration."

Proposition de décision :

approbation de la modification du texte des alinéas 1^{er} et 2 de l'article 16 des statuts.

5. Modification des statuts en vue d'y introduire un nouvel article 56 :

" Le conseil d'administration aura la faculté d'utiliser l'euro comme monnaie d'expression du capital social et d'amender, le cas échéant, les statuts. Cette décision sera publiée par la société aux annexes au *Moniteur belge*."

Proposition de décision :

approbation de l'introduction du nouvel article 56 des statuts.

6. Divers.

Ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire relative à l'adoption des statuts en néerlandais

1. Acceptation d'une version néerlandaise des statuts.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir gratuitement un exemplaire de la version néerlandaise des statuts auprès du siège d'exploitation de la société sis à 3400 Landen (Belgique), Industriezone 5.

Proposition de décision :

acceptation du texte néerlandais des statuts.

2. Pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises.

Proposition de décision :

attribution de pouvoirs au conseil d'administration pour l'exécution des décisions prises.

3. Procuration pour les formalités auprès du registre de commerce.

Proposition de décision :

attribution de procuration.

Pour assister à ces assemblées, l'actionnaire doit, conformément à l'article 36 des statuts, déposer ses titres pour le 27 septembre 1999 au plus tard au siège d'exploitation ou produire, pour la même date, un certificat attestant du dépôt et du blocage de ses titres, émis par une banque ou un autre organisme financier.

Les actionnaires qui souhaitent se faire représenter doivent faire usage des modèles de procuration tenus à leur disposition au siège d'exploitation de la société.

Les procurations envoyées pour l'assemblée générale tenue le 28 mai 1999 et celle tenue le 23 août 1999 sont uniquement valables en ce qui concerne les points de l'ordre du jour repris dans la procuration. Les actionnaires qui ont envoyé une procuration pour seulement une des deux assemblées mentionnées ci-dessus et qui désirent se faire représenter aux deux assemblées sont priés d'envoyer un modèle de procuration pour l'assemblée générale pour laquelle ils n'ont pas encore soumis de procuration.

Les nouvelles procurations doivent parvenir au siège d'exploitation de la société dans les meilleurs délais et au plus tard le 27 septembre 1999.
(24438)

Le conseil d'administration.

COIL, naamloze vennootschap

Maatschappelijke zetel : Marsveldplein 2, 1050 Brussel

H.R. Brussel 562283 — BTW 448.204.633

Oproeping

Aansluitend op :

een op 28 mei 1999 gehouden buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders betreffende een wijziging van de statuten bij dewelke het quorum vereist voor een statutenwijziging niet bereikt was, en

een op 23 augustus 1999 gehouden buitengewone algemene vergadering van de aandeelhouders betreffende de goedkeuring van statuten in het Nederlands bij dewelke het quorum vereist voor een statutenwijziging evenmin bereikt was,

heeft de raad van bestuur de eer de dames en heren aandeelhouders te verzoeken om deel te nemen aan :

de tweede buitengewone algemene vergadering betreffende een wijziging van de statuten die gehouden zal worden op 1 oktober 1999, om 16 uur, in de kantoren van Mr. Eric Spruyt, notaris te 1000 Brussel (België), Kloosterdreef 7, en

de tweede buitengewone algemene vergadering betreffende de goedkeuring van statuten in het Nederlands die onmiddellijk erna zal worden gehouden.

Deze vergaderingen zullen rechtsgeldig beraadslagen onafhankelijk van het kapitaal dat wordt vertegenwoordigd door aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders.

Dagorde van de buitengewone algemene vergadering betreffende een wijziging van de statuten

1. Machtiging te verlenen aan de raad van bestuur van de vennootschap om (i) maximaal tien procent van het totaal aantal aandelen uitgegeven door de vennootschap (zijnde een maximum van 131 515 aandelen), voor een minimale tegenwaarde van één (1) Belgische frank en een maximale tegenwaarde van vijf procent hoger dan het gemiddelde van de tien laatste beurskoersen, op de beurs te verwerven, overeenkomstig de bepalingen van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, voor een periode van achttien maanden te rekenen vanaf de datum van de algemene vergadering die deze machtiging zal goedkeuren, en (ii) alle of een deel van de aandelen die also worden verworven op de beurs te vervreemden overeenkomstig de voorwaarden die door de raad van bestuur van vennootschap zullen worden goedgekeurd.

Voorstel van besluit :

Goedkeuring van de machtiging.

2. Vervanging van artikel 26 van de statuten door de volgende tekst :

"De bestuurders zullen door de vennootschap terugbetaald worden voor hun redelijke kosten en uitgaven die zij ter gelegenheid van hun mandaat hebben opgelopen. "

Voorstel van besluit :

Goedkeuring van de wijziging van artikel 26 van de statuten.

3. Wijziging van de tekst van artikel 6 van de statuten door de volgende tekst:

"Op de data en onder de voorwaarden die hij zal vaststellen, is de raad van bestuur ertoe gemachtigd het maatschappelijk kapitaal in een of meerdere keren te verhogen ten belope van een maximumbedrag van 900 000 000 Belgische frank. Die machtiging is geldig tijdens een periode van vijf jaar te rekenen vanaf de bekendmaking in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad* van de wijziging van de statuten waartoe is besloten door de buitengewone algemene vergadering van 1 oktober 1999.

Die machtiging kan een of meerdere malen worden vernieuwd, telkens voor een maximale duur van vijf jaar, door de algemene vergadering, die beraadslaagt en beslist overeenkomstig de voorwaarden vereist voor de wijziging van de statuten.

De kapitaalverhogingen waartoe wordt beslist krachtens deze machtiging kunnen worden verricht zowel door inbreng in contanten, of in natura binnen de perken voorgeschreven door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, hetzij door inlijving van beschikbare of onbeschikbare reserves of van uitgiftepremies, met of zonder uitgifte van nieuwe aandelen, al dan niet preferent, al dan niet met stemrecht, al dan niet met recht van inschrijving.

De nieuwe aandelen waarop in contanten moet worden ingeschreven, worden bij voorkeur aangeboden aan de aandeelhouders, overeenkomstig het gedeelte van het kapitaal dat door hun aandelen wordt vertegenwoordigd. De raad van bestuur kan evenwel, in het belang van de vennootschap en onder de voorwaarden voorgeschreven bij de wet, het voorkeurrecht beperken of opheffen voor de kapitaalverhogingen waartoe door hem is beslist, ook ten bate van een of meer welbepaalde personen.

De raad van bestuur is ertoe gemachtigd in het kader van het toegestane kapitaal, te beslissen tot uitgifte van in aandelen converteerbare obligaties, van rechten van inschrijving of van roerende waarden die op termijn recht kunnen geven op aandelen van de vennootschap, onder de voorwaarden bepaald door de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, ten belope van een maximumbedrag zodat het bedrag van de kapitaalverhogingen die kunnen voortvloeien uit de uitoefening van de voormelde rechten en roerende waarden, de perken niet overschrijdt van het kapitaal dat bij dit artikel toegestaan blijft. De raad van bestuur kan in het belang van de vennootschap en binnen de wettelijke perken het voorkeurrecht beperken of opheffen in geval van uitgifte van in aandelen converteerbare obligaties, van rechten van inschrijving of van roerende waarden die op termijn recht kunnen geven op aandelen, ook ten gunste van een of meer welbepaalde personen.

De uitgiftepremies, zo er bestaan, moeten door de raad van bestuur, in geval van kapitaalverhoging waartoe hij beslist, worden aangewend voor een onbeschikbare rekening die gelijk aan het kapitaal de waarborg voor derden zal vormen en die, onder voorbehoud van inlijving in het kapitaal door de raad van bestuur, zoals hiervoor is bepaald, eventueel slechts beperkt of opgeheven zal kunnen worden bij besluit van de algemene vergadering, die beslist onder de voorwaarden vereist bij artikel 72 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen.

Voorstel van besluit :

Goedkeuring van de wijziging van artikel 6 van de statuten.

De raad van bestuur heeft overeenkomstig artikel 33bis, § 2, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen een met reden omkleed verslag opgesteld waarin wordt aangegeven in welke bijzondere omstandigheden hij gebruik zal maken van het toegestaan kapitaal en welke doeleinden hij daarbij nastreeft. Een afschrift ervan zal onverwijld gezonden worden aan degenen die voldaan hebben aan de formaliteiten voorgeschreven om tot de vergadering te worden toegelaten. Iedere aandeelhouder heeft het recht om, tegen voorlegging van zijn effect, kosteloos een exemplaar van het verslag te bekomen.

4. Vervanging van de tekst van het eerste en tweede lid van artikel 16 van de statuten door volgende tekst :

"Iedere natuurlijke persoon of rechtspersoon die effecten van de vennootschap verwerft, die al dan niet kapitaal vertegenwoordigen, en die stemrecht verlenen, moet bij de vennootschap en bij de Commissie voor het Bank- en Financieuzen het aantal effecten aangeven die hij bezit wanneer de stemrechten met betrekking tot die effecten een quotiteit van drie procent of meer bereiken van het totaal van de bestaande stemrechten op het ogenblik van de verwezenlijking van de situatie die aanleiding geeft tot de aangifte.

Dezelfde aangifte moet worden verwezenlijkt in geval van bijkomende verwerving van effecten bedoeld in het voorgaande lid wanneer, als gevolg van die verwerving, de stemrechten met betrekking op de aandelen in het bezit van de aangever een quotiteit bereiken van vijf procent (5 %), tien procent (10 %), vijftien procent (15 %), twintig procent (20 %) enz. per schijf van vijf punten, van het totaal van de bestaande stemrechten op het ogenblik van de verwezenlijking van de situatie die aanleiding geeft tot de aangifte."

Voorstel van besluit :

Goedkeuring van de wijziging van de tekst van het eerste en tweede lid van artikel 16 van de statuten.

5. Wijziging van de statuten met het oog op de invoering van een nieuw artikel 56 :

"De raad van bestuur heeft de mogelijkheid om de euro te gebruiken als munt waarin het maatschappelijk kapitaal wordt uitgedrukt en, in voorkomend geval, de statuten aan te passen. Die beslissing zal worden bekendgemaakt door de vennootschap in de bijlagen tot het *Belgisch Staatsblad*".

Voorstel van besluit :

Goedkeuring van de invoering van het nieuwe artikel 56 van de statuten.

6. Varia.

Agenda van de buitengewone algemene vergadering betreffende de goedkeuring van statuten in het Nederlands

1. Goedkeuring van een Nederlandstalige versie van de statuten.

Iedere aandeelhouder heeft recht om kosteloos een exemplaar van de Nederlandstalige versie van de statuten te bekomen op de exploitatiezetel van de vennootschap gelegen te 3400 Landen (België), Industriezone 5.

Voorstel van besluit :

Goedkeuring van de Nederlandstalige tekst van de statuten.

Volmacht aan de raad van bestuur om de genomen beslissingen ten uitvoer te brengen.

Voorstel van besluit :

Volmacht aan de raad van bestuur om de genomen beslissingen ten uitvoer te brengen.

Volmacht voor de formaliteiten bij het handelsregister.

Voorstel van besluit:

Toekennen van de volmacht.

De aandeelhouder die aan deze vergaderingen wenst deel te nemen, dient overeenkomstig artikel 36 van de statuten zijn effecten uiterlijk op 27 september 1999 op de exploitatiezetel neer te leggen of tegen dezelfde datum, een getuigschrift, afgegeven door een bank of een andere financiële instelling, voor te leggen waaruit de neerlegging en de blokkering van zijn effecten blijkt.

De aandeelhouders die zich wensen te laten vertegenwoordigen dienen gebruik te maken van de modelvolmachten dat te hunner beschikking wordt gehouden op de exploitatiezetel van de vennootschap.

De volmachten die werden ingediend voor de algemene vergadering van 28 mei 1999 of voor deze van 23 augustus 1999, zijn enkel geldig voor de agendapunten die op deze volmacht vermeld staan. De aandeelhouders die een volmacht voor slechts één van de bovenvermelde vergaderingen hebben ingediend en die wensen zich te laten vertegenwoordigen op beide vergaderingen dienen een modelvolmacht op te sturen voor de algemene vergadering voor dewelke zij nog geen volmacht hebben ingediend.

Nieuwe volmachten dienen zo spoedig mogelijk en uiterlijk op 27 september 1999 op de exploitatiezetel van de vennootschap toe te komen.

(24438)

De raad van bestuur.

F. van Lanschot Bankiers (België) Bevek, naamloze vennootschap, Compartiment Obligatiefonds NLG en Liquiditeitsfonds NLG

Agenda van de algemene vergadering der Aandeelhouders
d.d. 28 september 1999

Bijeenkomst op de maatschappelijke zetel, Jan Van Rijswijklaan 4, 2018 Antwerpen op 28 september 1999 om 9 :00 uur, met volgende agendapunten :

1. Opening.

2. Bespreking van het Jaarverslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor over de verrichtingen van het boekjaar afgesloten op 30 juni 1999.

3. Bespreking en goedkeuring van de Jaarrekening afgesloten op 30 juni 1999 en de resultaatsbestemming.

Voorstel van besluit : de vergadering keurt de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1999 en de resultaatsbestemming goed.

4. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur en aan de Commissaris-Revisor.

Voorstel van besluit : de vergadering verleent bij afzonderlijke stemming kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor die gedurende het boekjaar afgesloten op 30 juni 1999 in functie waren, voor hun verrichtingen tijdens dit boekjaar.

5. Herbenoeming van commissaris-revisor.

Voorstel van besluit : de vergadering besluit tot benoeming van KPMG Bedrijfsrevisoren, vertegenwoordigd door de heer L. Van Couter, tot commissaris-revisor voor een periode van drie jaar.

6. Kennisneming van ontslag van bestuurders.

Voorstel van Besluit : de vergadering neemt kennis van het ontslag van de Heren bestuurders Ivan Schoonooghe en Emile van Dun.

7. Benoeming van bestuurder.

Voorstel van besluit : de vergadering beslist tot benoeming van de Heer Lambert Peters tot bestuurder, belast met het dagelijks bestuur, voor een periode van zes jaar.

8. Varia.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moet iedere aandeelhouder minstens vijf volle dagen voor de vastgestelde datum schriftelijk de raad van bestuur op de hoogte brengen van zijn intentie om de algemene vergadering bij te wonen en het aantal effecten mededelen waarmee hij van plan is aan de stemming deel te nemen. (48057) De raad van bestuur.

F. van Lanschot DBI Bevek, naamloze vennootschap

Agenda van de algemene vergadering der Aandeelhouders d.d. 28 september 1999.

Bijeenkomst op de maatschappelijke zetel, Jan Van Rijswijklaan 4, 2018 Antwerpen op 28 september 1999 om 11.00 uur, met volgende agendapunten : 1. Opening. 2. Bespreking van het Jaarverslag van de raad van bestuur en het verslag van de commissaris-revisor over de verrichtingen van het boekjaar afgesloten op 30 juni 1999. 3. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1999 en de resultaatsbestemming. Voorstel van besluit : de vergadering keurt de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1999 en de resultaatsbestemming goed. 4. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur en aan de Commissaris Revisor. Voorstel van besluit : de vergadering verleent bij afzonderlijke stemming kwijting aan de bestuurders en de commissaris-revisor die gedurende het boekjaar afgesloten op 30 juni 1999 in functie waren, voor hun verrichtingen tijdens dit boekjaar. 5. Kennisneming van ontslag van bestuurders. Voorstel van besluit : de vergadering neemt kennis van het ontslag van de Heren bestuurders Ivan Schoonooghe en Emile van Dun. 6. Benoeming van bestuurder. Voorstel van besluit : de vergadering beslist tot benoeming van de Heer Lambert Peters tot bestuurder, belast met het dagelijks bestuur, voor een periode van zes jaar. 7. Varia. Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moet iedere aandeelhouder minstens vijf volle dagen voor de vastgestelde datum schriftelijk de raad van bestuur op de hoogte brengen van zijn intentie om de algemene vergadering bij te wonen en het aantal effecten mededelen waarmee hij van plan is aan de stemming deel te nemen. (48058) De raad van bestuur.

Foulon B. & J., naamloze vennootschap, Beiaardstraat 69, 8501 Kortrijk (Heule)

H.R. Kortrijk 127519 — BTW 447.937.288

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering dewelke zal gehouden worden op op de zetel op 30/09/1999, om 10.00 uur. — Dagorde : 1. Bevestiging van uitstel van de jaarvergadering. 2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31/03/1999. 3. Goedkeuring van de jaarrekening. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Bezoldigingen. 6. Allerlei. De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de statuten. (48059) De raad van bestuur.

Godshuis Comines, société anonyme, chaussée de Wervicq 387, 7780 Comines

R.C. Tournai 81421

Assemblée générale ordinaire le 27/09/1999 à 10.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/03/1999. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (48060)

Pavacom, société anonyme, chaussée de Wervicq 387, 7780 Comines

R.C. Tournai 81420

Assemblée générale ordinaire le 27/09/1999 à 11.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 31/03/1999. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (48061)

Aardappelcentrale, naamloze vennootschap, Leugenberg 64, 2180 Ekeren

H.R. Antwerpen 291981 — BTW 448.221.261

Jaarvergadering op 27 september 1999, te 18 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31 maart 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (83336) De raad van bestuur.

Alco, naamloze vennootschap, Jakenhof 1a, 8800 Roeselare

H.R. Kortrijk 101197 — BTW 422.668.491

De jaarvergadering zal gehouden worden op dinsdag 28 september 1999, te 11 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Lezing van het verslag raad van bestuur.
3. Bespreking van de jaarrekening per 31 maart 1999.
4. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Bezoldiging en bestemming resultaat.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van art. 24 van de statuten. (83337)

Cordinvest, naamloze vennootschap, Vooruitgangstraat 1, 8630 Veurne

H.R. Veurne 28405

De aandeelhouders worden verzocht de statutaire algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op dinsdag 28 september 1999, te 14 uur, Galgestraat 157, te Oudenaarde.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Verslag van de commissaris-revisor.
3. Goedkeuring van de jaarrekening over het boekjaar 1998-1999.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Geconsolideerde jaarrekening.
6. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
7. Aanpassing benoeming commissaris-revisor.
8. Rondvraag.

Om tot de vergadering toegelaten te worden dienen de aandeelhouders hun aandelen te deponeren ten minste vijf volle kalenderdagen vóór de algemene vergadering op de maatschappelijke zetel. (83338)

**Bouwconsulenten Van Damme,
naamloze vennootschap, in vereffening,
Bredabaan 891-893, 2170 Antwerpen (Merksem)**

H.R. Antwerpen 76697 — BTW 403.747.157
—

Jaarvergadering op 29 september 1999, te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

Verslagen van de vereffenaar. Goedkeuring jaarrekening. Kwijting. Rondvraag. (83339)

**West-Decor, naamloze vennootschap,
Hoogstraat 196, 8540 Deerlijk**

BTW 405.382.004
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen op 28 september 1999, te 15 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Lezing jaarverslag. 2. Bespreking jaarrekening per 31 maart 1999. 3. Goedkeuring jaarrekening. 4. Kwijting bestuurders. 5. Bezoldigingen. 6. Ontslag en benoemingen. 7. Diversen. (83340)

**Wasserij Droogkuis Van Ende-Roxy, naamloze vennootschap,
Lierseweg 315, 2200 Herentals**

H.R. Leuven 24471 — BTW 404.218.004
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 30 september 1999, om 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur;
2. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 maart 1999;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders;
5. Ontslag en benoeming van bestuurders;
6. Rondvraag. (83341)

**Fenix Technology, naamloze vennootschap,
Bethaniëlei 38, 2960 Brecht**

H.R. Antwerpen 308415 — BTW 454.540.218
—

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 28 september 1999, te 16 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Rondvraag.

Om tot de vergadering toegelaten te worden moeten de houders van aandelen aan toonder uiterlijk vijf dagen vóór de vergaderdatum hun aandelen deponeren op de zetel van de vennootschap. (83342)

**Follow-Up, naamloze vennootschap,
Boelaekendreef 25A, 9870 Zulte**

H.R. Gent 142097 — BTW 427.737.930
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, welke zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, op dinsdag 28 september 1999, om 18 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 31/3/1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming.
6. Diversen en rondvraag.
7. Zetelwijziging.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de statuten.

(83343)

De raad van bestuur.

**Fun Plus, naamloze vennootschap,
Bredabaan 964, 2170 Merksem**

H.R. Antwerpen 267024 — BTW 436.011.634
—

De gewone jaarvergadering zal worden gehouden op dinsdag 28 september 1999, te 15 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan bestuurder.
5. Benoemingen.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders gelieven zich te schikken naar de statuten om tot de vergadering toegelaten te worden. (83344)

**Chocoladewerken Gudrun, naamloze vennootschap,
Industriestraat 18, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 54350 — BTW 404.023.806
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd de gewone algemene vergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 28 september 1999, te 16 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en de commissaris-revisor.
2. Goedkeuring van de jaarrekening op 30 juni 1999.
3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
4. Aanwending en vergoedingen.
5. Benoeming bestuurder.
6. Allerlei.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (83345)

**Habo, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 14, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 25421 — BTW 401.303.450

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 29 september 1999, om 17 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring der jaarrekening afgesloten op 30 juni 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83346)

**Immo Frans Heyndrickx, commanditaire vennootschap op aandelen,
Grote Dweersstraat 40, 9140 Temse**

H.R. Sint-Niklaas 52586 — NN 450.346.056

De aandeelhouders worden uitgenodigd de algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 28 september 1999, om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de zaakvoerder.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de zaakvoerder.
5. Allerlei. (83347)

**Homka, naamloze vennootschap,
Braamakkerstraat 32, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 137084 — BTW 456.844.561

Jaarvergadering op 28 september 1999, om 18 uur, op de zetel. —
Agenda : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/06/1999.
2. Resultaatsaanwending. 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding. 4. Ontslagen en benoemingen. 5. Rondvraag.
(83348) De raad van bestuur.

**Hung Kee, naamloze vennootschap,
Belpairestraat 7, 2600 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 286929 — BTW 445.777.851

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, Van Aerdstraat 5, bus 10, 2060 Antwerpen, op 30 september 1999, om 24 uur.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekeningen per 31/12/1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag. (83349)

**Imbraco, société anonyme,
avenue Bel Air 50, 1180 Uccle**

R.C. Bruxelles 303742

Assemblée générale au siège social, le 28 septembre 1999, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion. 2. Examen et approbation des comptes annuels. 3. Décharge à donner aux administrateurs. 4. Démission et nomination des administrateurs. 5. Divers. Se conformer aux statuts.

(83350)

Le conseil d'administration.

**J.M.D. Chape- en vloeren, naamloze vennootschap,
Zoutleeuwsesteenweg 85A, 3803 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 100326 — BTW 455.690.657

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 30 september 1999, om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Beraadslaging in verband met art. 60 Ven. Wet.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/06/1999.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting, ontslag en benoeming bestuurders.
6. Diversen.

Zich schikken naar de statuten.

(83351)

**Kela Veterinaria, naamloze vennootschap,
Industriepark West 68, 9100 Sint-Niklaas**

BTW 412.402.527

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal plaatshebben op 28 september 1999, te 19 uur.

Dagorde :

1. Lezing van het jaarverslag van de bestuursraad en van de commissaris-revisor.
2. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 31 maart 1999.
3. Goedkeuring van de jaarrekening.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor.
5. Bezoldigingen.
6. Benoeming bestuurder.
7. Allerlei. (83352)

**Lambrechts, naamloze vennootschap,
Tanusweg 8, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 43789

De algemene vergadering heeft plaats op 28 september 1999, ten maatschappelijke zetel, om 15 uur.

De agenda luidt als volgt :

1. Verslagen van de raad van bestuur en van de heer commissaris.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999.
3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders en de heer commissaris.
4. Winstaanwending.
5. Benoeming.
6. Rondvraag. (83353)

**Lumoplas, naamloze vennootschap,
Wulverikstraat 23, 8501 Kortrijk (Bissegem)**

H.R. Kortrijk 116872 — BTW 435.790.316

De jaarvergadering zal gehouden worden op dinsdag 28 september 1999, te 11 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Lezing van het jaarverslag.
2. Lezing verslag raad van bestuur.
3. Bespreking van de jaarrekening per 31 maart 1999.
4. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Bezoldigingen - toekenningen - vergoedingen en bestemmen resultaat.
7. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van artikel 24 van de statuten. (83354)

**Mar-Invest, naamloze vennootschap,
Kromstraat 68, 2520 Ranst**

NN 451.475.711

Agenda algemene vergadering, die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel, om 20 uur, dd. 27 september 1999 :

1. Toepassing van art. 60 van de Vennootschappenwet.
2. Verslag van de raad van bestuur : lezing en bespreking.
3. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Benoeming bestuurders.
7. Allerlei en rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (83355)

**Immo M.D., naamloze vennootschap,
Gentstraat 14A, 9170 Sint-Gillis-Waas**

H.R. Sint-Niklaas 50503

De aandeelhouders worden uitgenodigd de algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op 30 september 1999, om 14 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Allerlei. (83356)

**Mensa, naamloze vennootschap,
Stoopstraat 2, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 293367 — BTW 448.219.677

Jaarvergadering op 28 september 1999, om 18 uur, ter maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Eventuele verklaringen m.b.t. art. 60 S.W.H.V. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Goedkeuring jaarrekeningen 31 maart 1999. 4. Bestemming resultaat. 5. Kwijting bestuurders. 6. Ontslag en benoeming bestuurders. 7. Diversen. Zich richten naar de statuten. (83357)

**Molenhof, burgerlijke vennootschap
onder de vorm van een naamloze vennootschap,
Bruggesteeweg 28, 8755 Ruiselede**

H.R. Brugge 66707

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 28 september 1999, te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken aan de statuten. (83358)

**Mylène, naamloze vennootschap,
Liersesteeweg 203, 2220 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 46300 — BTW 403.610.565

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 29 september 1999, om 20 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

- bespreking jaarrekening en jaarverslag 31 maart 1999.
- goedkeuring jaarrekening.
- kwijting bestuurders.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83359)

**Praxis, naamloze vennootschap,
Lavendelweg 27, 2200 Herentals**

H.R. Turnhout 55813 — BTW 428.860.853

De heren aandeelhouders worden verzocht de gewone jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 30 september 1999, om 18 uur.

Agenda :

1. Verslagen van bestuurders en commissaris.
2. Goedkeuring jaarrekening afgesloten per 30 juni 1999.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders en commissaris.
5. Verlenging benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (83360)

**S.I.T. Logistics, naamloze vennootschap,
E. Vlietincstraat 31, 8400 Oostende**

H.R. Oostende 52245 — BTW 455.373.428

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering van 29 september 1999, om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

De agenda luidt als volgt :

1. Goedkeuring en bespreking van de jaarrekening en resultaten per 31 maart 1999.
2. Goedkeuring van de voorgestelde resultaatbestemming.
3. Kwijting aan de raad van bestuur en commissaris-revisor voor hun mandaat over het voorbije boekjaar.
4. Varia.

Om tot de vergadering te worden toegelaten dienen de aandeelhouders zich te schikken naar de statuten. (83361)

**Andries Steel Cy, naamloze vennootschap,
Amerikalei 199, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 233779 — BTW 423.598.901

Jaarvergadering op 28 september 1999, te 16 uur, ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening op 30 juni 1999. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Eventuele benoemingen en ontslagnemingen. 6. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (83362)

**Tre Management, naamloze vennootschap,
Van Putlei 8, 2018 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 321414 — BTW 460.024.676

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen, die zal gehouden worden op 28 september 1999, om 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Eventuele verklaringen mbt art. 60 der S.W.H.V.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 31 maart 1999.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83363)

**Immo Ybo, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 45, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 47178 — BTW 447.348.261

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 28 september 1999. — Agenda : 1. Goedkeuring jaarrekening per 31/5/1999. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders. 4. Bespreking van de omzetting van het kapitaal naar Euro. 5. Diversen. Zich schikken naar de statuten. (83364)

**Automotive Contractors, naamloze vennootschap,
Skaldenstraat 142, 9042 Gent**

H.R. Gent 172242 — BTW 404.805.051

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering op dinsdag 28 september 1999, om 16 uur, te Antwerpen, De Waghemakerstraat 38, met volgende agenda : - omzetten kapitaal in euro; - kapitaalverhoging met 31.013,31 euro door incorporatie van reserves zonder uitgifte van nieuwe aandelen; - uitbreiding van het doel met diverse aanverwante en andere activiteiten, zoals o.m. : laden, lossen, voeren, bergen, mengen, conditioneren en verpakken van allerlei goederen, verrichtingen van toezicht, bewaking, aflevering en distributie, optreden als toeleverancier of sub-contractor voor industriële en commerciële bedrijven, uitbaten van silo's en andere verrichtingen, alle onroerend goed handelingen, activiteiten en dienstverlening m.b.t. binnenscheepvaart en zeevaart, o.m. : management van schepen, chartering van schepen, aan- en verkoop van schepen, technisch management, bemanning, inspecties, het optreden als subagent inzake verzekeringen; - wijziging datum jaarvergadering; - aanpassing statuten.

De aandeelhouders dienen zich te houden aan de voorschriften van artikel 21 inzake toelatingsvoorwaarden. (83365)

De raad van bestuur.

**Flanders Container Terminals, naamloze vennootschap,
Muisbroeklaan 13, Haven 478, 2030 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 177712 — BTW 406.371.503

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering op dinsdag 28 september 1999, om 16.30 uur, te Antwerpen, De Waghemakerstraat 38, met volgende agenda :

- omzetten kapitaal in euro; - kapitaalverhoging met 12.421,30 euro door incorporatie van reserves zonder uitgifte van nieuwe aandelen; - uitbreiding doel met diverse aanverwante en andere activiteiten, zoals o.m. : activiteiten en dienstverlening m.b.t. binnenscheepvaart en zeevaart, o.m. : management van schepen, chartering van schepen, aan- en verkoop van schepen, technisch management, bemanning, inspecties, verrichten van alle goederen vervoer, internationaal en nationaal, optreden als vervoerscommissieair, vervoersmakelaar en commissieair-expediteur, laden, lossen, voeren, bergen, mengen, conditioneren en verpakken van allerlei goederen, verrichtingen van bevrachting, makelarij en verzending voor alle soorten vervoer, verrichten van tolformaliteiten, uitbaten van silo's en andere inrichtingen, agentschap en commissiehandel voor industriële en commerciële ondernemingen, consignatie van alle soorten goederen, optreden als toeleverancier of sub-contractor voor industriële en commerciële bedrijven, alle onroerend goed handelingen, oprichten, deelnemen in, besturen van, en borgstelling verlenen aan ondernemingen met soortgelijk doel, het optreden als subagent inzake verzekeringen; - wijziging datum jaarvergadering; - vervanging van de statuten door nieuwe.

De aandeelhouders dienen zich te houden aan de voorschriften van artikel 21 inzake toelatingsvoorwaarden. (83366)

De raad van bestuur.

**Coolen Installatiebedrijf, naamloze vennootschap,
te 2370 Arendonk, Wampenberg 178**

H.R. Turnhout 61981 — BTW 436.715.774

Aangezien de jaarvergadering gehouden op 3 september 1999 niet het wettelijk vereiste quorum heeft bereikt, worden de aandeelhouders uitgenodigd een tweede algemene vergadering bij te wonen, die zal worden gehouden op woensdag 29 september 1999, te 14 uur, ten kantore van notaris J.P. Van Ussel, te Retie, Molsebaan 54, met als dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 maart 1999.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. A. Kapitaalsverhoging met een bedrag van 1.251.074 BEF om het kapitaal te brengen van 1.250.000 BEF op 2.501.074 BEF door incorporatie van beschikbare reserves zonder creatie van nieuwe aandelen.
B. Uitdrukking van het maatschappelijk kapitaal in 62.000 Euro.
C. Aanpassing artikel vijf der statuten en coördinatie der statuten.

Deze vergadering zal geldig kunnen beraadslagen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandelen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten en hun aandelen neer te leggen op de maatschappelijke zetel. (83367)

**Joh Enschede Belgium, naamloze vennootschap,
Goede Herderstraat 50, 52 en 54, 1140 Evere**

H.R. Brussel 976 — BTW 403.513.268

Aansluitend op een op 3 september 1999 gehouden buitengewone algemene vergadering, waarop het wettelijk vereist aanwezigheidsquorum niet bereikt werd, heeft de raad van bestuur de eer de aandeelhouders te verzoeken om deel te nemen aan de buitengewone algemene vergadering, die zal gehouden worden ter studie en overstaan van één van de notarissen van de notarisassociatie Berquin/Ockerman/Deckers/Spruyt, te 1000 Brussel, Kloosterdreef 7, op maandag 27 september 1999, om 11 uur.

Dagorde :

1. Kapitaalverhoging door inbreng in speciën met een bedrag van maximum 115.667.770,- Belgische frank om het te brengen van 12.000.000,- Belgische frank tot maximum 127.667.770,- Belgische frank door uitgifte van maximaal 38.556 nieuwe kapitaalaandelen van dezelfde aard en die dezelfde rechten en voordelen bieden als de bestaande kapitaalaandelen en die in de winsten zullen delen vanaf de onderschrijving; voorstel om de nieuw uit te geven aandelen aan te bieden aan de bestaande aandeelhouders in verhouding met het deel van het kapitaal door hun aandelen vertegenwoordigd tegen de prijs van ongeveer 3.000,- Belgische frank per aandeel.

2. Vaststelling van de termijn en de modaliteiten voor de uitoefening van het voorkeurrecht conform artikel 34bis van de Vennootschap-penwet en conform de statuten.

3. Onder voorbehoud van de verwezenlijking van voormelde kapitaalverhoging, wijziging van artikel 5 en 6 van de statuten om het in overeenstemming te brengen met de nieuwe kapitaalstoestand en het aantal aandelen.

4. Wijziging van artikel 3 van de statuten teneinde het in overeenstemming te brengen met het nieuwe adres van de vennootschap.

5. Machtiging aan de raad van bestuur om de totstandkoming van de kapitaalverhoging vast te stellen overeenkomstig artikel 34, paragraaf 4, van de vennootschappenwet, om het kapitaal uitgedrukt in Belgische frank naar een kapitaal uitgedrukt in euro om te zetten en voor de coördinatie van de statuten.

Deze vergadering zal rechtsgeldig beraadslagen onafhankelijk van het aantal aanwezige of vertegenwoordigde aandeelhouders.

Om tot deze vergadering te worden toegelaten, dient elke aandeelhouder van titels aan toonder zijn aandelen op de maatschappelijke zetel te deponeren vijf dagen vóór de datum van de vergadering (artikel 34 van de statuten).

(83368)

De raad van bestuur.

**Etna, naamloze vennootschap,
Victor Rauterstraat 217 Anderlecht**

De aandeelhouders worden opgeroepen tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders van de naamloze vennootschap « Etna », met zetel te Anderlecht, Victor Rauterstraat 217, die zal gehouden worden op donderdag 30 september 1999, om 10 uur, ten kantore van notaris Hugo Kuijpers, te Leuven (Heverlee), Schreursvest 3.

Op de agenda staat :

a) Verhoging van het kapitaal van de vennootschap ten belope van één miljoen tweehonderdvijftigduizend (1.250.000) Belgische frank om het te brengen op twee miljoen vijfhonderdduizend (2.500.000) Belgische frank, door incorporatie van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. Uitdrukking van het kapitaal in euro. Overeenkomstige aanpassing van artikel 5 der statuten.

b) Aanpassing van de artikelen 11, 15 en 32 der statuten aan de nieuwe vennootschapswetgeving.

c) Machtiging aan de bestuurders tot uitvoering van de beslissingen aangaande voorgaande punten en tot coördinatie van de statuten. (83369)

**Etna Chocolade, naamloze vennootschap,
Victor Rauterstraat 217, Anderlecht**

De aandeelhouders worden opgeroepen tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders van de naamloze vennootschap « Etna Chocolade », met zetel te Anderlecht, Victor Rauterstraat 217, die zal gehouden worden op donderdag 30 september 1999, om 10.30 uur, ten kantore van notaris Hugo Kuijpers, te Leuven (Heverlee), Schreursvest 3.

Op de agenda staat :

a) Verhoging van het kapitaal van de vennootschap ten belope van één miljoen tweehonderdvijftigduizend (1.250.000) Belgische frank om het te brengen op twee miljoen vijfhonderdduizend (2.500.000) Belgische frank, door incorporatie van beschikbare reserves, zonder uitgifte van nieuwe aandelen. Uitdrukking van het kapitaal in euro. Overeenkomstige aanpassing van artikel 5 der statuten.

b) Aanpassing van de artikelen 12 en 29 der statuten aan de nieuwe vennootschapswetgeving.

c) Machtiging aan de bestuurders tot uitvoering van de beslissingen aangaande voorgaande punten en tot coördinatie van de statuten. (83370)

**Hydro Ecolo Meteo Management Information Systems,
afgekort : « Hemmis », naamloze vennootschap,
Vlaschaard 61, 8501 Kortrijk (Heule)**

H.R. Kortrijk 122381 — BTW 441.808.967

De aandeelhouders worden verzocht om de buitengewone algemene vergadering bij te wonen, die zal gehouden worden op maandag 27 september 1999, om 8.45 uur, ten kantore van notaris Paul Godfried Lambrecht, te Kortrijk (Heule), met volgende agenda :

1. Verhoging van het kapitaal met 1.333.990 frank om het te brengen van 2.700.000 frank op 4.033.990 frank door incorporaties van beschikbare reserves ten belope van het overeenkomstig bedrag zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

2. Vermenigvuldiging van het aantal aandelen met een factor negen, waardoor elke aandeelhouder in ruil voor 1 oud aandeel 9 nieuwe aandelen verkrijgt.

3. Omzetting van het kapitaal in euro.

4. Aanpassing van artikel 5 van de statuten aan de hiervoor te nemen besluiten.

5. Invoering van een statutaire voorkoopregeling in een nieuw artikel 9bis van de statuten.

6. Na kennisname van het verslag van de raad van bestuur, opgesteld in toepassing van artikel 71 van de Vennootschappenwet :

— Wijziging van artikel 12, B. van de statuten betreffende de voordracht van kandidaten voor bestuurmandaten.

— Wijziging van artikel 13 betreffende de invulling van vacante bestuursmandaten.

— Wijziging van artikel 18, b. betreffende de bevoegdheden van dagelijks bestuur.

7. Schrapping van artikel 17 van de statuten houdende de regeling bij tegenstrijdige belangen.

8. Ontslag en benoeming bestuurders.

9. Machten aan de raad van bestuur tot uitvoering van de genomen besluiten en aan de notaris tot coördinatie van de statuten.

Zich gedragen naar de statuten.

(83371)

De raad van bestuur.

**Garage Hergon, naamloze vennootschap,
Brusselsesteenweg 57, 3020 Herent**

H.R. Leuven 79427 — BTW 444.063.723

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de bijzondere vergadering op 29 september 1999, om 14 uur, voor notaris Van den Weghe, te Kessel-Lo.

Agenda :

1. Wijziging van de benaming in Hergon Leuven.

2. Aanpassing van artikel vijf van de statuten betreffende het kapitaal aan een materiële vergissing.

3. Verhoging van het kapitaal met 16.669.950 BEF ten einde het kapitaal van 3.500.000 BEF te brengen op 500.000 EURO. Deze kapitaalverhoging geschiedt door incorporatie van een deel van de overgedragen winst en zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

4. Wijziging van de afsluitdatum van het boekjaar en van de datum van de gewone algemene vergadering. Het boekjaar zou voortaan afsluiten op 30 september en dit voor een eerste maal op 30 september 1999. De algemene vergadering heeft dan plaats de derde donderdag van maart, om 17 uur, op de maatschappelijke zetel van de vennootschap.

5. Machtiging aan de afgevaardigde bestuurder te verlenen om de genomen besluiten ten uitvoer te brengen. (83372)

**Intersoft Electronics, naamloze vennootschap,
Lammerdries 27, 2250 Olen**

H.R. Turnhout 50697 — BTW 424.098.054

De aandeelhouders worden uitgenodigd op volgende vergaderingen van de N.V. Intersoft Electronics, die zullen gehouden worden in het kantoor van notaris Philippe Goossens, te Grobbendonk, Wijngaardstraat 40, op 30 september 1999.

1) De buitengewone Algemene Vergadering om 15 uur, met als agendapunten :

- Wijziging artikel 24 der statuten - datum jaarvergadering;
- Coördinatie van de statuten.

2) De Jaarvergadering, onder voorbehoud van de wijziging van artikel 24 van de statuten door de buitengewone algemene vergadering, om 16 uur, met als agendapunten :

- Jaarverslag van de raad van bestuur.
- Goedkeuring van de jaarrekening van het boekjaar eindigend op 31 maart 1999.
- Aanwending van de resultaten.
- Kwijting aan de bestuurders.
- Varia.

De aandeelhouders die wensen deel te nemen moeten hun aandelen deponeren op het kantoor van notaris Philippe Goossens, te Grobbendonk, Wijngaardstraat 40, of in het filiaal van de Generale Bank te Geel, Markt 81A, uiterlijk op 22 september 1999, vóór 15 uur. (83373)

**Maes & Co, naamloze vennootschap,
Sint-Katharinastraat 12, 2870 Puurs (Ruisbroek)**

H.R. Mechelen 76655 — BTW 453.763.228

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering, te houden op woensdag 29 september 1999, om 10 uur, op het kantoor van notaris Peter Verhaegen, te Puurs, Scheeveld 3, met als dagorde :

1. Kapitaalverhoging ten belope van 5.323 BEF door incorporatie van reserves zonder uitgifte van nieuwe aandelen;
2. Kapitaalsomzetting van 3.005.323 BEF naar 74.500 EURO;
3. Aanpassing boekjaar : 1/4 tot 31/3;
4. Verlenging thans lopende boekjaar tot 31/3/2000;
5. Aanpassing jaarlijkse algemene vergadering naar 2de donderdag september 19 uur;
6. Aanpassing statuten aan de huidige wetgeving;
7. Verlening bijzondere volmacht voor wijzigingsformaliteiten.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (83374)

**Bakkerij Paverko, naamloze vennootschap,
Witte Molenstraat 25, 8200 Sint-Michiels (Brugge)**

H.R. Brugge 79403

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering op donderdag 30 september 1999, om 18 uur, ten kantore van notaris A. Van den Weghe, te Strombeek-Bever (Grimbergen), Mutsaardplein 2A, met als agenda :

1. Kapitaalverhoging met 20.000.000 frank, om het kapitaal te brengen van 35.000.000 frank op 55.000.000 frank door uitgifte van 200 nieuwe aandelen zonder nominale waarde, tegen de uitgifteprijs van 100.000 frank per aandeel, zijnde van dezelfde aard en die dezelfde rechten en voordelen genieten als de bestaande aandelen, en die in de resultaten zullen delen vanaf één januari 1999.
2. Voorstel opheffing voorkeurrecht inschrijving ten voordeel van B.V.B.A. Mandatim.
3. Kennisname verslagen conform art. 34bis Vennootschapswet.
4. Inschrijving en volstorting van de nieuwe aandelen. Vaststelling verwezenlijking kapitaalverhoging.
5. Wijziging artikel 5 van de statuten.
6. Wijziging artikel 10 van de statuten door in de eerste zin het woord « drie » te vervangen door de woorden « het wettelijk vereist aantal ».
7. Wijziging artikel 16 van de statuten door de woorden « door één gedelegeerd bestuurder, afzonderlijk optredend, of » en de laatste alinea te schrappen.
7. Volmachten.

Om toegelaten te worden tot de vergadering zich schikken naar de statuten. (83375)

**Ro, naamloze vennootschap,
Centrum-Zuid 3405, 3530 Houthalen-Helchteren**

H.R. Hasselt 71279 — BTW 435.087.461

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de bijzondere algemene vergadering, die zal gehouden worden op 30 september 1999, om 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur over de geconsolideerde jaarrekening.
2. Verslag van de commissaris-revisor over de geconsolideerde jaarrekening.
3. Bespreking geconsolideerde jaarrekening.
4. Rondvraag en varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83376)

**R. Stevens, naamloze vennootschap,
Hoogbaan 220, 3650 Rotem-Dilsen**

H.R. Tongeren 58333

De aandeelhouders worden uitgenodigd op een buitengewone algemene vergadering, ten kantore van notaris G. Dandoy, te Maaseik, op 27 september 1999, om 10 uur, met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur overeenkomstig artikel 70bis van de VennW.
2. Wijziging van artikel 3 der statuten.
3. Kapitaalverhoging met 150.985 BEF door incorporatie van de reserves, omzetting van het kapitaal in euro en wijziging van artikel 5 der statuten.
4. Wijziging van artikelen 10 en 15 der statuten.
5. Coördinatie der statuten.

Zich schikken naar de statuten.

(83377)

De raad van bestuur.

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Gemeente Avelgem

Het college van burgemeester en schepenen van Avelgem deelt mee dat er 22 betrekkingen van brandweerlieden (m/v) vacant werden verklaard.

De aanwervingsvereisten zijn te bekomen bij de dienst secretariaat van het gemeentehuis (056/65 30 30).

De kandidaturen dienen, uiterlijk op 24 september 1999, schriftelijk gericht te worden aan de heer burgemeester, Kortrijkstraat 8, 8580 Avelgem.

Vrouwen worden aangemoedigd zich kandidaat te stellen. (24439)

Gemeente Bonheiden

De gemeente Bonheiden gaat over tot de aanwerving in statutair verband, met aanleg van een wervingsreserve van drie jaar, van volgende functie :

1 adjunct-politiecommissaris.

De einddatum voor het indienen van de kandidaturen is vastgesteld op vrijdag 8 oktober 1999, hetzij tegen ontvangstbewijs, hetzij bij aangetekende brief gericht aan het college van burgemeester en schepenen, Dorp 19, te 2820 bonheiden.

De specifieke aanwervingsvoorwaarden, de functiebeschrijving, het functieprofiel en het examenprogramma, kunnen worden aangevraagd op het gemeentehuis, dienst algemene zaken-personeel, Dorp 19, 2820 Bonheiden, tel. 015/51 30 15, toestel 18, fax 015/51 23 33.

Bij de sollicitatiebrief te voegen documenten :

eensluitend verklaard afschrift van het vereist diploma;

militieattest (voor mannelijke kandidaten);

geboorteakte;

pasfoto. (24440)

Stad Mechelen

De stad Mechelen werft volgend personeelslid aan : personeelsdeskundige.

Voorwaarden :

Houder zijn van een diploma HO1C, studiegebied sociaal agogisch werk of HO1C studiegebied onderwijs type geaggregeerde secundair onderwijs of kandidaatsdiploma bestuurskunde of kandidaatsdiploma pedagogische wetenschappen of kandidaatsdiploma psychologie of kandidaatsdiploma politieke en sociale wetenschappen.

Voldoen aan het functieprofiel.

Slagen in een bekwaamheidsproef op basis van het functieprofiel.

Functieomschrijving :

Staat in voor de organisatie, begeleiding en opvolging van : personeel-evaluaties, functiebeschrijvingen, functiewaardering, loopbaan-begeleiding.

Nettobeginwedde (ongehuwd) : 44 825 frank.

Nettobeginwedde (gehuwd) : 43 853 frank.

Inlichtingen en volledige functiebeschrijving :

Dienst personeel, administratie en wedden, Reuzenstraat, 2800 Mechelen, tel. 015/29 78 32.

Inschrijvingen : uiterlijk 2 oktober 1999. (24441)

Gemeente Moerbeke

Volgende betrekking is te begeven in statutair verband (man/vrouw) : gemeentesecretaris.

Voorziene indienstreding : 1 april 2000.

Kandidaten moeten houder zijn van diploma's of getuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de toelating tot een betrekking van niveau B in de rijksbesturen en bovendien houder zijn van een diploma of getuigschrift uitgereikt na het beëindigen van een volledige cyclus van leergangen administratieve wetenschappen in overeenstemming met het door de Koning vastgestelde minimumprogramma. (Hiervoor gelden wel enkele vrijstellingen).

De kandidatuur dient per aangetekend schrijven, vergezeld van een eensluitend verklaard afschrift van het gevraagde diploma, gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen, Lindenplaats 7, 9180 Moerbeke, en ten laatste toe te komen op 15 oktober 1999.

Alle inlichtingen en voorwaarden zijn te bekomen op het gemeentesecretariaat, tel. 09/346 80 05. (24442)

Commune de Molenbeek-Saint-Jean

La commune de Molenbeek-Saint-Jean procède à l'engagement et à la constitution d'une réserve de recrutement de :

inspecteurs principaux de première classe

Conditions générales :

être Belge;

de comportement irréprochable;

minimum 25 ans et maximum 40 ans;

satisfaire à la législation linguistique.

Conditions particulières :

être titulaire soit du brevet d'officier de police judiciaire - soit du brevet d'officier de la police communale - soit du brevet de candidat commissaire ou de commissaire adjoint;

compter une ancienneté cumulée d'au moins six ans au sein de la police communale, dans le grade d'inspecteur (principal), d'agent brigadier (principal) et/ou d'agent dans un ou plusieurs corps;

satisfaire à l'examen de recrutement.

Candidatures écrites reçues jusqu'au 15 octobre 1999, collège des bourgmestre et échevins, rue du Comte de Flandre 20, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (service du personnel).

Renseignements complémentaires : Carla Vannimmen (02/412 37 15); Marianne Van de keere (02/412 38 62), (de 8 à 12 heures). (24443)

Gemeente Sint-Jans-Molenbeek

De gemeente Sint-Jans-Molenbeek gaat over tot de aanwerving en de samenstelling van een wervingsreserve van :

hoofdinspecteurs eerste klasse

Algemene voorwaarden :

Belg zijn;

van onberispelijk gedrag zijn;

minimum 25 jaar en maximum 40 jaar oud zijn;

voldoen aan de taalwetgeving.

Bijzondere voorwaarden :

houder zijn van ofwel het brevet van officier van gerechtelijke politie - ofwel van het brevet van officier van gemeentepolitie - ofwel het brevet van kandidaat commissaris of adjunct-commissaris;

een gecumuleerde anciënniteit tellen van minimaal zes jaar in het gemeentelijk korps in de graad van (hoofd)inspecteur, politieagent (hoofd)brigadier en/of politieagent in één of meerdere korpsen;

slagen voor een aanwervingsexamen.

Schriftelijke kandidaturen te versturen vóór 15 oktober 1999, college van burgemeester en schepenen, Graaf van Vlaanderenstraat 20, 1080 Sint-Jans-Molenbeek (personeelsdienst).

Bijkomende inlichtingen: Carla Vannimmen (02/412 37 15); Marianne Van de keere (02/412 38 62), (van 8 tot 12 uur). (24443)

Gemeente Overijse

Het gemeentebestuur van Overijse organiseert een aanwervingsexamen voor volgende contractuele functie :

administratief assistent-bode D1-D2

houder zijn van een getuigschrift van drie jaar secundair of daarmee gelijkgesteld onderwijs;

slagen in het aanwervingsexamen.

Nadere inlichtingen kunnen bekomen worden op de rekendienst-personeelsdienst van het gemeentebestuur van Overijse; tel. 02/687 60 40, toestel 222.

De kandidaturen dienen gestuurd naar het college van burgemeester en schepenen van en te 3090 Overijse. De kandidatenlijst wordt afgesloten op 5 oktober 1999.

De kandidatuur dient vergezeld te zijn van een voor eensluidend verklaard afschrift van het getuigschrift. (24444)

Stad Ronse

Het college van burgemeester en schepenen bericht dat er zal worden overgegaan tot de aanwerving van 1 handlanger gebouwen en 1 handlanger wegenis (m/v), in vast verband.

De gecoördineerde wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken (koninklijk besluit van 18 juli 1966) zijn van toepassing.

De kandidaturen gericht aan het college van burgemeester en schepenen, stadhuis, Grote Markt 12, 9600 Ronse, moeten aangetekend ter post neergelegd worden uiterlijk op zaterdag 16 oktober 1999 (post-stempel geldt als bewijs).

Voor alle bijkomende inlichtingen kan u zich wenden tot de personeelsdienst, stadhuis, Grote Markt, te 9600 Ronse, telefoon 055/23 27 23. (24445)

Ville de Renaix

Le collège des bourgmestre et échevins communique qu'il sera procédé au recrutement de 2 manœuvres (m/f).

L'arrêté royal du 18 juillet 1996 tenant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, est d'application.

Les candidatures adressées au collège des bourgmestre et échevins doivent être postées sous plus recommandé au plus tard le samedi 16 octobre 1999.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au service du personnel, hôtel de ville, Grand Place, à 9600 Renaix, téléphone 055/23 27 23.

Remarque : les formalités concernant le recrutement se font uniquement en langue néerlandaise. (24445)

Stad Ronse

Het college van burgemeester en schepenen bericht dat er zal worden overgegaan tot de aanwerving van 1 architect (m/v), in vast verband.

De gecoördineerde wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken (koninklijk besluit van 18 juli 1966) zijn van toepassing.

De kandidaturen gericht aan het college van burgemeester en schepenen, stadhuis, Grote Markt 12, 9600 Ronse, moeten aangetekend ter post neergelegd worden uiterlijk op zaterdag 16 oktober 1999 (post-stempel geldt als bewijs). Bij de kandidaatstelling dient een voor eensluidend verklaard afschrift van diploma en *curriculum vitae* gevoegd te worden.

Voor alle bijkomende inlichtingen kan u zich wenden tot de personeelsdienst, stadhuis, Grote Markt, te 9600 Ronse, telefoon 055/23 27 23. (24446)

Ville de Renaix

Le collège des bourgmestre et échevins communique qu'il sera procédé au recrutement d'un architecte (m/f).

L'arrêté royal du 18 juillet 1996 tenant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, est d'application.

Les candidatures adressées au collège des bourgmestre et échevins doivent être postées sous pli recommandé au plus tard le samedi 16 octobre 1999. Les candidatures doivent être accompagnées du diplôme.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au service du personnel, hôtel de ville, Grand Place, à 9600 Renaix, téléphone 055/23 27 23.

Remarque : les formalités concernant le recrutement se font uniquement en langue néerlandaise. (24446)

Stad Ronse

Het college van burgemeester en schepenen bericht dat er zal worden overgegaan tot de aanwerving van 1 badmeester (m/v), in vast verband.

De gecoördineerde wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken (koninklijk besluit van 18 juli 1966) zijn van toepassing.

De kandidaturen gericht aan het college van burgemeester en schepenen, stadhuis, Grote Markt 12, 9600 Ronse, moeten aangetekend ter post neergelegd worden uiterlijk op zaterdag 16 oktober 1999 (post-stempel geldt als bewijs). Bij de kandidaatstelling dient een voor eensluidend verklaard afschrift van diploma, reddersbrevet, brevet EHBO en *curriculum vitae* gevoegd te worden.

Voor alle bijkomende inlichtingen kan u zich wenden tot de personeelsdienst, stadhuis, Grote Markt, te 9600 Ronse, telefoon 055/23 27 23. (24447)

Ville de Renaix

Le collège des bourgmestre et échevins communique qu'il sera procédé au recrutement d'un maître-nageur (m/f).

L'arrêté royal du 18 juillet 1996 tenant coordination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, est d'application.

Les candidatures adressées au collège des bourgmestre et échevins doivent être postées sous pli recommandé au plus tard le samedi 16 octobre 1999. Les candidatures doivent être accompagnées du diplôme, brevet de sauveteur, diplôme de secourisme.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au service du personnel, hôtel de ville, Grand Place, à 9600 Renaix, téléphone 055/23 27 23.

Remarque : les formalités concernant le recrutement se font uniquement en langue néerlandaise. (24447)

Stad Ronse

—

Het college van burgemeester en schepenen bericht dat er zal worden overgegaan tot de aanwerving van 1 sportfunctionaris (m/v), in vast verband mits één jaar proeftijd en aanleg van een wervingsreserve van drie jaar.

De gecoördineerde wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken (koninklijk besluit van 18 juli 1966) zijn van toepassing.

De kandidaturen gericht aan het college van burgemeester en schepenen, stadhuis, Grote Markt 12, 9600 Ronse, moeten aangetekend ter post neergelegd worden uiterlijk op zaterdag 16 oktober 1999 (poststempel geldt als bewijs). Bij de kandidaatstelling dient een voor eensluidend verklaard afschrift van diploma (licentie lichamelijke opvoeding) + brevet van sportfunctionaris afgeleverd door de Vlaamse Trainerscholl of één van de bekwaamheidsbewijzen bepaald door de Vlaamse regering + *curriculum vitae* gevoegd te worden.

Voor alle bijkomende inlichtingen kan u zich wenden tot de personeelsdienst, stadhuis, Grote Markt, te 9600 Ronse, telefoon 055/23 27 23. (24448)

Ville de Renaix

—

Le collège des bourgmestre et échevins communique qu'il sera procédé au recrutement d'un fonctionnaire de sport (m/f).

L'arrêté royal du 18 juillet 1996 tenant coördination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, est d'application.

Les candidatures adressées au collège des bourgmestre et échevins doivent être postées sous pli recommandé au plus tard le samedi 16 octobre 1999. Les candidatures doivent être accompagnées du diplôme + *curriculum vitae*.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au service du personnel, hôtel de ville, Grand Place, à 9600 Renaix, téléphone 055/23 27 23.

Remarque : les formalités concernant le recrutement se font uniquement en langue néerlandaise. (24448)

Stad Ronse

—

Het college van burgemeester en schepenen bericht dat er zal worden overgegaan tot de aanwerving van 1 KMO-ambtenaar (m/v), in vast verband mits het vervullen van één jaar proeftijd en het aanleggen van een wervingsreserve van drie jaar.

De gecoördineerde wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken (koninklijk besluit van 18 juli 1966) zijn van toepassing.

De kandidaturen gericht aan het college van burgemeester en schepenen, stadhuis, Grote Markt 12, 9600 Ronse, moeten aangetekend ter post neergelegd worden uiterlijk op zaterdag 16 oktober 1999 (poststempel geldt als bewijs). Bij de kandidaatstelling dient een voor eensluidend verklaard afschrift van diploma (graduaat bedrijfsbeheer) + *curriculum vitae* gevoegd te worden.

Voor alle bijkomende inlichtingen kan u zich wenden tot de personeelsdienst, stadhuis, Grote Markt, te 9600 Ronse, telefoon 055/23 27 23. (24449)

Ville de Renaix

—

Le collège des bourgmestre et échevins communique qu'il sera procédé au recrutement d'un fonctionnaire PME (m/f).

L'arrêté royal du 18 juillet 1996 tenant coördination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, est d'application.

Les candidatures adressées au collège des bourgmestre et échevins doivent être postées sous pli recommandé au plus tard le samedi 16 octobre 1999. Les candidatures doivent être accompagnées du diplôme.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au service du personnel, hôtel de ville, Grand Place, à 9600 Renaix, téléphone 055/23 27 23.

Remarque : les formalités concernant le recrutement se font uniquement en langue néerlandaise. (24449)

Stad Ronse

—

Het college van burgemeester en schepenen bericht dat er zal worden overgegaan tot de aanwerving van 2 hoveniers (m/v), in vast verband.

De gecoördineerde wetten op het gebruik van talen in bestuurszaken (koninklijk besluit van 18 juli 1966) zijn van toepassing.

De kandidaturen gericht aan het college van burgemeester en schepenen, stadhuis, Grote Markt 12, 9600 Ronse, moeten aangetekend ter post neergelegd worden uiterlijk op zaterdag 16 oktober 1999 (poststempel geldt als bewijs). Bij de kandidaatstelling dient een voor eensluidend verklaard afschrift van diploma (minimum drie jaar lager secundair onderwijs) + *curriculum vitae* gevoegd te worden.

Voor alle bijkomende inlichtingen kan u zich wenden tot de personeelsdienst, stadhuis, Grote Markt, te 9600 Ronse, telefoon 055/23 27 23. (24450)

Ville de Renaix

—

Le collège des bourgmestre et échevins communique qu'il sera procédé au recrutement de 2 jardiniers (m/f).

L'arrêté royal du 18 juillet 1996 tenant coördination des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, est d'application.

Les candidatures adressées au collège des bourgmestre et échevins doivent être postées sous pli recommandé au plus tard le samedi 16 octobre 1999. Les candidatures doivent être accompagnées du diplôme + *curriculum vitae*.

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser au service du personnel, hôtel de ville, Grand Place, à 9600 Renaix, téléphone 055/23 27 23.

Remarque : les formalités concernant le recrutement se font uniquement en langue néerlandaise. (24450)

Stad Tielt

—

Het stadsbestuur van Tielt gaat over tot de statutaire aanwerving van : een technisch assistent-huisbewaarder (m/v) D1-D3, voltijds voor het cultureel centrum Gildhof, met vastlegging van een wervingsreserve voor de duur van één jaar.

Diplomavereiste.

Houder zijn van het getuigschrift lager secundair of daarmee gelijkgesteld, richting elektronica/elektriciteit.

Bijkomende voorwaarde.

Het Cultureel centrum Gildhof bewonen.

De functiebeschrijving, de toelatings- en aanwervingsvoorwaarden zijn te bekomen bij het stadsbestuur (personeelsdienst), Tramstraat 2, 8700 Tielt (tel. 051/42 60 72).

De schriftelijke kandidaturen, samen met een afschrift van diploma, dienen per aangetekend schrijven toe te komen bij het college van burgemeester en schepenen uiterlijk op 12 oktober 1999. (24451)

Commune de Verviers

L'administration communale de Verviers constitue une réserve de recrutement de chefs de bureau administratifs.

Age minimum requis : 25 ans.

Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme de l'enseignement universitaire ou assimilé et satisfaire à un examen d'aptitude.

Date limite pour le dépôt des candidatures : le 15 octobre 1999.

Pour tous renseignements (conditions à remplir, programma des épreuves, documents à fournir, etc.) s'adresser au bureau du personnel-gestion, hôtel de ville-annexe, place du Marché 55, à 4800 Verviers, tél. 087/32 52 58. (24452)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Kampenhout

Het O.C.M.W.-Kampenhout werft aan : 1/2 time onderhoudswerker (m/v), in contractueel verband voor het onderhoud van haar serviceflats « De Waaier ».

De aanwervingsvoorwaarden en het functieprofiel zijn te bekomen op het O.C.M.W.-secretariaat, Dorpsstraat 9, Kampenhout, iedere werkdag tussen 9 en 12 uur (tel. 016/65 53 32).

De kandidaturen dienen per aangetekend schrijven gezonden te worden aan de voorzitter van het O.C.M.W., Dorpsstraat 9, te 1910 Kampenhout, vóór 30 september 1999. (24453)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Moerbeke

Volgende betrekking is te begeven in statutair verband (man/vrouw) : O.C.M.W.-secretaris.

Voorziene indiensttreding : 1 april 2000.

De kandidaten moeten :

a) hetzij houder zijn van de diploma's of studiegetuigschriften die in aanmerking worden genomen voor de aanwerving in de betrekkingen van niveau A in de rijksbesturen, hetzij houder zijn van het diploma van licentiaat in de ziekenhuiswetenschappen behaald na een studiecyclus van hoger technisch onderwijs A1 of na een universitaire kandidatuur op voorwaarde dat minstens vier jaar postsecundair onderwijs met volledig leerplan werd gevolgd;

b) bovendien houder zijn van een diploma of getuigschrift uitgereikt na het beëindigen van een volledige cyclus van leergangen administratieve wetenschappen in overeenstemming met het door de Koning vastgestelde minimumprogramma (hiervoor gelden wel enkele vrijstellingen).

De kandidatuurstellingen, vergezeld van een eensluidend verklaard afschrift van het gevraagde diploma, dient gericht te worden aan de heer Armand Munghen, O.C.M.W.-voorzitter, Hospicestraat 15, 9180 Moerbeke, en ten laatste toe te komen op 15 oktober 1999.

Alle inlichtingen en voorwaarden zijn te bekomen op het O.C.M.W.-secretariaat, tel. 09/34 68 05. (24454)

Handelshogeschool Antwerpen

Het hogeschoolbestuur van de Handelshogeschool wenst aan te werven voor volgende vacature :

een full-time bediende, deeltijds voor de cursusdienst en deeltijds voor de cafetaria.

Profiel :

diploma HSO;

stipt en net;

vlot en vriendelijk kunnen omgaan met studentenpubliek;

zin voor verantwoordelijkheid;

in teamverband kunnen werken;

bereid ook 's avonds en op zaterdagvoormiddag te werken.

Taakomschrijving :

beheer cursusdienst :

verkoop cursussen;

stockbeheer;

externe copiedienst : bestellingen doorgeven en opvolgen;

tekstverwerking : word;

beheer studentencafetaria, met onderhoud :

boekhouding cafetaria bijhouden;

voorraad en leveringen opvolgen;

beheer koffiekamer professoren, met onderhoud;

tijdens de periodes waarin er geen colleges plaatsvinden inzetbaar bij andere diensten.

Contract :

Administratief personeel, niveau C11, barema 577.

Aanwerving voor onbepaalde duur met proefperiode van drie maanden.

Indiensttreding per 1 oktober 1999.

Sollicitatiebrieven vergezeld van uitgebreid *curriculum vitae* te sturen naar Dr. Flora Carrijn, algemeen directeur, Handelshogeschool, Korte Nieuwstraat 33, 2000 Antwerpen. Uiterste datum voor kandidatuurstelling : 25 september 1999. (24455)

Gemeente Heusden-Zolder

Het gemeentebestuur Heusden-Zolder werft aan directeur Centrum voor volwassenenonderwijs Heusden-Zolder.

De directeur dient over volgende kwaliteiten te beschikken :

kennis van het wettelijk en reglementair kader;

pedagogisch-didactische kennis;

brede algemene ontwikkeling;

beheersing van basis managementtechnieken;

inzicht in de structuur van het onderwijs sociale promotie (secundair onderwijs);

organisatietalent : planmatig en doeltreffend werken;

een visie en een strategie kunnen ontwikkelen;

flexibiliteit;

bezieling, enthousiasme, zelfvertrouwen, rechtlijnig, consequent;

vaardigheid om richting en sturing te kunnen geven.

Aanwervingsvoorwaarden :

houder zijn van het diploma van universitair niveau of gelijkgesteld, aangevuld met een pedagogisch getuigschrift;

slagen voor een selectieproef.

U kan zich kandidaat stellen door een sollicitatiebrief met een uitgebreid *curriculum vitae* en een afschrift van uw diploma en/of getuigschrift aangetekend te sturen aan het college van burgemeester en schepenen, Heldenplein 1, 3550 Heusden-Zolder. Uw kandidatuur dient uiterlijk op 11 oktober 1999 te worden verzonden. De poststempel is bepalend.

Voor meer inlichtingen kan u steeds terecht bij de heer Hugo Claes, dienst personeel, op het tel. 011/53 73 71. (24520)

Centre public d'aide sociale de Bruxelles

Le Centre public d'aide sociale de Bruxelles procèdera prochainement au recrutement et à la constitution d'une réserve de recrutement de candidats francophones et néerlandophones à l'emploi de m(/f) :

assistant(e) social(e).

extrait des conditions à remplir le 8 octobre 1999 :

être titulaire du diplôme d'assistant(e) social(e) (E.T.S. 1^{er} degré);

être ressortissant de l'Union européenne;

être de conduite irréprochable et jouir des droits civils et politiques.

Les candidats seront appelés à présenter un examen de recrutement organisé par le Centre public d'aide sociale et pourront faire l'objet d'une nomination définitive après réussite de l'examen linguistique (niveau 2+) de seconde langue écrit et oral organisé par le Secrétariat permanent de Recrutement de l'Etat.

Les frais d'inscription à l'examen s'élèvent à BEF 300.

Aucune condition d'âge n'est exigée.

Barème de rémunération : montant annuel indexé : minimum BEF 780 160 + pécule de vacances + prime de fin d'année.

Les renseignements complémentaires y compris le programma d'examen seront transmis aux candidats dès réception de leur demande à formuler par écrit, au plus tard avant le 8 octobre 1999 au soir, au Centre public d'aide sociale de Bruxelles, département du personnel, rue Haute 298a, 1000 Bruxelles.

Les candidats joindront à leur demande un *curriculum vitae* ainsi qu'une photographie d'identité récente.

Centre public d'aide sociale de Bruxelles, département du personnel, rue Haute 298a, 1000 Bruxelles, tél. 02/543 61 22 ou 02/543 61 23. (24521)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel

Het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel zal binnenkort overgaan tot de aanwerving en tot de samenstelling van een wervingsreserve van Nederlandstalige en Franstalige kandidaten (m/v) voor de betrekking van :

maatschappelijk assistent(e).

Uittreksel uit de voorwaarden waaraan voldaan moet zijn op 8 oktober 1999 :

houder zijn van het diploma van maatschappelijk assistent(e) (H.T.S. 1^e graad);

onderdaan zijn van de Europese Unie;

van onberispelijk gedrag zijn en genieten van de burgerlijke en politieke rechten.

De kandidaten zullen een wervingsexamen dienen af te leggen, georganiseerd door het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel. Zij zullen van een definitieve benoeming kunnen genieten na het slagen in het taalexamen (niveau 2+) van de tweede taal, schriftelijk en mondeling, georganiseerd door het Vast Wervingssecretariaat.

De inschrijvingskosten voor het examen bedragen BEF 300.

Er worden geen voorwaarden vereist qua leeftijd.

Wedde : geïndexeerde jaarwedde : minimum BEF 780 160 + vakantiegeld + sociale programmatie.

De kandidaten dienen schriftelijk te solliciteren vóór 8 oktober 1999 's avonds bij het Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel, departement personeel, Hoogstraat 298a, 1000 Brussel. Alle nuttige inlichtingen evenals het examenprogramma zullen hun daarna worden toegezonden. De kandidaten worden verzocht hun *curriculum vitae* en een recente pasfoto bij hun aanvraag te voegen.

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Brussel, departement personeel, Hoogstraat 298a, 1000 Brussel, tel. 02/543 61 22 of 02/543 61 23. (24521)

Vlaamse Autonome Hogeschool Gent

Volgende betrekkingen zijn vacant verklaard door de Vlaamse Autonome Hogeschool Gent :

Departement Bedrijfskunde BME :

betrekking BBME E 008/1999-2000 : praktijklector toegepaste informatica (40 %).

De formulieren voor kandidaatstelling, de toelatingsvoorwaarden en de profielbeschrijving zijn te bekomen op de web-site van de Hogeschool Gent <http://www.hogent.be/vacature> of kunnen afgehaald worden op het secretariaat van de sector personeel van de Hogeschool Gent, J. Kluykensstraat 2, 9000 Gent.

De kandidaatstelling, samen met het *curriculum vitae* en een kopie van het diploma, dient uiterlijk op 27 september 1999 aangetekend verstuurd te worden aan de Hogeschool Gent, t.a.v. dr. ir. G. Aelterman, algemeen directeur, J. Kluykensstraat 2, 9000 Gent. (24522)

Actes judiciaires et extraits de jugements Gerechtelijke akten en uittreksels uit vonnissen

Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er} du Code civil

Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1 van het Burgerlijk Wetboek

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles rendue en date du 2 septembre 1999, la nommée Mme Ben Abdellah, Marie-Christine, née à Frasnes-lez-Couvin le 15 avril 1957, domiciliée à 1030 Schaerbeek, rue Emmanuel Hiel 40, résidant actuellement à 1020 Bruxelles, CHU-Brugmann, place Van Gehuchten 4, unité 44, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Leclerc, Patrick, avocat, domicilié à 1030 Bruxelles, avenue Ernest Cambier 39.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (65740)

Justice de paix du canton de Hamoir

Suite à la requête déposée le 27 août 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Hamoir rendue le 8 septembre 1999, M. Simonet, Michel, né le 28 avril 1955 à Comblain-au-Pont, domicilié rue du Barrage 4, à 4140 Sprimont, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Donne, Marielle, avocate, domiciliée rue Saint-Jean-Sart 13, à 4577 Outrelouxhe.

Pour extrait conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Simon, Maryse. (65741)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 17 août 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy rendue le 3 septembre 1999, M. Wouters, Franciscus, né le 30 mai 1924 à Grobbendonk, veuf, « Les Floricots », rue Poyoux Sarts 29, à 4500 Tihange, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Wouters, Fernand, assistant administratif, domicilié rue Marcel Héron 20, à 5020 Flawinne.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Gendebien, Liliane. (65742)

Justice de paix du deuxième canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du deuxième canton de Schaerbeek en date du 2 septembre 1999, suite à la requête déposée au greffe le 24 août 1999, la nommée Modolo, Elda Rosa, née à Tubize le 11 juillet 1930, divorcée, résidant et domiciliée à 1030 Schaerbeek, rue Van Droogenbroeck 62 (rez-de-chaussée), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Dupuis, Damien, avocat, adresse du cabinet à 1030 Schaerbeek, chaussée de Haecht 179.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Eliane Verbruggen. (65743)

Vrederecht van het eerste kanton Antwerpen

Bij beschikking van de toegevoegd vrederechter van het eerste kanton Antwerpen, verleend op 3 september 1999, werd De Swerts, Paulina, geboren te Antwerpen op 8 januari 1928, wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), Bisschoppenhoflaan 113, opgenomen in de instelling A.Z. Stuivenberg, Lange Beeldekensstraat 267, te 2060 Antwerpen, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Inderdael, Guido, lector K.D.G.-Hogeschool, wonende te 2990 Wuustwezel, Watermuntstraat 20.

Antwerpen, 13 september 1999.

De griffier, (get.) Braeken, Godelieve. (65745)

Vrederecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 9 september 1999, werd De Bie, Marie-Rose, geboren op 1 mei 1956, wonende te 2170 Merksem (Antwerpen), Kruisbekstraat 77, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Bethanie, Andreas Vesaliuslaan 39, te 2980 Sint-Antonius-Zoersel, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Joris, Erwin, advocaat, wonende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 20 augustus 1999.

Brasschaat, 13 september 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (65746)

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 9 september 1999, werd Van Heddegem, Guy, geboren te Gent op 14 december 1955, verblijvende in het Universitair Ziekenhuis, te 9000 Gent, De Pintelaan 185, K 12, kamer 12, Intensieve Zorgen, 12e verdieping, IB kant, eenheid 5, positie 3, gedomicilieerd te 9000 Gent, Hubert Frère Orbanlaan 462/5, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Heddegem, Gerard, gepensioneerd ambtenaar, Vossenstraat 86, 9090 Melle.

Voor eensluidend afschrift : de hoofdgriffier, i.o., (get.) C. De Veirman, griffier. (65747)

Vrederecht van het eerste kanton Hasselt

De beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Hasselt, van 8 september 1999, gewezen op verzoekschrift, verklaart Brouwers, Joanna, verblijvende Virga Jesse Ziekenhuis, Stadsomvaart 11, te Hasselt, wonende te 3660 Opglabbeek, Primulastraat 19, niet in staat haar goederen te beheren en voegt haar toe als voorlopig bewindvoerder : Vierbergen, Willy, wonende te Opglabbeek, Primulastraat 19, zoon van betrokkene.

Voor eensluidend uittreksel : de adjunct-griffier, (get.) C. Vanheusden. (65748)

Vrederecht van het kanton Herentals

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Herentals, Victor Gysemberg, verleend op 9 augustus 1999, rep. 1771, werd Verheyen, Kristien, geboren te Merksem op 8 augustus 1981, verblijvende en gedomicilieerd te 2200 Herentals, Raapbreukstraat 83, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Verheyen, Francis, zaakvoerder, Raapbreukstraat 83, 2200 Herentals.

Herentals, 13 september 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) Jan Smets. (65749)

Vrederecht van het kanton Nieuwpoort

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Nieuwpoort, verleend op 7 september 1999, werd Vancorsellis, Monique, geboren te Menen op 30 december 1951, wonende te 8670 Oostduinkerke, Bitterzoetlaan 9, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder : Heughebaert, Kathy, advocaat, wonende te 8630 Veurne, D. Dehaenlaan 60.

Nieuwpoort, 13 september 1999.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Candaele, Hugo. (65750)

Vrederecht van het kanton Oostrozebeke

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Oostrozebeke, verleend op 2 september 1999, werd Vincent, Alice Elisabeth, gepensioneerde, geboren te Meulebeke op 16 december 1915, weduwe van André Vincent, wonende te 8760 Meulebeke, R.V.T. Sint-Vincentius, Bonestraat 17, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder : Mr. Mieke Vuylsteke, advocaat te 8760 Meulebeke, Goethalsplaats 2.

Oostrozebeke, 9 september 1999.

De hoofdgriffier, (get.) L. Deneir. (65751)

Vrederecht van het kanton Tielt

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Tielt, verleend op 7 september 1999, werd Faveere, Gabrielle, geboren te Vichte op 14 augustus 1909, wonende te 8700 Tielt, Stationsstraat 71, opgenomen in de instelling R.V.T. Sint-Andries, Krommewalstraat 9, te 8700 Tielt, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Defosse, Marc, wonende te 8700 Tielt, Ronceval 56.

Tielt, 13 september 1999.

De adjunct-griffier, (get.) Missant, Petra. (65752)

Friedensgericht des Kantons Sankt Vith

—

Durch Verfügung des Herrn Friedensrichters des Kantons Sankt Vith vom 10. September 1999 wurde Frau Roswitha Huberts-Heinskyll, wohnhaft in 4760 Büllingen, Manderfeld 145, als vorläufige Verwalterin ihres Sohnes Herrn Manuel Huberts, wohnhaft gleiche Adresse, bezeichnet.

Es wurde festgestellt, dass der vorgenannte Herr Manuel Huberts teilweise ausser Stande ist, seine Güter selbst zu verwalten. Herr Manuel Huberts bleibt befähigt, unter der Aufsicht der vorläufigen Verwalterin selbst seine Einkünfte einzuziehen und darüber zu verfügen und die Kosten des normalen täglichen Lebens zu bestreiten, sowie die damit gegebenenfalls in Zusammenhang stehenden Bankverrichtungen in Bezug auf ein laufendes Bankkonto zu tätigen.

Für gleichlautenden Auszug: de Chefgraffier, (gez.) Raymond Neven. (65759)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

—

Vrederecht van het kanton Westerlo

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Westerlo, verleend op 10 september 1999, werd de beslissing d.d. 14 juni 1994, waarbij over de genaamde Swolfs, Maria, geboren op 27 augustus 1910 te Geel, gepensioneerde, wonend en verblijvend in de instelling rusthuis Parel Der Kempen, gevestigd te 2260 Westerlo, Verlorenkost 22, werd aangesteld tot voorlopige bewindvoerder, de genaamde: Vranckx, Josepha Julia Maria, geboren op 16 januari 1932 te Tongerlo, gepensioneerde, wonend te 2260 Westerlo/Tongerlo, Geelsestraat 3, opgeheven.

Westerlo, 13 september 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Mia Discart. (65753)

Vrederecht van het kanton Deinze

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 9 september 1999, werd ambtshalve een einde gesteld aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van Van Quickenborne, Guy, ingevolge het overlijden op 9 augustus 1999 te Deinze, over Roland, Fernande, geboren te Houdeng Goegnies op 28 februari 1905, in leven wonende en verblijvende te 9800 Deinze, Ten Bosse 150.

Deinze, 10 september 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Dora Stevens. (65754)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Deinze, verleend op 9 september 1999, werd ambtshalve een einde gesteld aan het mandaat van voorlopig bewindvoerder van Van Den Daelen, Michel, ingevolge het overlijden op 8 augustus 1999 te Deinze, over Dhondt, Margaretha Celesta, geboren te Vinkt op 6 april 1916, in leven wonende en verblijvende te 9800 Deinze, Kortrijksesteenweg 61.

Deinze, 10 september 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) Dora Stevens. (65755)

Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

—

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 13 september 1999, werd Smeets, Marie, advocaat, Leopold III-straat 9, 3800 Sint-Truiden, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Sint-Truiden op 20 april 1998 (rolnummer 98B9195-Rep.R. 1439.98) tot voorlopige bewindvoerder over Huysmans, Gaby Fernand Martha, geboren te Genk op 30 september 1959, arbeidster, wonende te 3800 Sint-Truiden, Molenstraat 56/101, heden ontslagen van haar opdracht.

Zegt dat vanaf die datum de beschermde persoon opnieuw zijn goederen kan beheren.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 27 juli 1999.

Sint-Truiden, 13 september 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (65756)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 13 september 1999, werd Jenne, Luc, advocaat, Beekstraat 9, 3800 Sint-Truiden, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Sint-Truiden op 28 augustus 1995 (rolnummer 95B7421-Rep.R. 2391.95) tot voorlopige bewindvoerder over Degreef, Eugène, geboren te Leuven op 6 juni 1970, wonende te 3800 Sint-Truiden, Capucienessenstraat 13/102, ontslagen van zijn opdracht.

Zegt dat vanaf die datum de beschermde persoon opnieuw zijn goederen kan beheren.

Sint-Truiden, 13 september 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (65757)

Justice de paix du canton d'Uccle

—

Par ordonnance du juge de paix de complément du canton d'Uccle, en date du 10 septembre 1999, il a été constaté que par le décès, survenu le 24 août 1999 de Mme Camion, Antoinette, de son vivant domiciliée à la Résidence « Hamoir », avenue Hamoir 1, bte 45, à 1180 Uccle, il a été mis fin au mandat d'administrateur provisoire de Me Piere Valvekens, avocat, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, rue de Livourne 45.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Pascal Goies. (65744)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Justice de paix du troisième canton de Schaerbeek

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek, en date du 3 septembre 1999, Me Tournay, Yvan, avocat à 1160 Bruxelles, boulevard du Souverain 144, bte 33, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire de la nommée Lozano Zubillaga, Maria Asuncion, née à Aibar (Espagne) le 11 novembre 1946, domiciliée à Saint-Josse-ten-Noode, rue Joseph Dekeyn 40, mais résidant au Centre Hospitalier Dr. J. Titeca, sis à Schaerbeek, rue de la Luzerne 11, déclarée incapable de gérer ses biens par jugement d'appel du tribunal de première instance de Bruxelles du 19 avril 1994, et ce, en remplacement de M. Wathelet, René, domicilié à Saint-Josse-ten-Noode, rue Joseph Dekeyn 40, désigné à cette fonction par jugement d'appel du tribunal de première instance de Bruxelles, du 19 avril 1994.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Christiane Vanden Wijngaert. (65758)

Publication prescrite par l'article 793
du Code civil

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek

Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 99-1436 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 9 septembre 1999, M. Quenon, Gaëtan, domicilié à Tournai (Rumillies), rue Druguet 2, agissant en sa qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 16 août 1999, et donnée par Mme Begain, Micheline, née à Tournai le 28 novembre 1951, domiciliée à 7500 Tournai, rue Albert Asou 42 (TOU), a déclaré, au nom de sa mandante, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Chretien, Catherine Marguerite Clémence, née à Nivelles le 28 décembre 1974, de son vivant domiciliée à Bruxelles, rue du Canal 75, et décédée le 31 mai 1998 à Charleroi.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Loix, Albert, notaire à Tournai, quai Sakharov 7.

Bruxelles, le 9 septembre 1999.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (24456)

Tribunal de première instance de Dinant

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le jeudi dix-neuf août, par-devant nous, Georgette Feret, greffière en chef du tribunal de première instance séant à Dinant, province de Namur, a comparu au greffe de ce tribunal : Frantzen, Christiane Joséphine M.L., née à Charleroi le 22 mai 1956, domiciliée à 6010 Charleroi, rue du Cercle 6, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de sa fille : Jalet, Valérie, née à Dinant le 5 janvier 1982, domiciliée à 6010 Couillet, rue du Cercle, petite-fille de la défunte, laquelle comparante, faisant choix de la langue française, et pour se conformer à la délibération du conseil de famille tenu sous la présidence de Mme le juge de paix du canton de Beauraing en date du 19 juillet 1999, et dont extrait conforme restera annexé au présent acte, nous a déclaré, au nom de sa fille mineure préqualifiée, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession qui lui dévolue par le décès de dame Rochette, Marie, née à Martouzin-Neuville le 4 août 1912, en son vivant demeurant et domiciliée à Yvoir (Dorinne), rue d'En Bas 2, et décédée à Dinant en date du 3 juin 1999.

Dont acte, que la comparante a signé avec nous, greffier en chef, après lecture faite.

(Signé) G. Feret; Ch. Frantzen.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion. Cet avis doit être adressé à Me Etienne Beguin, notaire, rue de Dinant 28, à 5570 Beauraing.

Pour copie conforme délivrée à Mme Ch. Frantzen, à Charleroi : la greffière en chef, (signé) Georgette Feret. (24457)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le dix septembre, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu : Cavenaile, Philippe, avocat à Herstal, rue Hoyoux 78, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire de Woit, Angeline, née à Wandre le 21 août 1914, domiciliée à Wandre, Impasse de la Gare 75, résidant à Herstal, maison de repos Domaine d'Archis 32, désigné à cette fonction par ordonnance de Mme le juge de paix de Herstal en date du 15 février 1999, autorisé par ordonnance dudit juge de paix du 3 septembre 1999, dont copie restera annexée au présent acte, lequel comparant a déclaré ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Frère, Emile, né à Liège le 9 avril 1922, de son vivant domicilié à Wandre, Impasse de la Gare 75, et décédé le 10 janvier 1999 à Herstal.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Georges Delvaux, notaire à Wandre, rue du Pont 105.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (24458)

Rechtbank van eerste aanleg te Mechelen

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, op 10 september 1999, hebben :

1. Dewinter, Maria Elisabeth, gepensioneerde, geboren te Bornem op 30 november 1915, weduwe van de heer Beckers, Desideratus Ludovicus, wonende te Bornem, Lindestraat 8;

2. Beckers, Johan, programmeur, geboren te Bornem op 23 september 1945, wonende te Bornem (deelgemeente Weert), Binnendijkstraat 57;

3. Beckers, Ludwig, architect, geboren te Bornem op 8 april 1947, wonende te Bornem (deelgemeente Hingene), Koningin Astridlaan 119;

4. Beckers, Stephan, bloemist, geboren te Bornem op 14 januari 1952, wonende te Bornem (deelgemeente Hingene), Koningin Astridlaan 145;

5. Beckers, Leo, tandarts, geboren te Bornem op 17 april 1955, wonende te Bornem (deelgemeente Hingene), Wolfgang d'Urselstraat 6;

6. Beckers, Francis, staatsbediende, geboren te Bornem op 3 juli 1949, wonende te Deurle-Sint-Martens-Latem, Xavier De Cocklaan 56, doch thans wonende te Bornem, Sint-Amandsesteenweg 155,

verklaard, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Beckers, Desideratus Ludovicus, geboren te Ruisbroek op 21 februari 1915, in leven laatst wonende te 2880 Bornem, Lindestraat 8, en overleden te Bornem op 11 juni 1999.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Maeyens, Harry, notaris te 2880 Bornem, er kantoorhoudende Nieuwstraat 1/c.

Mechelen, 10 september 1999.

De hoofdgriffier van de rechtbank, (get.) L. Andries. (24459)

Rechtbank van eerste aanleg te Veurne

Bij akte nr. 3021, van de griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Veurne, d.d. 13 september 1999, werd door Cornette, Koen, geboren op 3 juli 1961, wonende te 8670 Koksijde, Dijkweg 2, handelend in hoedanigheid van vader en wettelijke voogd over de minderjarige door hem erkende kinderen :

Cornette, Kinia, geboren op 17 mei 1991, en

Cornette, Kjell, geboren op 16 september 1993,

ertoe gemachtigd door de beslissing van de familieraad gehouden onder het voorzitterschap van de heer vrederechter te Nieuwpoort, d.d. 21 april 1998;

verklaard te aanvaarden, onder voorrecht van boedelbeschrijving, de nalatenschap van Schwersensky, Karen, geboren te Berlin op 23 augustus 1961, die haar woonplaats had te 8670 Koksijde (Oostduinkerke), Dijkweg 2, en die overleden is te Leuven op 3 maart 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht hun rechten te doen kennen binnen de drie maanden te rekenen van de datum van deze bekendmaking, bij gewon aangetekend schrijven te richten aan notaris Paul Dalle, te Oostduinkerke.

Veurne, 13 september 1999.

De griffier, (get.) C. Coolsaet. (24460)

Concordat judiciaire – Gerechtelijk akkoord

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 6 septembre 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a accordé le sursis provisoire à la « S.A. Contimine N.V. », société anonyme, ayant son siège rue Provinciale 285, à 1301 Bierges, R.C. Nivelles 74135, T.V.A. 402.941.859, exerçant le négoce de matériel de soudage, et le négoce de roulements.

Le tribunal a désigné Me Michel Janssens, avocat à 1400 Nivelles, rue de la Procession 25, en qualité de commissaire au sursis.

Les créanciers sont invités à faire leurs déclarations de créances, avec pièces à l'appui, au greffe du tribunal de commerce, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles, au plus tard le 29 octobre 1999.

Il sera statué le 7 février 2000, à 9 heures, en l'auditoire du tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles, sur l'octroi du sursis définitif (concordat judiciaire).

Le débiteur peut accomplir tous les actes d'administration ou de disposition généralement quelconques, mais ce moyennant l'autorisation préalable du commissaire au sursis.

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (24461)

Par jugement du 6 septembre 1999, le tribunal de commerce de Nivelles a accordé le sursis provisoire à M. Charles Lemaire, exerçant le commerce sous la dénomination « Paps », place de l'Université 20, à 1348 Louvain-la-Neuve, domicilié à la même adresse, R.C. Nivelles 70470, T.V.A. 654.004.286, exerçant le commerce de Roller Skate.

Le tribunal a désigné Me Marc-Alain Speidel, avocat à 1400 Nivelles, rue de Charleroi 2, en qualité de commissaire au sursis.

Les créanciers sont invités à faire leurs déclarations de créances, avec pièces à l'appui, au greffe du tribunal de commerce, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles, au plus tard le 29 octobre 1999.

Il sera statué le 24 janvier 2000, à 9 heures, en l'auditoire du tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles, sur l'octroi du sursis définitif (concordat judiciaire).

Le débiteur peut accomplir tous les actes d'administration ou de disposition généralement quelconques, mais ce moyennant l'autorisation préalable du commissaire au sursis.

Pour extrait conforme : (signé) M.P. Leleux, greffière. (24462)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 septembre 1999, le tribunal de commerce de Bruxelles a accordé le sursis définitif à M. Piccoli, Natale, né le 12 juillet 1953 à Marrakech (Maroc), domicilié à Jette, rue Léopold I^{er} 440. R.C. Bruxelles 523945, T.V.A. 558.669.124, exploitant une boulangerie.

Le sursis définitif expirera le 8 septembre 2001 sous réserve de la prorogation prévue à l'article 34, alinéa 2, de la loi sur le concordat judiciaire.

M. Alain Cludts, commissaire au sursis exercera la surveillance et le contrôle de l'exécution du plan de redressement ou de paiement et du concordat.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) R. Tielemans. (24463)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 8 september 1999 werd door de rechtbank van koophandel te Brussel een definitieve opschorting van betaling toegekend aan de heer Piccoli, Natale, geboren op 12 juli 1953, te Marrakech (Marokko), gehuisvest te Jette, Leopold I-straat 440, H.R. Brussel 523.945, BTW 558.669.124, er een bakkerij uitbatend.

De definitieve opschorting eindigt op 8 september 2001, onder voorbehoud van verlening op grond van artikel 34, lid 2, van de wet op het gerechtelijk akkoord.

De heer Cludts, Alain, commissaris inzake opschorting, oefent toezicht en controle uit over de uitvoering van het herstel- of betalingsplan en over akkoordprocedure.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) R. Tielemans. (24463)

Faillite – Faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 septembre 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C. Entreprise générale de Bâtiment « Lusitania », dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles, rue de Hollande 44, R.C. Bruxelles 536402, T.V.A. 441.400.973.

Juge-commissaire : M. Van Sull.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 octobre 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24464)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 september 1999 werd geopend verklaard, na dagvaarding, het faillissement van de S.C. Entreprise Générale de Batiment « Lusitania », met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, Hollandstraat 44, H.R. Brussel 536402, BTW 441.400.973.

Rechter-commissaris : de heer Van Sull.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 oktober 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.
(Pro deo) (24464)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 septembre 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Marina, dont le siège social est établi à 1170 Watermael-Boitsfort, rue des Touristes 59, R.C. Bruxelles 605263, T.V.A. 458.217.805.

Juge-commissaire : M. Van Sull.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 octobre 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.
(Pro deo) (24465)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 september 1999 werd geopend verklaard, na dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Marina, met maatschappelijke zetel te 1170 Watermaal-Bosvoorde, Toeristenlaan 59, H.R. Brussel 605263, BTW 458.217.805.

Rechter-commissaris : de heer Van Sull.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 oktober 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.
(Pro deo) (24465)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 septembre 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C. Import-Export Mesut, dont le siège social est établi à 1030 Schaerbeek, rue de Brabant 230, R.C. Bruxelles 508534, T.V.A. 435.056.678.

Juge-commissaire : M. Van Sull.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 octobre 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24466)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 september 1999 werd geopend verklaard, na dagvaarding, het faillissement van de S.C. Import-Export Mesut, met maatschappelijke zetel te 1030 Schaerbeek, Brabantstraat 230, H.R. Brussel 508534, BTW 435.056.678.

Rechter-commissaris : de heer Van Sull.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 oktober 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24466)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 septembre 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C.R.I.S. Nelson's, dont le siège social est établi à 1060 Bruxelles, rue du Fort 3, R.C. Bruxelles 576375, T.V.A. 450.809.082.

Juge-commissaire : M. Van Sull.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 octobre 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24467)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 september 1999 werd geopend verklaard, na dagvaarding, het faillissement van de S.C.R.I.S. Nelson's, met maatschappelijke zetel te 1060 Brussel, Fortstraat 3, H.R. Brussel 576375, BTW 450.809.082.

Rechter-commissaris : de heer Van Sull.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 oktober 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24467)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 septembre 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Mechanical and Metallurgical Development - Mechameta, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, Galerie du Centre 319, R.C. Bruxelles 599861, T.V.A. 457.122.101.

Juge-commissaire : M. Van Sull.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 octobre 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24468)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 september 1999 werd geopend verklaard, na dagvaarding, het faillissement van de N.V. Mechanical and Metallurgical Development - Mechameta, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Center Galerij 319, H.R. Brussel 599861, BTW 457.122.101.

Rechter-commissaris : de heer Van Sull.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 oktober 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24468)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 8 septembre 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Institut national d'application de verres de contact - I.N.A.V.E.C., dont le siège social est établi à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, avenue Paul Hymans 105, R.C. Bruxelles 321113, T.V.A. 403.017.182.

Juge-commissaire : M. Van Sull.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 octobre 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24469)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 8 september 1999 werd geopend verklaard, na dagvaarding, het faillissement van de N.V. Institut National d'application de verres de contact, met maatschappelijke zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Paul Hymanslaan 105, H.R. Brussel 321113, BTW 403.017.182.

Rechter-commissaris : de heer Van Sull.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 oktober 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24469)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 6 septembre 1999 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.C.R.L. All Services, dont le siège social est établi à 1090 Jette, rue Dopéré 78, R.C. Bruxelles 600589.

Juge-commissaire : M. Van Sull.

Curateur : Me Jean-Pierre Domont, avenue Delleur 22, à 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 octobre 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24470)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 september 1999 werd geopend verklaard, ambts-halve en op bekenenis, het faillissement van de S.V.B.A. All Services, met maatschappelijke zetel te 1090 Jette, Dopérélaan 78, H.R. Brussel 600589.

Rechter-commissaris : de heer Van Sull.

Curator : Mr. Jean-Pierre Domont, Delleurlaan 22, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 oktober 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) J.-P. Domont.

(Pro deo) (24470)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement de la chambre des vacations, salle B, du tribunal de commerce de Bruxelles, du 8 septembre 1999, a été déclarée close, pour absence d'actif, la faillite de la S.P.R.L. F.7. Distribution, ayant son siège social à 1140 Evere, avenue du Cimetière de Bruxelles 34, R.C. Bruxelles 605981, T.V.A. 458.812.770.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur : Me Vincent Terlinden, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) V. Terlinden.

(Pro deo) (24471)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de vakantiekamer, zaal B, van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 8 september 1999, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan activa, het faillissement van de B.V.B.A. F.7 Distribution, met hoofdzetel hebbende te 1140 Evere, Kerkhof van Brussellaan 34, H.R. Brussel 605981, BTW 458.812.770.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Mr. Vincent Terlinden, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) V. Terlinden.

(Pro deo) (24471)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement de la chambre des vacations, salle B, du tribunal de commerce de Bruxelles, du 8 septembre 1999, a été déclarée close, pour absence d'actif, la faillite de la S.P.R.L. P.H.D. Trading, ayant son siège social à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue Heyvaert 122, R.C. Bruxelles 567465, T.V.A. 449.671.115.

La faillie a été déclarée excusable.

Le curateur : Me Vincent Terlinden, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) V. Terlinden.

(Pro deo) (24472)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de vakantiekamer, zaal B, van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 8 september 1999, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan activa, het faillissement van de B.V.B.A. P.H.D. Trading, met hoofdzetel hebbende te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Heyvaertstraat 122, H.R. Brussel 567465, BTW 449.671.115.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

De curator : Mr. Vincent Terlinden, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) V. Terlinden.

(Pro deo) (24472)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement de la chambre des vacations, salle B, du tribunal de commerce de Bruxelles, du 8 septembre 1999, a été déclarée close, pour absence d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Universal Model International, ayant son siège social à 1000 Bruxelles, avenue Louise 60, R.C. Bruxelles 619362, T.V.A. 461.898.558.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur : Me Vincent Terlinden, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) V. Terlinden.

(Pro deo) (24473)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de vakantiekamer, zaal B, van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 8 september 1999, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan activa, het faillissement van de B.V.B.A. Universal Model International, met hoofdzetel hebbende te 1000 Brussel, Louizalaan 60, H.R. Brussel 619362, BTW 461.898.558.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Mr. Vincent Terlinden, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) V. Terlinden.

(Pro deo) (24473)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement de la chambre des vacations, salle B, du tribunal de commerce de Bruxelles, du 8 septembre 1999, a été déclarée close, pour absence d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Hexagone, ayant son siège social à 1030 Schaerbeek, rue Eugène Smits 26, R.C. Bruxelles 441947, T.V.A. 422.759.355.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur : Me Vincent Terlinden, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) V. Terlinden.

(Pro deo) (24474)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de vakantiekamer, zaal B, van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 8 september 1999, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan activa, het faillissement van de B.V.B.A. Hexagone, met hoofdzetel hebbende te 1030 Schaarbeek, Eugène Smitsstraat 26, H.R. Brussel 441947, BTW 422.759.355.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Mr. Vincent Terlinden, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) V. Terlinden.

(Pro deo) (24474)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement de la chambre des vacations, salle B, du tribunal de commerce de Bruxelles, du 8 septembre 1999, a été déclarée close, pour absence d'actif, la faillite de la S.C. Ates, ayant son siège social à 1020 Bruxelles, boulevard E. Bockstaal 141, R.C. Bruxelles 503050, T.V.A. 433.599.502.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur : Me Vincent Terlinden, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) V. Terlinden.

(Pro deo) (24475)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de vakantiekamer, zaal B, van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 8 september 1999, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan activa, het faillissement van de C.V. Ates, met hoofdzetel hebbende te 1020 Brussel, E. Bockstaellaan 141, H.R. Brussel 503050, BTW 433.599.502.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Mr. Vincent Terlinden, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) V. Terlinden.
(Pro deo) (24475)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement de la chambre des vacations, salle B, du tribunal de commerce de Bruxelles, du 8 septembre 1999, a été déclarée close, pour absence d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Saada, ayant son siège social à 1040 Bruxelles, boulevard Louis Schmidt 119, bte 2, R.C. Bruxelles 581960, T.V.A. 452.694.743.

La faillie n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur : Me Vincent Terlinden, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) V. Terlinden.
(Pro deo) (24476)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de vakantiekamer, zaal B, van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 8 september 1999, werd gesloten verklaard, bij gebrek aan activa, het faillissement van de B.V.B.A. Saada, met hoofdzetel hebbende te 1040 Brussel, Louis Schmidtdlaan 119, bus 2, H.R. Brussel 581960, BTW 452.694.743.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator : Mr. Vincent Terlinden, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) V. Terlinden.
(Pro deo) (24476)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 8 septembre 1999, ont été déclarées closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Ninos Food, boulevard Jamar 10, 1060 Bruxelles.

Le tribunal a déclaré que la faillie n'est pas excusable.

Pour extrait : le curateur, (signé) A. Baum. (Pro deo) (24477)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 8 september 1999 werden afgesloten verklaard, door gebrek aan actief, de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Ninos Food, Jamarlaan 10, 1060 Brussel.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor uittreksel : de curator, (get.) A. Baum. (Pro deo) (24477)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par un jugement du 8 septembre 1999, ont été déclarées closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. CEM, boulevard Adolphe Max 61, 1000 Bruxelles.

Le tribunal a déclaré que la faillie n'est pas excusable.

Pour extrait : le curateur, (signé) A. Baum. (Pro deo) (24478)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 8 september 1999 werden afgesloten verklaard, door gebrek aan actief, de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. CEM, Adolphe Maxlaan 61, 1000 Brussel.

De rechtbank verklaarde dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor uittreksel : de curator, (get.) A. Baum. (Pro deo) (24478)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 9 septembre 1999, a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. ADK Electronics, dont le siège social est établi à 1050 Bruxelles, rue du Trône 95, R.C. Bruxelles 497260, T.V.A. 432.189.042, activité commerciale principale : informatique.

Juge-commissaire : M. Andersson.

Curateur : Me F. Hanssens-Ensch, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du jugement prononçant la faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 20 octobre 1999, à 14 heures, à la salle A.

Le curateur, (signé) F. Hanssens-Ensch. (Pro deo) (24479)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 9 september 1999, werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. ADK Electronics, met maatschappelijke zetel gevestigd te 1050 Brussel, Troonstraat 95, H.R. Brussel 497260, BTW 432.189.042, voornaamste handelsactiviteit : informatica.

Rechter-commissaris : de heer Andersson.

Curator : Mr. F. Hanssens-Ensch, advocaat te 1050 Brussel, Louizalaan 349, bus 17.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 20 oktober 1999, te 14 uur, in zaal A.

De curator, (get.) F. Hanssens-Ensch. (Pro deo) (24479)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 6 septembre 1999, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes pour insuffisance d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Savana, avec siège social à 1030 Bruxelles, avenue Eugène Plasky 65, R.C. Bruxelles 581110, T.V.A. 448.281.441.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu de statuer sur l'excusabilité de la partie faillie.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Pol A. Massart.

(Pro deo) (24481)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 september 1999, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Savana, met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Eugène Plasky laan 65, H.R. Brussel 581110, BTW 448.281.441, tekort aan activa.

De rechtbank heeft geoordeeld dat er niet geoordeeld moet worden over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Pol A. Massart. (24481)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 6 septembre 1999, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes pour faute d'actif les opérations de la faillite de la S.A. P.M.E.I.S., rue Locquenghien 23, 1000 Bruxelles, R.C. Bruxelles 537434, T.V.A. 441.588.936.

En outre, le tribunal a dit que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. De Smeth.

(Pro deo) (24482)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 6 september 1999 van de rechtbank van koophandel te Brussel, werden de verrichtingen van het faillissement van de N.V. P.M.E.I.S., Locquenghienstraat 23, 1000 Brussel, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft beslist dat de gefailleerde niet verschoonbaar is.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. De Smeth.

(Pro deo) (24482)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Sur ordonnance de M. le juge-commissaire Jean Andersson, les créanciers de la faillite de M. De Weerd, Robert, domicilié à 1180 Bruxelles, chaussée de Waterloo 1020, ayant exploité un commerce à Bruxelles, rue des Princes 8/10, sont invités, conformément au prescrit de l'article 79 de la loi du 8 août 1997, à participer à l'assemblée des créanciers qui se tiendra au tribunal de commerce, salle A, palais de justice, de Bruxelles, le 22 septembre 1999, à 14 heures.

Le compte simplifié se présente comme suit :

Recettes : 4 278 214 francs.

Frais : 470 016 francs.

Honoraires du curateur : 325 025 francs.

Paiements aux créanciers : 3 483 173 francs.

La faillite devra en conséquence être clôturée pour cause d'insuffisance d'actif.

Le curateur, (signé) Tom Gutt. (24483)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Op bevel van de heer rechter-commissaris Jean Andersson worden de schuldeisers van het faillissement van de heer De Weerd, Robert, gehuisvest te 1180 Brussel, Waterloostraat 1020, en een handel uitgebaat hebbend te Brussel, Prinsenstraat 8/10, overeenkomstig de bepalingen van artikel 79 van de wet van 8 augustus 1997, uitgenodigd om deel te nemen aan de vergadering van de schuldeisers die zal worden gehouden op de rechtbank van koophandel te Brussel, zaal A, justitiepaleis, op 22 september 1999, om 14 uur.

De vereenvoudigde rekeningen doen zich als volgt voor :

Ontvangsten : 4 278 214 frank.

Kosten : 470 016 frank.

Erelonen van de curator : 325 025 frank.

Betalingen aan de schuldeisers : 3 483 173 frank.

Het faillissement zal bijgevolg dienen te worden afgesloten wegens ontoereikend actief.

De curator, (get.) Tom Gutt. (24483)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 14 septembre 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.A. Resto International, établie et ayant son siège social à 4000 Liège, place des Béguinages 5, R.C. Liège 185752, pour les activités suivantes : restaurant, traiteur, organisateur de banquets.

Juge-commissaire : M. Philippe Henry.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 26 octobre 1999.

Les déclarations de créances seront adressées soit au curateur soit au greffe du tribunal de commerce pour le 14 octobre 1999 au plus tard.

Le curateur, (signé) Jean-Luc Dewez, avocat, rue des Remparts 6, à 4600 Visé. (24484)

Par jugement du 9 septembre 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de M. Jean-Claude Krakowski, domicilié quai de Rome 16/071, à 4000 Liège, anciennement rue d'Odeur 1, à 4340 Awans, ayant exploité un snack à l'enseigne « Pitagore », rue Sainte-Véronique 29, à 4000 Liège, R.C. Liège 201647, T.V.A. 600.573.916.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 19 octobre 1999, à 10 heures. Les créances doivent être déclarées avant cette date.

Le curateur, (signé) Jean Caeymaex, avocat, quai Godefroid Kurth 12, à 4020 Liège. (24485)

Par jugement du 9 septembre 1999, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite de la S.A. Patrimoine immobilier liégeois, en abrégé : « P.I.L. », établie et ayant son siège social à 4000 Liège, rue de Hesbaye 92, R.C. Liège 201137, T.V.A. 454.683.837.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 19 octobre 1999, à 9 h 30 m. Les créances doivent être déclarées dans les trente jours du jugement déclaratif.

Le curateur, (signé) Jean Caeymaex, avocat, quai Godefroid Kurth 12, à 4020 Liège. (24486)

Tribunal de commerce de Charleroi

—

En vertu d'un jugement prononcé par la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi en date du 7 septembre 1999, la faillite de feu M. Fernand Prelat, domicilié à l'époque à 6000 Charleroi, rue de la Bienfaisance 4, faillite prononcée le 25 juin 1985 par le même tribunal, a été clôturée.

Pour extrait conforme : (signé) Edgard Kempeners, curateur. (24487)

Par jugement en date du 13 septembre 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la faillite, sur assignation, du sieur Khelifa, Jean-Marc, né à Gilly le 14 octobre 1956, domicilié à 6000 Charleroi, avenue des Alliés 3/1, R.C. Charleroi 190229, T.V.A. 661.434.585, ce jugement a désigné comme juge-commissaire, M. De Wolf, et comme curateur, Me Hugues Born, avocat, ayant son cabinet à 6001 Marcinelle, rue Destrée 68.

Ledit jugement fixe :

1° au 13 septembre 1999, la date provisoire de la cessation des paiements de la faillie;

2° au 5 octobre 1999, la date limite pour le dépôt des déclarations de créance au greffe du tribunal de commerce;

3° au 2 novembre 1999, à 8 h 30 m, la clôture du procès-verbal de la vérification des créances, qui aura lieu en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal précité, siégeant au local ordinaire de ses audiences, au palais de justice de Charleroi.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Hugues Born. (Pro deo) (24488)

Par jugement en date du 13 septembre 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi a prononcé la faillite, sur assignation, de la S.P.R.L. Fondermeca, dont le siège social est à 6180 Courcelles, rue P. Pastur 59, R.C. Charleroi 185650, T.V.A. 456.288.988, activité principale : construction mécanique, aciers et fontes moulées.

Ce jugement a désigné comme juge-commissaire, Mme Flemal, et comme curateur, Me Hugues Born, avocat, ayant son cabinet à 6001 Marcinelle, rue Destrée 68.

Ledit jugement fixe :

1° au 10 septembre 1999, la date provisoire de la cessation des paiements de la faillie;

2° au 5 octobre 1999, la date limite pour le dépôt des déclarations de créance au greffe du tribunal de commerce;

3° au 2 novembre 1999, à 8 h 30 m, la clôture du procès-verbal de la vérification des créances, qui aura lieu en la chambre du conseil de la première chambre du tribunal précité, siégeant au local ordinaire de ses audiences, au palais de justice de Charleroi.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me Hugues Born. (Pro deo) (24489)

Tribunal de commerce de Mons

—

Faillite du 13 septembre 1999, sur aveu, Foucart, Fabrice, né à La Louvière le 28 janvier 1977, domicilié à 7100 La Louvière, place Communale 8/3, ayant exploité un débit de boissons, sous la dénomination « L'European Café », à La Louvière, place Communale 8, R.C. Mons 135921, T.V.A. 764.227.762.

Curatrice : Me Natalie Debouche, Grand-Place 14, 7370 Dour.

Cessation des paiements : provisoirement le 13 septembre 1999.

Dépôts des déclarations de créances pour le 13 octobre 1999 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 4 novembre 1999, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Huissier-commis : Me B. Campagne, à La Louvière.

Juge-commissaire : Jean-Pierre Demulder.

La curatrice, (signé) N. Debouche. (Pro deo) (24490)

Faillite du 13 septembre 1999, sur aveu, Isalog S.A., dont le siège social est sis à 7332 Sirault, rue Blondiau 34, R.C. Mons 132079, T.V.A. 443.679.087, exerçant les activités de vente de matériel informatique.

Curatrice : Me Natalie Debouche, Grand-Place 14, 7370 Dour.

Cessation des paiements : provisoirement le 13 septembre 1999.

Dépôts des déclarations de créances pour le 13 octobre 1999 au plus tard.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances le 4 novembre 1999, à 8 h 30 m du matin, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice-extension, place du Parc 32, à Mons.

Huissier-commis : Me P. Yernaux, à Mons.

Juge-commissaire : Eddie De Haan.

La curatrice, (signé) N. Debouche. (Pro deo) (24491)

Tribunal de commerce de Namur

—

Par jugement prononcé le 9 septembre 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Bio Top, R.C. Namur 64665, T.V.A. 447.193.358, et dont le siège social est établi à Seilles, rue Bourrie 7, et a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la société faillie.

(Signé) Pierre Lebrun, curateur. (24492)

Par jugement prononcé le 9 septembre 1999, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Namur a déclaré closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. James Shopping, R.C. Namur 74711, T.V.A. 464.070.962, et dont le siège social est établi à 5021 Boninne, route de Hannut 279c, et dit n'y avoir prononcé l'excusabilité de la société faillie.

(Signé) Pierre Lebrun, curateur. (24493)

Par jugement prononcé le 2 septembre 1999, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Namur a déclaré closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Look Optique, R.C. Namur 69722, T.V.A. 454.974.738, et dont le siège social est établi à 5004 Bouge, chaussée de Louvain 321, et dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la société faillie.

(Signé) Pierre Lebrun, curateur. (24494)

Par jugement prononcé le 2 septembre 1999, la quatrième chambre du tribunal de commerce de Namur a déclaré closes, faute d'actif, les opérations de la faillite de la S.A. Art R.T.V., R.C. Namur 55596, T.V.A. 430.556.769, et dont le siège social est établi à 5310 Eghezée, rue des Six Frères 161, et a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la société faillie.

(Signé) Pierre Lebrun, curateur. (24496)

Par jugement du 9 septembre 1999, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de M. Burgun, Philippe, né le 7 octobre 1958 à Etterbeek, domicilié à 5032 Gembloux (Les Isnes), route d'Eghezée 185, mais résidant actuellement à 5030 Gembloux, chaussée de Wavre 41, exploitant un commerce d'antiquités, brocante, décoration sous la dénomination « Au Phil du Temps », R.C. Namur 54576, T.V.A. 657.345.541.

Le même jugement reporte à la date provisoire l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. De Hulster, Luc, juge-consulaire.

Curatrices : Me Sohet, Isabelle, rue Juppín 6, 5000 Namur; Me Dorange, Françoise, rue Juppín 6, 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 4 novembre 1999, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1^{er} étage.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) C. Lepage.
(Pro deo) (24495)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 6 septembre 1999, a été déclarée ouverte, la faillite de Mme Margareta Blockerey, dont le siège social est sis rue du Pont 154/4, bte 1, à 1430 Rebecq, R.C. Nivelles 84270, T.V.A. 785.188.472.

Nature de l'activité exercée : débit de boissons.

Curateur : Me Bernard Vanham, dont le cabinet est sis rue de Charleroi 2, à 1400 Nivelles,

Juge-commissaire : M. Michel Vulhopp.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 11 octobre 1999, et se tiendra au siège du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Délai de dépôt des créances : trente jours à dater du jugement déclaratif.

Le curateur, (signé) B. Vanham. (24497)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 6 septembre 1999, a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. GPF Product, dont le siège social est sis rue de Namur 159, à Nivelles, R.C. Nivelles 81873, T.V.A. 455.526.747.

Juge-commissaire : M. Raoul Ribant.

Curateur : Me Jean-Noël Bastenièrre, avocat à 1300 Wavre, chaussée de Louvain 150.

Date limite de dépôt des créances : le 30 septembre 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le lundi 11 octobre 1999, à 11 heures, en l'auditoire du tribunal de commerce de Nivelles.

Pour extrait conforme : (signé) Jean-Noël Bastenièrre, curateur. (24498)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

Bij vonnis d.d. 9 september 1999, werd, op dagvaarding, open verklaard, het faillissement van de N.V. I.K.B.D., immobiliënmaatschappij, met maatschappelijke zetel te 9120 Melsele, Alexander Farneselaan 13, H.R. Sint-Niklaas 8560.

Staking van betaling werd vastgesteld : op 9 maart 1999.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 11 oktober 1999, ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 20 oktober 1999, te 15 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas.

Rechter-commissaris : Mevr. Marianne Buyse.

Curator : Mr. Dani De Clercq, advocaat te 9111 Belsele, Rozenlaan 30.
Voor uittreksel : de curator, (get.) D. De Clercq. (24499)

Rechtbank van koophandel te Gent

Bij vonnis d.d. 13 september 1999, op bekentenis, tweede kamer, werd het faillissement vastgesteld inzake Landbouwwerken Chris Lataire B.V.B.A., onderneming voor het uitvoeren van diverse land- en tuinbouwwerken en van werken in verband met de veeteelt voor rekening van derden, met maatschappelijke zetel te 9930 Zomergem, Rohoek 6B, H.R. Gent 174171, BTW 453.263.677.

Rechter-commissaris : de heer Marijn De Vis.

Datum staking van de betalingen : 31 mei 1999.

Indienen schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Oude Schaapmarkt 22, 9000 Gent, vóór 11 oktober 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 25 oktober 1999, te 9 uur, in de rechtbank, gehoorzaal A, tweede verdieping.

De curator : Mr. Peter Van Caenegem, advocaat, kantoorhoudende te 9000 Gent, Savaanstraat 7.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier-hoofd van dienst, (get.) Y. Bils. (24500)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van 9 september 1999 werd het faillissement Hulsmans, Jean, Klokkestraat 12/2, 3740 Bilzen, gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Guy Hermans.
(Pro deo) (24501)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 9 september 1999, werd het faillissement van de N.V. W & S Mode, kleinhandel in groothandel in textielwaren, kleding, schoeisel, fantasiejuwelen, schoonheidsprodukten en toiletartikelen, marokijnwaren, goud- en zilverwerk en juwelen, schoonheidsinstituut, met zetel gevestigd te 3630 Maasmechelen, Pauwengraaf 102, H.R. Tongeren 69005, uitgesproken bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 5 augustus 1996, voor gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard en aan het mandaat van de curator werd algemene kwijting verleend.

In toepassing van art. 83 F.W. houdt de gefailleerde rechtspersoon op te bestaan.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curator, (get.) Bernard Toppet-Hoegars. (24502)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 9 september 1999, werd het faillissement van de B.V.B.A. Helion, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3600 Genk, Hoevenzavellaan 119, H.R. Tongeren 77013, groothandel in voedingswaren, BTW 454.001.174, in staat van faillissement verklaard bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 16 maart 1998, voor gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard en aan het mandaat van de curator werd algemene kwijting verleend.

In toepassing van art. 83 F.W. houdt de gefailleerde rechtspersoon op te bestaan.

Voor eensluidend verklaard uittreksel : de curator, (get.) Bernard Toppet-Hoegars. (Pro deo) (24503)

De rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, heeft bij vonnis van 10 september 1999, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de N.V. Manège Besdaal, BTW 462.371.284, H.R. Tongeren 83702, uitbating van een rijsschool en verhuring van paarden, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3690 Zutendaal, Jagersstraat 3.

Tijdstip staking van betaling : 10 september 1999.

Curatoren : Mrs. E. Vanbergen & S. Wissels, advocaten te 3700 Tongeren, Leopoldwal 4.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Kielenstraat 22, bus 4, te 3700 Tongeren, vóór 10 oktober 1999.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 15 oktober 1999, om 10 uur, Kielenstraat 22, te 3700 Tongeren, gerechtsgebouw.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) E. Vanbergen & S. Wissels.

(Pro deo) (24523)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

Bij vonnis d.d. 9 september 1999, van de rechtbank van koophandel te Hasselt werd het faillissement van Alfas B.V.B.A., met zetel te 3582 Beringen, Heerbaan 316, H.R. Hasselt 92409, failliet verklaard bij vonnis d.d. 19 juni 1997, afgesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde wordt niet verschoonbaar verklaard en de curatoren worden ontlast van hun opdracht.

De curator, (get.) Ronny Maes. (24504)

Bij vonnis d.d. 9 september 1999, van de rechtbank van koophandel te Hasselt werd het faillissement van Van Eetvelde, Jean-Pierre, wonende te 3806 Velm-Sint-Truiden, Oude Stationsstraat 9, H.R. Hasselt 90810, failliet verklaard bij vonnis d.d. 24 april 1997, afgesloten bij gebrek aan actief.

De gefailleerde wordt niet verschoonbaar verklaard en de curatoren worden ontlast van hun opdracht.

De curator, (get.) Ronny Maes. (24505)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, uitgesproken op 9 september 1999, werd failliet verklaard HVL Sloopwerken, met zetel gevestigd te 3560 Lummen, Schalbhoekstraat 75, voorheen en thans hernummering nr. 107, H.R. Hasselt 74326, BTW 436.621.744.

Rechter-commissaris : de heer Eraly.

De curator : Mr. Thierry Bielen, advocaat te 3500 Hasselt, Groenplein 4.

Datum van staking van betalingen : 9 september 1999.

De schuldeisers worden verzocht ter griffie van voormelde rechtbank, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, de verklaring van schuldvordering te doen : vóór 30 september 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 14 oktober 1999, te 14 uur, in de zittingszaal, eerste verdieping, van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor ontleidend uittreksel : de curatoren, (get.) Thierry Bielen. (24506)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Hasselt, uitgesproken op 9 september 1999, werd failliet verklaard Frontuto, Nicola, kok, geboren te Tolve/Italië op 27 oktober 1957, wonende te 3530 Houthalen-Helchteren, Vredelaan 11/3-1, H.R. Hasselt 98495.

Rechter-commissaris : de heer Eraly.

De curator : Mr. Thierry Bielen, advocaat te 3500 Hasselt, Groenplein 4.

Datum van staking van betalingen : 9 september 1999.

De schuldeisers worden verzocht ter griffie van voormelde rechtbank, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, de verklaring van schuldvordering te doen : vóór 30 september 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 14 oktober 1999, te 14 uur, in de zittingszaal, eerste verdieping, van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor ontleidend uittreksel : de curatoren, (get.) Thierry Bielen. (24507)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Op 10 september 1999 werd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Leper een verzoekschrift neergelegd ondertekend door de heer Geert Lefever, zelfstandige kapper, en zijn echtgenote, Mevr. Heidi D'hondt, kleuterleidster, samenwonende te 8970 Poperinge, Valkenberg 20, tot homologatie van de akte verleden voor notaris William de Sagher, te Poperinge, op 6 september 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, waarbij het tussen hen bestaande wettelijk stelsel van gemeenschap van goederen wordt gehandhaafd, en het eigen onroerend goed van Mevr. Heidi D'hondt in het gemeenschappelijk vermogen wordt ingebracht.

(Get.) William de Sagher, notaris te Poperinge. (24508)

Suivant jugement prononcé le 28 juin 1999, par la troisième chambre du tribunal de première instance de Liège, le contrat de mariage modificatif du régime matrimonial entre les époux Jean Marie Gaston Joseph Munar Y Planas, et Joëlle Michèle Huguette Ghislaine Lafalize, domiciliés à Fléron, rue Vallée 3, dressé par le notaire Josette Lahaye, de résidence à Beyne-Heusay, en date du 4 février 1999, a été homologué : ledit contrat portant régime de la séparation des biens pure et simple.

Beyne-Heusay, le 9 septembre 1999.

(Signé) J. Lahaye, notaire. (24509)

Bij verzoekschrift van 26 augustus 1999, verzoeken de heer Jean Paul Kerckaert, chauffeur, en echtgenote, Hilda Yolanda De Vlioger, huis-houdster, wonende te Beernem, Tulpenstraat 1, de rechtbank van eerste aanleg te Brugge de akte te homologeren, verleden voor notaris Bernard D'hoore, te Beernem, op 26 augustus 1999, houdende wijziging in de samenstelling van de vermogens, zonder een ander stelsel aan te nemen en zonder dat deze wijziging de vereffening van hun stelsel tot gevolg heeft of dat deze wijziging aanleiding geeft tot transactionele regeling, doch met inbreng door de heer Jean Paul Kerckaert van eigen onroerende goederen in het gemeenschappelijk huwelijksvermogen.

Namens de echtgenoten: (get.) B. D'hoore, notaris te Beernem. (24510)

Bij vonnis uitgesproken door de 27e kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 22 juni 1999, werd de akte tot wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Pierre Paeps, te Machelen, op 24 maart 1999, tussen de heer Michel André Ghislain Geerts, licentiaat, en zijn echtgenote, Mevr. Antoinette Maria Serafine Radoux, onderwijzeres, wonende te Zemst/Elwijt, Waversebaan 6, gehomologeerd.

(Get.) Pierre Paeps, notaris. (24511)

Par requête en date du 17 août 1999, M. Didier Jean Philippe Delbrouck, gérant, et son épouse, Mme Sabine Eliane Marie Julienne Tihon, sans profession, tous deux demeurant et domiciliés à Ans/Alleur, rue de Juprelle 299, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Liège une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial dressé par acte reçu par le notaire Patrick Picard, à Alleur (commune d'Ans), en date du 17 août 1999.

Ledit contrat modificatif comporte apport d'un immeuble propre de l'époux au patrimoine commun.

Pour extrait conforme: pour les époux, (signé) Patrick Picard, notaire. (24512)

Par requête datée de ce 13 septembre 1999, M. Blomme, Georges Désiré, pensionné, né à Mouscron le 17 janvier 1931, et son épouse, Mme Missiaen, Simone Odette, pensionnée, née à Estaimpuis le 13 février 1932, demeurant ensemble à Estaimpuis, rue Verte Plaine 11, ont introduit devant le tribunal de première instance de Tournai, une demande en homologation du contrat modificatif de régime matrimonial dressé par acte du notaire Alain Henry, à Estaimbourg, le même jour.

Le changement consiste en l'apport par Mme Simone Missiaen d'un immeuble à la communauté en raison des aménagements faits ou à faire audit immeuble par le travail et les ressources de chacun des époux.

(Signé) Alain Henry, notaire. (24513)

Bij verzoekschrift ondertekend op 2 augustus 1999 hebben de echtgenoten, Pyson, Cüido, te Oostende, Jules Peurgaetstraat 83, en Vanden Eynde, Chantal, te Oostende, Jules Peurgaetstraat 83, aan de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, de homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Pierre De Maesschalck, te Oostende, op 2 augustus 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door overschakeling van het wettelijk stelsel der gemeenschap naar een zuivere scheiding van goederen.

Namens de echtgenoten Pyson-Vanden Eynde, (get.) Pierre De Maesschalck, notaris. (24514)

Bij verzoekschrift van 10 september 1999 hebben de echtgenoten, Hofmans, Koenraad Wim Jozefa, en Boeykens, An Celine Richarda, samenwonende te Beersel-Lot, Petrus Dewildestraat 72, de rechtbank van eerste aanleg te Brussel verzocht de wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel te homologeren, vastgesteld bij akte verleden voor notaris Jos Muyshondt, te Halle, op 23 augustus 1999, en waarbij de echtgenoot inbreng heeft gedaan in het gemeenschappelijk vermogen van de echtelijke woonst, toebehorende tot zijn eigen vermogen.

(Get.) Jos Muyshondt, notaris. (24515)

Loi maritime – Zeewet

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Afstand scheepsvermogen: duwbak Euroduw en motorduwboot Mons.

Eigenaar:

Duwbank Euroduw: de vennootschap naar Nederlands recht Handels en Beheersmaatschappij Scapha, met maatschappelijke zetel gevestigd Kennedylaan 28, te 5242 BB Rosmalen, Nederland;

Motorduwboot Mons: Gaston Romain Pius, schipper eigenaar, wonende te 7500 Doornik, quai Donat Casterman 55.

1e beschikking: 30 april 1999.

2e beschikking: 20 mei 1999.

3e beschikking: 13 september 1999.

Rechter-commissaris: J. Wilkin.

Vereffenaar: H. Lange.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie: 13 oktober 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van schuldvorderingen: 12 november 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De vereffenaar, H. Lange. (24518)

Afstand scheepsvermogen: zeeschip MS Iberian Express.

Eigenaar: de vennootschap naar Liberiaans Recht, Coral International Navigation, met zetel te Monrovia, Liberia, Broad Street 80.

1e beschikking: 6 augustus 1999.

2e beschikking: 19 augustus 1999.

3e beschikking: 9 september 1999.

Rechter-commissaris: F. Vandriessche.

Vereffenaar: A. Meeusen, Kapucinessenstraat 19, 2000 Antwerpen.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie: 11 oktober 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van schuldvorderingen: 10 november 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De vereffenaar, A. Meeusen. (24519)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 18 septembre 1999 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 18 september 1999

PROVINCIALE HOGESCHOOL LIMBURG

Bekendmaking nevenactiviteiten onderwijzend personeel 1999-2000 overeenkomstig de artikelen 2 en 3 van het besluit van de Vlaamse Regering van 5 mei 1995

Het hogeschoolbestuur heeft beslist dat aan de hierna vermelde voltijdse leden van het onderwijzend personeel in afwijking van artikel 1 van bovenvermeld besluit en na onderzoek van de beschikbaarheid van betrokkenen voor de hogeschool, machtiging wordt verleend voor het uitoefenen van de achter hun naam vermelde activiteit :

Cox, Carla, lector aan de PHL, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als advocaat gedurende 4 uur per week. Door de geringe omvang van de advocatenpraktijk komt de beschikbaarheid voor de PHL niet in het gedrang. Bovendien kan de praktische ervaring als advocaat aangewend en verwerkt worden in de lessen waardoor deze concreter en boeiender worden. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene niet in het gedrang komt.

Ghysels, Rudi, praktijklector aan de PHL, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig kinesitherapeut en dit 7 tot 8 uur per week. Als praktijklector is deze praktijkervaring essentieel voor de kwalitatieve invulling ervan. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene voor de PHL niet in het gedrang komt.

Janssen, Jakob, werkleider en assistent aan de PHL, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig architect en dit 8 uur per week. De zelfstandige activiteit beperkt zich tot minder dan twee halve dagen per week en vormt een noodzakelijke ondersteuning van de onderwijsopdracht. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene voor de PHL niet in het gedrang komt.

Kesenne, Joannes, assistent aan de PHL, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als kunstcriticus en dit 4 uur per week. Deze activiteit kan zowel een ondersteunende als promotionele meerwaarde voor de PHL betekenen. Via contacten met kunstenaars kunnen deze professionele krachten een actieve bijdrage leveren tot de kwaliteit, het niveau en het realiteitskarakter van het onderwijs. De journalistieke bijdragen over tentoonstellingen van het departement dragen bij tot de uitstraling van de PHL. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene voor de PHL niet in het gedrang komt.

Meesen, Raf, praktijklector, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig kinesitherapeut gedurende 7 uur per week. Deze activiteit biedt de mogelijkheid om hetgeen gedoceerd wordt te toetsen aan de praktijk en zo een vruchtbare samenwerking te creëren tussen theorie en praktijk. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene voor de PHL niet in het gedrang komt.

Moonen, Hugo, lector aan de PHL, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als advocaat gedurende 7 uur per week. Daar hoofdzakelijk praktijkgerichte vakken in voortdurende evolutie gedoceerd worden, is praktijkervaring noodzakelijk teneinde met kennis van zaken onderwijs te geven in een hogeschool. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene voor de PHL niet in het gedrang komt.

Noelmans, Georges, lector aan de PHL, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als adviseur van verzekeringsmaatschappijen in verband met schadedossiers uit land- en tuinbouw en dit 5 uur per week. Daar deze activiteit een beperkte omvang heeft en gebeurt op zelf gekozen ogenblikken wordt de beschikbaarheid niet beïnvloed. Bovendien biedt deze activiteit de mogelijkheid om contact te houden met de dagelijkse praktijk om alzo een snelle technische en wetenschappelijke evolutie te kunnen volgen. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene voor de PHL niet in het gedrang komt.

Oosterbosch, Els, lector aan de PHL, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig kinesitherapeut als helpende echtgenote gedurende 3 à 4 uur per week. Zo kan er voeling gehouden worden met de praktijk en kunnen de lessen aangevuld worden met recente voorbeelden. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene voor de PHL niet in het gedrang komt.

Pellens, Pieter, docent aan de PHL, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als gerechtsdeskundige. Betrokkene verklaart zijn zelfstandige activiteit praktisch volledig te hebben afgebouwd. Deze activiteit zal nooit meer dan twee halve dagen in beslag nemen en wordt uitgeoefend op tijdstippen die niet samenvallen met het lessenrooster. Deze activiteiten bieden de mogelijkheid voeling te houden met de dagelijkse praktijk van de bouwwereld en geven een meerwaarde aan de lesopdracht. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene voor de PHL niet in het gedrang komt.

Posen, Jan, werkleider en assistent aan de PHL, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig architect gedurende 8 uur per week. Deze activiteiten overschrijden de twee halve dagen per week niet en vormen een noodzakelijke ondersteuning van de onderwijsopdracht. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene voor de PHL niet in het gedrang komt.

Roppe, Edith, lector aan de PHL, wordt gemachtigd een nevenactiviteit uit te oefenen als zelfstandig notarismedewerkster gedurende 3 uur per week. Zo kan nuttige praktijkervaring opgedaan worden en overgebracht worden in de onderwijsopdracht om zo blijvend voeling te houden met de actuele praktijkknoten. Het bewijs werd geleverd dat de omvang beperkt is en dat de beschikbaarheid van betrokkene voor de PHL niet in het gedrang komt.

(19764)